

République démocratique populaire du Yémen, avant-poste du développement socialiste en Arabie

Le développement de la résistance au Yémen, sa vague anti-impérialiste, peut sembler être une nouveauté, mais en réalité, le Yémen a été l'un des laboratoires politiques anti-impérialistes et socialistes les plus intéressants du siècle dernier. Cette histoire est occultée par la gauche occidentale, car elle ne correspond pas à ses propres canons « politiques », mais aussi par les courants décoloniaux et l'islam politique, car elle rompt avec un récit conformiste de l'histoire des peuples et des classes.

Nous avons traduit un ouvrage d'Helen Lackner, publié en mars 1985. Ce n'est pas « l'histoire » du Yémen, il y a des lacunes et l'analyse ne porte que sur une période donnée, mais cela nous permet de découvrir l'une des expériences les plus significatives du « socialisme arabe » et une véritable lutte anti-impérialiste. Connaître cette histoire nous permet de comprendre pourquoi il existe aujourd'hui au Yémen une résistance anti-impérialiste et populaire aussi aguerrie et compétente sur le plan politico-militaire. Un État marxiste-léniniste dans la péninsule arabique, une lutte anti-impérialiste revêtant des caractéristiques socialistes : telle est l'histoire du Yémen socialiste. Ce ne sont pas les célébrations qui nous intéressent, mais mettre en avant l'importance des expériences du socialisme réel ; leurs erreurs et leurs limites ne doivent pas nous faire oublier qu'il s'agissait de véritables formes d'expérimentation de masse du socialisme, et c'est là l'élément central pour nous.

rédaction de Supernova

République démocratique populaire du Yémen, avant-poste du développement socialiste en Arabie

Helen Lackner

Introduction

Chapitre 1 : La période coloniale

Les raisons de l'occupation britannique

Le Yémen du Sud des années 1850 à la Première Guerre mondiale

La transformation de l'arrière-pays

L'intervention dans l'intérieur du pays à partir des années 1930

Les changements constitutionnels des années 1950 et la Fédération d'Arabie du Sud

Cartes coloniales

Chapitre 2 : Le développement du nationalisme et la lutte pour l'indépendance

Les mouvements politiques d'Aden

1. Les premières organisations

2. Le Congrès syndical d'Aden et le Parti socialiste populaire

3. L'Organisation pour la libération du Sud occupé et le Front de libération du Yémen du Sud occupé

Les mouvements fondés sur l'idéologie

1. Le Baas

2. Les communistes

Mouvements anti-britanniques dans l'arrière-pays

1. La Ligue sud-arabienne

2. Le Front national uni

Le FNL

1. Les origines du Front de libération nationale

2. La naissance du FNL

3. La Charte nationale

4. Le conflit avec le FLOSY et la victoire

L'Hadramaut

Conclusion : le FNL prend le pouvoir

Chapitre III : Les dix premières années d'indépendance

La situation au moment de l'indépendance

Les dix-huit premiers mois

1. Le quatrième congrès du FNL

2. Les événements du 20 mars

3. Le mouvement du 14 mai

4. Les désaccords avec la RAR

La « mesure corrective » et le cinquième congrès

1. La « mesure corrective » du 22 juin

2. Les premières années du gouvernement révolutionnaire

3. Le cinquième congrès

4. Les sept jours

5. La contre-révolution

6. Les relations avec la partie nord de la patrie

L'UPONF et la lutte pour le pouvoir (1975-1978)

1. Le congrès d'unification

2. Déclin et chute de Salmine : les événements du 26 juin

Chapitre IV : L'État dans les années 1980

La présidence d'Abdul Fattah Ismail

1. Le premier congrès du Parti socialiste yéménite (PSY)

2. Principaux événements de la période

3. La question de l'unité yéménite

4. La « retraite » d'Abdul Fattah Ismail

La direction d'Ali Nasser Mohammed

1. Le congrès extraordinaire du Parti socialiste yéménite

2. L'évolution du parti

3. La politique intérieure

4. Un Yémen uni ?

5. Évolutions récentes des relations extérieures

L'État dans les années 1980

1. Les organisations représentatives et de masse

2. Les forces armées

Chapitre 5 : La transformation de la société.

La société avant l'indépendance.

L'islam

La détribalisation

Les Bédouins

La condition des femmes

La culture

Le clivage entre zones urbaines et rurales

L'émigration

Chapitre six : Les politiques sociales et leur influence sur le changement social

L'éducation

L'éducation des adultes

La santé

1. Situation initiale et problèmes

2. Les politiques de santé du gouvernement

3. Évolution du secteur de la santé depuis l'indépendance

Le logement

Autres politiques sociales

Chapitre sept : L'économie

La politique économique

1. Les débuts de la planification

2. La politique économique du premier congrès du PSY

3. Le deuxième plan quinquennal et le congrès général extraordinaire du PSY.

La situation en 1980

Le deuxième plan quinquennal : où en est-on ?

Finances

Commerce

Infrastructures

La main-d'œuvre

Conclusion

Chapitre huit : L'agriculture

L'agriculture avant l'indépendance

L'indépendance et la réforme agraire

Les coopératives

Les problèmes de l'agriculture et les nouvelles politiques pour les années 1980

Les exploitations agricoles d'État

Le secteur privé

L'élevage

Agriculture et autosuffisance

Chapitre 9 : Pêche et industrie

Pêche

1. Développement des coopératives de pêche

2. La flotte industrielle et la transformation du poisson

3. Distribution et commercialisation

Industrie

1. Politique du Parti	
2. L'industrie avant l'indépendance	
3. Conditions préalables au développement de l'industrie	
4. Industrie manufacturière	
5. Pétrole et minéraux	
Conclusion	
Chronologie	
Noms en anglais et en arabe des organisations politiques	
Bibliographie sélective	
Index	

Comme le savent tous ceux qui se sont déjà lancés dans des travaux de recherche, ce genre de projet ne se mène pas en solitaire. D'innombrables personnes m'ont aidé tout au long des nombreuses années qu'a duré ce projet, et il me serait impossible de toutes les citer. Je prie ceux que j'ai omis de bien vouloir me pardonner et d'accepter malgré tout ma gratitude pour les informations et les éclairages qu'ils m'ont apportés. Mes collègues de travail m'ont apporté des connaissances de fond sur la vie quotidienne du pays et ses problèmes, et je tiens tout particulièrement à remercier le personnel et les élèves du collège Al Gala à Khormaksar, de l'École supérieure de formation des enseignants de Khormaksar et de Zinjibar, ainsi que de l'Institut des pêches de Khormaksar. Au ministère de l'Éducation et à l'université d'Aden, le Dr Said Abdul Khayr an Nuban, alors ministre, et le Dr Salem Omar Bukayr, recteur de l'université, ainsi que leurs équipes, m'ont aidé dans mes recherches et ont réglé les problèmes liés à mon emploi. De même, je tiens à exprimer ma gratitude à mes collègues du Centre yéménite de recherche culturelle, d'archéologie et des musées, et en particulier à son directeur, Abdullah Ahmad Muheirez, qui m'a soutenu tout au long de ce projet et m'a fait l'honneur de son amitié.

Les recherches menées pour cet ouvrage auraient été impossibles sans la coopération active et l'aide du Secrétariat du Comité central du Parti socialiste yéménite, qui a organisé des visites pour moi, m'a présenté aux différents ministères et m'a permis de participer à des discussions passionnantes. Je tiens tout particulièrement à remercier les responsables suivants : feu Mohammed Saleh Muti' et Abd al-Aziz Abdul Wali, tous deux anciens membres du Bureau politique, qui m'ont aidé au cours des premières années de mon travail. Plus récemment, les membres du Bureau politique Salem Saleh Mohammed, Anis Hassan Yahia et Abdul Ghani Abdul Qader m'ont fourni des conseils, une aide et des informations inestimables. Mes remerciements vont également à l'ensemble du personnel des départements des Relations extérieures, de l'Idéologie et de l'Économie qui m'ont aidé à différents moments, en particulier Farouq Ali Ahmed et Abdul Gabbar Sa'd.

Au sein du ministère de l'Agriculture et de la Réforme agraire, je tiens à remercier feu Mohammed Awad Ba'amer, le vice-ministre Naguib Qudar et le personnel du département de la Planification et des Statistiques ; au ministère des Ressources halieutiques, le département de la Planification et des Statistiques, le département des Coopératives et les différentes sociétés ; le personnel du département des Statistiques du ministère de l'Industrie ; je tiens tout particulièrement à exprimer ma gratitude au vice-ministre Othman Abdul Gabbar, dont l'aide a largement dépassé le cadre de ses fonctions, ainsi qu'à sa famille, dont l'amitié m'a beaucoup compté. Au ministère du Travail, le vice-ministre Ali bin Thabet a répondu avec bienveillance à mes questions ; au ministère des Collectivités locales, j'ai eu des discussions intéressantes avec le vice-ministre Farouq Shamlan et avec Mohammed Husayn Shamsan. Au ministère de la Planification, le vice-ministre de l'époque, Abdul Qader Bagammal, s'est montré très serviable, tout comme le personnel du département des affaires économiques. Au ministère de la Santé, j'ai eu des entretiens stimulants avec le Dr Ahmad Ghazy Ismail, le Dr Ahmad Abdul Latif et le Dr Ali Obeid Sallami. Je tiens également à remercier Mahmoud Said Madhi, ministre des Finances, ainsi que Salem al Ashwali, gouverneur de la Banque du Yémen, et son équipe, qui m'ont aidé à m'y retrouver dans la complexité des statistiques financières.

Lors de mes déplacements dans les campagnes, j'ai toujours bénéficié d'une aide et de conseils considérables de la part des autorités locales et de l'organisation locale du Parti, notamment lors de mes nombreuses visites dans le gouvernorat d'Hadramaut et plus particulièrement à Wadi Hadramat. Je tiens à remercier le personnel de l'hôtel As Salam à Seiyun pour la gestion de cet établissement si charmant. Partout, les gens ordinaires ont fait preuve de patience et se sont montrés aimables. Je tiens tout particulièrement à rendre hommage à tous les paysans, pêcheurs, ouvriers d'usine, hommes et femmes de partout, qui m'ont généreusement consacré leur temps et m'ont aidé dans un projet sans en tirer aucun bénéfice personnel.

Pendant mon séjour à Aden, la communauté française m'a soutenu et encouragé, bien qu'elle fût presque unanimement en désaccord avec mes positions et mes objectifs. Je tiens tout particulièrement à saluer le soutien de mon ami, feu André Fourcade, qui y a vécu entre 1977 et 1979. La communauté soudanaise, notamment le Dr Farouq Ibrahim, ainsi que Mohammed Magdoub et sa famille, m'ont apporté des conseils et une aide précieux. Tiger et sa famille élargie m'ont imposé des exigences et m'ont témoigné une affection qui a structuré ma vie là-bas ; ils m'ont également permis de mieux comprendre la commercialisation du poisson et l'organisation sociale des félins.

Le personnel de l'ambassade de la RDPY à Londres s'est toujours montré serviable. Je tiens à exprimer ma gratitude particulière à l'ambassadeur Mohammed Hadi Awad, qui m'a initialement trouvé un emploi et m'a permis de me rendre au Yémen démocratique en 1977, ainsi qu'à l'ambassadeur Saleh Husayn Muthanna et au personnel actuel, qui m'ont aidé à obtenir des données que je n'avais pas réussi à recueillir pendant mon séjour dans le pays.

L'élaboration de ma réflexion sur ce pays a bénéficié de l'expertise dans différents domaines des personnes suivantes, qui ont lu tout ou partie du manuscrit à différentes étapes et m'ont fait part de commentaires utiles. Je les remercie et m'excuse de ne pas avoir toujours suivi leurs conseils. Il s'agit de John Gittings, Fred Halliday, Bengt Kristiansson, Dorothy Lewis, Michael Maguire, Martha Mundy et Suleiman Yeslam. Le Dr Khaled Ibrahim Hariri a lu le manuscrit et formulé de nombreux commentaires précieux. Je lui suis reconnaissant pour ses critiques et ses conseils sur de nombreux points, ainsi que pour le soutien qu'il m'a apporté. David Wolton m'a guidé tout au long de la rédaction de la version finale de l'ouvrage ; l'importance qu'il a accordée à la lisibilité et son travail de révision constructif ont apporté une perspective plus large à cet ouvrage, tandis que ses encouragements et sa patience m'ont aidé à persévérer dans les moments difficiles. Depuis mon retour à Londres, la rédaction de cet ouvrage a été rendue possible grâce à une bourse d'un an octroyée par le Centre d'études sur le Golfe arabe de l'université d'Exeter. Je suis extrêmement reconnaissant envers le Centre et tout particulièrement envers le professeur M. A. Shaban pour la confiance qu'il a placée en mon travail, ce qui m'a permis de mener ce projet à bien dans un délai raisonnable et dans des conditions confortables. À Londres, je tiens également à remercier Hermione Harris et Mukrid pour leur soutien moral au cours de cette tâche solitaire qu'est l'écriture, ainsi que ma mère pour avoir patiemment accepté ces nombreuses années d'absence.

Enfin, et ce n'est pas là une simple formule de rigueur, j'assume seul la responsabilité de toutes les affirmations, idées, positions, interprétations, conclusions et erreurs que l'on trouvera dans cet ouvrage. Je suis certaine que personne ne partage toutes les positions exprimées ici, mais bien que je ne prétende en aucun cas détenir toutes les réponses, j'ai essayé de poser de nombreuses questions. Malgré ses lacunes, j'espère que cet ouvrage aidera les lecteurs à mieux comprendre, avec plus de bienveillance, le Yémen démocratique, son peuple et son histoire récente, et à prendre davantage conscience des difficultés du développement socialiste dans un pays pauvre du Tiers-Monde.

Helen Lackner

Mars 1985

Introduction

La République démocratique populaire du Yémen est le seul pays du monde arabe où un groupe socialiste luttant pour le renversement de l'ancien ordre a effectivement accédé au pouvoir. Pour évaluer tout aspect de l'évolution du Yémen démocratique depuis 1967, il est essentiel de garder à l'esprit les circonstances internes et externes qui constituent la toile de fond des politiques du régime. Tout d'abord, les conditions internes. Le mouvement qui a pris le pouvoir au moment de l'indépendance s'est efforcé de « construire le socialisme » dans les années 1970, dans un pays comptant seulement 2 millions d'habitants répartis sur un vaste territoire, avec une densité de population moyenne inférieure à 5,1 habitants par kilomètre carré et une densité rurale de 4 habitants par kilomètre carré, ce qui rend le coût par habitant de l'ensemble des services et des infrastructures particulièrement élevé. [1] La pauvreté du territoire est absolue : il n'y a pas de ressources naturelles significatives. Les terres cultivables représentent 0,3 % de la superficie du pays. Il n'y a pas de gisements miniers exploitables à l'échelle commerciale : l'importance de la découverte de pétrole en 1982 reste incertaine à l'heure où nous écrivons ces lignes, mais quelle qu'en soit l'issue, elle n'a pas d'incidence sur les années 1980. Elle pourrait permettre un développement autofinancé et résoudre le problème croissant du remboursement de la dette, mais cela n'est pour l'instant qu'une simple spéculation. Les eaux de pêche du pays ont d'abord été considérées comme la panacée ; elles ont donc été surexploitées dans les années 1970 et, à l'avenir, on ne peut raisonnablement s'attendre qu'à ce qu'elles améliorent l'alimentation de la population et jouent un rôle mineur dans l'acquisition de devises étrangères par le biais des exportations. Contrairement à de nombreux autres pays très pauvres, le Yémen démocratique ne dispose même pas d'une importante réserve de main-d'œuvre : l'émigration a, depuis des siècles, mais surtout au cours des dernières décennies, privé le pays d'une main-d'œuvre qui aurait pu être mise au service du développement local.

Alors que dans les années 1950 et 1960, Aden – mais pas l'arrière-pays – connaissait la prospérité, l'absence totale de ressources s'est révélée au moment de l'indépendance, avec l'effondrement simultané du port à la suite de la guerre israélo-arabe de 1967 et la destruction de l'économie d'Aden, qui dépendait de la base militaire. Le pays ne disposait plus que de son agriculture de subsistance traditionnelle et de sa pêche dans l'arrière-pays. L'émigration des classes moyennes professionnelles et commerciales, emportant avec elles leur capital, a aggravé la situation. De plus, l'hostilité à laquelle le nouvel État s'est heurté presque partout lui a causé de grandes difficultés à lever des fonds pour les projets de développement que la population attendait de l'indépendance. Au

contraire, le départ des Britanniques et la fermeture du canal de Suez ont eu pour effet immédiat une baisse du niveau de vie à Aden, sans amélioration notable dans l'arrière-pays. Tels étaient les fondements sur lesquels devaient se construire un nouvel État et une nouvelle société.

Le contexte international est pertinent, d'un point de vue politique général, pour expliquer le cadre dans lequel le NLF s'est développé, tandis que le contexte régional a eu un impact politique, économique et idéologique direct. Il ne fait aucun doute que le Yémen démocratique est né dans un monde particulièrement hostile. Pour le Tiers-Monde, les années 1970 ont été synonymes d'une aggravation de la pauvreté et de la précarité pour la majorité de la population ; dans la plupart des pays, les matières premières ou les produits semi-transformés étaient exportés à des prix en baisse en termes réels, tandis que ceux des importations augmentaient. Cette situation profitait à la fois aux multinationales des pays capitalistes et aux petites bourgeoisies nationales qui dirigent la plupart des pays du Tiers-Monde. L'exploitation accrue des ressources du Tiers-Monde constituait un moyen d'atténuer les effets de la récession du monde capitaliste qui avait débuté au début des années 1970. La détérioration des termes de l'échange est l'un des aspects de l'appauvrissement des pays du Tiers-Monde. Un autre aspect est apparu clairement dans les années 1980. Alors que dans les années 1970, les gouvernements étaient encouragés à emprunter des sommes colossales à des taux d'intérêt relativement bas, ceux-ci ont atteint des niveaux exorbitants dans les années 1980, paralysant ainsi les économies de nombreux pays du Tiers-Monde qui se sont retrouvés à effectuer des transferts nets vers les pays capitalistes sous la forme de remboursements de la dette. Un troisième facteur, moins important mais néanmoins significatif, est la migration de main-d'œuvre, en particulier celle des professionnels, qui constitue un autre exemple d'aide gratuite du Tiers-Monde aux pays capitalistes, car les compétences acquises aux dépens de leur pays d'origine profitent au pays importateur de main-d'œuvre.

La péninsule arabique a fait figure d'exception à la tendance générale à l'aggravation de la pauvreté dans le Tiers-Monde au cours des années 1970. Les hausses du prix du pétrole en 1973 ont entraîné un essor sans précédent des économies des États producteurs de pétrole de la péninsule, qui comptaient tous une population autochtone peu nombreuse et peu qualifiée. Leur ascension soudaine au sommet du classement des revenus par habitant leur a permis d'élaborer des plans de développement ambitieux qui ont nécessité l'importation de main-d'œuvre, tandis que ceux qui en avaient les moyens adoptaient le mode de vie des riches oisifs internationaux. Ces évolutions dans la péninsule ont eu lieu après la défaite des Arabes en 1967 dans leur guerre contre Israël, qui a également eu un impact majeur sur la dans tout le monde arabe. La responsabilité de cette défaite fut imputée, tant par la gauche que par la droite, au soi-disant

socialisme de Nasser, qui fut ainsi discrédité aux yeux des deux camps. Tous ces facteurs ont joué un rôle crucial dans l'évolution du Yémen démocratique, rendant le contexte encore plus défavorable qu'il ne l'aurait été si l'on n'avait tenu compte que des circonstances internes.

L'essor économique de la péninsule a affecté le Yémen démocratique à plusieurs égards. L'émigration a eu une influence profonde sur les plans économique, culturel et même politique. Dès les années 1970, l'Arabie saoudite et les mini-États de la péninsule accueillaient depuis des décennies des travailleurs immigrés yéménites : ceux-ci avaient commencé à travailler dans l'industrie pétrolière dès les années 1950 et étaient également présents dans les forces armées des États de la Trêve de l'époque. Dans les années 1970, la péninsule était devenue une option bien plus attrayante pour les travailleurs migrants yéménites que les destinations plus lointaines vers lesquelles ils avaient émigré auparavant : l'Indonésie et l'Inde au XIX^e siècle, la Grande-Bretagne et les États-Unis au début du XX^e. Alors que la récession frappait les industries lourdes où ils travaillaient dans ces pays, l'essor induit par les exportations de pétrole de la péninsule leur offrait des débouchés professionnels alternatifs. Si, aux débuts de l'exploitation pétrolière, les Yéménites travaillaient dans un environnement qui ne différait pas sensiblement de celui de leur pays d'origine et où le niveau de vie était comparable, la situation a changé dans les années 1970, lorsque les prix du pétrole ont augmenté et que le revenu par habitant des ressortissants des États de la péninsule a explosé. Les revenus des travailleurs migrants yéménites ont considérablement augmenté, ce qui a entraîné plusieurs conséquences. D'un point de vue positif, la hausse de leurs envois de fonds a fourni au gouvernement d'Aden une partie des devises étrangères dont il avait désespérément besoin pour financer des projets de développement. Les émigrants ont également pu améliorer de manière significative le niveau de vie de leurs familles, qui vivaient principalement dans des zones rurales reculées et qui ont ainsi moins souffert du fossé entre zones urbaines et rurales qu'elles ne l'auraient fait autrement.

L'émigration a également un impact considérable en raison de l'écart de revenus entre le pays d'origine et l'étranger : les salaires élevés pratiqués dans les États de la péninsule font que les proches restés au pays ne jugent pas nécessaire de travailler pour les maigres salaires du secteur public et que beaucoup préfèrent rester inactifs. Il est également difficile pour le secteur public de fidéliser son personnel et d'obtenir de lui un travail assidu, car les salaires ne constituent guère une incitation. Un effet secondaire, mais lié à cela, a été une certaine négligence de l'agriculture et de la pêche traditionnelles, dont les revenus, dans les années 1970, ne pouvaient rivaliser avec ceux de l'émigration. Les émigrants et leurs

familles ont continué à bénéficier des services sociaux en plein développement tandis que leur vie productive se déroulait à l'étranger.

Les effets négatifs de l'essor économique dans le Golfe sont très importants. Ils se manifestent principalement de manière indirecte, à travers leur influence idéologique. Les similitudes culturelles et linguistiques ont entraîné une augmentation disproportionnée des attentes, ce qui était totalement irréaliste compte tenu des conditions objectives qui prévalaient en République démocratique populaire du Yémen. À mesure que le niveau de vie des travailleurs émigrés et de leurs familles s'élevait, les attentes de leurs voisins s'élevaient également. Conscients de ce qui était accessible dans les États du Golfe dans les années 1970, les Yéménites s'attendaient à ce que l'indépendance leur apporte les mêmes avantages chez eux, d'autant plus qu'Adén avait été, dans les années 1960, la ville la plus moderne de la péninsule, citée en exemple dans toute la région. Son déclin dans les années 1970, qui s'est produit alors que des villes ultramodernes surgissaient du désert à une vitesse fulgurante ailleurs, a été expliqué en termes politiques plutôt qu'économiques. À cet égard, la guerre de propagande menée contre le régime à Aden a porté ses fruits. Les Yéménites en sont venus à imputer la pauvreté de leur pays au socialisme plutôt qu'aux différences objectives de situation financière qui séparaient le Yémen démocratique des États du Golfe. Ce succès de la propagande a été facilité par deux facteurs : les excès du régime au début des années 1970 et le fait que bon nombre de ses politiques sociales remettaient en cause les croyances traditionalistes.

Les Yéménites qui attribuaient au socialisme les difficultés rencontrées par le Yémen démocratique dans les années 1970 ignoraient la différence la plus importante entre leur pays et les États du Golfe qu'ils souhaitaient imiter : alors que dans ces derniers, toutes les formes de développement et les dépenses non productives pouvaient être financées par les recettes issues des exportations de pétrole, une telle possibilité n'existait pas au Yémen. Une autre caractéristique trompeuse des années 1970 était l'essor apparent de la République arabe du Yémen, où les revenus en espèces étaient élevés et où l'aide étrangère affluait. Se concentrer uniquement sur ces faits revient à ignorer que beaucoup n'avaient guère accès à l'argent liquide et que le coût de la vie y était incomparablement plus élevé qu'au Yémen démocratique, ce qui annulait cet avantage : alors qu'un petit fonctionnaire à Aden pouvait vivre modestement et subvenir aux besoins de sa famille grâce à son salaire officiel, son homologue à Sanaa gagnait dix fois plus en espèces, mais cela lui permettait à peine de payer son loyer, sans parler de la nourriture ou d'autres produits de première nécessité. De plus, il n'avait aucune garantie que son salaire serait versé régulièrement, car cela dépendait principalement des subventions étrangères, qui étaient souvent annulées lorsque le régime de Sanaa adoptait une ligne politique indépendante. Les programmes

d'aide étrangère, dont le bénéfice à long terme est discutable, étaient également clairement mis en place pour des raisons politiques à Sanaa.

Si la comparaison avec les États exportateurs de pétrole de la péninsule est compréhensible en raison de leur proximité et du fait que la plupart des travailleurs yéménites y émigrent, la comparaison avec d'autres pays du Tiers-Monde ayant des revenus similaires est bien plus pertinente. Il ne fait aucun doute que les conditions de vie des gens ordinaires au Yémen démocratique sont meilleures que celles qui prévalent dans des pays dont le PNB par habitant est similaire, comme par exemple le Soudan, la Mauritanie, le Libéria et le Sénégal. Dans la plupart des pays pauvres du Tiers-Monde, il existe d'énormes écarts de revenus entre une bourgeoisie numériquement restreinte et la masse de la population vivant au seuil de survie, voire en dessous. La corruption est partout la norme et les efforts visant à améliorer le niveau de vie des plus démunis sont symboliques, voire inexistants. Malheureusement, de nombreux Yéménites ignorent cela et oublient que, au cours d'une décennie qui a vu une grave baisse du niveau de vie des plus démunis dans la majeure partie du Tiers-Monde, dans leur propre pays, des services sociaux ont été mis en place, l'écart entre les privilégiés et les masses reste négligeable par rapport à l'ailleurs, et la corruption est pratiquement inexistante. En bref, alors que le niveau de vie s'est détérioré ailleurs, au Yémen démocratique, il s'est amélioré et, parallèlement, les bases d'un développement futur ont été posées. Une personne ordinaire et défavorisée de la RDPY mène une vie meilleure que celle qu'elle pourrait avoir dans d'autres pays du Tiers-Monde, quelle que soit leur idéologie, et ce malgré le manque quasi total de ressources du pays, en grande partie grâce aux transferts de fonds des émigrés.

À la fin des années 1970, un salarié du secteur public, qu'il travaille dans une usine à Aden, dans une exploitation agricole d'État à la campagne ou dans une coopérative de pêche sur la côte, pouvait espérer un revenu de base de 50 YD par mois, qui pouvait être complété par des heures supplémentaires rapportant 20 YD supplémentaires, voire plus. Si son épouse travaillait également pour gagner de l'argent, mais à un poste moins à responsabilités, ses revenus pouvaient se situer entre 35 et 40 YD. Sur cette somme, ils devaient compter 5 YD pour le loyer, 15 YD supplémentaires pour l'électricité et l'eau s'ils étaient raccordés au réseau national, et il leur fallait encore 50 à 60 YD pour nourrir une famille de cinq personnes avec une alimentation pleinement équilibrée. Ce n'est pas la richesse, mais c'est bien loin de ne pas savoir d'où viendra le prochain repas. La nourriture, bien que chère, est fortement subventionnée par le régime depuis l'indépendance, tout comme d'autres produits de première nécessité, comme le montrent clairement ces chiffres. L'éducation et les services de santé sont accessibles à ces familles, même si, pour beaucoup, l'accès peut s'avérer difficile en raison de

l'éloignement. Ces acquis ne doivent pas être minimisés et ont été obtenus dans un contexte particulièrement défavorable.

Cet ouvrage tente de comprendre ce qui a conduit la lutte de libération à prendre la forme qu'elle a eue, quelles influences politiques ont orienté le Front de libération nationale (FLN) vers une idéologie socialiste et comment le régime a choisi et mis en œuvre ses politiques au cours des 17 premières années d'existence de l'État, ainsi que les problèmes auxquels il a été confronté et ceux qu'il ignore.

Certains feront valoir que l'on ne peut aborder les développements politiques au Yémen démocratique sans les mettre en relation avec les évolutions parallèles survenues en République arabe du Yémen au cours des vingt dernières années, et il ne fait aucun doute que les deux parties du Yémen sont intimement liées à tous les niveaux. Malgré cet argument, je n'ai traité des événements et des développements survenus en République arabe du Yémen que dans la mesure où ils ont affecté étroitement et directement le Yémen démocratique. Une étude comparative exhaustive aurait exigé davantage de recherches et de temps que je n'en disposais. Je pense également que la division actuelle du pays en deux États crée une réalité qui doit être traitée comme telle. Alors que de nombreux Yéménites de l'ouest du Yémen démocratique éprouvent un attachement profond et pressant à un Yémen uni, d'autres, à Hadramaout et à Mahra, ne s'en soucient guère.

Comme mon intérêt porte avant tout sur les évolutions internes et, en particulier, sur leur impact sur la population, je n'ai abordé les relations internationales que brièvement, me concentrant plutôt sur les changements politiques qui ont jeté les bases d'une transformation de la structure sociale et de la création d'une nouvelle société.

Chapitre 1 : La période coloniale

Les Britanniques occupèrent Aden en 1839, y voyant une étape utile sur la route de l'Inde, une station de ravitaillement en charbon et un dépôt d'approvisionnement où l'on pouvait se procurer de la nourriture fraîche et de l'eau pour la suite du voyage. Ses principaux atouts étaient son excellent port naturel et, plus tard, sa situation à un point où les bateaux à vapeur avaient besoin d'un nouveau chargement de charbon. Pour le reste, Aden ne présentait aucun intérêt intrinsèque pour les Britanniques, car elle ne disposait d'aucun arrière-pays commercial, ni de richesses pouvant être exploitées sous forme de matières premières ou de produits manufacturés, ni de potentiel agricole significatif. Même

sa valeur stratégique, que certains ont par la suite présentée comme primordiale, était discutable.

En 1839, la ville d'Aden avait perdu de son éclat par rapport à son apogée en tant que port international au XVI^e siècle pour devenir un village de pêcheurs appauvri d'environ 600 habitants. Grâce à son atout majeur que constituait son port naturel, Aden avait joué un rôle significatif chaque fois qu'il y avait eu une activité internationale dans la région. Son déclin était en partie dû à la perte de l'hégémonie portugaise lorsque les Turcs ottomans prirent finalement le dessus dans le sud de l'Arabie. Ces derniers choisirent Mokha comme port principal, car celui-ci était plus proche des zones où ils exerçaient le plus grand contrôle et des plantations de café, seule culture d'exportation. Le café était acheminé vers le nord en remontant la mer Rouge, ce qui conférait à nouveau un avantage à Mokha, tandis qu'Aden ne pouvait rivaliser, car elle devait supporter les coûts liés aux itinéraires terrestres plus longs et au plus grand nombre de groupes tribaux qu'il fallait payer en chemin. Le contrôle turc sur des zones très éloignées du centre du pouvoir et présentant peu d'intérêt stratégique était toujours lâche, et Aden ne constituait pas une priorité dans la stratégie ottomane. La mainmise ottomane sur le Yémen s'est relâchée avec le déclin du commerce du café au début du XVIII^e siècle, lorsque la concurrence d'autres régions productrices de café est devenue importante, ce qui a conduit à une plus grande autonomie des tribus. C'est dès 1730 qu'Aden a retrouvé son indépendance sous le sultan 'Abdali de Lahej, soutenu par les tribus des Yafi'.

Si cette nouvelle indépendance d'Aden n'a pas entraîné une renaissance du port, c'est en raison de la pauvreté des territoires contrôlés tant par les 'Abdali que par les Yafi'i. Aden a pu exporter du café des Yafi'i vers l'Est et commercer avec la Somalie, où Berbera constituait un important marché international. L'intérêt international pour la région est resté faible et Aden a continué à décliner, la ville tombant en ruines. Une grande partie de la ville fut abandonnée, bien que les 'Abdali aient déployé certains efforts pour la faire renaître et aient même tenté d'intéresser la Grande-Bretagne au port, bien avant que les Britanniques ne soient disposés à y prendre une quelconque participation.

Depuis le déclin des empires de l'encens d'Arabie du Sud aux 5^e et 6^e siècles après J.-C., l'arrière-pays s'était réduit à une simple subsistance. La plupart des habitants vivaient de la pêche côtière et d'une agriculture de subsistance dans les rares zones où l'eau était suffisante, tandis que les tribus nomades survivaient grâce au pâturage saisonnier, à l'imposition de droits de douane élevés aux rares caravanes commerciales restantes et aux autres voyageurs, ainsi qu'aux raids sur les routes de passage. La région ne présentait aucun intérêt pour les étrangers, qui ignoraient les conflits entre les dirigeants locaux concernant la domination de

ces communautés appauvries. Toutes les communautés de la région connaissaient déjà l'émigration, qui était considérée dès l'Antiquité comme le seul moyen d'améliorer le niveau de vie des familles des migrants. Les petites tribus montagnardes des hautes terres proches de ce qui allait devenir plus tard la YAR survivaient elles aussi en imposant des droits de douane sur le commerce et en prélevant des impôts sur les artisans et les paysans métayers. Aucun de ces régimes n'était très stable : le pouvoir passait d'une branche d'une même famille à une autre au sein d'une même tribu, d'une famille à l'autre, d'une tribu à l'autre, et les tribus qui perdaient du terrain se retrouvaient rapidement soumises à des voisins plus puissants. Ainsi, la situation politique de la région était en constante évolution, au gré des aléas du commerce, des raids ou des catastrophes naturelles telles que les sécheresses et les inondations.

Dans la partie orientale de ce qui allait devenir la République démocratique populaire du Yémen, il existait de nombreuses tribus nomades importantes qui contrôlaient également les routes commerciales et limitaient l'autorité des sultans, chefs nominaux des populations sédentaires. Alors qu'à l'ouest, l'agriculture sédentaire, l'élevage et le mode de vie nomade « commercial » étaient étroitement imbriqués, et qu'il n'existait nulle part de culture sédentaire exclusive d'une ampleur significative, la situation était très différente à l'est. Cette région est constituée d'un vaste plateau aride et désertique, parsemé de quelques grandes poches de terres irriguées, principalement le Wadi Hadramaout ; et, sur la côte, les régions autour de Ghayl Bawazir et Maifa'a, ainsi que quelques zones plus petites à l'est de l'oued Masila, dans la région de Mahra. Cela a entraîné une division nette entre, d'une part, les populations rurales et urbaines sédentaires et, d'autre part, les nomades qui élevaient du bétail, transportaient des marchandises et percevaient des droits sur les voyageurs et les marchandises. Les populations sédentaires se trouvaient principalement dans le Wadi Hadramaut, où, aux XVI^e et XVII^e siècles, les sultans kathiris exerçaient un contrôle assez important sur le wadi, sa population et ses ressources. De plus, les principaux ports de la côte, Shihr et Mukalla, avaient leurs propres dirigeants qui prétendaient contrôler les routes commerciales entre la côte et le wadi ainsi que, par moments, les villes côtières et leurs poches agricoles voisines. Entre 1650 et 1680, les Turcs ottomans cherchèrent à contrôler la région, mais après seulement trente ans d'occupation, les Kathiri réaffirmèrent leur indépendance, peu avant de connaître eux-mêmes un déclin dans les années 1720. Ils furent contraints de transiger avec les confédérations nomades et de partager le pouvoir avec les principales tribus, les Humum, les 'Awamir et les Ahl Tamim, tout en s'efforçant de conserver le contrôle des villes ; pourtant, même là, ils durent partager le pouvoir avec les notables religieux, les *sada* (voir ci-dessous), et, dans certains cas, avec des immigrants yafi'is. Les richesses de l'Hadramaut étaient rapatriées par les émigrants et, bien

que l'excédent pouvant être prélevé sur la paysannerie sédentaire y fût plus élevé qu'ailleurs, les conflits tribaux empêchaient toute autorité unique d'accumuler une richesse significative. La migration a été une caractéristique majeure de la vie tout au long de l'histoire connue, dans toutes les classes sociales : ce sont les *sada* qui avaient tendance à se diriger vers l'est^[2] pour devenir commerçants et marchands en Indonésie, tandis que les paysans étaient plus enclins à émigrer vers l'Afrique de l'Est et d'autres régions arabes. Même les nomades travaillaient à l'étranger dans des emplois peu qualifiés lorsqu'ils ne disposaient d'aucune autre source de revenus.

Au début du XIX^e siècle, deux factions d'immigrants yafi'is contrôlaient la côte hadramite, en rivalité l'une avec l'autre : les Ahl Barayk détenaient Shihr tandis que les Kasadi détenaient Mukalla. Dans le Wadi Hadramaut, le pouvoir était disputé entre deux familles dont la puissance trouvait son origine dans leur rôle d'agents chargés de faire respecter la loi pour le compte du Nizam d'Hyderabad en Inde. Il s'agissait des Kathiri, dirigeants de longue date du Wadi Hadramaut, et d'une nouvelle famille d'immigrants Yafi'i, les Qu'ayti.

La justification de l'occupation britannique

Comme c'était souvent le cas dans de telles situations, il existait en Grande-Bretagne des factions favorables à l'occupation d'Aden et d'autres qui s'y opposaient.^[3] Aden n'était en tout état de cause pas sous le contrôle direct de Londres, mais de l'Inde, où l'autorité centrale se trouvait à Delhi, mais où les ordres immédiats concernant Aden provenaient de Bombay. En raison de la lenteur des communications au début du XIX^e siècle (un service télégraphique fiable n'a été mis en place que dans les années 1870), toutes sortes de politiques contradictoires pouvaient être menées simultanément pendant de longues périodes ; des mesures pouvaient également être prises sans l'autorisation requise, ce qui donnait à certains fonctionnaires la possibilité d'agir à leur guise.

Au XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle, la Grande-Bretagne a ignoré la mer Rouge et la partie nord de l'océan Indien, car ces zones ne contrôlaient pas l'accès à l'Inde. L'invasion française de l'Égypte en 1798 fut un choc qui modifia cette perception et, par la suite, les Britanniques ne permirent plus ni à la marine marchande locale ni aux Français d'accéder librement à cette zone. La menace que représentait l'occupation française de l'Égypte pour les intérêts britanniques était très claire tant à Londres qu'en Inde, et des mesures furent rapidement prises pour y faire face et rétablir la domination britannique dans les régions de la mer Rouge et de la mer d'Oman. À la fin du XVIII^e siècle, alors que Mokha était un

port plus important qu'Aden, des navires britanniques avaient tenté d'y accéder afin de s'approvisionner pour l'île de Perim, qu'ils avaient occupée pour devancer les Français. Ils n'étaient pas les bienvenus à Mokha et furent encouragés par l'invitation du sultan de Lahej à se rendre à Aden ; les troupes s'y rendirent donc et y restèrent jusqu'au début de l'année 1800 avant de retourner en Inde.

La navigation locale, organisée par les tribus maritimes de la péninsule, s'était développée et leur commerce s'étendait plus loin que jamais. Leurs actions contre les navires européens, qualifiées de « piraterie » par les Britanniques, affectaient également le commerce maritime, et leur influence et leur importance commerciales croissantes en faisaient une menace. Pour réaffirmer leur domination, les Britanniques commencèrent à cartographier les eaux de la mer Rouge au début du XIX^e siècle ; ils se remirent également à acheter du café à Mokha et encouragèrent les marchands à utiliser des navires britanniques dans la région, comptant sur leur présence pour contrebalancer d'autres influences. Avec l'avènement des navires à vapeur, les distances pouvant être parcourues entre deux escales de ravitaillement augmentèrent, ce qui rendit nécessaire la création de stations de charbon. En 1829, les Britanniques envisagèrent Mukalla comme station de charbon, après avoir examiné les options de Perim, Socotra et Aden.

Dans les années 1830, Muhammad Ali, le khédive d'Égypte, envahit la péninsule, ajoutant une nouvelle menace à l'expansion antérieure du wahhabisme dans la région et donnant aux Britanniques l'occasion d'affirmer et de confirmer leur intérêt pour Aden. En 1837-1838, les Britanniques négocièrent avec le sultan Muhsin Fadi al 'Abdali, souverain d'Aden et de Lahej, qui estimait que les Britanniques proposeraient un accord plus avantageux que l'occupation égyptienne qui pesait comme une menace. Du côté britannique, les négociations furent menées par le capitaine Stafford Bettesworth Haines, dont l'objectif était l'occupation. Muhsin souhaitait un traité de protection en échange de l'autorisation accordée aux Britanniques de construire un entrepôt et d'installer une garnison, mais il ne voulait pas renoncer à sa souveraineté, ce qui entraînait en conflit direct avec Haines, dont l'ambition et l'œuvre de toute une vie consistaient à placer Aden sous le drapeau britannique.

Alors que Muhsin et Haines tentaient de parvenir à un accord, diverses justifications furent avancées au sein des différentes sphères de l'establishment britannique. Tout le monde s'accordait sur la nécessité de disposer d'un dépôt de charbon pour les navires à vapeur, qu'il s'agisse de navires postaux ou de navires militaires. Cependant, on fit valoir à juste titre qu'un dépôt de charbon pouvait être obtenu sans les frais ni la responsabilité d'une occupation militaire, en concluant un accord avec le sultan 'Abdali de Lahej et d'Aden, comme le souhaitait le sultan Muhsin. Le fait que les questions militaires et celles liées au charbon relevaient de

domaines distincts fut démontré par la suite par la planification des défenses d'Aden, qui plaçait le dépôt de charbon en dehors du périmètre de défense. Le débat entre partisans et opposants à une intervention se poursuivit pendant des décennies : les différentes factions se trouvaient tour à tour à Londres, à Delhi et à Bombay. Sur le terrain, les interventionnistes étaient menés par Haines, dont l'attachement précoce à Aden remontait à sa participation à la cartographie de la mer Rouge. Pour lui, Aden représentait un objectif majeur et son occupation était soutenue par Sir Robert Grant, le gouverneur de Bombay. À Londres, le principal argument en faveur de l'obtention de la souveraineté sur Aden était d'ordre stratégique. Cependant, l'autorisation d'une prise de contrôle militaire ne fut pas accordée et Haines reçut pour instruction de négocier, même après la capture et le pillage d'un navire britannique. Mais en raison de communications défailtantes, Haines prit l'initiative et fit débarquer des troupes, forçant le sultan 'Abdali à abandonner Aden en janvier 1839. À contrecœur, les supérieurs de Haines acceptèrent le *fait accompli*.

Après son occupation, Aden ne connut pas de changements radicaux. Au cours des premières années, les sultanats voisins d'Abdali et de Fadli tentèrent à plusieurs reprises de reprendre la ville, malgré une sorte d'accord entre les Britanniques et les 'Abdali, qui recevaient une rémunération régulière en échange de l'utilisation de la ville par la Grande-Bretagne. L'ambition de Haines de redonner à Aden sa prospérité légendaire en tant que grand centre commercial ne se concrétisa pas pendant son mandat, période durant laquelle la ville n'était guère plus qu'une garnison militaire.^[4] Dans les années 1840, Haines tenta de saper l'importance de Mokha en tant que centre commercial en négociant avec les chefs de la Hujjiriyah et les représentants de l'imam, afin de les persuader de transférer le commerce du café à Aden, mais ces efforts restèrent vains. Le rôle d'Aden en tant que port resta limité, se contentant d'un rôle de soutien à la foire commerciale de Berbera qui se tenait d'octobre à mars, sans toutefois parvenir à la remplacer.

L'autocratie de Haines était telle qu'il s'aliéna la plupart des commandants militaires britanniques pendant son mandat de gouverneur ; dans ses relations avec l'arrière-pays, il jouait le jeu des rivalités tribales selon des règles très similaires à celles des dirigeants yéménites. Le fait qu'il soit resté gouverneur, alors qu'un tel poste aurait normalement été confié à une personnalité de rang supérieur, montre le peu d'importance que les autorités en Inde et à Londres accordaient à Aden. Bien que la manière dont Haines traitait les chefs de l'arrière-pays témoignât d'une certaine compréhension de la dynamique des relations intertribales, aux yeux des chefs tribaux, lui-même – et par conséquent la Grande-Bretagne qu'il représentait – n'apparaissait que comme un acteur de plus dans les

jeux de pouvoir locaux. Ils ne parvinrent pas à discerner la différence fondamentale entre l'intervention britannique et les invasions antérieures, telles que celles des Ottomans et des Portugais. Cette différence tenait davantage à l'époque historique qu'à la nationalité, et l'impact de la Grande-Bretagne était sans précédent, car elle incarnait le capitalisme industriel, un mode de production bien plus menaçant pour les formations précapitalistes que le capitalisme mercantile du Portugal, par exemple. La Grande-Bretagne remettait en cause à la fois les chefs traditionnels en tant que souverains indépendants et les structures sociales et économiques qu'ils avaient dominées et pour lesquelles ils s'étaient battus.

Dans les années 1840 et 1850, n'ayant pas réussi à repousser les Britanniques par un assaut direct, les souverains d'Abdali (Lahej) et de Fadli (Shuqra), 'Aqrabi, Hawshabi et d'autres s'unirent pour tenter de couper les approvisionnements d'Aden en eau, en bois de chauffage et en vivres. Cette tentative échoua, car les marchands cédaient de plus en plus à la tentation de vendre aux Britanniques afin d'obtenir un avantage commercial sur leurs concurrents. Les tentatives des Abdali visant à réglementer et à contrôler le commerce avec Aden en imposant des droits de douane fixes échouèrent également. La présence britannique à Aden, de plus en plus solide, sapait gravement l'autorité des chefs tribaux, tandis que les Britanniques comprenaient qu'ils pouvaient manipuler et manœuvrer ces dirigeants, incapables de s'unir pour faire face à une menace dont ils ne percevaient pas la véritable importance. Alors que le blocus et l'embargo se poursuivaient, des incidents de harcèlement mineur à l'encontre des Britanniques se produisirent, notamment le meurtre de quelques Européens qui s'étaient aventurés au-delà des limites de l'Aden britannique. Ces meurtres étaient commis sans discernement et bénéficiaient du soutien implicite de tous les chefs locaux, qui, à maintes reprises, ne parvenaient pas à appréhender et à punir les auteurs, prétextant que ceux-ci s'étaient enfuis vers un autre territoire.

Ne déléguant pas de pouvoir et ne communiquant pas ses plans ni ses activités, Haines ne jeta pas les bases d'une administration compétente. Il était constamment en conflit avec d'autres Britanniques, en particulier les autorités militaires, et ses relations avec les chefs de l'arrière-pays n'étaient guère meilleures, bien qu'il les ait abordés d'égal à égal. Il domina Aden jusqu'à son départ en 1854, date à laquelle il fut rappelé à Bombay pour faute professionnelle liée à son incapacité à justifier des dépenses substantielles. Après son départ, des efforts furent déployés pour aligner l'administration d'Aden sur celle des autres dépendances britanniques, et l'amélioration des communications permit bientôt un contrôle plus strict de la politique depuis Bombay, puis finalement depuis Londres.

Le Yémen du Sud des années 1850 à la Première Guerre mondiale

Dans la seconde moitié du siècle, l'importance stratégique des nouvelles routes maritimes renforça l'accent militaire mis sur Aden par les Britanniques, inversant ainsi la politique des premières années, où ils auraient souhaité voir davantage de commerce et moins de garnison. Une politique officielle de « forteresse d'Aden » fut mise en place et la priorité fut donnée aux défenses d'Aden et à leur renforcement contre les attaques tant maritimes que terrestres. Aden fut bientôt considéré comme la porte d'entrée du canal de Suez et sa première ligne de défense contre toute attaque ennemie. Une fois de plus, des voix s'élevèrent pour affirmer qu'Aden n'avait aucune valeur militaire intrinsèque et que la protection de la route vers l'Inde se situait ailleurs. Ces voix n'empêchèrent pas les autorités de renforcer les défenses maritimes de la ville à l'ouest du rocher, en particulier à Tawahi, ou « Steamer Point » comme les Britanniques l'appelèrent plus tard. Cette zone connut donc un développement rapide, grâce au dragage du port et à d'autres installations modernes créées autour de « Back Bay », comme on l'appelait à l'origine. Le développement de Back Bay s'est fait au détriment de Front Bay, dans le Crater, qui fut rapidement abandonné car trop peu profond, mais les principales activités commerciales et productives restèrent dans la vieille ville d'Aden, dans le Crater. Transformer Aden principalement en avant-poste militaire impliquait un contrôle et des restrictions accrues à l'égard de la population civile, ce que l'armée réclamait, sans grand succès.

L'ouverture du canal de Suez en 1869 a changé le cours de l'histoire d'Aden en assurant sa transformation en ville marchande, idéalement située au carrefour de plusieurs routes commerciales internationales, et elle remplaça rapidement Berbera en tant que centre régional du commerce international. En 1891, avec l'arrivée de navires à vapeur plus rapides, les travaux de dragage du port commencèrent, donnant un nouvel élan à l'expansion de la ville qui avait débuté dans les années 1880 avec l'achat de terrains au nord de l'isthme auprès du sultan de Lahej. Ces terrains ont servi à construire Shaykh Othman, initialement destiné à devenir une ville-dortoir pour les quartiers commerciaux d'Aden. Trop éloigné pour remplir cette fonction, ce quartier s'est développé de manière autonome, mais n'a endossé ce rôle qu'un siècle plus tard. À la fin du XIX^e siècle, Tawahi et Crater restaient les lieux où les gens vivaient et travaillaient, et leur surpeuplement ne cessait de s'aggraver. Des marchands de différentes nationalités, négociant dans une grande variété de produits, s'installèrent à Aden, faisant de la ville un centre commercial majeur tant pour la région qu'au-delà ; le commerce était dominé par les produits en coton, le charbon, les céréales, le café et, de plus en plus, les cuirs et les peaux.

La population augmenta grâce à l'immigration étrangère, notamment celle d'Indiens travaillant dans l'administration et de diverses autres personnes impliquées dans les échelons supérieurs du commerce, mais surtout grâce à l'arrivée de travailleurs non qualifiés venus de l'intérieur du pays et de Somalie, qui venaient hors saison pour travailler comme manœuvres et rentraient chez eux pour les récoltes et les semailles. La main-d'œuvre était amenée à Aden par des intermédiaires appelés *muqaddam*, originaires de chaque région ou village d'émigration. Ils faisaient venir des hommes de chez eux puis agissaient en tant que courtiers, servant d'intermédiaires entre l'employeur et les travailleurs ; censés être responsables du bien-être des travailleurs, ils percevaient leurs salaires, les nourrissaient et les logeaient, en prélevant un pourcentage élevé en cours de route et s'assurant ainsi un enrichissement rapide. Ce système est resté en vigueur tout au long de la période d'occupation britannique. À mesure que la ville se développait, les prémices de services sociaux ont vu le jour avec l'ouverture de la première école en 1856. L'enseignement se déroulait en anglais et s'adressait exclusivement aux classes supérieures d'immigrants indiens et d'autres origines, bien qu'en 1890, près de la moitié de la population fût yéménite et comprît des personnes provenant des zones sous domination britannique ainsi que de régions qui ont par la suite été intégrées à la République arabe du Yémen (YAR), telles que la Hujjiriyah, al-Baydah, Qa'taba, etc.

Le développement d'Aden n'a toutefois pas eu d'effet direct significatif sur l'arrière-pays, car le commerce consistait principalement en import-export. L'arrière-pays a renforcé son rôle traditionnel de fournisseur d'eau et de fourrage pour le bétail qui, à mesure que la demande augmentait, était produit plus loin dans le Fadli, puis plus tard sur le territoire de Yafi'. Le seul autre effet secondaire fut l'importation de quantités accrues de céréales, de légumes et de provisions en provenance de régions plus éloignées, telles que Lahej, Abyan et Dhali'. Malgré l'augmentation de ses exportations de denrées alimentaires vers Aden, l'arrière-pays a été frappé par des catastrophes naturelles très graves : sécheresses, inondations et épizooties. Dans les années 1860, une famine a sévi dans toute la région, et bien que la vision britannique des relations avec l'arrière-pays ait évolué à cette même période vers une approche plus interventionniste visant à promouvoir le « progrès » économique et social, aucun effort n'a été fait pour atténuer les conditions immédiates de la famine ni pour développer l'arrière-pays.

Sur le plan politique, en revanche, des évolutions considérables se produisirent. Celles-ci furent provoquées, d'une part, par les avancées des Ottomans depuis le nord du Yémen vers des zones contrôlées par des souverains entretenant des relations avec les Britanniques à Aden. Entre 1870 et 1872, les Turcs tentèrent de placer Lahej sous leur autorité, mais échouèrent en raison de la confiance que le souverain accordait aux Britanniques. Ils réussirent en revanche avec les Subayhi,

dont le souverain espérait tirer de plus grands avantages. Auparavant, en 1867, au cours d'une lutte pour le pouvoir entre deux factions en Hadramaut, l'un des camps avait fait appel aux Turcs, qui revendiquèrent officiellement le contrôle de la région et envoyèrent des navires de guerre à Shihr et à Mukalla, au grand dam des Britanniques. À cette époque, la politique britannique consistait à conclure des accords avec les Ottomans, considérés comme des alliés dans d'autres parties du Moyen-Orient, notamment contre les Russes. En conséquence, les négociations eurent lieu à Istanbul plutôt que sur place, ce qui aboutit en l'occurrence au retrait des navires de guerre et à la mise en veilleuse de la question. Les Turcs menaient manifestement une politique active dans la région et revendiquaient la souveraineté sur la majeure partie de l'arrière-pays, bien qu'ils ne tentassent pas de l'imposer, sauf lorsque les dirigeants locaux se soumettaient volontairement à leur autorité.

La Grande-Bretagne fut encouragée à adopter une attitude plus interventionniste à l'intérieur des terres, à mesure qu'en Europe le colonialisme devenait la norme et que la tendance s'éloignait d'une préoccupation purement mercantile visant à contrôler des ports et des positions stratégiques, pour s'orienter vers l'occupation et le contrôle total des territoires et des populations. Cela apparut clairement lors du Congrès de Berlin de 1885, lorsque l'Afrique fut « se partagée » entre les différentes puissances coloniales européennes. Le contexte de ce congrès était celui d'une course internationale visant à ne laisser aucune région du monde sans attribuaire. Face à la concurrence internationale et aux revendications directes des Ottomans sur la région, la Grande-Bretagne jugea opportun de s'intéresser plus activement aux affaires politiques de l'arrière-pays. La première initiative remonte à 1873, lorsque la Grande-Bretagne insista pour que les Ottomans respectent l'« indépendance » de neuf tribus : les 'Abdali, les Fadli, les 'Awlaqi, les Yafi', les Hawshabi, les Amiri, les 'Alawi, les 'Aqrabi et les Subayhi.^[5] C'est également en 1873 que fut élaboré le premier projet visant à établir un protectorat sur la région ; il fut ignoré par les autorités en Inde et à Londres, et le projet fut ballotté de bureau en bureau pendant les quinze années suivantes, mais l'idée survécut à ce traitement et des traités de protectorat finirent par être signés.^[6] En 1886, le gouvernement indien lança un programme de protectorats avec la signature du premier traité avec le sultan de Qishn et de Socotra. Les régions plus proches d'Aden furent laissées pour plus tard, principalement par crainte de protestations de la part des Turcs. Celles-ci se révélèrent infondées lorsque, en 1888, le résident à Aden entreprit une tournée de signature de traités dans les États situés le long de la côte et que, l'année suivante, cette politique fut étendue aux États de l'intérieur des terres. D'autres traités furent signés en 1903 et 1904, et ceux-ci continuèrent d'être révisés et approuvés tout au long de la période d'occupation britannique. Leur importance était plus grande à long terme qu'à

court terme, car ils désignaient officiellement qui pouvait et qui ne pouvait pas entretenir de relations directes avec la Grande-Bretagne et, par conséquent, qui avait et qui n'avait pas accès aux armes et autres dons. Nous y reviendrons plus tard lorsque nous aborderons la dynamique des relations entre les tribus et les Britanniques.

Ces traités n'ont toutefois pas mis fin à l'intervention turque, et la rivalité avec les Ottomans s'est poursuivie jusqu'à leur défaite définitive lors de la Première Guerre mondiale. Diverses commissions furent mises en place pour déterminer les frontières entre les zones sous domination britannique et turque ; ces débats aboutirent à la nomination de commissions frontalières et à la conclusion d'un accord en 1905. Pendant la Première Guerre mondiale, les Ottomans avancèrent jusqu'aux faubourgs d'Aden en 1915, puis furent repoussés vers Dar Sa'ad, où ils restèrent jusqu'à la fin du conflit. Lorsqu'ils furent finalement vaincus et se retirèrent, l'imam Yahia Hamid al-Din de Sanaa prit le pouvoir et proclama l'indépendance du Yémen ; en 1919, il occupa également une grande partie de l'arrière-pays d'Aden, qui était auparavant sous protection britannique, et refusa de se retirer. Yahia pensait pouvoir conserver le contrôle de ces territoires. Il n'en avait perdu aucun à la suite de négociations avec la Grande-Bretagne et, après 1926, ses relations avec l'Italie renforcèrent encore sa confiance. Mais en 1934, il se sentit gravement menacé par le roi Ibn Saoud d'Arabie saoudite, dont les troupes avançaient vers l'Asir, au nord-ouest de son pays, et l'imam Yahia jugea opportun de parvenir à un accord avec la Grande-Bretagne en se retirant de l'autre côté de la frontière ; un traité d'amitié et de coopération mutuelle fut signé en février 1934.^[7] Ce traité devait servir de base à toutes les discussions et tous les différends futurs concernant les frontières entre la Grande-Bretagne et le Yémen du Nord, qu'il ne parvint toutefois pas à résoudre définitivement en raison d'une interprétation différente du mot « frontière » en anglais et en arabe, le premier le considérant comme une ligne et le second comme une zone. Il fut toutefois convenu que, à titre temporaire, toutes les forces se retireraient vers leurs positions antérieures et la Grande-Bretagne reprit ses protectorats, qui ne subirent par la suite que diverses incursions et menaces, sans toutefois être réoccupés par les troupes ou les administrateurs de l'imam.

Les Ottomans et les imams n'ont guère joué de rôle dans ce qui est devenu le

Protectorat oriental ; après le retrait des navires turcs en 1867 et malgré divers appels lancés à leur intention par le Naqib de Mukalla et le Kathiri de Seiyun à différentes occasions, leur intervention sur le terrain prit fin.

La transformation de l'arrière-pays

Bien que l'influence des Britanniques dans la pénétration et la transformation de la dynamique de la société du sud du Yémen ait été prépondérante, d'autres facteurs ont joué un rôle significatif, en particulier ceux qui découlaient de la croissance industrielle mondiale et qui ont rendu obsolètes de nombreux aspects des relations économiques et politiques yéménites. L'un d'entre eux fut l'introduction de fusils de précision pour remplacer les mousquets traditionnels ; un autre fut l'arrivée des moyens de transport motorisés en remplacement du chameau. Ces deux éléments eurent une influence comparable à celle de l'intervention britannique, et la combinaison de ces trois facteurs contribua de manière fondamentale à ébranler les structures tribales traditionnelles et les relations intertribales.

Les nouveaux types d'armes étaient les fusils Le Gras, Remington et Martini-Henri, qui permettaient de mener des vendettas à une distance de plusieurs centaines de mètres plutôt qu'en face à face, ce qui a entraîné une augmentation spectaculaire des effusions de sang. À partir des années 1880, ces armes ont rapidement remplacé les anciens modèles dans tout le Yémen et, dès 1902, elles avaient atteint le Wadi Hadramaut, puis peu après même Marib. Elles étaient importées illégalement par tous les ports accessibles de la côte de la mer Rouge et, bien qu'il n'existe pas d'estimations précises du nombre total d'armes importées au cours des vingt dernières années du XIX^e siècle, il est clair que la plupart des hommes s'en sont procuré, même les membres de classes qui ne portaient traditionnellement pas d'armes. « Au cours de la période de trente ans allant de 1880 à 1910, le membre de tribu traditionnel, avec son poignard à la ceinture et une mèche pour son mousquet à mèche nouée autour de son turban, a été remplacé par la silhouette désormais familière de l'Arabe avec son fidèle fusil en bandoulière. » ^[8] Des groupes de membres ordinaires des tribus furent ainsi encouragés à contester l'autorité de leurs chefs traditionnels et à utiliser leurs armes pour percevoir des droits de passage de manière indépendante sur les routes commerciales établies, ne prêtant qu'une allégeance purement symbolique à leurs anciens chefs. Cela contribua à une fragmentation accrue de la société en segments tribaux de plus en plus petits, et c'est souvent dans une telle période de bouleversements que les Britanniques arrivaient pour signer un traité de protectorat et conclure un accord avec le « chef de la tribu ».

Même dans les meilleures circonstances, le leadership tribal était fluctuant et pouvait passer d'une branche d'une famille à une autre en fonction de leur pouvoir et de leur influence relatifs, ainsi que des qualités personnelles des prétendants. Les relations entre les tribus variaient en fonction de l'équilibre entre divers facteurs : le contrôle des ressources économiques telles que l'agriculture et la

fabrication de cendre de bois, la force du groupe en termes d'hommes armés, le contrôle des routes commerciales pour l'imposition de droits de douane ou l'organisation de caravanes, les profits tirés des raids de bétail, le volume des échanges commerciaux locaux et internationaux sur lesquels des prélèvements pouvaient être perçus, les récoltes, les sécheresses, les inondations et autres cycles «naturels». Lorsque les Britanniques arrivèrent à la recherche de signataires pour des traités, ils cherchaient des «chefs» tribaux, qui n'étaient pas toujours faciles à trouver ni nécessairement disposés à coopérer. D'un autre côté, les tribus considéraient les Britanniques comme une faction de plus, comparable aux Ottomans, s'immisçant dans la politique complexe de la région, et pensaient pouvoir les utiliser et les manipuler selon les schémas traditionnels des relations intertribales. Lorsqu'il devint évident qu'ils représentaient un danger plus grand pour le système, il était trop tard : les tribus étaient profondément liées aux autorités britanniques et n'avaient plus la force de les ignorer.

En commençant par signer des traités de protectorat avec celui qui semblait être le chef principal de ce qui apparaissait comme la tribu dominante dans une région donnée, la Grande-Bretagne a, sans le savoir, jeté les bases de ses propres problèmes futurs et de l'effondrement rapide des relations traditionnelles intra- et intertribales. ^[9] L'exemple des Amiri de Dhali' illustre à quel point la situation pouvait dégénérer. La Grande-Bretagne a connu des problèmes avec eux dès les premiers jours, auxquels s'ajoutaient les revendications des Ottomans, puis de l'imam, sur la souveraineté d'une partie ou de l'ensemble de la région dite « Amiri », s'étendant des montagnes du Radfan à Qa'taba. Il s'agissait de l'une des régions dont les Ottomans furent contraints de reconnaître l'indépendance en 1873. Le premier conflit éclata lorsque les Britanniques reconnurent un certain chef, Ali Muqbil, au cours d'un conflit de succession ; les Ottomans soutinrent son rival et emprisonnèrent le candidat britannique, qui s'échappa rapidement et ne fut rétabli dans ses fonctions que trois ans plus tard. Au cours des années suivantes, les Turcs menèrent des manœuvres parmi les factions de ce groupe, et l'émir de Dhali' perdit une grande partie de son influence et de son territoire au profit de chefs « de second rang ». Vers la fin du siècle, l'émir rencontra des difficultés croissantes avec les Qutaibi, qui étaient censés être ses vassaux mais qui, lourdement armés, estimaient avoir le droit de percevoir des péages sur la route reliant Dhali' à Aden lorsqu'elle traversait leur territoire. Au milieu des années 1930, Belhaven rapporta que la situation avait atteint un degré élevé d'absurdité, bien qu'il ne s'agisse là que d'un exemple extrême de ce qui se passait ailleurs :

« La tribu des Qateibi, sur le territoire de laquelle passait la route reliant Qataba et Dhala' à Aden, avait été soumise à une opération prolongée de blocus aérien. Cette méthode, très prisée à l'époque, consistait à soumettre un territoire à des bombardements sporadiques de nature

harcelante, jusqu'à ce qu'une amende soit payée. Une grande satisfaction régna lorsque, après plusieurs semaines, les Qateibi payèrent l'amende qui leur avait été infligée et acceptèrent de remettre à l'émir de Dhala' des otages issus de leurs familles les plus en vue, en gage de leur bonne conduite future. Ces opérations firent l'objet de longues dépêches et de nombreuses félicitations à Aden. Cependant, personne ne se réjouit plus sincèrement de l'issue de ces opérations que les Qateibi eux-mêmes, qui n'avaient pas déboursé un seul penny pour payer l'amende et qui avaient contraint l'émir de Dhala' à accueillir et à entretenir jusqu'à vingt des leurs en tant qu'invités permanents et gratuits à Dhala'. L'idée que l'émir de Dhala' exerçait une quelconque influence sur la tribu des Qateibi n'était qu'une illusion du Secrétariat d'Aden. Il n'en avait aucune, à moins d'y payer le prix fort ; or, comme il avait fréquemment l'occasion de se rendre à Aden et que sa seule route passait par le territoire des Qateibi, il payait souvent. Les Qateibi formaient une tribu virile et indépendante, n'ayant conclu aucun traité avec les Britanniques et ne devant allégeance à personne. Dès qu'ils eurent reçu l'ultimatum du gouvernement d'Aden, ils le transmirent à l'émir, accompagné de menaces. Ils lui avaient barré la route ; mais ils lui permirent de se rendre à Lahej où, après de longues négociations, il parvint à emprunter suffisamment d'argent au sultan pour payer l'amende infligée aux Qateibi ainsi que l'amende supplémentaire qu'ils lui avaient imposée. Lorsque le gouvernement suggéra que l'émir prenne des otages parmi eux, il fondit en larmes ; mais ils eurent vent de cette suggestion et lui imposèrent une vingtaine de sauvages affamés, qui logeaient dans ses plus belles chambres d'hôtes et le menaçaient de mort et de déshonneur dès que la restauration ne répondait pas à leurs exigences élevées. Les otages qateibi à Dhala' comptaient parmi les hommes les plus heureux que j'aie connus. Ils se tordaient de rire lorsqu'ils desserraient leurs ceintures de munitions pleines et fumaient les narguilés de l'émir, après un ragoût de mouton aux proportions impressionnantes. Finalement, l'émir s'enfuit à Aden, refusant de retourner dans son pays tant que les otages qateibi ne seraient pas rentrés chez eux, ce qu'ils acceptèrent finalement de faire moyennant le versement d'une somme forfaitaire.^[10]

Après avoir choisi une certaine famille comme dirigeants suprêmes d'une région, les Britanniques furent par la suite contraints de défendre leur choix face à d'autres qui étaient souvent plus puissants au niveau local, disposaient de ressources égales ou supérieures, et rejetaient fermement la suprématie du candidat désigné par les Britanniques. En insistant pour imposer un choix, la marge de manœuvre des Britanniques se limitait à rechercher, au sein de la famille « au pouvoir », le candidat qu'ils jugeaient le plus à même de servir leurs intérêts, puis à imposer ce choix au conseil tribal. Comme leur candidat était souvent contesté, ils en venaient fréquemment à recourir à la menace et à la force pour le soutenir.

Ce système de clientélisme s'est rapidement transformé en un système de subventions, initialement mis en place lors de l'ouverture de la Maison d'hôtes du gouvernement en 1870. En 1880-1881, celle-ci accueillit 1 395 invités qui furent reçus et reçurent des cadeaux à leur départ, dont le montant s'éleva cette même année à 46 000 roupies (2 300 livres sterling, soit vingt fois cette somme en valeur actuelle).

« Le rôle qu'elle joua dans les relations entre les Britanniques et les tribus peut être déduit des sommes dépensées et du fait qu'une hospitalité soigneusement graduée était offerte. Les membres des tribus étaient répartis en trois catégories aux fins de l'accueil... L'ensemble du système s'inspirait du modèle des relations sociales dans l'arrière-pays, modifié en fonction du degré de bienveillance des individus concernés envers les autorités britanniques. C'était là un terrain propice pour adresser des affronts ou des flatteries aux potentats tribaux. »^[11]

Les subventions prenaient parfois la forme d'argent liquide, mais se présentaient le plus souvent sous forme de fusils et de munitions :

« Les autres chefs importants, c'est-à-dire avant tout ceux qui avaient signé les divers traités de protectorat, bénéficiaient également d'un traitement de faveur de la part du gouvernement d'Aden. Les contacts avec les membres des tribus passaient par leur intermédiaire et, au grand dégoût et à la grande colère de nombreux membres des tribus, seuls ceux qui recevaient une lettre de recommandation du chef compétent étaient accueillis et reçus à la Maison d'hôtes du gouvernement d'Aden — une institution qui était alors plus active que jamais.

. ... Depuis les années 1880, Aden fournissait des fusils et des munitions aux potentats agréés de l'arrière-pays, en particulier aux sultans de Lahej, et en 1897, ces livraisons d'armes avaient été libéralisées afin de permettre aux protégés britanniques de garder une longueur d'avance sur ceux qui avaient accès à des armes de contrebande... Bien entendu, la méthode de distribution des armes s'inspirait du système consistant à verser des subventions et à offrir des cadeaux. Ces armes étaient d'abord destinées aux chefs ; en effet, bon nombre des cadeaux offerts à ces derniers prenaient la forme de fusils et de munitions plutôt que d'argent liquide. »^[12]

La politique à l'égard de l'arrière-pays était déterminée dans les hautes sphères de l'administration coloniale britannique, mais son instrument était le Département arabe, qui devint plus tard le Bureau arabe. Le récit suivant, rédigé en 1931, révèle à la fois l'attitude des Britanniques envers les membres des tribus de l'arrière-pays et la manière dont des décisions portant sur des points qui semblaient mineurs aux yeux des Britanniques pouvaient influencer la situation sur le terrain :

Je me souviens avec admiration de la première fois où je suis entré dans ce lieu jonché de dossiers. Sur une chaise haute, semblable à celles utilisées dans les bureaux de comptabilité londoniens du XVIII^e siècle, devant un petit bureau surélevé, était assis un Arabesque, âgé et maigre, l'interprète. Le bureau et le sol étaient jonchés de papiers qui bruissaient. Deux fenêtres étaient obstruées par des visages orientaux déformés par la colère, et un vacarme de menaces et d'insultes emplissait l'air, déjà chargé des effluves du narguilé de l'interprète, dont le long tuyau s'enroulait parmi les dossiers abandonnés. Il semblait que l'interprète avait refusé de recommander l'octroi de fusils aux visages barbus à la fenêtre, mais qu'il en avait accordé à un autre groupe de visages, donnant ainsi à ces derniers un avantage mortel sur les premiers dans une guerre privée ; ce pour quoi l'interprète était désormais menacé d'être éventré sur-le-champ. Alors que je me tenais là, stupéfait, la police arriva et un messenger, coiffé d'un turban rouge, remit une boîte remplie de papiers provenant de Lake. Le document du dessus tomba entre mes mains et, avant de le poser sur le bureau de l'interprète, je le lus. « Après leurs salutations », lisais-je, « les Arwali exigent un don d'armes et de poudre à canon. S'ils ne l'obtiennent pas, ils se livreront à un pillage sur la route. » En dessous, je lus, d'une écriture soignée : « Refusé, M. C. Lake ». Jusqu'alors, l'interprète était resté impassible comme une statue, les yeux fixés sur son bureau, le stylo en suspension, le bec de son narguilé tenu dans la main gauche ; à ce moment-là, l'un des policiers, se pressant pour chasser les visages de la fenêtre, marcha sur le tube de la pipe et priva l'interprète de sa fumée. Il éclata dans un cri de rage et se leva, faisant voler les papiers à droite et à gauche. Je me retirai de la pièce. Je demandai au jeune employé qui me faisait visiter les lieux ce que signifiait le tumulte dont nous venions d'être témoins.

« C'est le système indien », répondit-il. »^[13]

L'intervention dans l'arrière-pays à partir des années 1930

Sous la direction de Sir Bernard Reilly, qui gouverna Aden de 1930 à 1940, une nouvelle politique d'intervention et de promotion du « progrès et du développement » dans l'arrière-pays fut mise en place, grâce à laquelle les traités de protectorat furent remplacés par des traités consultatifs. Jusqu'alors, Aden et les protectorats relevaient d'un département du gouvernement de Bombay, sous un contrôle plus distant exercé depuis Delhi, puis par l'India Office à Londres. Cette politique visait directement à servir les intérêts spécifiques des Britanniques de Bombay, et non ceux de l'Inde en général, car la perspective de ces administrateurs était totalement différente des politiques expansionnistes et interventionnistes qui prévalaient au sein du Bureau des colonies, lequel contrôlait d'autres parties de l'Empire britannique. Divers fonctionnaires britanniques à Aden avaient tenté de soustraire les villes et les protectorats à l'emprise de Bombay, et Reilly y parvint

finalement. En 1932, Aden fut soustrait à l'autorité de l'Assemblée législative de Bombay et placé sous celle du vice-roi des Indes en tant que province sous l'autorité d'un commissaire en chef ; en 1937, il fut finalement transféré au Bureau des colonies et dissocié de tout ce qui se passait ou pouvait se passer en Inde.

L'intervention dans les protectorats et à Aden se poursuivit jusqu'aux dernières années de la présence britannique dans la région, à l'exception d'une interruption pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque Aden retrouva son rôle essentiellement militaire. Bien que l'expansion ait eu lieu tant dans la ville que dans les protectorats, son rythme s'accéléra considérablement, en particulier dans la ville d'Aden qui prospéra et devint rapidement un centre commercial international majeur, ainsi qu'une base militaire navale et aérienne en constante expansion, avec les industries de services qui en découlaient. L'arrière-pays ne tira que peu d'avantages matériels de cette situation, même pendant la phase la plus interventionniste des années 1950.

Malgré le règlement des frontières à la suite de la défaite des Ottomans lors de la Première Guerre mondiale, les tensions avec l'imamat du Yémen persistèrent, l'imam insistant sur sa souveraineté sur les protectorats ; ce différend ne fut résolu de manière non définitive qu'en 1934 avec l'accord de Sanaa, qui prévoyait le retrait des troupes de l'imam des différentes zones frontalières des protectorats qu'elles avaient occupées. Par la suite, l'imam et ses agents ont encouragé la dissidence contre les Britanniques dans les différents émirats en fournissant des armes, des munitions et d'autres produits de première nécessité aux groupes désireux de lutter contre la présence britannique. La dissidence persistante contre les dirigeants soutenus par les Britanniques dans les zones tribales était attribuée par beaucoup aux complots de l'imam, dont le but était de créer un Yémen uni sous son autorité. Cependant, même si les membres des tribus rebelles acceptaient de l'argent, des armes et des munitions de la part de l'imam et de ses agents, cela ne signifiait pas pour autant qu'ils soutenaient ses objectifs politiques. Au contraire, leur objectif était invariablement l'indépendance au niveau tribal, car les aspirations nationales n'avaient pas encore atteint l'arrière-pays dans les années 1940, et ne s'y sont répandues que progressivement dans les années 1950. À la fin des années 1950, l'objectif de toute dissidence était l'« indépendance » vis-à-vis du colonialisme, même s'il est probable que, dans de nombreux cas, celle-ci se résumait à l'élimination de l'ingérence britannique dans les affaires internes de la tribu et à l'éviction des chefs imposés par les Britanniques. Il était bien sûr commode, et cela faisait bonne impression auprès de l'opinion publique, pour les porte-parole britanniques d'affirmer que la source des troubles était l'imam, mais de telles déclarations n'étaient rien d'autre que des manœuvres de propagande. Une source aussi fiable qu'un ancien haut-commissaire d'Aden, en fonction dans

les années 1960, a admis que l'objectif des rebelles était l'indépendance et non l'unité avec le Yémen sous l'autorité de l'imam. ^[14]

La fragmentation de la société arabe du Sud au cours des derniers siècles s'est manifestée par des rivalités entre tribus et au sein même de celles-ci. Comme nous l'avons vu, ce phénomène a été exacerbé par le nouveau statut acquis par les petits souverains à la suite de leurs traités de protectorat conclus avec la Grande-Bretagne à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. La vie est devenue plus dangereuse avec l'introduction d'armes à feu plus puissantes et plus précises, mais aussi en raison de l'affaiblissement de l'économie traditionnelle. Autrefois, le commerce subvenait aux besoins des tribus nomades de différentes manières : les chefs de caravanes et les propriétaires de chameaux transportaient des marchandises, d'autres tribus percevaient des droits de douane pour autoriser le passage des marchandises sur leurs territoires, et enfin, certaines tribus pillaient les caravanes. À partir des années 1930, trois facteurs majeurs ont mis fin à ce système : tout d'abord, les Britanniques ont revendiqué le contrôle des routes caravanières et exigé le libre passage sur ces voies, entrant ainsi en conflit avec les tribus au sujet des droits de douane et des raids. De plus, bien que les Yéménites se soient procuré ces nouvelles armes à feu, les Britanniques les ont surpassés grâce à leur puissance aérienne, face à laquelle ils ne pouvaient rivaliser. Le deuxième facteur majeur fut l'introduction du transport motorisé des marchandises, qui détruisit les moyens de subsistance des propriétaires de chameaux et des chefs de caravanes, bien que les Britanniques aient mis en place certaines mesures inefficaces pour protéger les caravanes de chameaux. ^[15] Par exemple, lorsque, en 1937, la première route praticable par des véhicules à moteur entre Mukalla et Seiyun, dans le Wadi Hadramaut, fut ouverte :

« les redevances d'utilisation de la route étaient conçues non seulement pour générer des recettes, mais aussi, en conjonction avec des tarifs minimaux, pour protéger le trafic de chameaux des Bédouins. En effet, les marchandises ne pouvaient être transportées par la route que si elles étaient périssables, trop lourdes pour les chameaux ou urgentes ; dans tous ces cas, le fret facturé devait être supérieur à celui qui aurait été facturé pour le transport par chameau. » ^[16]

Le troisième facteur de changement significatif fut le nouveau type de traité interventionniste dit « consultatif » signé avec les Britanniques ; contrairement aux précédents traités de « protection », ceux-ci stipulaient que les dirigeants locaux devaient « suivre les conseils britanniques sur les questions non liées à la religion ». ^[17] Le premier d'entre eux fut signé avec le sultan de Qu'ayti en 1937 et le dernier en 1957, mais un certain nombre de petits États n'acceptèrent jamais de traité consultatif, notamment le Haut-Yafi' et Dathina. Ces traités « consultatifs »

signifiaient la fin de l'indépendance des dirigeants, car ils devaient accepter des conseils sur les affaires intérieures et, en échange, pouvaient espérer quelques miettes sous forme d'aide financière destinée à des projets de développement symboliques dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'agriculture. Le faible niveau de développement observé jusqu'à l'indépendance transparaît clairement dans l'état du pays en 1967, comme nous le verrons ci-dessous. Les traités consultatifs s'accompagnaient souvent de la présence de conseillers britanniques résidents et d'une ingérence quotidienne dans la politique tribale, soutenue par des incitations financières et autres ; ainsi, par exemple, un chef réticent à suivre certains conseils concernant la circulation sur une route constatait que l'aide destinée à la construction d'une école ou la fourniture d'armes pour les membres de sa tribu n'étaient pas accordées tant qu'il n'avait pas changé d'avis.

Les dépenses de développement étaient censées être financées par les impôts locaux et l'implication britannique était soit symbolique, soit animée d'un objectif politique clair, comme par exemple lors de l'ouverture de l'École des fils de chefs. Les maigres ressources dont disposaient la plupart de ces petits États étaient telles qu'ils étaient incapables de financer le moindre des projets dont leurs populations avaient besoin. Le maigre excédent que les dirigeants parvenaient à prélever servait à soutenir leur tribu — c'est-à-dire à fournir des armes et des munitions à leurs membres — et à maintenir le niveau d'hospitalité exigé par leur fonction. Leur mode de vie ne différait guère de celui des membres de leur tribu, ce qui indique que leur richesse n'était pas sensiblement plus importante, même s'ils parvenaient généralement à posséder des maisons légèrement plus spacieuses que les autres.

Dans ce contexte de troubles, il n'est pas surprenant de constater qu'à aucun moment, pendant la période d'occupation britannique, l'ensemble de la région n'a connu la paix. Il y avait toujours, quelque part, une rébellion armée, à plus ou moins grande échelle. La nature de ce conflit a évolué au fil du temps : ce qui semblait au départ n'être qu'une forme supplémentaire de conflit intertribal, typique de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle, s'est progressivement aggravé en raison de l'introduction des fusils, des véhicules à moteur et de la concurrence pour le contrôle des routes commerciales. Ces contradictions ont fini par déboucher, dans les années 1960, sur une lutte organisée pour l'indépendance sous la houlette d'un mouvement nationaliste. Il est toutefois évident que l'impact principal de la Grande-Bretagne sur l'intérieur du continent a été de saper les structures traditionnelles en leur imposant une rigidité artificielle qui en a faussé le fonctionnement, en soutenant certains dirigeants au détriment d'autres, créant ainsi de facto de petits États au détriment d'autres qui auraient pu voir le jour en

l'absence de traités. D'un point de vue plus positif, c'est l'influence britannique qui a permis de réduire les effusions de sang causées par les nouvelles armes à feu lors des querelles tribales, en imposant des trêves aux groupes rivaux, dont les relations s'étaient détériorées au point d'aboutir à un état de guerre permanente et de paralysie dès les années 1930. Le cas de Wadi Hadramaut illustre parfaitement à quel point la situation s'était détériorée avant l'intervention britannique : dans cette région, dès les années 1930, des familles étaient enfermées chez elles depuis littéralement des années, par crainte d'être abattues lors d'une querelle si elles sortaient, et, pour les mêmes raisons, l'agriculture avait pratiquement disparu, les gens étant incapables de se rendre sur leurs terres pour les cultiver. Dans certains cas, ils étaient allés jusqu'à creuser des tunnels pour pouvoir se rendre de leur maison à leurs champs sans se faire tirer dessus.^[18]

Le libre accès de tous aux routes et l'autorisation de la circulation automobile ont détruit l'économie des tribus caravanières et de ceux qui contrôlaient les routes commerciales, sans leur offrir d'activité économique alternative, car il n'y eut pas d'expansion systématique de l'agriculture et de la pêche, qui restèrent l'apanage de leurs praticiens traditionnels. Ces derniers avaient désormais l'avantage de ne pas se faire tirer dessus, mais l'inconvénient d'être imposés par des dirigeants qui bénéficiaient du soutien de l'administration britannique. Il n'est guère étonnant que les nomades, qui contrôlaient auparavant le commerce, aient été hostiles au nouveau régime.

Alors que l'intérieur du pays stagnait et se rebellait, Aden connaissait une phase d'expansion sans précédent qui allait également influencer l'avenir et la perception qu'avaient les habitants de l'arrière-pays tant des Britanniques qu'eux-mêmes. Aden fut développée en tant que base militaire lorsque les Britanniques confièrent la défense du protectorat au ministère de l'Air en 1927, ce qui permit de contrôler plus efficacement l'arrière-pays avec moins d'hommes, car il était évident que les membres des tribus ne pouvaient pas riposter de la même manière à une attaque aérienne. Ainsi, les Britanniques n'avaient besoin que de très peu d'hommes sur le terrain, sous la forme d'officiers politiques chargés de mener les négociations avec les membres des tribus et de demander des frappes aériennes lorsque des actions militaires s'imposaient. Ce fut là une autre caractéristique qui favorisa le développement d'Aden au détriment de l'arrière-pays, car le personnel de la RAF résidait dans la ville, où il pouvait mener le train de vie habituel des colons, c'est-à-dire dans un luxe dépassant l'imagination la plus folle du membre moyen d'une tribu.

L'avitaillement en carburant devint une activité majeure du port à partir des années 1920, conférant rapidement à Aden un avantage imbattable dans le commerce portuaire par rapport à ses rivaux voisins, avantage qui s'accentua

encore après 1954, lors de l'ouverture de la raffinerie. Le commerce avec l'arrière-pays resta insignifiant et le fossé entre les deux ne fit que se creuser, faisant d'Aden un îlot de prospérité dans un océan de pauvreté. Cela toucha particulièrement les habitants de l'arrière-pays qui constataient désormais ces différences de leurs propres yeux : les chefs tribaux se rendaient régulièrement à Aden pour présenter leurs respects aux Britanniques et percevoir leurs « cadeaux », tandis que les membres des tribus y migraient à la recherche de travail et voyaient comment vivaient les Britanniques, mais découvraient également l'ampleur de la discrimination dont ils faisaient l'objet. À Aden, les Britanniques favorisaient l'ancienne génération d'Indiens importés et leurs descendants, d'autres immigrants ainsi que les rares familles « adéniennes ». Les immigrants non qualifiés du protectorat n'étaient pas mieux traités que les immigrants « yéménites » originaires de la Hujjiriyah et d'autres zones frontalières qui envoyaient leur main-d'œuvre à Aden. Toutes ces personnes ont contribué à créer cette prospérité ou ses symboles, en construisant la raffinerie, des quartiers résidentiels entiers à Khormaksar, Mansura et Little Aden, des routes, des immeubles d'habitation, des écoles dans lesquelles ils n'avaient pas le droit d'envoyer leurs enfants, des hôpitaux, des cinémas, des réseaux d'eau et d'électricité, etc. Ces contradictions visibles ont influencé la réflexion des hommes et ont rapidement transformé la nature des relations entre les Britanniques et ceux qu'ils gouvernaient. Sous l'influence combinée de leur expérience et d'une prise de conscience croissante des événements politiques dans le monde extérieur, la paix sociale à Aden fut progressivement ébranlée, à partir des années 1950, et la dissidence dans les protectorats prit les nouvelles couleurs du nationalisme. Ces développements seront examinés plus en détail dans le chapitre suivant, mais ici, après avoir traité de la politique britannique à l'intérieur du pays, je vais brièvement aborder la politique britannique à Aden au cours des dernières années de la colonie.

Les changements constitutionnels des années 1950 et la Fédération d'Arabie du Sud

Le début des années 1950 a été marqué par la montée du nationalisme arabe ainsi que par l'intensification des revendications de l'imam du Yémen en faveur de la souveraineté sur les protectorats d'Aden, deux facteurs qui ont poussé les Britanniques à envisager une réforme constitutionnelle afin de conférer davantage de légitimité aux « mini-États » de l'intérieur du pays. La tendance à la conclusion de traités consultatifs a atteint son apogée à la fin des années 1940 et au début des années 1950, mais n'a jamais concerné tous les États, le Haut-Yafi' en particulier ayant farouchement gardé ses distances. Par la suite, une plus grande cohésion s'est avérée nécessaire pour faire face à la fois à la décolonisation mondiale et à la montée du nationalisme arabe. La première tentative, soutenue par les

Britanniques, de fédérer les différents « micro-États » échoua en 1955 en raison de l'incapacité des chefs tribaux à accorder la préséance à l'un d'entre eux.

Le milieu des années 1950 fut en effet une période de revers pour les Britanniques, qui durent pour la première fois faire face simultanément à des actions anti-britanniques dans leur émirat favori de Lahej, soutenues par la Ligue sud-arabienne (voir ci-dessous), de mutineries et de désertions massives parmi les « Levies » sous-payés – ce qui entraîna le retrait de l'intérieur du pays, à l'exception des positions fortifiées pouvant être ravitaillées par voie aérienne –, ainsi qu'à une rébellion accrue des membres des tribus, aidés par l'imam, auxquels on répondit par la méthode traditionnelle du bombardement généralisé. À ces désastres s'ajouta le rejet, par les dirigeants du Protectorat, de la fédération soutenue par les Britanniques, ce qui constitua le coup de grâce. Cependant, une fédération que les dirigeants avaient considérée avec méfiance devint à la mode lorsque, en 1958, l'Égypte de Nasser s'unit à la Syrie et se « fédéra » avec le Yémen de l'imam pour former les États arabes unis. Une nouvelle fédération fut donc imaginée, cette fois à l'initiative de certains chefs tribaux. Elle fut inaugurée en 1959, avec seulement six membres, à l'exclusion du sultanat de Lahej, autrefois dominant, dont la prééminence avait causé l'échec des efforts antérieurs, mais dont le sultan actuel était proche de la Ligue d'Arabie du Sud et donc en disgrâce auprès de la Grande-Bretagne.

Les six États fondateurs (Dhali', Audhali, l'émirat d'Aulaqi du Haut, Bayhan, Fadli et Yafi' du Bas) étaient ceux dont les dirigeants entretenaient les liens les plus étroits et les plus amicaux avec la Grande-Bretagne, y compris certains que les dirigeants yéménites qualifiaient de « cheikhs d'avant-hier », nommés par les Britanniques. ^[19] Fin 1961, face à la perspective qu'Aden soit contrainte d'adhérer, et pendant une brève période où le projet semblait réalisable, neuf autres États rejoignirent le projet : Lahej, dont le sultan nassérien avait été renversé et exilé par les Britanniques en 1958 avant d'être remplacé par un parent plus docile, le Bas-Aulaqi, Dathina, Haushabi, 'Alawi, Maflahi, Shu'aib et un seul des États du Protectorat oriental, Wahidi. Les autres États du Protectorat oriental, à savoir Kathiri, Qu'ayti, Qishn et Socotra, refusèrent systématiquement d'adhérer, car ils espéraient que du pétrole serait découvert sur leur territoire et ne souhaitaient pas avoir à partager cette manne avec de petits États montagneux appauvris.

La Fédération n'a jamais vu le jour, en partie à cause de sa constitution qui faisait de chaque dirigeant de petit État un ministre, mais aussi parce qu'elle ne disposait d'aucun moyen lui permettant d'imposer son autorité ou de financer des services sociaux et autres. Elle n'avait pas de budget pour construire et doter en personnel des écoles ou des hôpitaux, ni aucune autorité à l'intérieur du pays. Elle s'installa dans la capitale nouvellement construite d'al-Ittihad (aujourd'hui Madinat al Sha'b),

située à l'écart de la route reliant Aden à Little Aden, de l'autre côté de la frontière de la colonie d'Aden, une création entièrement artificielle. À al-Ittihad, les ministres, qui étaient également les dirigeants de leurs propres États, se disputaient le pouvoir et le contrôle de ressources inexistantes, mais surtout, ils comprenaient que l'adhésion d'Aden était indispensable pour que la Fédération puisse prendre une quelconque substance, étant donné qu'Aden représentait la seule perspective de viabilité économique à laquelle la Fédération pouvait aspirer.

{1}

Les hommes politiques d'Aden, à l'instar de ceux de Lahej avant eux, n'envisageaient d'adhérer qu'en tant que dirigeants. Une telle attitude était inacceptable pour les dirigeants indépendants des États de l'intérieur. Le conflit entre les politiciens urbains d'Aden et les chefs tribaux de l'intérieur conféra aux Britanniques un nouveau rôle de médiateurs, chargés de tenter de forger un État uni à partir d'éléments aussi disparates. Comme l'a exprimé un ancien haut-commissaire : « La domination coloniale britannique avait transformé Aden en une île qui aurait pu être séparée du continent sud-arabique par une centaine de miles d'océan. En conséquence, les familles établies de longue date avaient cultivé ce genre d'introversion, à la manière des huîtres, que l'on retrouve parfois chez les habitants de petites îles isolées. »^[20] Dans les années 1950, ils prirent peu à peu conscience que le monde changeait, en partie à cause d'un mouvement syndical hostile et politisé qui s'était développé dans la ville, mais aussi à la suite de la défaite britannique à Suez en 1956, de la montée du nationalisme arabe et, plus localement, des discussions et de la création de la Fédération dans les protectorats. En conséquence, les habitants d'Aden ressentirent le besoin de réclamer l'indépendance, mais espéraient surtout que celle-ci puisse être obtenue aux mêmes conditions que d'autres cités-États comme Singapour. Ils ne voulaient pas s'impliquer dans l'arrière-pays, qu'ils considéraient comme peuplé de sauvages, mais surtout, ils ne voulaient pas que les richesses d'Aden servent à soutenir cet arrière-pays en finançant l'éducation, la santé ou même les routes. (Au moment de l'indépendance, il y avait à peine 20 km de routes revêtues en dehors de la colonie d'Aden). La dissidence croissante dans la ville et la montée du mouvement syndical, bien que préoccupantes, ne les ont pas convaincus de faire des concessions. Le premier Conseil législatif, composé pour moitié de membres nommés et pour moitié de membres d'office, a été inauguré en 1947, et en 1955, la Grande-Bretagne fit une concession face à la montée du nationalisme arabe en autorisant la mise en jeu de quatre des dix-huit sièges lors d'élections. La seule organisation « adénienne » à participer aux élections fut l'*Association d'Aden*^{2}, représentante de la classe marchande. La grande majorité de la population d'Aden était privée du droit de vote : les seules personnes habilitées à voter étaient les

sujets placés sous la protection britannique qui avaient résidé à Aden pendant 7 des 10 dernières années. Cette disposition permettait aux Somaliens de voter mais excluait les Yéménites, ce qui fit que seuls 21 500 électeurs, sur une population de 180 000 habitants, étaient habilités à voter. Il fut annoncé qu'en 1959, le nombre de membres élus passerait à 12 afin de dépasser en nombre les 5 membres de droit et les 6 membres nommés. Cette élection fut boycottée par les nationalistes.

Les notables d'Aden espérèrent tout au long de cette période, malgré tous les revers, que la Grande-Bretagne finirait par accorder à Aden l'indépendance en tant que petit État-ville marchande, mais ils eurent une douche froide en 1956 lorsque le secrétaire aux Colonies de l'époque, Lord Lloyd, lors d'une visite à Aden, loin de mentionner l'indépendance, se montra si rétrograde qu'il refusa même d'envisager l'autonomie. Dans son discours devant l'Assemblée législative, il déclara que la Grande-Bretagne continuerait à honorer ses obligations concernant Aden :

« Je voudrais que vous compreniez que, dans un avenir prévisible, il ne serait ni raisonnable ni sensé, ni d'ailleurs dans l'intérêt des habitants de la colonie, qu'ils aspirent à un objectif allant au-delà d'un degré considérable d'autonomie interne. Par conséquent, bien que j'aie indiqué le type d'avancée constitutionnelle à laquelle la population de cette colonie peut légitimement aspirer, le gouvernement de Sa Majesté tient à préciser que l'importance d'Aden, tant sur le plan stratégique qu'économique, au sein du Commonwealth est telle qu'il ne peut envisager la possibilité d'un allègement fondamental de ses responsabilités envers la colonie. J'estime que cette assurance sera bien accueillie par vous-mêmes et par la grande majorité de la colonie. ^[21]

Au début des années 1960, la perspective d'un départ de la Grande-Bretagne de la région se profilait à l'horizon et le gouvernement tentait en vain de persuader les politiciens adéniens, issus de la classe marchande urbaine, de rejoindre, en tant qu'égaux tout au plus, une fédération de populations tribales vivant en marge de la civilisation. La seule carotte qu'il pouvait utiliser consistait à lier l'indépendance à l'adhésion à la Fédération. Ainsi soumis à un chantage, le Conseil législatif d'Aden fut persuadé d'accepter une fusion avec la Fédération, débattant de la question au cours d'une semaine marquée par de graves troubles provoqués par les citoyens privés de leurs droits civiques, qui se révoltèrent pour protester contre cette fusion et contre le système politique en général. Le vote eut lieu le 26 septembre 1962 et fut adopté à une faible majorité. C'était bel et bien in extremis, car plus tard dans la journée, la nouvelle du renversement de l'imam et de la révolution républicaine à Sanaa parvint à Aden, un événement qui allait transformer l'histoire du Yémen.

En 1963, les Britanniques disposaient d'une fédération qui incluait Aden et, semble-t-il, se retrouvaient chargés de la mettre sur la voie de l'indépendance. Mais

l'avenir allait être marqué par de nouveaux bouleversements : cette année-là, une lutte armée nationaliste éclata dans les montagnes du Radfan, tandis qu'à Aden même, les syndicalistes et d'autres groupes affichaient de plus en plus ouvertement leur opposition à la Grande-Bretagne. Dans le même temps, l'implication britannique dans la colonie s'est intensifiée après 1960, lorsque Aden a été choisie pour remplacer Chypre en tant que quartier général du Commandement britannique du Moyen-Orient, et qu'un grand nombre de soldats et de leurs familles ont été amenés sur place pour défendre ce qui restait de l'empire. Alors que les dirigeants de l'intérieur du pays, désormais intégrés à la Fédération, envisageaient un avenir indépendant sous le parapluie militaire protecteur de la base britannique d'Aden, la ville se transformait en garnison. Avec l'arrivée des militaires et de leurs familles, des milliers d'immigrants yéménites furent employés pour construire des logements familiaux à leur intention, notamment les immeubles d'habitation s'étendant sur un mile à Ma'alla.

Le changement de régime à Sanaa avait encouragé la dissidence à Adène même et, à partir de 1963, les actes d'hostilité à l'encontre des Britanniques se multiplièrent, à commencer par celui de décembre 1963, lorsque le haut-commissaire de l'époque, Sir Kennedy Trevaskis, ancien agent britannique dans l'arrière-pays, échappa de justesse à un attentat à la grenade à l'aéroport, alors qu'il se rendait à Londres pour une conférence constitutionnelle. Par la suite, les Britanniques cherchèrent à reprendre le contrôle de la sécurité et déclarèrent l'état d'urgence. Avec la victoire du Parti travailliste en Angleterre en octobre 1964, l'avenir de la colonie et de la Fédération fut une nouvelle fois remis en question, le Parti travailliste ayant auparavant établi de bonnes relations avec l'un des principaux opposants aux politiciens traditionnels d'Aden, Abdullah al Asnaj, grâce aux liens fraternels entre le TUC d'Aden, qu'il dirigeait, et le TUC britannique. Dans le but de porter au pouvoir un régime plus populaire à Aden, le Parti travailliste tenta d'impliquer son parti, le Parti socialiste populaire, et nomma par la suite son candidat

Abdul Qawi Makkawi au poste de ministre en chef d'Aden. Ce dernier était encore plus opposé à la Fédération que son prédécesseur, Baharoon, issu de l'ancienne classe marchande, mais il ne resta au pouvoir que de mars à septembre 1965, période durant laquelle les violences s'intensifièrent tant à Aden que dans les protectorats. En conséquence, le nouveau gouvernement travailliste recourut à l'administration directe, rétablissant le gouvernement de la colonie de la Couronne en septembre 1965.

En février 1966, le gouvernement britannique porta le coup de grâce à Aden et aux protectorats, et plus particulièrement à leur incarnation moderne, la Fédération d'Arabie du Sud. Un Livre blanc sur la défense exposait la nouvelle politique

britannique qui, revenant sur toutes les déclarations antérieures, stipulait que l'indépendance serait accordée d'ici 1968, que la Grande-Bretagne ne conserverait pas la base militaire après l'indépendance et que toutes les troupes britanniques seraient retirées d'ici décembre 1968. De plus, il n'y aurait pas de traité de défense avec la Fédération. Par cette déclaration soudaine, la Grande-Bretagne abandonna du jour au lendemain ses amis, ceux qui avaient bravé l'hostilité nationaliste pour obtenir faveurs et pouvoir sous l'égide britannique. Cela sonna le glas de la Fédération et d'Aden tels qu'ils existaient alors. Par la suite, la seule action sérieuse qui pouvait préoccuper les Britanniques consistait à se retirer le plus discrètement possible, avec un minimum d'effusions de sang, laissant les différentes factions s'affronter pour le contrôle du futur État indépendant.

Chapitre II : Le développement du nationalisme et la lutte pour l'indépendance

L'intervention britannique en Arabie du Sud n'a jamais été sans contestation : tout au long de la période coloniale, des mouvements d'opposition armés ont combattu par intermittence les Britanniques et les dirigeants qu'ils avaient imposés, en particulier dans les zones rurales. Comme nous l'avons vu^[22], ces mouvements étaient au départ de nature « tribale » et considéraient initialement les Britanniques, tout comme les Ottomans ou l'imam yéménite, comme des forces extérieures pouvant être manipulées dans le cadre des véritables luttes de pouvoir, à savoir celles qui opposaient les dirigeants voisins. Avant la Seconde Guerre mondiale, il n'existait aucun mouvement nationaliste dans le pays. Par « nationaliste », j'entends l'affirmation d'une identité nationale commune dont l'expression est la revendication d'un État unique constituant une entité géographique, linguistique et culturelle ; dans le contexte arabe, un tel mouvement partagerait également les préoccupations arabes plus larges concernant la Palestine et la fin de l'influence britannique et française dans la région. L'arrière-pays est resté étranger à ces mouvements jusqu'aux années 1950 ; lorsqu'ils sont apparus, ces nouvelles idées ont été véhiculées par la radio, par des travailleurs migrants revenant d'Aden ou de régions plus lointaines où ils s'étaient politisés grâce à leur expérience professionnelle et à leur exposition aux courants politiques dominants, ainsi que par des étudiants qui avaient acquis une vision plus large du monde dans les grandes villes ou même à l'étranger, souvent au Soudan. À mesure que la possession de postes de radio s'étendait aux zones les plus reculées, Radio du Caire, à partir du milieu des années 1950, exerça une influence considérable sur les membres les plus isolés de la société et popularisa Nasser ainsi que ses idées d'anticolonialisme et ses vastes objectifs nationalistes arabes, contribuant ainsi à forger une nouvelle conscience.

Les ouvriers et les étudiants ont exercé une influence considérable à long terme : les ouvriers, principalement d'origine tribale et rurale, sont revenus dans leurs

petites communautés et les ont politisées ; ces communautés représentaient les couches sociales tribales (*qabili*) les plus élevées, et l'expérience qu'ils rapportaient était celle d'ouvriers dans une société capitaliste, c'est-à-dire de membres de la classe la plus basse de la hiérarchie britannique. La contradiction entre leur statut élevé dans la hiérarchie yéménite et leur statut bas dans la hiérarchie coloniale a eu un impact significatif sur le développement futur. Les étudiants de retour au pays provenaient principalement de deux groupes traditionnels : d'une part, les fils de dirigeants soutenus par les Britanniques, qui fréquentaient des écoles spécialisées et étaient parfois envoyés à l'étranger, et dont l'éducation visait à en faire le type de dirigeants souhaité par les Britanniques, à savoir des partisans des intérêts britanniques, des modernisateurs qui ne remettraient pas en cause l'ordre social en vigueur. Le deuxième groupe était plus intéressant sur le plan politique : comme les rares écoles construites se trouvaient dans les villes, leurs élèves étaient principalement les fils de citadins, des personnes qui, dans la hiérarchie sociale traditionnelle, appartenaient aux couches inférieures, à savoir des commerçants et des artisans. Dans les années 1960 et après l'indépendance, ce groupe a formé une nouvelle classe de cadres instruits qui pouvaient légitimement prétendre à des postes de haut niveau grâce à leur formation et qui se sont retrouvés en mesure de contester les couches supérieures traditionnelles, dont de nombreux membres ne possédaient pas les compétences requises par un État moderne. Ces étudiants exerçaient une influence considérable dans leurs villes d'origine grâce à leur expérience plus large – beaucoup avaient fait leurs études secondaires au Soudan ; sur le plan politique, ils remettaient en cause la structure sociale traditionnelle et soutenaient des organisations dont l'égalitarisme plus marqué coïncidait avec leurs propres intérêts.

À Aden, la situation était différente. La ville offrait une plus grande liberté intellectuelle que de nombreuses autres capitales arabes, bien que son statut particulier et sa composition sociale aient fortement influencé le type de réflexion qui s'y développait, la rendant très différente de Beyrouth ou du Caire, où le nationalisme s'était développé. À Aden, le statut de colonie, l'influence de la population indienne et les liens professionnels étroits – principalement commerciaux – entre les anciennes familles « adéniennes » et la communauté commerciale étrangère (indienne, persie et française) se sont combinés pour orienter cette nouvelle réflexion loin d'un nationalisme yéménite qui aurait impliqué des liens plus étroits avec l'arrière-pays tribal, considéré par la bourgeoisie urbaine comme barbare, sauvage et totalement incivilisé. La bourgeoisie adénienne avait beaucoup en commun avec d'autres marchands ; elle se considérait comme faisant partie de la communauté commerciale mondiale et méprisait les membres des tribus – armés, peu nombreux, bruyants et pauvres –

qui vivaient dans des conditions difficiles et croyaient aux valeurs tribales traditionnelles et à la politique de la force des armes. C'est dans ce contexte urbain que des organisations politiques au sens moderne du terme ont commencé à se développer après la Seconde Guerre mondiale. La présence à Aden d'infrastructures de base telles que des imprimeries et des écoles a permis aux mouvements dont la base était rurale d'y mener leurs premières actions politiques.

Les mouvements politiques d'Aden

1. Les premières organisations

Le Club arabe de la réforme a été fondé à Aden dès 1930 et comptait plus de 150 membres en 1938. À la même époque, le Club littéraire arabe a également vu le jour. Ces deux clubs ont été créés et gérés au profit des membres des anciennes familles de marchands d'Aden, parmi lesquelles figuraient les Luqman, les Jaffer, les Makkawi, les al Asnaj, les Bayoomi et les al Jifris. Les membres de toutes ces familles allaient jouer un rôle important jusqu'à l'indépendance, occupant des postes allant de celui de ministre en chef au sein de la Fédération soutenue par les Britanniques (Bayoomi) à celui de chef de file de l'opposition aux Britanniques soutenue par les partisans de Nasser (Asnaj). Ce même groupe fut à l'origine du premier journal publié à Aden, *Fatal al Jazira* (Luqman), dont le premier numéro parut en janvier 1940, en partie pour répondre à la demande britannique d'un journal qui soutiendrait l'effort de guerre et combattrait la propagande italienne et allemande dans la région. Apprenant que Mohammed Ali Luqman projetait de lancer un journal, les Britanniques décidèrent de parrainer et d'aider son journal, plutôt que de publier le leur. ^[23]

À partir de 1944, l'arrivée des dirigeants yéménites libres en exil donna un nouvel élan au sentiment nationaliste à Aden. ^[24] En juin de cette année-là, les premiers et principaux dirigeants du Parti yéménite libre, Ahmed Mohammed Nu'man, Mohammed Mahmoud Zubairy, Ahmed Mohammed ash Shami et Zeid al Mawshaki, arrivèrent à Aden, échappant à l'emprise de l'imam à Sanaa. Comme l'imam causait des problèmes aux Britanniques dans les protectorats, ils espéraient être bien accueillis, voire obtenir le soutien des Britanniques à Aden. Compte tenu du retard et de l'isolement de l'imamat yéménite à cette époque, ils n'apportaient avec eux aucune pensée nationaliste particulièrement avancée. Au contraire, ils espéraient s'instruire et élargir leurs horizons grâce à des contacts avec les classes cultivées des Yéménites d'Aden. Cependant, leur lutte contre l'imam et leur besoin d'un soutien concret, d'argent et de logement ont constitué un point de ralliement pour les nationalistes d'Aden. Cela les a rapprochés des quelques migrants venus de l'imamat qui avaient rejoint la

communauté marchande d'Aden et s'enrichissaient. Ces derniers souhaitaient faire évoluer la politique de l'Imamat et constituaient la base naturelle des dirigeants du Yémen libre, à l'époque comme par la suite.

À la fin des années 1940, les clubs furent critiqués pour leur trop grande proximité avec les Britanniques ; c'est pourquoi ce même groupe de personnes fonda l'Association d'Aden en 1950 dans l'espoir de prendre ses distances par rapport aux autorités britanniques. Sa première réunion rassembla 600 personnes, un chiffre très important pour l'époque. Son slogan, « Aden aux Adéniens », prônait l'indépendance d'Aden au sein du Commonwealth britannique, après une période de coopération avec la Grande-Bretagne sur la réforme constitutionnelle ; elle participa aux premières élections du Conseil législatif, où trois des quatre membres élus étaient ses candidats. En 1959, lorsque 12 candidats furent élus, 11 d'entre eux étaient des représentants de l'Association d'Aden. Tous les membres du Conseil législatif, y compris certains des membres nommés, étaient issus des riches familles adéniennes établies dans la colonie depuis le XIX^e siècle et qui avaient accumulé la plupart des atouts nécessaires à la participation à la vie politique, à savoir l'éducation, la richesse et le contrôle des médias. Dans les années 1960, l'Association s'est scindée au sujet du projet de fusion d'Aden avec la Fédération. Ceux qui soutenaient la Fédération ont formé le Parti national uni en novembre 1960 sous la direction de Hassan Ali Bayoomi, tandis que ceux qui souhaitaient qu'Aden reste indépendant, à l'image du modèle de Singapour, ont formé le Congrès national populaire sous la direction de l'ancienne direction de l'Association d'Aden, incarnée par la famille Luqman. Ces deux organisations ont finalement été balayées avec la Fédération, car dans les années soixante, la véritable vie politique à Aden ne se déroulait ni au Conseil législatif, ni à al-Ittihad, mais dans la lutte opposant, d'une part, les nationalistes nasséristes urbains du Parti socialiste populaire et du Front de libération du Yémen du Sud occupé, et, d'autre part, les nationalistes indépendants ruraux du Front de libération nationale (NLF).

2. Le Congrès syndical d'Aden et le Parti socialiste populaire

Le deuxième courant majeur de la vie politique à Aden fut celui qui s'incarna dans le Congrès syndical d'Aden (ATUC), puis dans le Parti socialiste populaire (PSP). Contrairement à l'Association d'Aden, ce groupe tirait l'essentiel de son soutien des immigrants arrivés à Aden en provenance de l'Imamat et des Protectorats, pour la plupart des ouvriers dont les préoccupations politiques portaient avant tout sur l'amélioration de leurs très mauvaises conditions de travail et sur des ambitions politiques pour l'ensemble du Yémen. Leur direction provenait toutefois des familles traditionnelles d'Aden, le même groupe que celui qui avait donné naissance à l'Association d'Aden, bien que, dans ce cas précis, les échelons

inférieurs de la direction aient été pris en charge par les classes moyennes professionnelles d'Aden qui n'avaient elles-mêmes pas accès au pouvoir dans le cadre fixé par les anciennes familles d'Aden. Comme la plupart des membres de l'ATUC n'avaient pas le droit de vote à Aden en raison de la politique britannique visant à les priver de ce droit, leurs dirigeants ont été exclus de la participation à la vie politique électorale et ont réclamé une réforme du droit de vote ainsi que la fin de la discrimination à l'encontre des ressortissants des Protectorats et de l'Imamat.

L'ATUC a vu le jour à la suite d'une série de luttes syndicales, grâce au soutien des syndicats britanniques et aux recommandations d'une commission d'enquête sur les conditions de travail, mise en place après qu'une série de grèves importantes eut perturbé la colonie au début de l'année 1956. Le premier syndicat avait été légalisé en 1942, mais le mouvement ne prit véritablement son essor que dans les années 1950, avec l'expansion rapide d'Aden en tant que port et centre commercial, ainsi que la construction puis l'exploitation du » Les travailleurs venus de l'arrière-pays et du Nord se politisèrent rapidement, s'informant des développements dans le reste du monde arabe et développant une conscience de leur condition d'opprimés et de colonisés. Dans leur propre pays, ils étaient privés de droits tels que le droit de vote accordé aux sujets de la Couronne comme les Indiens et les Somaliens qui, dans la hiérarchie sociale arabe traditionnelle, se situaient bien en dessous d'eux, eux qui étaient fiers d'appartenir à une tribu. Les conditions de travail exacerbaient ces sentiments, car les entrepreneurs locaux abusaient de leur pouvoir et retenaient souvent une part substantielle des salaires des travailleurs pour eux-mêmes, facturant des tarifs élevés pour la mise à disposition de logements et de nourriture déplorables, ainsi que pour l'envoi de fonds aux familles restées au pays. Dans les années 1950, et en particulier au début de l'année 1956, les travailleurs se sont révoltés contre ce système et les grèves ont bénéficié d'un large soutien. La commission d'enquête a recommandé des améliorations des conditions de travail, mais celles-ci se sont avérées insuffisantes pour apaiser les troubles et, à la fin de l'année 1956, on estimait que 28 % de la main-d'œuvre avait participé à des grèves ayant entraîné la perte de 210 000 jours de travail.^[25]

L'ATUC a été créée en mars 1956 et, dès décembre, 21 syndicats s'étaient enregistrés, dont 16 syndicats d'entreprise et 3 organismes professionnels. La direction était monopolisée par les cols blancs d'origine adénienne et excluait les représentants de la masse des ouvriers non qualifiés ; les relations au sein des syndicats reposaient sur des liens traditionnels de clientélisme. L'amélioration des conditions de travail et les revendications syndicales traditionnelles ne constituaient qu'une partie de la mission de l'ATUC. En effet, nulle part dans le

monde arabe les syndicats n'ont adopté les revendications purement économes que l'on trouve souvent en Europe : l'ATUC ne faisait pas exception et au moins la moitié de ses activités étaient politiques. Par exemple, les premières grèves de 1956 visaient à satisfaire des revendications sociales, mais plus tard, en 1958, les actions se sont tournées contre la politique d'immigration du gouvernement, qui discriminait les hommes originaires des Protectorats et de l'Imamat au profit des citoyens du Commonwealth britannique, tels que les Indiens et les Somaliens. Des manifestations ont également eu lieu en faveur de la création des États arabes unis et des politiques nassériennes en général. En octobre 1956, une grève générale symbolique fut lancée pour s'opposer à l'intervention britannique et française à Suez, ce qui entraîna des émeutes que les Britanniques utilisèrent comme prétexte pour expulser 240 Yéménites vers l'Imamat. Tout au long des années 1950, sous la direction de ses dirigeants d'Aden et avec Abdullah al-Asnaj comme secrétaire général, l'ATUC refusa de participer de quelque manière que ce soit à la politique coloniale d'Aden et boycotta les élections de 1955 et de 1959. En 1960, le gouvernement estimait ses effectifs à 18 000 membres et l'organisation fut réorganisée, confiant au siège central la tâche de se concentrer sur :

« le rôle naturel du Congrès dans la cause nationale, résumé dans l'engagement du Congrès à marcher vers notre société socialiste arabe et son unité, et à la libérer de toutes les formes d'exploitation et de colonialisme ». ^[26]

Les grèves et leur répression se poursuivirent, et les Britanniques promulguèrent l'*Ordonnance sur les relations industrielles* de 1960 afin d'interdire les grèves sans tentatives préalables de médiation et, plus généralement, de restreindre et de contrôler le mouvement syndical.

Face à la menace d'une intégration d'Aden dans la Fédération des Émirats arabes du Sud, ^[3] et à la scission de l'Association d'Aden qui en résulta, l'ATUC ressentit le besoin d'élargir son champ d'influence, jusque-là confiné à Aden, en partie parce que ses dirigeants partageaient avec l'élite adénienne la conviction que l'arrière-pays était arriéré. Le Parti socialiste populaire (PSP) fut fondé en juillet 1962. Les deux organisations partageaient une direction presque identique, le président du PSP étant le secrétaire général de l'ATUC, Abdullah al Asnaj. Le programme du PSP comprenait un appel à l'évacuation de la base militaire britannique, à la dissolution du Conseil législatif d'Aden et du Conseil suprême de la Fédération, ainsi qu'à la tenue d'élections générales libres au Yémen du Sud avec le suffrage universel des adultes. L'ATUC et le PSP coopérèrent pour s'opposer aux projets britanniques visant à rattacher Aden à la Fédération. En septembre 1962, alors que le vote sur la fusion devait avoir lieu au Conseil législatif d'Aden (conseil élu au suffrage restreint excluant tous les Yéménites du Nord, la plupart des habitants du

Protectorat et toutes les femmes), les principaux dirigeants de l'ATUC et du PSP furent emprisonnés, tandis que d'importantes manifestations se déroulaient à Crater. Après la révolution à Sanaa et la proclamation de la République arabe du Yémen le 26 septembre, des manifestations en faveur de la RAY eurent lieu et des appels à l'unité yéménite furent lancés. Plus tard, en octobre, des grèves générales eurent lieu. Tous ces événements furent soutenus et organisés par le PSP-ATUC et sévèrement réprimés par les Britanniques par des emprisonnements et des déportations.

Au cours des deux années suivantes, le PSP-ATUC en vint à dominer l'opposition aux Britanniques à Aden et à incarner le mouvement nationaliste aux yeux de ces derniers. Les Britanniques ignorèrent le fait que l'influence de cette organisation se limitait à Aden même et ne s'étendait pas aux protectorats. De même, ils ne remarquèrent pas la naissance et le développement du Front de libération nationale en 1963, dont il sera question ci-après. Le PSP connut son apogée fin 1964, juste après l'arrivée au pouvoir du Parti travailliste à Londres. Depuis sa fondation, l'ATUC avait bénéficié du soutien du TUC britannique et son dirigeant, al Asnaj, était considéré par le Parti travailliste comme un socialiste de type britannique représentant un anticolonialisme progressiste. Le nouveau secrétaire d'État aux Colonies espérait donc qu'une solution aux problèmes d'Aden pourrait être trouvée en parvenant à un accord avec le PSP. Il révoqua le haut-commissaire en fonction, Sir Kennedy Trevaskis, et le remplaça par Sir Richard Turnbull, dont la mission était de parvenir à un accord en vue de l'indépendance de l'Arabie du Sud. Les Britanniques estimant que le PSP constituait la principale opposition à la Fédération, ils espéraient que les négociations aboutiraient. Cela permettrait d'accorder l'autonomie à Aden dans le cadre de la Fédération et ne nécessiterait que des modifications mineures des structures politiques de la Fédération et d'Aden.

Ces projets étaient voués à l'échec. Au moment où les Britanniques adoptèrent cette nouvelle position de négociation, le PSP lui-même avait perdu l'initiative à Aden et avait cessé d'être le principal acteur de la politique locale. Alors que la Fédération se débattait en vain dans sa capitale artificielle, al-Ittihad, en investissant 14,2 millions de livres sterling d'aide britannique en 1964-1965 dans des projets agricoles, halieutiques, éducatifs et sanitaires qui ne représentaient qu'une goutte d'eau dans l'océan, la lutte prit une nouvelle dimension avec l'arrivée du NLF sur la scène politique.

3. L'Organisation pour la libération du Sud occupé et le Front de libération du Yémen du Sud occupé

Après l'annonce faite par la Grande-Bretagne en 1966 d'accorder l'indépendance à l'Arabie du Sud en 1968, et en raison de la popularité des actions du NLF, le PSP

comprit qu'il devrait prendre les armes contre les Britanniques s'il voulait conserver sa position de force nationaliste à Aden. L'attrait populaire de la lutte armée contraignit le PSP à adopter cette stratégie, bien que le parti fût divisé sur la question : le groupe dirigé par Hassan Abdullah Khalifa, qui avait été accusé d'avoir tenté d'assassiner le haut-commissaire en décembre 1963, soutenait la lutte armée, tandis qu'Abdullah al-Asnaj, fervent défenseur des vertus de la démocratie britannique et du socialisme à la manière du Parti travailliste, s'y opposait. Les deux tendances se réconcilièrent après l'échec des efforts d'al-Asnaj pour parvenir à un accord avec le nouveau gouvernement travailliste en 1964 sur l'avenir d'Aden. Cela conduisit à la formation de l'Organisation pour la libération du Sud occupé (OLOS) en février 1965 : outre le PSP, cette organisation comprenait les vestiges de la Ligue sud-arabienne, divers commerçants d'Aden ainsi que les sultans alors pro-nassériens Ali Abdul Karim de Lahej, qui avait été destitué par les Britanniques en 1958, et Ahmad ibn Abdullah de Fadli, qui avait fait défection de la Fédération en juin 1964 lors d'une conférence constitutionnelle à Londres.

La création de l'OLOS intervint trop tard, car le PSP avait alors déjà perdu une grande partie de sa crédibilité auprès des classes ouvrières : de nombreux syndicalistes avaient été séduits par le soutien apporté par le NLF à l'indépendance et au régime républicain du Nord ; les travailleurs se méfiaient également des manœuvres politiques entre les responsables politiques d'Aden, la Fédération et les Britanniques.

Les liens étroits entre al-Asnaj et le nassérisme, ainsi que leur convergence politique, faisaient qu'il était manifestement dans l'intérêt des Égyptiens d'imposer une fusion entre l'OLOS et le NLF. L'OLOS était beaucoup plus proche des Égyptiens sur le plan idéologique et organisationnel, et il avait été créé à un moment où des pans importants du NLF se tournaient contre le nassérisme. Afin de les contrôler et dans l'espoir de renforcer l'OLOS grâce à l'expérience du combat acquise par le NLF au cours de ses deux années de lutte, les agents des services de renseignement égyptiens chargés des affaires du Yémen du Sud concentrèrent leurs efforts sur la réalisation de cette fusion. Il était évident que cela ne serait pas facile, car le NLF avait refusé de rejoindre l'OLOS lors de sa création. En janvier 1966, les Égyptiens crurent avoir réussi lorsque la direction du NLF accepta la fusion et que le Front de libération du Yémen du Sud occupé (FLOSY) fut fondé. Cela ne dura pas : les combattants du NLF sur le terrain s'y opposèrent, et en novembre de la même année, le NLF fit officiellement sécession. Au cours de la dernière année de lutte, le FLOSY n'était rien de plus que la branche armée du PSP, une faction nationaliste pro-nassérienne comprenant les anciens sultans qui ne croyaient plus en la Fédération ni en al-Asnaj. L'activité principale du FLOSY consistait à combattre le NLF, son rival, et à se préparer à une lutte post-indépendance qu'il espérait remporter. La lutte militaire contre les

Britanniques était insignifiante, mais grâce à la propagande égyptienne, ces derniers étaient encore plus désorientés et incapables de distinguer le NLF du FLOSY, la radio du Caire s'obstinant à attribuer toutes les actions armées au FLOSY et à ignorer le NLF. Les Britanniques étaient obsédés par Nasser, qu'ils considéraient comme responsable de tous leurs revers, et ignoraient tout des développements en Arabie du Sud, le NLF ayant exécuté la plupart des agents des services de renseignement et de la Special Branch. L'opinion publique britannique, entre autres, en vint à croire que le principal défi était le FLOSY, soutenu et financé par les nassériens.

La conviction que «nassérien» était synonyme de «révolutionnaire» et de «nationaliste arabe» fit que, même après l'indépendance, le NLF fut accusé par certains d'être un mouvement soutenu par les Britanniques dont l'objectif principal était une indépendance superficielle permettant le maintien des intérêts coloniaux ; il suscitait une telle méfiance de la part des «progressistes» arabes que la Syrie, par exemple, retarda la reconnaissance du nouvel État indépendant.

Le FLOSY était donc bien plus petit et plus faible que ne le laissait supposer son image publique, comme l'ont montré ses affrontements avec le NLF. Malgré le soutien de l'Égypte, qui lui avait fourni des armes et une formation, lorsque l'affrontement final eut lieu entre les deux groupes à Cheikh Othman en septembre 1967, le FLOSY fut rapidement vaincu. Ce fut de fait la fin du PSP et du FLOSY au Yémen du Sud. Dès lors, il opéra en tant que mouvement en exil s'attaquant au régime révolutionnaire.

Mouvements fondés sur l'idéologie

Partout dans le monde arabe, un certain nombre de mouvements politiques ont vu le jour au ^{XXe} siècle, inspirés par un engagement idéologique et dont les programmes politiques portaient, dans certains cas, sur l'ensemble de l'espace arabe plutôt que sur un État en particulier. Deux mouvements retiennent notre attention : les communistes et le Parti socialiste arabe Baas.

Tous deux ont joué un rôle politique important depuis l'indépendance et ont fini par fusionner, en 1975, avec le NLF pour former une nouvelle organisation politique au Yémen démocratique. Je vais ici aborder leur rôle au cours de la période qui a précédé l'indépendance.

1. Le Baas

Il s'agissait d'un mouvement panarabe qui s'est développé en Syrie au début des années 1940 pour faire concurrence aux partis communistes alors émergents dans la région. Dans les années 1950, son idéologie se caractérisait par la conviction que seule l'unité arabe permettrait à la nation arabe d'accéder à

l'indépendance et qu'aucun État au sein de cette nation ne pouvait y parvenir seul ; tout en étant anticomuniste, le parti se disait socialiste. En 1956, le Parti socialiste arabe Baas a créé une section à Aden et, dans un premier temps, ses activités étaient étroitement liées à l'ATUC. Ses membres étaient issus des luttes de la classe ouvrière d'Aden et y participaient ; parmi ses dirigeants figuraient al-Asnaj ainsi qu'un dirigeant du Nord, Mohsen al'Ayni, qui était le représentant du Baas pour les deux parties du Yémen. À l'époque, le parti n'avait pas de position politique sur les protectorats et ses intérêts se concentraient sur Aden et le mouvement syndical.

Dans les années 1960, après la révolution dans le Nord, des divergences ont commencé à apparaître au sein du mouvement à mesure que s'intensifiait la rivalité avec les nassériens et le Mouvement des nationalistes arabes (MAN). L'émergence du NLF, l'aggravation des problèmes locaux et l'approche de l'indépendance, combinées à d'autres facteurs, ont conduit le Baas d'Aden à se concentrer sur les questions régionales plutôt que nationales^[27]. (Dans le vocabulaire baasiste, les questions nationales concernent l'ensemble du monde arabe, tandis que les questions régionales concernent celles d'un pays arabe.) Ces préoccupations ont rapproché de nombreux baasistes des positions du MAN et du NLF, ce qui a entraîné des divergences internes au sein du mouvement, d'autres membres, comme al-Asnaj, étant étroitement liés au PSP. En 1964, bon nombre de baasistes d'Aden avaient rejeté les positions et les liens d'autres membres avec le PSP, bien qu'ils fussent officiellement toujours regroupés au sein d'une seule et même organisation ; ce n'est qu'après l'indépendance que la rupture officielle eut lieu au sein du Baas. Il est toutefois curieux de constater que l'organisation la plus proche de Nasser, le PSP, était dirigée par un ancien dirigeant du Baas. L'émergence d'un groupe plus jeune et plus socialiste au sein du Baas a commencé au début des années 1960. Des discussions ont été engagées tant avec le Front de libération nationale (FLN) qu'avec les communistes avant l'indépendance ; en 1966, par exemple, des discussions ont eu lieu entre l'Union démocratique populaire et les baasistes de gauche représentés par Anis Hassan Yahya.

2. Les communistes

Dès les années 1950, le fondateur du communisme yéménite, Abdullah Abdul Razzaq Badheeb, militait activement dans le pays pour diffuser les idées socialistes, même si à l'époque, des termes tels que « marxisme » n'étaient pas encore utilisés. Originaire d'Aden, il rejoignit la Ligue sud-arabe (SAL), ce qui témoigne de l'importance qu'il accordait à l'arrière-pays, bien que les politiques menées par la direction de la SAL ne fussent en aucun cas socialistes. En 1956, son appartenance à cette organisation était devenue intenable et, avec la montée

du mouvement syndical militant à Aden, il rejoignit le Front national uni (évoqué ci-dessous). Dans les années 1950, son action était principalement de nature propagandiste : Badheeb écrivait abondamment dans les journaux et donnait des conférences aux ouvriers dans le but de diffuser les idées socialistes et de débattre des problèmes du pays. En 1954, il fut accusé devant un tribunal d'incitation à la haine entre les peuples après avoir publié un article remettant en cause le rôle du christianisme. Bien que les autorités l'aient condamné à l'exil à Shihr, dans l'Hadramaut, cette peine ne fut pas appliquée après qu'un groupe de commerçants hadramis s'opposa à cette décision, ce qui témoigne d'une croyance largement répandue en la liberté d'expression, même si nombre de ceux qui soutenaient Badheeb ne partageaient pas ses opinions. Il fut toutefois empêché de publier pendant deux ans et, durant cette période, il se rendit à Ta'iz où il publia sept numéros d'un hebdomadaire, *Tali'a*, après quoi l'imam interdit la publication, bien que celle-ci se fût concentrée sur des questions étrangères plutôt que locales afin d'échapper à la censure.

À la fin des années 1950, le groupe qui s'était formé autour de Badheeb s'est progressivement transformé en une organisation officielle et, le 21 octobre 1961, ses membres ont fondé l'Union démocratique populaire (PDU), un parti qui prônait un Yémen démocratique uni et soulignait l'importance de la lutte contre le colonialisme au Sud et contre l'imam au Nord. Les membres de l'Union étaient très actifs au sein de la plupart des organisations politiques et syndicales, mais l'organisation n'avait en tant que telle qu'une faible visibilité publique. Les discussions et le soutien au NLF et à la lutte armée ont commencé avec la naissance du NLF. Les deux organisations restèrent distinctes car l'aile droite du NLF refusait d'accepter l'adhésion d'une organisation communiste ; toutefois, tout au long de la période de lutte armée, l'Union démocratique populaire, par le biais de sa presse et de sa participation aux activités syndicales, soutint les actions du NLF. On peut également lui attribuer une certaine influence politique au sein de la nouvelle direction progressiste du NLF, c'est-à-dire parmi les personnes qui accédèrent au pouvoir après le 22 juin 1969. Le NLF n'autorisait les membres du PDU à adhérer qu'à titre individuel, ce que la direction de l'organisation jugeait inacceptable. Il y avait peu de divergences idéologiques entre la gauche du NLF et le PDU, et leur coopération était particulièrement visible au sein du mouvement syndical, lors des affrontements entre les syndicats soutenant le NLF et ceux soutenant le FLOSY. Les «six syndicats» qui se rangèrent du côté du NLF et firent pencher la balance en sa faveur étaient le Syndicat des travailleurs du pétrole, le Syndicat des employés de banque, le Syndicat des enseignants, le Syndicat des travailleurs de la santé, le Syndicat des travailleurs des services et des techniciens et le Syndicat des dockers. Tous ces syndicats étaient proches du PDU.

En 1966 et 1967, alors que le conflit interne au sein du FLN battait son plein, la presse communiste a servi de porte-voix à l'aile gauche du FLN, notamment dans son hebdomadaire, *al-Amal*, où Ahmad Said Bakhubaira faisait connaître les positions de la gauche. En janvier 1967, le FLOSY fit sauter les locaux de l'imprimerie et, au cours des affrontements qui s'ensuivirent entre le NLF et le FLOSY, plusieurs communistes furent tués, dont Abdullah Salafi – dont l'organisation prit le nom après l'indépendance – et le dirigeant de l'Union de la jeunesse, Naguib Abdullah Said.

Ainsi, bien que ni les baasistes ni les communistes n'aient officiellement rejoint le NLF, les deux organisations ont collaboré étroitement avec lui pendant la période précédant l'indépendance, jetant les bases d'une alliance qui allait se renforcer dans les années 1970.

Mouvements anti-britanniques dans l'arrière-pays

Ils étaient également principalement basés à Aden pour des raisons liées à leurs publications et, généralement, parce que leurs dirigeants y résidaient. Il s'agissait de mouvements importants qui se distinguaient de ceux mentionnés précédemment en ce que leur soutien provenait, dans l'ensemble, non pas des habitants d'Aden, mais des groupes de l'arrière-pays, organisés principalement selon un système tribal.

1. La Ligue sud-arabienne

Le plus ancien de ces mouvements était la Ligue sud-arabienne (SAL), qui puisait principalement ses partisans à Lahej. Tout au long de la période coloniale, Lahej était considéré par les Britanniques comme le chef de file des cheikhs et des sultans de l'arrière-pays. En effet, le sultanat de Lahej était plus puissant que tous les autres du Protectorat occidental, et ses sultans s'attendaient donc à être traités comme les chefs suprêmes de l'arrière-pays et non simplement comme des égaux parmi les autres dirigeants, ce qui était source de problèmes. Lorsque les premières propositions de fédération furent formulées en 1954, les dirigeants de Lahej s'y opposèrent car elles ne leur accordaient pas la primauté sur les autres émirats qu'ils souhaitaient, et ils encouragèrent donc le développement de la SAL, qui n'existait alors que depuis deux ans. Ils adoptèrent également une ligne pro-nassériste, s'inscrivant dans l'idée répandue dans le monde arabe selon laquelle Nasser était synonyme d'anticolonialisme, lui-même synonyme d'anti-britannisme. Cette conviction se répandit après la crise de Suez de 1956, lorsque Nasser fut perçu comme un combattant victorieux contre le colonialisme et comme celui qui avait vaincu les grandes puissances.

Le SAL a été fondé en 1952, mais existait déjà depuis 1950 sous le nom d'Union des Fils du Sud. Ses fondateurs étaient tous originaires du Protectorat : les frères al-

Jifri, de Lahej, et Sheikhan al Habshi, d'Hadramaut, qui venaient de rentrer d'études à l'étranger. Leur objectif était l'indépendance d'un Sud uni comprenant à la fois Aden et le Protectorat, ainsi que la fin de la présence britannique. Bien qu'elle ait été présente sur la scène politique pendant environ dix ans, la SAL n'a pas connu le même succès que d'autres organisations, et il est intéressant d'en examiner les raisons. Il s'agissait d'une organisation du Protectorat mais basée à Aden ; elle visait donc à rallier le soutien des personnes originaires du Protectorat vivant à Aden ainsi que de la population du Protectorat lui-même. Fondée par d'éminents notables de Lahej, elle était inévitablement associée à ce sultanat, qui revendiquait la position de *primus inter pares* parmi les dirigeants du Protectorat. Cela signifiait que, bien que l'un de ses trois principaux dirigeants fût un Hadrami, le soutien à la SAL était perçu par l'opinion publique comme un soutien aux 'Abdali de Lahej ; il était donc rare que des citoyens d'autres États du Protectorat y adhèrent, car cela impliquait une reconnaissance de l'autorité des 'Abdali. Ce problème a empêché le développement de la Ligue à plus grande échelle. À Aden même, on aurait pu s'attendre à ce que la SAL attire le soutien des travailleurs du Protectorat qui, en 1955, étaient au nombre de 19 000 et représentaient près de 14 % de la population.

Les travailleurs estimaient toutefois que les syndicats étaient mieux à même de défendre leurs intérêts, tant sur le plan économique que politique. Pour eux, la SAL ne pouvait que se livrer à la politique, mais pas même à la politique d'Aden ; de plus, ses dirigeants faisaient partie des élites traditionnelles des sultanats, avec lesquelles les travailleurs avaient moins de points communs qu'avec l'élite progressiste de l'ATUC.

Après 1958, la SAL perdit rapidement son emprise sur la politique sud-arabique, les syndicats en plein essor dominant la scène politique d'Aden, tandis que la création de la Fédération, en partie comme mesure anti-Lahej, la marginalisait. En 1958, le sultan de Lahej fut exilé après avoir encouragé certaines initiatives nationalistes à Lahej, notamment le recrutement d'enseignants égyptiens et la promotion des idées nassériennes ; c'est au Caire que lui et les autres dirigeants de la SAL de Lahej, les frères al-Jifri, établirent leur base. En 1964, ils furent rejoints par Ahmed Abdullah, le sultan Fadli déchu, puis ils rejoignirent le PSP pour former l'OLOS, mais leur importance politique, pour autant qu'ils en aient jamais eu, était désormais perdue.

2. Le Front national uni

Le Front national uni fut une autre organisation éphémère des années 1950. Créé initialement en mars 1955, il résultait en partie d'une scission au sein du SAL lorsque ce dernier décida de participer aux élections du Conseil législatif de ce mois-là, et comptait parmi ses membres deux anciens dirigeants du SAL. Comme

son nom l'indique, il s'agissait d'un front auquel d'autres se sont joints, notamment Abdullah Badheeb, le premier communiste yéménite, et Abdullah al-Asnaj, dirigeant du mouvement syndical. Son secrétaire général était Mohammed Abdu Nu'man, un Yéménite libre originaire de l'Imamat, qui fut expulsé par les Britanniques en avril 1956, peu avant que l'UNF ne se dissolve pour rejoindre l'ATUC et ses anciennes composantes. Le Front réclamait le suffrage universel, l'unité dans le sud entre Aden et le Protectorat, le retrait britannique et, à terme, l'unité entre le nord et le sud, voire avec le Sultanat de Mascate et d'Oman. Ses objectifs ont été résumés comme suit par le gouverneur d'Aden de l'époque :

« Le Front national uni, dont la politique déclarée est l'union avec le Protectorat, le Yémen et le Sultanat de Mascate et d'Oman, ainsi que la création d'un État indépendant d'Arabie du Sud. Ce parti est une fusion entre les nationalistes qui insistent sur l'indépendance et ne se contenteront de rien de moins, l'aile gauche de la Ligue d'Arabie du Sud et quelques Yéménites libres qui œuvrent pour une forme de gouvernement plus libérale dans leur propre pays, le Yémen »^[28]

Lorsque l'ATUC fut créée et que le secrétaire général de l'UNF fut expulsé, celle-ci cessa de fonctionner comme une entité distincte, mais elle avait rassemblé différentes factions qui continuaient à poursuivre les mêmes objectifs, notamment des dirigeants syndicaux, des membres ordinaires ainsi que des personnalités politiques instruites.

Le FLN

1. Les origines du Front de libération nationale

Le développement des mouvements politiques à Aden s'est principalement déroulé dans les années 1950.^[29] La plupart d'entre eux étaient ancrés en milieu urbain, tant par la composition de leurs membres que par leur orientation politique, et accordaient peu d'attention à l'arrière-pays du Protectorat, que l'élite considérait comme primitif par rapport au raffinement urbain qu'elle s'attribuait. Seuls deux de ces mouvements tiraient leur soutien de l'arrière-pays : il s'agissait de la Ligue d'Arabie du Sud et du Front de libération nationale. En l'espace de quatre ans, le Front de libération nationale s'est transformé en une force qui a submergé l'ensemble du pays, vaincu son rival, le FLOSY, détruit la Fédération d'Arabie du Sud et tous les petits États qui la composaient, et a finalement pris le relais de la Grande-Bretagne au moment de l'indépendance. Il a accompli tout cela sans aucun soutien substantiel de l'étranger, ayant perdu le soutien de l'Égypte au début de l'année 1966 après l'échec de la fusion avec le FLOSY.

Dans sa propre vision de l'histoire de l'Arabie du Sud, le NLF considère le conflit entre les Irshadi et les 'Alawi comme la première manifestation d'un conflit de «

classe » dans la région, et identifie donc les Irshadi comme ses ancêtres spirituels. Ce conflit s'est déroulé en Indonésie au cours des vingt premières années de ce siècle au sein de la communauté hadramite, qui s'est divisée entre la « caste » supérieure « aristocratique » des *sada* et les roturiers qui se sont organisés au sein de la *Jam 'iyyat al-Irshad* (l'Association de la Guidance) et sont devenus connus sous le nom d'Irshadi. [30] Les Irshadi ont contesté la prétention des 'Alawi (ou *Sada*) de transférer en Indonésie les droits et l'autorité liés à leur statut héréditaire à Hadramaut, car en Indonésie, les deux groupes ne se distinguaient pas sur le plan économique. La virulence du conflit est illustrée par le fait qu'il a dégénéré en affrontements de rue et en meurtres occasionnels. Bien qu'il se soit déroulé en Indonésie et qu'il ait officiellement pris fin en 1920, son influence sur la vie à Hadramaut s'est prolongée tout au long des années 1930 et a été constatée par des voyageurs. [31] Dans les années 1930 et pendant la Seconde Guerre mondiale, ce conflit s'est manifesté lorsque la grande famille bin-'Abdat d'al-Ghurfa a annoncé son allégeance aux Irshadi pour justifier sa lutte armée contre les deux sultans d'Hadramaut.

Dans l'après-guerre, le Mouvement des nationalistes arabes (MAN) exerça une influence bien plus directe et substantielle sur le développement du NLF. Fondé à Beyrouth au lendemain de la défaite de 1948 en Palestine par un groupe d'intellectuels nationalistes palestiniens, le MAN [32] s'est développé au cours de la décennie suivante pour inclure de nombreux nationalistes non communistes. Ses premières cellules se trouvaient dans le Croissant fertile, mais elles se sont progressivement étendues à la périphérie de la région, avec des sections en Arabie saoudite, au Koweït et à Aden. Cette expansion s'est généralement opérée grâce à des étudiants originaires de ces régions qui rejoignaient le mouvement pendant leurs études à Beyrouth ou au Caire, puis créaient des sections à leur retour dans leur pays d'origine. Bien qu'anticommuniste à l'origine, le MAN est devenu l'organisation la plus radicale du monde arabe et a donné naissance à tous les mouvements de gauche, allant de l'opposition modérée au Koweït au Front populaire pour la libération d'Oman et du Golfe arabe, en passant par le Front national démocratique de la République arabe du Yémen et, surtout sur la scène palestinienne, le Front populaire de libération de la Palestine et le Front démocratique de libération de la Palestine. Parmi tous les mouvements engendrés par le MAN, le seul à avoir accédé au pouvoir est le Front national de libération (FNL) au Yémen démocratique.

Dans les années 1950, les principaux objectifs du MAN étaient de reconquérir la Palestine, d'unifier le monde arabe en un seul État et de mener à bien une libération arabe impliquant l'élimination de l'influence occidentale, directe et indirecte, sur tous les États arabes. Il a divisé la lutte en plusieurs étapes, dont la

première était politique, devant être suivie d'une étape sociale et économique après le succès de la première. Il s'est progressivement rallié au socialisme nassérien au milieu des années 1950, grâce à la capacité de Nasser à chasser les Britanniques de la zone du canal de Suez, et en particulier après la formation de la République arabe unie (RAU) avec la Syrie en 1958. La période de la RAU fut la plus «nassériste» de l'histoire du MAN. Les premiers signes d'une nouvelle idéologie sont apparus en 1960 lorsque l'organe du Mouvement, *al-Hurriyah*, a publié un article rejetant la théorie des étapes et associant la lutte politique à la lutte sociale et économique. Il y était dit :

« Il n'y a plus de question nationale politique qui se distingue et s'oppose à une question sociale spécifique appelée « la question ouvrière » ou « la question du progrès social ». La question arabe en est venue à désigner un concept révolutionnaire global qui est le creuset des ambitions nationales, politiques, économiques et sociales des masses arabes progressistes. »^[33]

En 1961, la gauche analysa l'échec de la RAU comme l'expression des rapports de classe, et des divergences apparurent entre la gauche, menée par le groupe *al-Hurriyah*, et la droite, qui culminèrent lors d'une conférence tenue en mai 1964 où elles furent ouvertement débattues mais restèrent sans solution. Par la suite, le mouvement se divisa de fait entre les deux groupes.

La création de la section du MAN à Aden en 1959 eut lieu quelques mois seulement avant la première apparition publique de la gauche du MAN, avec la publication de l'article de 1960. Elle était composée d'étudiants et d'anciens étudiants, pour la plupart originaires de l'intérieur du pays, qui ramenèrent l'idéologie du MAN dans l'arrière-pays afin de jeter les bases d'un mouvement nationaliste progressiste parmi les tribus d'Arabie du Sud. Les fondateurs de la section du MAN à Aden devaient jouer un rôle de premier plan dans les années 1960, tant dans la lutte contre les Britanniques que durant les premières années de l'indépendance. Parmi eux figuraient Ahmad as-Salami, Taha Muqbil, Sayf ad-Dali' et Faysal Abdul-Latif, bientôt rejoints par Qahtan ash Sha'bi, Salim Ruba'i 'Ali et Abdul Fattah 'Ismael. ^[34]

La Révolution du 26 septembre et la création de la République arabe du Yémen en 1962 eurent un impact immédiat et considérable sur la vie politique à Aden et dans le Protectorat. Dès les premiers jours, des milliers d'hommes se sont précipités vers le nord pour soutenir la révolution, bien avant qu'on ne sache à Aden que le régime égyptien apportait son soutien à la nouvelle république à Sanaa. Ceux qui se sont précipités vers le nord sont allés rejoindre la Garde nationale (*al haras al toarani*) pour défendre la république contre ses ennemis et sont ensuite restés pour combattre la contre-offensive de l'imam soutenue par l'Arabie saoudite. Parmi les républicains figuraient des membres de tribus de l'arrière-pays, des

habitants du Nord qui avaient émigré à Aden pour y travailler, des étudiants d'Aden et d'autres originaires de l'intérieur du pays, ainsi que des chefs tribaux des régions frontalières qui soutenaient la république et des émigrés yéménites dans le Golfe, y travaillant comme soldats ou comme civils.

2. La naissance du Front de libération nationale

De retour dans la République arabe du Yémen, les Yéménites du Sud se sont rapidement réunis pour discuter de la situation dans leur pays et des mesures à prendre. Une première conférence a été convoquée par la section d'Aden du MAN et s'est tenue à Sanaa en février 1963. Elle a rassemblé plus de 1 000 représentants d'organisations révolutionnaires du Sud, qui allaient toutes rejoindre le Front de libération nationale. Cette conférence a constitué un comité préparatoire et, en juin 1963, une autre conférence s'est tenue à Sanaa, au cours de laquelle le Front national de libération du Yémen du Sud (*al-Jabha al-qawmiyya li-tahrir al-Junub al-Yamani al-Muhta!*) a été officiellement fondé, puis annoncé à la radio de Sanaa. Le MAN d'Arabie du Sud en constituait le noyau dur et le FLN hérita ainsi des divisions idéologiques et des débats du Mouvement. À la fin de l'année 1963, il comptait neuf autres organisations, dont certaines représentaient des groupes tribaux, comme la Formation des Tribus, l'Organisation de la Jeunesse de Mahra et le Front de réforme Yafi'i, tandis que les autres représentaient des courants politiques arabes importants à l'époque : le Front nassérien, l'Organisation secrète des officiers et soldats libres, l'Organisation révolutionnaire des hommes libres du Yémen du Sud occupé, le Front patriotique, l'Avant-garde révolutionnaire d'Aden et l'Organisation révolutionnaire de la jeunesse du Yémen du Sud occupé.

À ce stade précoce de son développement, le NLF dans son ensemble ne disposait d'aucune idéologie cohérente et acceptait toute personne engagée dans la lutte armée pour obtenir l'indépendance totale vis-à-vis de la Grande-Bretagne. La création du NLF marqua le début d'un sérieux déclin du soutien dont bénéficiaient les organisations à vocation politique basées à Aden, telles que l'ATUC et son appendice politique, le Parti socialiste populaire récemment formé, qui, comme nous l'avons déjà évoqué, s'opposait à la lutte armée et prônait des moyens politiques pour atteindre ses fins. La masse des travailleurs d'Aden s'est tournée vers le NLF, attirée par l'attrait direct de la lutte armée, peut-être par le biais d'arguments politiques clairement raisonnés, mais aussi parce qu'elle y voyait une forme modernisée du conflit armé tribal traditionnel. Le NLF se distinguait nettement des organisations politiques existantes par la composition sociale de ses groupes et de ses dirigeants, qui incluaient des couches sociales jusque-là exclues de toute activité politique. Il comptait notamment des membres de tribus ayant émigré à Aden et au-delà à la recherche de travail et ayant développé une

conscience sociale et politique pendant leur séjour dans le Golfe ou en Arabie saoudite ; ceux-ci étaient employés dans le bâtiment ou dans les forces armées ; il comprenait également de nombreuses personnes restées dans leur région d'origine ou y étant revenues. Le NLF a également attiré le soutien de jeunes instruits, là encore principalement issus des villes, et de classes sociales traditionnellement défavorisées qui avaient étudié à Aden mais qui, contrairement aux Adeniens, avaient conservé des racines dans leurs régions d'origine et pouvaient utiliser ces contacts pour faire avancer les objectifs du NLF. Les membres des tribus ne provenaient pas des couches supérieures de la société, mais plutôt du groupe social qui comprenait la majorité de la population et dont la situation économique variait de la pauvreté à un confort relatif. Il s'agissait de groupes qui n'avaient pas été mobilisés auparavant et qui étaient susceptibles de soutenir des politiques socialistes, plutôt que de personnes ayant un intérêt direct dans la structure sociale traditionnelle.

À ses débuts, le NLF a également reçu le soutien des autorités politiques et militaires égyptiennes présentes dans la République arabe du Yémen (RAY). Cela n'était pas seulement la conséquence de l'hostilité de l'Égypte nassérienne envers le colonialisme britannique, mais aussi le fruit de décisions mûrement réfléchies qui ont mis un certain temps à se concrétiser. Le fait que l'imam fût en vie et mobilisât le soutien des tribus contre les républicains eut un effet considérable sur la nature du régime républicain de la RAR, à l'époque comme par la suite. Il obtint rapidement le soutien de l'Arabie saoudite, tandis que le régime de Sanaa bénéficia tout aussi rapidement de l'aide égyptienne, une aide qui allait bientôt devenir étouffante mais qui était essentielle à la survie de la république. En 1963, le FLN s'est vu promettre une aide importante de la part des Égyptiens et des autorités de Sanaa. Cependant, jusqu'en février 1963, date à laquelle la Grande-Bretagne s'est finalement rangée du côté de l'imam contre la république, tant les autorités de Sanaa que leurs soutiens égyptiens se montraient réticents à apporter un soutien trop manifeste au FLN.

L'existence du NLF fut officiellement annoncée le 28 juillet 1963 sur Radio Sanaa, dans une déclaration qui soulignait que le Front se concentrait sur la coordination de la lutte urbaine et rurale :

« Notre aspiration dans le sud yéménite occupé est désormais entrée dans une phase qui exige un changement fondamental dans les méthodes de lutte pour obtenir l'indépendance totale et vaincre l'impérialisme. Le point faible réside dans le manque de coordination de la lutte dans l'ensemble du sud yéménite. La principale raison en est l'absence d'un commandement commun pour l'action nationale à Aden et dans les Émirats. Une autre raison tient au fait que la majorité des organisations politiques limitent leur activité à Aden... », ^[35]

Les années suivantes allaient montrer que le NLF pensait ce qu'il disait. Au cours de l'été 1963, les membres du Front concentrèrent leurs efforts sur l'entraînement et l'équipement, tandis que des combats avaient lieu à Hawshabi et à Yafi' sous la direction des tribus. Le NLF lança officiellement sa campagne militaire le 14 octobre à Radfan. Cette région, définie par les Britanniques comme faisant partie de l'émirat de Dhali', avait toujours été un foyer de résistance.^[36] Une fois de plus, les Britanniques considérèrent d'abord le problème comme purement tribal. Ils ignoraient qu'il s'agissait d'un nouveau type d'organisation dont l'influence et le soutien s'étendraient à l'ensemble du protectorat et qui, en moins de quatre ans, prendrait le contrôle de tout le pays. Il n'est pas nécessaire de décrire en détail la campagne de Radfan. Il suffit de noter que les Britanniques s'attendaient à écraser le soulèvement en quelques jours, mais qu'en réalité, il leur fallut plus de six mois et le déploiement de troupes d'élite du SAS ainsi que d'autres renforts pour ne parvenir qu'à prendre un simple pied dans la région de Radfan, au prix de défaites et de pertes importantes. Bien qu'il s'agisse techniquement d'une victoire militaire pour les Britanniques, ce fut une défaite politique, car en 1964 et 1965, le NLF étendit ses opérations à d'autres parties du Dhali', du Dathina et de l'Awdhali, et commença même à agir à Aden même dès août 1964. Ce qui distinguait ces affrontements des révoltes tribales antérieures et des attaques contre les Britanniques à Aden, c'était l'organisation qui les sous-tendait. Pour la première fois, une seule et même organisation intervenait simultanément à Aden et dans l'arrière-pays, frappant les Britanniques et les Émirats dans le cadre d'une attaque sur deux fronts : les opérations menées dans l'arrière-pays avaient un impact essentiellement politique et s'accompagnaient d'une infiltration politique et d'un travail de sensibilisation ; l'objectif était de saper ces autorités fantoches, ce qui fut couronné de succès au point qu'en 1967, elles tombèrent toutes sans opposer de résistance notable. À Aden, les attaques se concentraient sur des cibles soigneusement choisies pour leur collaboration avec les Britanniques.

La création de l'OLOS, par le groupe PSP/ATUC dirigé par al-Asnaj, et surtout les divergences naissantes au sein du MAN au niveau arabe, ont constitué la toile de fond du premier congrès du NLF qui s'est tenu en juin 1965 à Ta'iz, près de deux ans après sa fondation. L'année précédente, en mai 1964, une délégation du NLF dirigée par Qahtan ash-Sha'bi avait participé à une conférence nationale du MAN à Beyrouth, au cours de laquelle avaient été débattues les questions qui séparaient la frange marxiste montante du mouvement de l'ancienne aile nationaliste. Aucun accord n'ayant été trouvé, le Mouvement se retrouva dès lors divisé dans les faits, à défaut de l'être officiellement. Les discussions de la Conférence furent brouillées par le fait que la gauche prenait ses distances avec Nasser tout en continuant à solliciter son soutien financier. La droite s'y opposa, mais finalement le pragmatisme l'emporta et la Conférence opta pour le soutien financier. Bien que la

délégation du NLF n'ait joué aucun rôle actif dans le débat idéologique, elle se rangea du côté de la droite et fut par la suite contestée pour cela par d'autres membres qui avaient reçu des comptes rendus du débat et se trouvaient plus en accord avec la branche de gauche du MAN, le YAR.

3. La Charte nationale

Le FLN tint son premier congrès du 22 au 25 juin 1965 à Ta'iz. À l'ouverture de celui-ci, le FLN avait déjà exclu certains chefs tribaux et le congrès fut consacré à la discussion d'un programme à long terme qui fut publié sous le nom de Charte nationale. Il publia également des résolutions reconnaissant le problème posé par l'OLOS :

« La Conférence affirme que le NLFOS est le seul représentant de notre peuple dans le Sud ; elle déclare donc [...] la poursuite de sa lutte armée jusqu'à ce que les aspirations du peuple soient pleinement satisfaites... », [\[37\]](#)

D'autres résolutions témoignaient de la préoccupation du FLN face à des enjeux mondiaux plus larges, dénonçant l'agression impérialiste au Nord et au Sud-Vietnam, l'intervention en République dominicaine et l'oppression en Angola, au Mozambique, en Guinée-Bissau, au Congo, en Rhodésie du Sud et en Afrique du Sud-Ouest. [\[4\]](#)

La Charte nationale (*al-mithaq al-watam*) est le seul document d'analyse politique produit par le Front avant l'indépendance, les deux congrès suivants, en 1966, ayant été essentiellement consacrés au problème du FLOSY. Il s'agit d'une longue analyse de la domination colonialiste et d'un programme pour un gouvernement du FNL. Ses objectifs méritent d'être soulignés compte tenu des évolutions au sein du FNL depuis lors. Son introduction donne le ton du document : faisant référence à la lutte armée qui avait été lancée dans le Sud, elle affirmait que :

« Ce mouvement révolutionnaire est l'expression d'une conception globale de la vie qui vise essentiellement à transformer radicalement la réalité sociale créée par le colonialisme à travers l'ensemble de ses concepts, valeurs et relations sociales, fondés sur l'exploitation et la tyrannie, et à définir le type de vie auquel notre peuple aspire ainsi que le type de relations qu'il souhaite voir s'instaurer aux niveaux local, régional, national et international. » [\[38\]](#)

La Charte insiste sur la nécessité de se débarrasser non seulement de l'occupation britannique et des bases militaires britanniques, mais aussi du pouvoir des « sultans réactionnaires à la solde de l'étranger ». Sans surprise, étant donné que le document a été publié après la révolution dans le Nord et que les

nationalistes yéménites appellent à l'unité depuis les années 1950, la Charte stipule :

« Les peuples arabes de la région yéménite, au Nord comme au Sud, font partie de la nation arabe. La région yéménite fait partie intégrante de la patrie arabe et constitue une entité unique sur le plan historique, grâce à une lutte et à un destin communs. Le rétablissement de l'unité de notre peuple arabe dans la région yéménite, au nord comme au sud, sur la voie de l'unité arabe libre, est une revendication populaire et une nécessité imposée par la révolution. »^[39]

Dans son analyse de la situation économique, la Charte met l'accent sur le fossé considérable qui existe entre Aden et les zones rurales sous-développées. Elle impute la pauvreté de l'intérieur du pays aux « propriétaires fonciers féodaux, principalement les sultans et les émirs, qui exploitent le peuple et pillent ses terres et ses richesses. »^[40] Elle souligne que les petits paysans sont exploités par les grands propriétaires terriens, qui sont les seuls à tirer profit de la terre. L'importance qu'elle accorde aux zones rurales est réaffirmée dans les résolutions qui ont été diffusées :

« Compte tenu du fait que le secteur tribal constitue une grande partie de notre peuple, et en raison de la politique impérialiste qui l'a maintenu dans un état d'ignorance et de retard, la Conférence a reconnu la nécessité de se concentrer sur l'éducation, la prise en charge et l'élévation du niveau de ce secteur afin qu'il puisse rattraper son retard par rapport à la révolution et y jouer son rôle historique. »^[41]

Le programme économique général du FNL repose sur les principes suivants :

« a) La libération économique totale du capitalisme étranger exploiteur et des entreprises colonialistes ; b) la construction d'une économie nationale reposant sur des bases nouvelles et saines, compatibles avec les principes de justice sociale, et réalisée grâce au contrôle populaire sur les produits primaires et les moyens de production ; c) une planification et une orientation rigoureuses des moyens matériels, humains et scientifiques pour atteindre cet objectif, conformément à un plan général de développement économique et social ; d) le secteur privé peut jouer un rôle important dans le développement du pays à condition d'éviter l'exploitation et le monopole et de se limiter aux domaines qui lui sont attribués par la loi ; il peut opérer seul, en association ou en coordination avec le secteur public, conformément au plan de développement et à l'organisation économique générale »^[42]

Il convient de noter que, sans s'engager dans la voie du socialisme marxiste, la Charte remet en cause les programmes liés au capitalisme : elle n'insiste pas sur la nationalisation mais restreint le rôle du secteur privé aux limites définies par un

plan de développement global, et elle appelle également à l'équité sociale et au contrôle populaire de l'économie.

Dans son analyse sectorielle, la Charte accorde une attention considérable à l'agriculture et, là encore, bien qu'elle ne propose pas la nationalisation des terres, le programme implique un nouvel ordre social dans les zones rurales. Après avoir souligné que les sultans se sont emparés des terres et de l'eau du peuple par la force ou en les obligeant à vendre à des prix dérisoires, elle appelle à la restitution des terres aux petits paysans. Les terres appartenant aux tribus doivent être récupérées, arpentées et redistribuées aux petits paysans. Le problème de l'eau est identifié comme résultant principalement d'une dépendance vis-à-vis des eaux de crue, ce qui a entraîné des cycles de sécheresse et d'inondations. La solution proposée consiste à introduire des technologies modernes, à forer des puits, à construire des barrages et à améliorer la distribution de l'eau. La mécanisation doit apporter la solution au problème de la productivité. La Charte propose une législation visant à améliorer les conditions des ouvriers agricoles et des métayers, ainsi qu'à contrôler la production agricole.

Le programme social de la Charte se concentre sur le problème du fossé entre les zones rurales et urbaines et propose de le combler en électrifiant les zones rurales, en développant des machines agricoles modernes, en transformant les produits agricoles, en planifiant les villages, en construisant des logements, des écoles et des centres de santé, et en assurant l'approvisionnement en eau potable. La Charte propose de rendre l'éducation accessible gratuitement à tous, ainsi que les établissements de santé, les médecins et les médicaments.

Les propositions de la Charte concernant la condition des femmes sont radicales pour une société où cette question n'avait pratiquement jamais été soulevée. Elle impute au colonialisme le retard dans lequel les femmes ont été maintenues, ainsi que la fausse interprétation de l'islam, présentée comme justifiant leur assujettissement, leur ignorance et leur asservissement. Elle propose :

« de rétablir les droits naturels des femmes, ainsi que leur égalité avec les hommes dans l'exercice de leurs responsabilités sociales, jetant ainsi les bases de la justice humaine et accordant aux femmes la place qui leur revient dans la vie en tant que participantes à part entière, en développant leurs capacités sociales et productives les plus élevées.

»^[43]

Le seul appel clair au socialisme se trouve dans la discussion sur les affaires intérieures, lorsque la Charte affirme que :

« Le développement social et la transformation progressive du stade arriéré actuel vers celui de la construction socialiste exigent que toutes

les forces populaires laborieuses assument leurs responsabilités dans cette construction. »^[44]

Les secteurs de la société censés soutenir ses objectifs et lutter pour eux sont « les forces populaires que sont les ouvriers, les paysans, les soldats, les intellectuels révolutionnaires et les étudiants », et en particulier les ouvriers et les paysans, qui doivent former une alliance garante du progrès social.

Les ambiguïtés de la Charte reflètent le débat au sein du FNL entre la gauche et la droite, et apparaissent clairement dans son recours à un langage socialiste appelant, par exemple, à l'alliance entre ouvriers et paysans et à la construction du socialisme, sans toutefois évoquer la nationalisation. Cependant, malgré cela, la Charte place le FNL à l'avant-garde des mouvements de gauche dans le monde arabe, ce qui est important car, même en 1965, ses chances d'accéder au pouvoir étaient supérieures à celles des autres groupes de gauche de la région, compte tenu de la solidité de sa position et de l'engagement britannique à se retirer de l'Arabie du Sud. Le volet de la Charte consacré aux affaires étrangères constituait un moindre défi pour l'opinion arabe progressiste de l'époque, car il ne s'opposait pas directement au nassérisme, bien qu'à cette date des divergences émergeaient ouvertement entre la gauche du MAN et l'Égypte nassérienne et que, plus précisément, le NLF et ses camarades de la YAR avaient déjà commencé à remarquer que la politique égyptienne était motivée autant par les intérêts nationaux de l'Égypte que par la solidarité. La gauche du FNL se situait déjà bien plus à gauche que le nassérisme. Un autre exemple de la *realpolitik* égyptienne eut lieu durant l'été 1965, lorsque Nasser et le roi Fayçal d'Arabie saoudite parvinrent à un accord prévoyant le retrait des deux parties de la RAS, accord qui, s'il avait été mis en œuvre, aurait causé de graves difficultés au FNL. Cependant, la Charte elle-même rendait hommage à Nasser et à son rôle historique dans le monde arabe :

« La révolution arabe du 23 juillet 1952 en Égypte a été l'incarnation concrète du début du processus de renaissance du mouvement de libération arabe... Grâce à sa capacité révolutionnaire, à son altruisme et à sa compréhension, elle a réussi à vaincre tous les pactes colonialistes... Ainsi, la RAU continue d'apporter un soutien fondamental au mouvement révolutionnaire arabe, à l'unité et au progrès. Le rôle joué par la RAU dans le soutien, dès le début, de la lutte de notre peuple, par tous les moyens nécessaires, est un grand rôle historique qui mérite d'être respecté. »^[45]

4. Le conflit avec le FLOSY et la victoire

Les divergences entre la droite et la gauche au sein du FLN reflétaient celles du MNA : la gauche se tournait vers le socialisme marxiste sous l'influence, entre

autres, de Fanon et de Guevara ; elle admirait Cuba, la Chine et la lutte des Vietnamiens. À l'inverse, la droite prônait le maintien de relations étroites avec Nasser et souhaitait des structures internes plus autoritaires au sein du FNL, ce qui aurait permis à la direction de rester incontestée et empêché la base d'accéder au pouvoir. La force de la gauche et l'ampleur de son soutien au niveau de la base allaient se manifester dans les mois à venir. De nombreux groupes du Sud jugèrent la Charte trop à droite et la contestèrent durant l'été 1965. Des membres issus des écoles d'Aden adressèrent des questions à la direction, remettant en cause son idéologie nassérienne. Cela donna lieu à plusieurs petites réunions qui auraient pu déboucher sur une scission si des problèmes plus urgents n'étaient pas apparus, sous la forme des efforts déployés par les Égyptiens pour imposer une fusion entre le FLN et l'OLOS. Cette pression n'était pas totalement malvenue pour la direction de droite du FLN, qui y voyait un moyen de sortir du débat idéologique. En conséquence, le débat sur la Charte et les politiques post-indépendance dut être reporté et, comme on le constata par la suite, n'eut lieu qu'après l'arrivée au pouvoir du NLF au moment de l'indépendance. De la fin de l'année 1965 et tout au long de l'année 1966, les problèmes du NLF se concentrèrent sur le FLOSY.

Les difficultés rencontrées par la direction de droite au sein du NLF l'ont peut-être rendue plus réceptive aux pressions égyptiennes. Le 13 janvier 1966, trois dirigeants du NLF annoncèrent au Caire la formation du Front de libération du Yémen du Sud occupé (FLOSY), censé représenter la fusion entre l'OLOS et le NLF (à l'exclusion des éléments du SAL au sein de l'OLOS). Les membres et les cadres du NLF sur le terrain s'y opposèrent violemment et rejetèrent la fusion ; trois dirigeants du MAN, George Habbash, Hani al-Hindi et Mohsen Ibrahim, furent donc envoyés à Ta'iz pour tenter de servir de médiateurs entre les deux groupes du NLF, ceux qui soutenaient la fusion et ceux qui s'y opposaient ; les deux premiers représentaient l'aile droite du MAN tandis que le troisième représentait l'aile gauche. Deux mois de discussions intensives n'ont pas permis de résoudre le problème et, en mars, les Égyptiens ont invité les dirigeants du NLF au Caire, soi-disant pour discuter. À leur arrivée, ils ont été placés en détention et ont ainsi manqué le deuxième congrès du NLF qui s'est tenu en juin 1966 à Jibla. Cette réunion rejeta la fusion entre le NLF et l'OLOS, expulsa les trois dirigeants qui avaient signé l'accord de janvier (Salim Zain, Taha Muqbil et 'Ali Salami) et élut un nouveau comité exécutif de onze membres, parmi lesquels figuraient Abdul Fattah 'Ismail, Muhammad 'Ali Haitham, Salim Ruba'i 'Ali, 'Ali Antar et 'Ali Salim al Beedh.

Malgré ce rejet clair de la fusion, les Égyptiens n'ont pas baissé les bras et ont continué à faire pression sur le NLF, ce qui a conduit à un nouvel accord en août à Alexandrie, signé par Qahtan ash-Sha'bi, Faysal Abdul-Latif et Abdul Fattah Ismail. La réaction du NLF sur le terrain a été, une fois de plus, un rejet clair de toute

forme de fusion avec l'OLOS, et ses membres se sont également montrés de plus en plus opposés aux politiques nassériennes. Les membres du NLF perdaient patience face aux tentatives répétées d'imposer la fusion et aux nombreuses manœuvres de l'Égypte visant à affaiblir le Front, consistant notamment à attribuer le mérite de toutes les actions militaires au FLOSY et à priver le NLF de ses fonds. Ils cessèrent de communiquer avec leur bureau central et commencèrent à coordonner leurs activités entre eux, tout en recherchant d'autres sources de financement et d'approvisionnement. À l'approche du troisième anniversaire officiel du lancement de la lutte armée en octobre 1966, toutes les unités du NLF à Aden s'unirent pour menacer de scinder l'organisation à moins que la fusion avec l'OLOS ne soit officiellement abandonnée.

Elles obtinrent gain de cause et le NLF tint son troisième congrès en novembre 1966 à Khamr, dans la région de Y AR, où il désavoua totalement le FLOSY, qui ne devint par la suite guère plus que la branche armée du PSP. Cet affront à Nasser signifiait que le NLF devrait désormais compter sur ses propres ressources, ce qui impliquait de lever des fonds par des braquages de banques, l'expropriation des capitaux des entreprises capitalistes, ainsi que par des contributions accrues de la part de ses partisans politiques. Le congrès a également ajouté dix membres supplémentaires au Comité exécutif précédemment élu, dont la plupart étaient des dirigeants de l'intérieur du pays impliqués dans des opérations militaires. Par la suite, les relations entre le FLN et le FLOSY furent marquées par une hostilité et un conflit ouverts pendant encore un an, jusqu'à l'indépendance et la victoire finale du FLN.

Le conflit avec le FLOSY n'empêcha pas le FLN de poursuivre la lutte dans l'arrière-pays en 1966 et 1967, où ses activités se concentraient sur la politisation de la population. Au cours de l'été 1967, les activités les plus importantes du NLF consistèrent toutefois à prendre progressivement le contrôle de chaque sultanat, à mesure que la Fédération s'effondrait, que les Britanniques retiraient leurs forces et que les anciens sultans s'enfuyaient à l'étranger. Le premier émirat à tomber fut celui de Dhalî' en juin, suivi en succession rapide par la chute des sultanats de Kathiri et de Qu'ayti, dans l'Hadramaut, en septembre. Le Front occupa Socotra le 29 novembre, quelques heures avant l'indépendance, et ce fut le dernier avant-poste à passer sous son contrôle. L'occupation des sultanats par le Front alors que les Britanniques en avaient encore officiellement le contrôle donna lieu à des situations grotesques et absurdes, comme celle de Bayhan décrite par le haut-commissaire :

« Nous étions venus menacer de recourir à l'aviation britannique contre la tentative d'un homme qui était encore nominalement sous protection britannique de récupérer son État en attaquant depuis l'autre côté de la frontière les rebelles qui avaient usurpé son pouvoir avec l'aide d'un

bataillon que nous aidions à payer et à armer et qui était encore nominalelement sous commandement britannique. »^[46]

Traduction : La Grande-Bretagne a menacé de recourir à des avions britanniques pour s'opposer à une tentative du Sharif de Bayhan – qui était encore nominalelement sous protection britannique – de reprendre Bayhan, son État, en attaquant depuis l'autre côté de la frontière de la République arabe d'Yémen (YAR) les rebelles du Front de libération nationale (NLF) qui avaient usurpé son pouvoir avec l'aide du bataillon de l'Armée d'Arabie du Sud, payé et armé par les Britanniques, une force encore nominalelement sous commandement britannique. Cela s'est passé en septembre, deux mois avant le retrait définitif.

L'action la plus spectaculaire du NLF eut lieu en juin-juillet 1967 avec l'occupation de Crater à Aden. Il s'agissait de la première victoire arabe après la guerre israélo-arabe des Six Jours de juin 1967, qui avait provoqué une consternation générale dans le monde arabe. La capacité du NLF à prendre le contrôle de la ville d'Aden pendant deux semaines, en la fermant à tout étranger, a représenté une importante victoire symbolique sur l'impérialisme et a démontré localement sa puissance aux Britanniques, qui ne s'attendaient pas à une telle force.

Il y eut peu de conflits armés entre le NLF et le FLOSY à l'intérieur des terres, pour la simple raison que le NLF n'était pas contesté, sauf à Wahidi et à Awlaqi où le FLOSY avait pris temporairement le contrôle en s'alliant avec les sultans ; mais ailleurs, le FLOSY souffrait de son orientation urbaine et de son manque de soutien rural. À Aden, où le FLOSY disposait d'argent et d'armes grâce au soutien continu de l'Égypte, le conflit fut violent et donna lieu à de nombreux incidents au cours desquels des membres d'une organisation assassinaient des membres de l'autre. De violents affrontements eurent lieu entre les deux organisations en janvier, lorsque le NLF appela à une grève générale à laquelle s'opposa le FLOSY, qui riposta en faisant sauter les locaux de la presse communiste. Plus tard, en septembre, alors que le NLF semblait être la force dominante, le FLOSY tenta de renverser la balance en organisant une invasion depuis Ta'iz. Celle-ci fut stoppée par le NLF à Dar Sa'ad et à Shaykh Othman, et finalement, début novembre, les deux organisations s'affrontèrent dans une bataille de grande envergure à Shaykh Othman.

Après le départ de ses officiers partisans du FLOSY, qui avaient quitté les rangs de l'armée pour regagner leurs États d'origine, le reste de l'armée d'Arabie du Sud a déclaré son soutien au NLF, faisant de ce dernier le seul candidat au pouvoir après l'indépendance grâce à sa victoire décisive sur le FLOSY.

L'Hadramaut

Plusieurs raisons justifient d'aborder l'Hadramaut séparément, et surtout parce que de nombreux mouvements et organisations différents y ont vu le jour malgré le conservatisme traditionnel de la région. C'est là que se sont développés les premiers mouvements (Irshadi), puis les mouvements les plus égalitaires, qui sont abordés ci-dessous. Le fait que le Protectorat oriental, y compris l'Hadramaut, n'ait jamais rejoint la Fédération est certainement pertinent au regard de ces développements.

Comme nous l'avons vu, le NLF considérait le mouvement Irshadi de l'oued Hadramaut comme un mouvement progressiste précurseur dans la région. Par la suite, les Hadramis ont pris part aux divers partis et organisations qui ont vu le jour à Aden, tout en créant des organisations similaires au sein même de l'Hadramaut. La région se distingue notamment par un intérêt considérable pour l'éducation et par le fait qu'elle a longtemps compté une proportion d'écoles plus élevée que le reste du Protectorat.

Dans les années 1960, à l'approche de la date de l'indépendance d'Aden, les problèmes du Protectorat oriental se sont accentués : comme il n'avait pas rejoint la Fédération, de nombreux nationalistes craignaient qu'il ne fasse sécession et ne soit éventuellement absorbé par l'Arabie saoudite, dont on savait qu'elle souhaitait disposer d'un port sur l'océan Indien. La croyance largement répandue selon laquelle du pétrole avait été découvert à Thamud a également encouragé l'idée d'une sécession, car les dirigeants des trois États, mais surtout ceux de Qu'ayti et de Kathiri, espéraient pouvoir dépenser les revenus pétroliers sans avoir à compter sur l'aide de quiconque. Il n'y eut pas de débat clair ni ouvert sur l'avenir de la région, et certains indices laissant entrevoir l'intention des sultans de s'affilier à l'Arabie saoudite apparurent lors de la Conférence de Londres en 1964, mettant en évidence les menaces qui pesaient sur l'intégrité du pays. [\[47\]](#)

Dans ce contexte d'incertitude, les militants du NLF, du FLOSY et même du SAL se sont montrés très actifs sur le plan politique pour veiller à ce que la région ne soit pas séparée du reste du pays après l'indépendance. Non seulement ils partageaient très probablement la conviction que du pétrole avait été découvert, mais l'Hadramaut possédait également d'autres atouts qu'ils ne voulaient pas voir disparaître du nouveau pays. Le Wadi Hadramaut et la région côtière abritent une grande partie des terres agricoles du pays, les eaux côtières sont riches en poissons et la population de la région comptait un pourcentage plus élevé de personnes ayant un bon niveau d'éducation qu'ailleurs, grâce aux traditions religieuses de la région – qui comptait plusieurs centres d'enseignement importants – ainsi qu'à l'influence des mouvements modernistes et de l'émigration. La population de l'Hadramaut s'était toujours montrée militante lorsqu'elle sentait

ses intérêts menacés, et pas plus tard qu'en août 1964, des émeutes avaient éclaté à Mukalla et à Seiyun lorsque les autorités britanniques avaient refusé de délivrer des visas d'entrée à des enseignants égyptiens qui avaient été engagés pour travailler dans les écoles hadramites. ^[48]

Les organisations nationalistes développèrent leurs activités et, ici comme ailleurs, des conflits opposèrent les partisans du MAN-NLF aux baasistes, qui formaient un groupe restreint mais influent : bon nombre de baasistes hadramis coopéraient avec le FLOSY, qui, bien que faible, bénéficiait d'un soutien populaire grâce à son association avec Nasser. Une multitude d'organisations différentes virent le jour, tant dans la région côtière centrée sur Mukalla que dans le Wadi Hadramaut. En 1966, par exemple, le Parti socialiste arabe de l'Hadramaut vit le jour ; il s'opposait aux divisions créées de l'extérieur, affirmait que la RAR n'avait aucune prétention sur le Sud, appelait à l'unité arabe mais plus spécifiquement à « l'unité du mouvement national dans tout le Sud » et exhortait les membres des tribus armées « à dépasser les barrières étroites et à œuvrer pour une coexistence pacifique entre les fils d'une même patrie ». Le parti a également appelé le capital national à jouer pleinement son rôle en faveur de la cause nationale. ^[49]

En 1967, le Parti socialiste arabe de Qu'ayti a également vu le jour ; il s'opposait à la fausse fédération, appelait à un Yémen uni et à l'indépendance totale, ainsi qu'à l'expulsion de l'impérialisme de la patrie. Un certain nombre d'autres organisations virent également le jour, notamment le Front démocratique populaire dirigé par Ali Salem al Beedh, qui tentait de rassembler les forces progressistes et comprenait six syndicats (travailleurs portuaires, ouvriers du bâtiment, employés de la distribution pétrolière, enseignants, écrivains et chauffeurs), les syndicats étudiants et le Parti socialiste. Dans le Wadi, il existait d'autres organisations et le NLF y disposait de ses propres sections, appelées « Représentants des organisations populaires » (*mumathily al hayat al sha'biya*). Ces représentants parcouraient l'Hadramaut pour s'entretenir avec la population de l'avenir de la région et du pays, et mobiliser le soutien en faveur du NLF.

Au milieu de l'année 1967, le FLN et les organisations qui lui étaient associées prirent le contrôle de la région de l'Hadramaut. En juin, le FLN prit certaines décisions politiques et économiques radicales, telles que la supervision et le contrôle des prix et d'autres activités économiques. Le NLF s'en est ensuite pris à certaines institutions soutenues par les Britanniques, notamment l'aéroport, le tribunal et la Résidence, et a tué plusieurs agents britanniques à Mukalla. Il a également pris le contrôle des quartiers généraux de la police à Hajar et à Haura, et a organisé des manifestations, des réunions politiques et des rassemblements dans toute la région. Il lui a alors été facile de prendre le contrôle des forces

militaires de l'État de Qu'ayti et de la force bédouine ; cela s'est fait sans effusion de sang grâce à des négociations avec le commandement de ces forces.

Après leur prise de pouvoir, le NLF a purgé l'armée et les forces de sécurité en limogeant ses opposants. Il a formé une milice populaire pour renforcer la sécurité des nouvelles institutions qu'il commençait à créer, telles que les comités populaires, censés assurer une direction politique locale, et le Conseil populaire suprême, composé de membres du NLF et d'ouvriers militants. Sur le plan économique, ils tentèrent de jeter les bases de nouvelles structures en nationalisant les rares institutions économiques existantes : le réseau de distribution de carburant, les cinémas et les maisons de commerce. Plus important encore, ils formèrent un comité chargé de préparer la réforme agraire après avoir confisqué les biens mobiliers et immobiliers des anciens sultans et de leurs ministres. Ces derniers étaient arrivés le 17 septembre par bateau à Mukalla, alors qu'ils rentraient d'une visite à une mission de l'ONU à Genève. Des représentants du NLF montèrent à bord du navire et les renvoyèrent, en leur faisant remarquer qu'ils contrôlaient désormais la région.

C'est ainsi que les mesures sociales, politiques et économiques les plus radicales virent le jour à Hadramaout avant même l'indépendance officielle, grâce à la fois aux cadres du NLF originaires de la région (tels que Faysal al Attas et Abdullah Saleh al Bar) et à ceux venus d'ailleurs, comme Abdullah al Ashtal. Cela s'expliquait en partie par le fait qu'il s'agissait de la région où la différenciation sociale traditionnelle, de type caste, était la plus forte et où les jeunes progressistes y étaient d'autant plus opposés ; de plus, de nombreux membres des classes populaires avaient atteint un niveau d'éducation élevé et étaient d'autant plus enclins à remettre en cause l'ordre social traditionnel. (Il convient de noter que les deux premiers recteurs de l'université d'Aden étaient à l'origine issus de groupes de statut social modeste de la société hadramite ; ils avaient pu faire des études parce que les écoles se trouvaient dans les villes, puis avaient obtenu des bourses pour poursuivre des études supérieures au Soudan et ailleurs, jusqu'au niveau universitaire.) Ceux qui ont pris le pouvoir dans l'Hadramaut en 1967 n'appartenaient généralement pas à l'ancienne élite, à moins d'avoir eu la sagesse d'adopter des positions politiques de gauche.

Conclusion : le NLF prend le pouvoir

Comment le NLF, un petit mouvement divisé en interne entre sa droite et sa gauche, est-il parvenu au pouvoir en novembre 1967 alors qu'il existait tant d'autres candidats ? Parmi ceux-ci figuraient la Fédération de l'Arabie du Sud, que la Grande-Bretagne avait soutenue et développée précisément dans ce but, et la FLO SY, une organisation proche de Nasser mais également influencée par le Parti travailliste britannique et, avec le recul, bien moins opposée aux intérêts

britanniques que la gauche du NLF qui a finalement pris le pouvoir. Il est également surprenant de constater que, alors qu'en 1956, Lord Lloyd, le secrétaire d'État britannique aux Colonies, proposait « un degré considérable d'autonomie interne » comme ambition légitime la plus élevée pour Aden, ce n'est que dix ans plus tard, en février 1966, qu'un gouvernement travailliste annonça dans son Livre blanc sur la défense que non seulement l'indépendance serait accordée d'ici la fin de 1968, mais qu'en outre, le nouvel État ne bénéficierait même pas d'un traité de défense ; et que, de surcroît, la base britannique, devenue en 1960 le quartier général de la région « à l'est de Suez », devait être abandonnée et toutes les troupes retirées. Cela signifiait en effet que toutes les structures fondamentales sur lesquelles la Fédération comptait pour sa survie étaient supprimées d'un seul coup, encourageant ainsi les mouvements anti-britanniques, tant le FLOSY que le NLF.

La Fédération fut considérablement affaiblie et perdit presque tout son sens dès que les Britanniques annoncèrent leur retrait total : cela signifiait qu'elle perdrait le soutien britannique face à ses ennemis, ainsi que les 11 millions de livres sterling de recettes annuelles provenant de la base qui, après la fusion d'Aden avec la Fédération, devaient constituer l'une des principales sources de revenus dans un avenir prévisible. Abandonnée par les Britanniques à une époque où le nationalisme était le courant dominant dans tout le monde arabe, il n'y avait plus aucune raison pour qu'un membre de la Fédération continue à coopérer avec les initiatives soutenues par les Britanniques ; et tandis que certains dirigeants fédéraux continuaient à tenter de maintenir l'implication britannique, ne serait-ce que pour une protection militaire contre « l'agression égyptienne et la pénétration russe », ^[50] toutes les autres forces s'empressèrent de rechercher d'autres alliances et rivalisèrent pour dénoncer la Grande-Bretagne. Les faiblesses fondamentales de la Fédération furent mises à nu : elle n'avait pas de dirigeant, excluait près de la moitié du pays, à savoir le Protectorat oriental qu'elle n'avait pas réussi à intégrer, et ses ministres ne formaient pas un ensemble cohérent. On ne saurait trop insister sur l'incertitude et l'instabilité générales qui régnaient en Arabie du Sud en 1966-1967 ; même l'intégrité territoriale du futur État n'était pas assurée.

En septembre 1967, la Fédération s'était complètement désintégrée et le nouveau haut-commissaire, Sir Humphrey Trevelyan, qui avait été nommé pour assurer un retrait aussi harmonieux que possible compte tenu des circonstances, le reconnut publiquement le 5

septembre lorsqu'il proposa d'entamer des négociations avec le mouvement nationaliste. Du point de vue des Britanniques, à ce stade, il existait encore trois prétendants potentiels au pouvoir : le NLF, le FLOSY et l'Armée d'Arabie du Sud. En

septembre et octobre, le FLOSY subit une défaite militaire face au NLF à Aden et dans ses environs, alors que ce dernier contrôlait déjà la majeure partie de l'arrière-pays. C'est alors que la faiblesse fondamentale du FLOSY fut révélée au grand jour : en tant que mouvement urbain dont la base populaire provenait du mouvement syndical, il était fondamentalement incapable de rivaliser, car il avait à la fois négligé les zones rurales et vu son soutien populaire s'effriter au profit du NLF lorsque ses militants constatèrent que les dirigeants du FLOSY vacillaient et négociaient avec quiconque acceptait de leur parler. Les dirigeants du FLOSY négociaient, de manière coordonnée ou non, avec les dirigeants de la Fédération, l'ONU, les Britanniques, les Égyptiens et même le NLF. Leur ignorance des zones rurales était sans limite. Sir Kennedy Trevaskis se souvient :

« quand on lui demandait, comme je l'ai fait une fois, de citer les clans qui suivaient [Asnag], il n'y avait pas un seul clan dont il connaissait le nom, et encore moins un dont il pouvait revendiquer le soutien. »^[51]

L'Armée d'Arabie du Sud ne semble pas avoir été un candidat sérieux au pouvoir : ses dirigeants ne comptaient aucune personnalité politique de renommée nationale et, ayant été récemment formée, elle était proche des Britanniques en raison de son histoire et de sa formation, et était structurée selon un système tribal. Après la défaite du FLOSY face au NLF à Shaykh Othman, les principaux officiers de l'armée soutenant le FLOSY quittèrent leurs postes pour regagner leurs tribus, et l'importante infiltration menée par le NLF au sein de l'armée porta ses fruits, de nombreux soldats et officiers subalternes apportant leur soutien au NLF. Lorsqu'il devint évident que la balance penchait en faveur du NLF, l'armée déclara son allégeance, résolvant ainsi le problème pour les Britanniques :

... « Nous n'avions d'autre choix que de céder le pouvoir au NLF ou à personne. Nous avons eu la chance de trouver enfin quelqu'un à qui nous pourrions céder le pouvoir en paix. »^[52]

Le peu d'attention que les Britanniques avaient accordée auparavant au NLF et leur ignorance des développements survenus au cours des deux années précédentes^[5] sont illustrés par la déclaration de Trevelyan selon laquelle, jusqu'en novembre 1967

« Nous n'avions aucun contact direct avec les dirigeants du FLN, mais à ce moment-là, nous négocions par l'intermédiaire d'officiers arabes de haut rang qui étaient en contact étroit avec eux. »^[53]

Les négociations n'ont commencé à Genève que le 21 novembre 1967 et se sont achevées le 29^e par un accord prévoyant que l'indépendance prendrait effet le 30^e. Le délai était si court que les dirigeants du FLN qui avaient signé l'accord ne sont

rentrés chez eux qu'après l'indépendance. Les Britanniques menèrent à bien un retrait précipité et des plus peu solennels, laissant au FLN une situation peu enviable : un État qui ne devint une entité unique que la nuit même de l'indépendance, malgré les tentatives de sécession. À tous égards, le FLN se trouvait confronté à une situation extraordinaire, marquée par des dissensions internes au sein même du FLN, des attaques menées par le FLOSY, le SAL et l'Arabie saoudite depuis l'autre côté de la frontière, ainsi qu'une situation économique catastrophique.

Chapitre III : Les dix premières années d'indépendance

La situation au moment de l'indépendance

La situation de la République populaire du Yémen du Sud (PRSY) au moment de l'indépendance peut se résumer ainsi : l'État était en faillite et ne disposait d'aucun moyen de subsistance visible, ayant perdu ses trois sources de revenus : le port et son commerce international à la suite de la guerre israélo-arabe de 1967 qui entraîna la fermeture du canal de Suez, la base britannique et les emplois directs et indirects qu'elle générait, ainsi que l'aide financière directe accordée par la Grande-Bretagne. La déroute des chefs traditionnels de l'arrière-pays constituait un élément positif, mais de nouvelles structures politiques n'avaient pas encore été mises en place, car le NLF n'avait pris le contrôle des anciens sultanats que quelques mois avant l'indépendance tout au plus et n'avait donc pas eu l'occasion de développer d'autres structures de gouvernance ni de former ses membres à l'administration plutôt qu'à la lutte. L'absence de ressources financières, qu'elles proviennent de la fiscalité ou de l'aide, entraîna un déclin économique immédiat et des difficultés tant dans l'arrière-pays qu'à Aden. Les premières années de l'indépendance furent de loin les plus précaires. Non seulement le NLF était divisé en son sein, mais au cours des premiers mois de l'indépendance dans le Sud, le régime républicain du Nord fut gravement menacé. De plus, en l'espace de quelques mois, le FLOSY et le SAL s'étaient regroupés et, avec l'aide de l'Arabie saoudite, avaient commencé à mener des attaques transfrontalières contre les partisans de l'imam au Yémen du Nord et d'autres cibles. Les premières attaques post-indépendance eurent lieu dès février 1968 dans une région reculée près de Bayhan, menaçant gravement le nouveau régime d'Aden, dont les relations avec son armée n'étaient pas fondées sur une confiance mutuelle totale ; en effet, le soutien tardif apporté par l'armée au NLF à l'automne 1967 n'était pas dû à un alignement politique mais plutôt à des considérations d'opportunisme, et le NLF ne considérait pas son armée comme fiable à cent pour cent dans sa lutte contre ses anciens rivaux. À cette époque, l'armée était encore organisée selon un système tribal ; elle avait été constituée par les Britanniques et avait conservé ses officiers britanniques jusqu'à la fin février 1968 ; sa loyauté envers le nouveau régime

n'avait pas encore été mise à l'épreuve ; de plus, la gauche la soupçonnait largement de soutenir l'aile droite au sein du NLF.

Dans le contexte yéménite, la nouvelle république est née à un moment difficile. Comme je l'ai mentionné, l'indépendance est intervenue alors que le régime républicain du Nord traversait l'une des crises les plus aiguës et les plus importantes de sa guerre civile : les Égyptiens s'étaient retirés en octobre 1967 à la suite de l'accord de Khartoum d'août 1967 conclu entre l'Égypte et l'Arabie saoudite. Les royalistes tentèrent donc un dernier effort désespéré pour vaincre les républicains, désormais affaiblis par le départ des Égyptiens et par une pénurie de ravitaillement. L'attaque faillit réussir, dans la mesure où le siège de la capitale, Sanaa, dura jusqu'en février 1968 et où son déblocage nécessita la mobilisation totale des partisans républicains du Nord et du Sud. Ces événements eurent une importance immédiate pour le nouveau PRSY, puisque jusqu'à 600 militants du NLF participèrent à la défense de Sanaa. Plus tard en 1968, après la levée du siège, une lutte s'engagea entre les républicains de gauche et ceux de droite dans le Nord, parallèlement à la scission au sein du FLN, avec cette différence cruciale que la gauche finit par l'emporter au sein du FLN tandis que la droite l'emporta en République arabe du Yémen. Dans cette situation confuse, les liens étroits existant entre les mouvements politiques du Nord et du Sud constituaient un facteur de complication supplémentaire.

Le monde arabe a accueilli la prise de pouvoir du FNL avec méfiance. Les États arabes «progressistes», tels que l'Algérie, la Syrie et l'Irak, connaissaient peu le FNL et avaient toujours considéré le FLOSY comme le représentant du progrès en Arabie du Sud. Bien que ces régimes aient eu des divergences considérables avec Nasser et aient rivalisé avec lui pour tenter de diriger le monde arabe, ils suivaient son analyse concernant les autres forces en présence dans le monde arabe. Ils déploraient tous la défaite du FLOSY, et, ignorant la composition du FLN, aucun État arabe n'accueillit sa victoire avec enthousiasme. Le FLOSY avait répandu la calomnie selon laquelle le FLN était une marionnette de la Grande-Bretagne, créé par les Britanniques pour éviter de céder le pouvoir au FLOSY qui se présentait comme le véritable représentant du peuple progressiste d'Arabie du Sud. Cette idée s'était ancrée^[54] et les régimes arabes n'étaient pas pressés de reconnaître la PRSY ni de soutenir son régime. L'association précoce de la FLOSY avec le parti Baas et le nassérisme en avait fait une organisation de gauche facilement identifiable, ce qui a probablement aussi influencé l'accueil négatif réservé au NLF. Malgré cela, la PRSY finit par obtenir la reconnaissance diplomatique de la plupart des États et fut admise au sein de la Ligue arabe et des Nations unies en décembre 1967.

La méfiance que le PRSY suscitait parmi les États arabes «progressistes» n'était rien comparée à l'hostilité dont il faisait l'objet ailleurs. L'Arabie saoudite ne tarda pas à encourager et à armer les ennemis du PRSY. Elle soutint les anciens sultans et la Ligue d'Arabie du Sud dans leurs efforts pour renverser le NLF. Elle leur fournit à la fois des armes, des bases près de la frontière, du matériel de communication ainsi que de l'argent et tout le nécessaire. Dès le début de l'année 1967, une forte suspicion s'était emparée du NLF : la Grande-Bretagne comploterait avec l'Arabie saoudite pour diviser le pays et amputer l'Hadramaut et la Mahra, soit pour leur accorder une fausse indépendance, soit pour les céder purement et simplement à l'Arabie saoudite. Bien qu'il n'existe pour l'instant aucune preuve tangible à l'appui de cette thèse, cette crainte était largement répandue dans la région elle-même et sous-tendait bon nombre des initiatives du NLF dans l'Hadramaut avant l'indépendance. De nombreux Yéménites estiment que, lors de sa rencontre avec le Premier ministre britannique au printemps 1967, le roi Faysal d'Arabie saoudite souhaitait conclure un tel accord en guise de compensation pour l'instabilité provoquée par l'abandon par la Grande-Bretagne des sultans, de la base d'Aden et de la Fédération. Pour Faysal, les forces nationalistes n'étaient rien d'autre que des communistes athées, qu'il s'agisse du FLOSY ou du NLF. Après l'indépendance, bon nombre des actions soutenues par l'Arabie saoudite contre la nouvelle république pouvaient être interprétées comme ayant cet objectif, car elles se déroulaient dans ces zones désertiques qui séparent l'Hadramaut, à l'est, du reste du pays.

À l'est, Oman était le voisin le plus hostile et le resta le plus longtemps. Le NLF a activement soutenu la campagne de guérilla menée par le Front populaire de libération d'Oman et du golfe Persique contre le régime du sultan rétrograde. Ce soutien s'est poursuivi au-delà de la défaite militaire des guérilleros en 1976. Les îles Kuria Muria, qui avaient été administrées avec Aden et les protectorats mais qui se situaient au large de la côte omanaise, constituaient un point de friction majeur entre Oman et la RPDY. En 1967, la Grande-Bretagne les a cédées à Oman ; elles constituaient la seule partie du Yémen démocratique sur laquelle le nouveau régime n'a pas obtenu la souveraineté. Les récupérer aurait été très risqué compte tenu de leur position géographique et aurait entraîné un conflit ouvert avec le sultanat d'Oman et ses forces armées dirigées par les Britanniques, mais la revendication sur ces îles demeure.

Le reste du monde ne s'est pas montré plus bienveillant. La Grande-Bretagne a laissé au nouveau régime quelques cadeaux empoisonnés. Reniant rapidement ses engagements en matière d'aide, elle n'a versé qu'une infime partie des 60 millions de livres sterling qu'elle avait promises avant l'indépendance et des 12

millions de livres sterling qui avaient été convenus lors des négociations d'indépendance à Genève. L'évacuation totale des forces britanniques d'Aden a laissé la ville avec plus de 20 000 chômeurs. Le commerce extérieur avait été détruit, et à cela s'ajoutait l'héritage global du colonialisme, qui comprenait un pays divisé selon des lignes tribales, dépourvu de réseaux routiers ou de services unificateurs, et doté d'une économie rurale atrophée.

Les États socialistes ne firent guère preuve de plus d'enthousiasme. Là encore, le NLF souffrit de l'ignorance du monde extérieur et de ses propres incertitudes, ainsi que du conflit idéologique sino-soviétique, alors à son apogée. Les pays socialistes ont rapidement reconnu la République populaire du Sud-Yémen, mais ne lui ont pas apporté leur soutien sans réserve. Avant l'indépendance, le FLN avait noué des contacts tant avec le Parti communiste soviétique qu'avec le Parti communiste chinois, et certains privilégiaient la stratégie de développement de l'un ou de l'autre, mais aucune allégeance ferme n'avait été offerte à l'une ou l'autre partie. Les Soviétiques, peut-être en raison de leur soutien à Nasser, encouragèrent le NLF à coopérer avec le FLO SY après l'indépendance et se montrèrent assez lents à fournir de l'aide, ce qui suscita dans un premier temps la méfiance au sein de l'aile gauche du NLF, où l'autosuffisance et la Révolution culturelle chinoise constituaient des modèles populaires.

Les 18 premiers mois

Qahtan ash-Sha'bi, premier dirigeant du NLF, associé à l'aile droite du mouvement, devint président de la République populaire socialiste du Yémen (PRSY) au moment de l'indépendance, un poste qu'il obtint en partie grâce à son âge,^[55] mais aussi parce que l'équilibre des forces au sein du NLF favorisait encore la droite qui avait, du moins officiellement, freiné la montée en puissance de la gauche en reportant le congrès du NLF.

La composition du premier gouvernement de Qahtan reflétait les luttes internes : il s'était réservé les fonctions de président, de Premier ministre et de commandant suprême des forces armées, et avait confié le ministère crucial de l'Économie et du Commerce extérieur à son cousin au cinquième degré et allié politique, Faysal Abdul Latif ash-Sha'bi. Certains ministères furent toutefois confiés à des dirigeants de gauche : la Défense à Ali Salem al Beedh, les Finances à Mahmoud Abdullah Ushaysh, la Culture, l'Orientation et la Jeunesse à Abdul Fattah Ismail. Certains des autres personnes nommées n'étaient pas fermement associées à l'une ou l'autre faction et, aujourd'hui encore, certaines occupent des fonctions publiques.^[56]

Les mesures annoncées lors de l'indépendance^[57] comprenaient l'élaboration et la mise en œuvre d'une loi de réforme agraire, la création d'agro-industries,

l'ouverture d'une usine textile et le développement du secteur public dans l'économie. En l'absence d'une autorité législative légitime et compte tenu de l'impossibilité d'organiser immédiatement des élections en raison de l'absence de listes électorales, il fut décidé que le Commandement général du FLN assumerait temporairement les pouvoirs législatifs jusqu'à ce que la nouvelle constitution soit prête. Il fut également décidé que le FLN serait la seule organisation politique autorisée. En matière de politique étrangère, le nouveau gouvernement proposa de suivre une politique de neutralisme positif, ce qui signifiait qu'il souhaitait apporter un soutien actif aux mouvements de libération dans le monde arabe et ailleurs dans le Tiers-Monde.

La lutte entre la gauche et la droite au sein du FLN s'est immédiatement imposée comme le problème dominant de la nouvelle république, et les premières décisions politiques reflétaient l'une ou l'autre faction. Les divergences entre les deux groupes au sein du FLN étaient d'ordre politique fondamental et ne se limitaient pas à de simples conflits de personnalité. Les solutions proposées par la gauche aux problèmes politiques et économiques du pays étaient bien plus radicales que celles de la droite et comprenaient la création d'une structure administrative entièrement nouvelle. Alors que la droite prônait l'adaptation de l'administration coloniale à Aden et le recours aux dispositifs existants dans les zones rurales (dans la mesure où ils existaient), la gauche proposait une transformation totale des structures administratives à Aden et dans les gouvernorats.

À l'exception de Qu'ayti et de Lahej, le NLF disposait d'une page presque vierge sur laquelle travailler. Son manque total de personnel qualifié constituait un problème majeur, mais il n'y avait pratiquement aucun fonctionnaire corrompu par la formation britannique qu'il fallait licencier. La situation à Aden était différente : bien que de nombreux hauts fonctionnaires aient quitté le pays avec les Britanniques, car ils appartenaient soit aux principales familles bourgeoises, soit au FLOSY, un nombre important d'entre eux était resté, principalement aux échelons inférieurs de l'administration. ^[58] Alors que la gauche s'opposait à l'utilisation de la structure administrative préexistante, Qahtan et ses alliés étaient favorables à l'idée de s'appuyer sur ce qui restait plutôt que de repartir de zéro. La réduction de 50 % de la fonction publique fut une victoire pour la gauche, mais elle était également rendue nécessaire par le manque de fonds pour payer les salaires.

Une autre décision gouvernementale précoce et importante fut la division du pays en six gouvernorats dont les frontières s'inspiraient des régions militaires du NLF pendant la guerre d'indépendance et qui étaient numérotés plutôt que nommés. Cette numérotation contribuait à souligner la nature non tribale de ces divisions,

soulevant ainsi la question cruciale du tribalisme, qui fut traitée dans le décret de réconciliation tribale dont il est question ci-dessous.

Les politiques prônées par la gauche constituaient une extension à l'échelle nationale de celles qu'elle avait tenté de mettre en œuvre à Mukalla, où elle avait pris le contrôle à l'été 1967. Elles comprenaient notamment la nationalisation de l'ensemble de l'économie, la création de conseils populaires de paysans et de coopératives de pêcheurs, ainsi que de comités chargés d'exproprier les propriétaires fonciers.

1. Le quatrième congrès du NLF

Le quatrième congrès du NLF s'est tenu à Zinjibar du 2 au 8 mars 1968 et a constitué la première manifestation publique de la lutte qui faisait alors rage au sein de l'organisation. La gauche avait souhaité que le congrès se tienne avant l'indépendance afin de définir les politiques du nouvel État, tandis que la droite avait réussi à le reporter. Lorsqu'il fut convoqué, la droite profita de son ascendant pour inclure des délégués qui n'auraient pas été éligibles auparavant et qui soutenaient ses positions, principalement des membres de l'armée. Conscient de l'ampleur du défi qui l'attendait, Qahtan avait pris des mesures dans l'espoir de faire pencher le Congrès en sa faveur, la plus importante d'entre elles étant la promulgation de la loi sur la réforme agraire,^[59] le 5 mars 1968.

Malgré tout cela, le Congrès se solda par une victoire écrasante de la gauche et le programme ainsi que les résolutions adoptés furent les plus militants jamais émanés du FLN. Le Congrès confirma que, jusqu'à la tenue d'élections, le Commandement général du FLN, son organe suprême, resterait l'autorité législative suprême. Le Congrès prit également un certain nombre de décisions concernant les structures politiques du gouvernement, qui soulignaient la confiance de la gauche dans les organisations populaires et sa méfiance à l'égard des institutions existantes : il appela tout d'abord à la « mise en place rapide de conseils populaires dans toutes les régions de la République, dont la constitution sera déterminée par le Front... Le plus haut de ces conseils sera le Conseil populaire suprême »^[60]. En revanche, « le Congrès décide de purger aussi rapidement que possible les institutions administratives et militaires de l'État de tous les éléments contre-révolutionnaires mercenaires douteux et de toute personne incapable d'assurer la marche en avant de la révolution. »^[61] Ce dernier point fut en grande partie mis en œuvre par défaut, bien que la pénurie de cadres militants ait entraîné le maintien de certains administrateurs coloniaux de rang inférieur.

Les préoccupations militaires de l'époque se reflétaient dans les résolutions du Congrès. La méfiance à l'égard de l'armée nationale créée par les Britanniques

persistait au sein de la gauche, et la défense de la révolution contre ses ennemis internes et externes devait être assurée par « le renforcement de la Garde populaire... [et] la création d'une milice populaire composée de syndicalistes, d'unions paysannes, d'unions étudiantes et des organes de généralisation au Yémen, par le biais d'un dialogue avec les forces révolutionnaires du Yémen du Nord ». ^[62] problèmes de sécurité provenant principalement du Nord, et également pour souligner l'unité ressentie au sein de la gauche yéménite dans les deux républiques, le Congrès « charge le Commandement général de trouver la voie pratique adéquate pour unifier les organes révolutionnaires au Yémen à partir d'un dialogue avec les forces révolutionnaires du Yémen du Nord ». ^[63]

Les positions politiques adoptées par le Congrès reflétaient un changement marqué par rapport à celles de la période antérieure et montraient à quel point le NLF était en train de devenir rapidement une organisation socialiste plutôt qu'un simple mouvement de libération. Selon le Congrès, « le NLF est une organisation révolutionnaire qui représente les intérêts des ouvriers, des paysans, des soldats et des intellectuels révolutionnaires et qui choisit le socialisme scientifique comme méthode d'analyse et de praxis. » ^[64] Ses militants ne sont plus simplement considérés comme des guérilleros : « Le Congrès estime que la construction d'une organisation révolutionnaire d'avant-garde nécessite la formation de ses membres au socialisme scientifique afin d'améliorer leur niveau intellectuel, d'assurer la cohésion au sein de l'organisation et de préparer sa transformation en un parti socialiste d'avant-garde. » ^[65]

L'approche du Congrès en matière d'organisation, ainsi que ses positions idéologiques sur les affaires intérieures et étrangères et sur le rôle de la petite bourgeoisie, le placent résolument dans le courant dominant de la pensée socialiste révolutionnaire à travers le monde et, de toute évidence, à gauche de tous les États arabes. Cela transparaît particulièrement dans l'attaque cinglante contre la petite bourgeoisie et son rôle dans la révolution :

« La petite bourgeoisie et ses soi-disant "partis socialistes" (l'ASU en RUA, le parti Baas, le FLN algérien), avec leurs idées idéologiques et leurs positions de classe, n'ont en réalité rien à voir avec le socialisme, ni avec une politique de classe radicale favorable aux ouvriers, aux soldats et aux paysans pauvres. À l'heure de l'hégémonie impérialiste dans le monde, en dernière analyse, la politique conciliatrice de la petite bourgeoisie finit par tomber sous le contrôle de la contre-révolution au niveau national et du néocolonialisme au niveau international. L'attitude conciliatrice de la petite bourgeoisie est encore plus dangereuse pour la révolution populaire démocratique nationale que la politique ouvertement hostile d'une alliance féodale-bourgeoise. En matière de classe, le pire est une politique centraliste. » ^[66]

Cette déclaration n'a en rien encouragé les capitalistes locaux à investir dans l'économie nationale ; en effet, c'est le seul Congrès au cours duquel aucun appel n'a été lancé pour attirer le capital national. La politique économique était perçue sous un jour totalement différent de celui qui prévalait sous la domination britannique : « Le Congrès estime nécessaire d'opter pour une politique économique fondée sur la libération de notre pays du capitalisme étranger et de l'exploitation, dans le but de transformer l'économie de services en une économie industrielle productive, incluant le développement d'un secteur public capable de diriger et d'orienter la vie économique. »^[67]

Les politiques sociales du Congrès ont très tôt mis l'accent sur un problème qui est resté d'actualité jusque dans les années 1980, et se sont concentrées sur la nécessité de « lutter contre l'analphabétisme à la campagne et en ville en mobilisant toutes les énergies au service de cette cause et en créant de nombreux centres d'éradication de l'analphabétisme. Toutes les organisations locales du NLF doivent s'attaquer à ce problème en mobilisant les intellectuels révolutionnaires, ainsi que les élèves et les étudiants. »^[68]

Les positions du FLN sur les questions arabes et internationales montrent clairement son alignement sur le monde socialiste, son analyse de la situation mondiale la considérant comme une lutte entre le capitalisme et le socialisme ; il se félicitait de la solidarité du monde socialiste avec les mouvements de libération du Tiers-Monde et de son aide aux pays nouvellement libérés. Bien qu'il fût désormais au pouvoir, le FNL n'avait guère la capacité d'influencer les événements internationaux, étant lui-même assiégé, mais il considérait que la défaite de juin 1967 était due au fait que « le mouvement de libération était privé d'une organisation révolutionnaire d'avant-garde et d'un contenu social progressiste clair, et que les masses populaires étaient incapables d'assumer leurs responsabilités pour garantir une telle transformation. »^[69] À la suite de cette analyse, le Congrès décida de « soutenir moralement et financièrement la résistance armée populaire en Palestine ».^[70]

Plus près de chez lui, il affirma son soutien inconditionnel aux mouvements révolutionnaires du golfe Persique, et plus loin encore, à la libération nationale dans le Tiers-Monde et à toutes les luttes contre le colonialisme et l'impérialisme. Faisant allusion au différend sino-soviétique, il se déclara ouvert à « toutes les expériences socialistes dans le monde ».^[71]

Il est significatif que, lors de son premier congrès après l'indépendance, le FLN ait défini les classes révolutionnaires comme comprenant les ouvriers, les paysans pauvres, les soldats et les intellectuels révolutionnaires. Il estimait que le pays entrait dans la phase de la révolution démocratique nationale, qui consiste en une

véritable indépendance nationale, une économie véritablement nationale et libérée, indépendante du marché mondial capitaliste, comme une étape sur la voie de la construction du socialisme. Il croyait au « socialisme scientifique », à la domination de l'État par le parti, au rôle moteur du secteur public dans l'économie et à la construction d'une économie planifiée de manière centralisée. Sur le plan international, il voyait son alliance avec les mouvements de libération du Tiers-Monde, les États non alignés et socialistes du Tiers-Monde, ainsi qu'avec d'autres pays socialistes, contre le colonialisme et l'impérialisme.

Le succès de la gauche au sein du Congrès a entraîné une scission ouverte avec la droite, Qahtan ayant refusé de mettre en œuvre les résolutions du Congrès. Il a notamment omis de nommer Abdul Fattah Ismail au poste de Premier ministre, une décision que le Congrès avait prise pour garantir la mise en œuvre de son programme socialiste. Le Congrès s'est achevé sur une scission entre la droite et la gauche, évidente aux yeux de tous.

2. Les événements du 20 mars

La situation a atteint son paroxysme en l'espace de quelques jours. Le 19 mars, l'armée et les forces de sécurité ont dispersé à Aden un rassemblement de partisans des décisions du Congrès. Le lendemain, elles ont arrêté huit dirigeants du NLF, dont Abdul Fattah Ismail et Ali Salem al Beedh, ainsi que 160 militants, et ont pris le contrôle de la station de radio. Cette action a entraîné des manifestations généralisées à Ja'ar, Yafi' et Hadramaout, où les militants ont exigé la libération des personnes emprisonnées. Des protestations ont également eu lieu dans certains secteurs des forces armées. L'hostilité de la hiérarchie de l'armée envers la gauche tenait à un conflit d'intérêts manifeste : elle avait été contrariée par le renvoi soudain de ses officiers de formation britanniques fin février et elle en voulait aux réductions de salaires récemment décidées. Plus fondamentalement, en tant que corps professionnel, elle s'opposait à l'intention de la gauche d'armer les milices, ce qui aurait affaibli l'armée ; enfin, étant structurée sur une base tribale, elle considérait la détermination de la gauche à détribaliser les institutions comme une menace directe pour sa composition.

L'opposition était telle que, dès le 25 mars, Qahtan dut faire marche arrière. Il prononça un discours dans lequel il nia qu'il y eût eu ou qu'il y eût des arrestations au sein du FLN, déclara que l'armée et l'administration seraient purgées et qu'aucune faction ne serait tolérée au sein du FLN. Il promit également que la loi sur la réforme agraire serait mise en œuvre, tout comme les résolutions du Congrès, et que tout serait fait dans l'intérêt des masses opprimées. ^[72] Cette déclaration intervint à l'issue d'une réunion du commandement général du NLF et constituait un compromis, Qahtan ayant dû retirer son soutien aux rebelles au sein de l'armée et accepter les résolutions du Congrès, tout en parvenant néanmoins à

faire valoir sa loi modérée sur la réforme agraire. Les membres du NLF emprisonnés furent libérés et le conflit se poursuivit.

À la mi-avril, Abdul Fattah Ismail et Ali Salem al Beedh furent tous deux contraints de démissionner de leurs fonctions ministérielles. Cependant, l'armée et la police durent se séparer de leurs membres les plus à droite et une loi de réforme agraire plus radicale fut promise. Ces événements eurent lieu au cours du mois où la Cour suprême de sécurité de l'État, de gauche, présidée par Abdullah al Khamri, condamna à mort six anciens sultans et ministres, cinq autres à quinze ans d'emprisonnement et cinq autres encore à dix ans, la plupart d'entre eux *par contumace*, cela va sans dire. ^[73] Le ministre de la Défense a également expulsé l'attaché militaire américain^[74] qui avait été aperçu le 19 mars au quartier général de l'une des brigades de l'armée impliquées dans les arrestations.

L'incident du 20 mars constituait clairement une tentative ratée de la droite, probablement avec l'approbation de Qahtan, de prendre le contrôle du gouvernement du pays et de renverser la gauche, dont la force s'était manifestée par son succès lors du congrès. L'échec de la droite a été compensé par sa capacité ultérieure à expulser les principaux dirigeants de gauche du gouvernement, ce qui donne une indication de l'équilibre des forces en présence. Ce conflit peut être considéré comme opposant, d'une part, les partisans de la suprématie du parti sur l'État, représentés par Abdul Fattah et la gauche, et, d'autre part, les partisans de la suprématie de l'État sur le parti, représentés par Qahtan et la droite.

Cet échec a conduit la gauche à croire, en mai 1968, que le moment était venu de prendre le pouvoir. À cette époque, la situation du pays était désastreuse : les négociations avec la Grande-Bretagne concernant l'aide avaient finalement échoué lorsque les Britanniques avaient proposé 1 250 000 livres sterling sur dix mois au lieu des 12 millions promis auparavant,^[75] ; il y avait 35 000 chômeurs à Aden, les salaires avaient été réduits et les prix avaient augmenté, et le Trésor public ne serait, disait-on, en mesure de payer qu'un mois de salaires. Le seul actif économique opérationnel était la raffinerie. L'armée aurait absorbé 55 % du budget. Dans un geste de désespoir, le ministre des Finances fut envoyé en mission au Caire et au Koweït dans l'espoir d'obtenir une aide.

3. Le Mouvement du 14 mai

Le 3 mai, des affrontements ont éclaté à Madinat al-Sha'b (l'ancien al-Ittihad de la Fédération), près d'Aden, entre des groupes soutenant les deux factions du FLN. Un lycée, dont les places étaient réservées aux élèves de l'arrière-pays, y avait été construit ; des élèves de cet établissement qui distribuaient des tracts socialistes ont été attaqués par des soldats de la caserne voisine. Au cours de la *bagarre* qui

s'ensuivit, quatre militants du NLF furent tués, ce qui renforça le sentiment, au sein de la gauche, que le moment était venu de passer à l'action.

Une insurrection à grande échelle fut lancée le 14 mai par la gauche à Ja'ar, une ville de la région d'Abyan située à environ 80 km au nord-est d'Aden. La gauche bénéficiait du soutien d'autres socialistes d'Hadramaut, bien que les mauvaises communications aient rendu leur intervention impossible. À cette époque, le trajet par la route entre Mukalla et Ja'ar durait trois à quatre jours, en l'absence de route goudronnée, alors qu'il ne fallait qu'une demi-journée pour rejoindre Ja'ar depuis Aden, ce qui donnait l'avantage à Qahtan et à son armée. L'insurrection fut menée par de nombreuses personnalités qui allaient acquérir une notoriété accrue après la prise du pouvoir par la gauche. ^[76] Cette fois-ci, Qahtan riposta avec force. Il décrivit les rebelles comme :

« quelques individus au sein du Front national qui sont en désaccord avec la ligne du Front national et sa constitution nationale. Ils suivent une ligne de gauche et opportuniste, en totale adéquation avec le mouvement antirévolutionnaire et l'extrême droite, visant à plonger le pays dans une guerre tribale, à provoquer un déclin économique et à anéantir l'organisation du Front national. Ils prétendent être du côté des ouvriers, des paysans et des soldats alors qu'en réalité, ils répriment les paysans, les ouvriers et les soldats ainsi que toutes les couches de la population, dans le but principal de s'octroyer des privilèges personnels. »^[77]

Le commandement général du FNL, qui comptait alors de nombreux membres pro-Qahtan, publia le 14 mai un long communiqué formulant des critiques sévères et en partie justifiées à l'encontre de l'insurrection de gauche, l'accusant de :

« d'ignorer la réalité objective et les circonstances, en raison de leur interprétation personnelle du FLN, ce qui revient à contourner toutes les étapes du développement scientifique objectif et à transformer le FLN en un parti d'une seule classe, alors que la Charte nationale précise qu'il s'agit d'un regroupement populaire de toutes les forces actives. Ils considèrent que notre société est comparable, dans sa structure sociale, aux sociétés européennes du XIX^e siècle, feignant ainsi d'ignorer les différences fondamentales du point de vue de la religion, de l'histoire, des coutumes, des habitudes et de l'économie »^[78]

D'autres accusations étaient moins justifiées, car la déclaration du 14 mai défendait fermement la Charte nationale de 1965 tout en prétendant également défendre les décisions du 4^e Congrès, ce qui peut être considéré comme contradictoire. Il accusait les rebelles de condamner les expériences socialistes arabes, telles que celles de l'Égypte et de l'Algérie, voire les expériences

socialistes mondiales. Le Mouvement du 14 mai fut également blâmé pour les événements du 19 mars et du 3 mai, et presque tenu pour responsable de l'échec des négociations sur l'aide avec la Grande-Bretagne. Il ne s'agissait pas seulement d'une bataille verbale, et l'armée resta fermement du côté de Qahtan. Début juin, le Mouvement était vaincu ; il avait perdu plusieurs de ses dirigeants sur le champ de bataille, tandis que d'autres s'étaient enfuis vers le nord pour rejoindre les forces de gauche qui s'y trouvaient encore, dans le cadre de la guerre civile qui se poursuivait. Le groupe au pouvoir resta apparemment sans contestation interne jusqu'à sa chute, un an plus tard, en juin 1969. Cela ne signifiait toutefois pas que tout était calme et paisible, ni que le régime pouvait concentrer son attention sur la situation économique désastreuse : un défi plus sérieux venait de l'extérieur. Les premiers affrontements frontaliers avaient eu lieu en février 1968, lorsque l'ancien sharif de Bayhan avait tenté de reconquérir son ancien territoire avec l'aide de l'Arabie saoudite ; le même mois, des royalistes yéménites avaient attaqué depuis l'autre côté de la frontière et avaient été repoussés par les forces conjointes du NLF et de la RY, unies au sein d'une alliance militaire. Du matériel et des documents avaient été saisis et les contre-révolutionnaires s'étaient enfuis vers al-Bayda. Cela a sans doute aidé le NLF à mettre de côté ses luttes internes pour faire face aux ennemis communs qui menaçaient l'existence même de la jeune république. Les attaques frontalières devinrent de plus en plus fréquentes et importantes à partir de l'été 1968, période durant laquelle elles eurent lieu à la plupart des points de passage possibles, dans les deuxième, troisième et quatrième gouvernorats, les combats se concentrant dans les régions de Dhali', Mukayras, Bayhan et Sa'id. Comme nous l'avons vu, les contre-révolutionnaires ne manquaient pas de soutien.

4. Désaccords avec la République arabe du Yémen

Au début de l'année 1969, alors que le conflit aux frontières semblait maîtrisé, un nouveau problème vint s'ajouter. Il prit la forme d'une guerre de propagande avec la République arabe du Yémen, qui arrivait alors au terme de sa guerre civile. Après le siège de Sanaa, auquel les républicains avaient résisté, la lutte de 1968 s'était jouée entre la droite et la gauche du mouvement républicain. Elle avait culminé avec l'incident de Hodeida en mars 1968, lorsqu'un navire soviétique devait décharger des armes, notamment des chars, dans le port de Hodeida.^[79] La droite s'était emparée de ces armes et, par la suite, aucun compromis n'était plus possible entre les républicains de droite et de gauche dans le Nord. Le dirigeant de gauche Abdul Raqib Wahhab s'était exilé à Aden, mais il revint dans la République arabe du Yémen (RAY) fin 1968 pour reprendre la lutte contre la droite, qui était alors en train de négocier un accord avec les royalistes. Au début de l'année 1969, les républicains de droite de la RAY lancèrent de vives attaques

verbales contre le régime de la RPSY, montrant que, bien que les républicains de droite aient alors le contrôle dans les deux républiques, la droite du FLN restait encore bien plus à gauche que les républicains de droite du Nord. Le ministre des Affaires étrangères de la RAY, Yahia Jughman^[80], lança l'attaque par la déclaration suivante :

« Le gouvernement de la RAY a accepté la déclaration d'indépendance [au Sud] au lieu de la déclaration d'évacuation et d'unité. Il a accepté la mise en place d'un nouveau gouvernement yéménite à Aden. Il a également donné son accord à la création de bureaux de liaison et de bureaux de l'unité, estimant que ces institutions constitueraient des moyens positifs et efficaces pour lever tout obstacle à l'unité... Aujourd'hui, nous sommes plus éloignés de l'unité qu'il y a un an. Le gouvernement du Front national a réussi en un an ce que le colonialisme n'avait pas réussi à accomplir en 130 ans. L'impérialisme a tenté de tracer une frontière entre le Yémen du Sud et le Yémen du Nord, d'instaurer un gouvernement fantoche à Aden et de créer un nouveau peuple doté d'une nouvelle identité dans le Yémen du Sud. L'impérialisme a échoué sur tous ces points, mais le gouvernement sécessionniste du Front national a réussi. »^[81]

Le gouvernement du Sud riposta en demandant pourquoi la RAR offrait sa protection aux anciens sultans du Sud et encourageait le FLOSY à poursuivre son combat au-delà de la frontière. Les divergences politiques entre Sanaa et Aden à cette époque transparaissent dans la déclaration diffusée à la radio de Sanaa, affirmant que « le régime du Nord considère le Front de libération [FLOSY] comme l'avant-garde qui a supporté le plus gros du fardeau de la lutte contre le colonialisme, sultans et des agents, et qu'il méritait donc une place au sein du gouvernement », avant de rejeter la Charte du NLF et d'affirmer que le FLOSY avait lancé la lutte et apporté davantage que le NLF. ^[82] Bien qu'aucune solution n'ait été trouvée à l'époque aux divergences entre les deux parties de la patrie, des questions d'actualité ont progressivement pris le dessus et les deux régimes ont suivi des voies de plus en plus divergentes au cours des années suivantes, ce qui a abouti à la première guerre entre eux en 1972.

La « Mesure corrective » et le cinquième congrès

1. La « Mesure corrective » du 22 juin

Après une série de remaniements ministériels au début de l'année 1969, qui témoignaient de l'affaiblissement croissant de la position interne de Qahtan, la crise atteignit son point de rupture. Le 18 juin, il limogea le ministre de l'Intérieur, Mohammad Ali Haitham, qui était chargé des relations avec l'armée. Cela conduisit à une confrontation finale avec la gauche et, le 22 juin, sa démission ainsi que

celle de Faysal ash-Sha'bi, alors Premier ministre, furent annoncées. Au cours de ce qui fut appelé la « Glorieuse action corrective du 22 juin », le pouvoir fut pris par un Conseil présidentiel composé de cinq membres : Salem Ruba'i Ali (dit Salmine), président ; Abdul Fattah Ismail, secrétaire général du NLF ; Mohammed Ali Haitham, nouveau Premier ministre ; Ali Ahmed Nasser Antar, qui allait bientôt être nommé commandant en chef des forces armées ; et Mohammed Saleh Aulaqi, nouveau ministre de la Défense.

Le communiqué publié par le Commandement général dans la matinée du 22 juin, annonçant la démission des deux membres d'Ash Sha'bi, les accusait de :

« des actions individualistes qui ont fait dévier la révolution de son cours normal vers une autre voie... Ainsi, l'action menée par le Commandement général, consistant à mettre en œuvre une opération corrective naturelle au sein de ses rangs, répondait à une nécessité urgente ressentie par chaque citoyen et en particulier par tous les membres de l'organisation... Le Commandement général insiste sur les points suivants : La révolution ne peut éviter les dangers et les erreurs qu'en s'appuyant sur l'autorité politique populaire incarnée par le Front national. Seule l'autorité démocratique populaire sauvera le pays et le peuple des dangers liés aux tendances individualistes. La Charte nationale du Front national est le guide de la révolution. Protéger les révolutions du 26 septembre et du 14 octobre contre les complots des impérialistes et des réactionnaires est la tâche immédiate de la révolution dans le Sud et de la Garde nationale dans le Nord. Il est nécessaire de renforcer les relations avec les pays arabes frères, en particulier la RAU... et de soutenir la résistance armée populaire palestinienne... ainsi que la révolution armée populaire arabe dans le Golfe.

... Il est nécessaire de renforcer les relations avec le bloc socialiste, en particulier l'Union soviétique. Vive la révolution du 14 octobre sous la direction du Front national. Que les tendances individualistes disparaissent à jamais ! Vive la volonté collective ! Vive notre peuple en lutte ! »^[83]

Bien que le renversement de Qahtan ait été réalisé avec l'aide de certains qui n'appartenaient pas à l'aile gauche du FNL, la « Mesure corrective » du 22 juin a marqué l'ascendant des socialistes révolutionnaires. Dès lors, le débat au sein du FNL s'est déroulé dans la rhétorique du socialisme marxiste, les autres positions étant exclues du discours politique acceptable.

Le FLN étant la seule organisation politique autorisée, les communistes et les baasistes ne pouvaient plus opérer sous leurs anciens noms : les communistes (PDU) devinrent l'Organisation de la jeunesse salafiste, nom tiré du martyr tué par

le FLOSY, tandis que les baasistes devinrent l'Avant-garde populaire (*at Tali'a*). Les deux organisations ont poursuivi leurs négociations avec le NLF et, en décembre 1969, leurs dirigeants respectifs ont rejoint le gouvernement pour la première fois, scellant ainsi cette alliance.

Après le 22 juin, l'aile droite du NLF a fait l'objet d'une purge. En janvier 1970, vingt membres éminents ont été expulsés^[84] ; certains d'entre eux ont été emprisonnés tandis que d'autres ont franchi les frontières pour rejoindre les forces contre-révolutionnaires. Ni l'aile droite du FLN ni les vestiges de la FLOSY ne jouèrent plus aucun rôle politique sur le plan national.

Bien que certaines personnalités non associées à l'aile gauche du FLN soient restées au pouvoir pendant encore quelques mois, et que Mohammed Ali Haitham, en particulier, soit resté Premier ministre jusqu'à son éviction en août 1971, il ressort clairement des changements de politique que juin 1969 marque l'arrivée au pouvoir de l'aile gauche du FLN.

La déclaration du 22 juin est intéressante dans la mesure où elle est moins militante que certaines déclarations du Congrès : elle affirme en effet son attachement à la Charte nationale de 1965 et appelle au renforcement des relations avec la RAU de Nasser, un régime qui avait été sévèrement condamné lors du 4^e Congrès. D'un autre côté, elle affiche sa position de gauche en affirmant sa solidarité avec les Gardes nationaux de la RAR, un groupe situé à gauche de l'échiquier politique de la RAR et qui, au moment de cette déclaration, était très largement sur la défensive. Le document confirme en outre son soutien à la révolution dans le Golfe et appelle à un renforcement des relations avec les pays socialistes. La référence spécifique à l'Union soviétique dans ce contexte est significative, car elle montre que les accusations fréquentes de maoïsme et d'opposition au socialisme traditionnel d'Europe de l'Est étaient infondées.

2. Les premières années du gouvernement révolutionnaire

L'enthousiasme de la gauche pour les mesures révolutionnaires ne tarda pas à se manifester et les années qui suivirent virent l'adoption des réformes et des lois les plus radicales, qui marquèrent le début d'une transformation fondamentale de toute la vie sociale, politique et économique du pays. Face à la détérioration continue de l'économie, des mesures drastiques furent prises. Comme nous l'avons vu, les salaires avaient déjà été sévèrement réduits. En novembre 1969, le gouvernement nationalisa toutes les institutions économiques étrangères, à l'exception de la raffinerie de British Petroleum et des sociétés de soutage. Les 36 entreprises concernées devaient être indemnisées sur une période de vingt ans au moyen d'obligations à 2 %. Bien que conforme à l'idéologie socialiste du FLN, cette nationalisation fut critiquée non seulement par la droite, mais aussi par les

communistes locaux et d'autres militants de gauche. Des années plus tard, le NLF lui-même devait reconnaître que le moment avait été mal choisi, car, anticipant cette mesure, les principales institutions financières, à savoir les banques et les compagnies d'assurance, avaient vidé leurs succursales d'Aden de leurs actifs, et le gouvernement constata que ce qu'il avait principalement acquis, c'était un certain nombre de découverts importants. Cela ne contribua en rien à relancer l'économie.

D'autres mesures révolutionnaires majeures ont touché l'intérieur du pays : les décrets interdisant le tribalisme et la promulgation de la nouvelle loi sur la réforme agraire de 1970. Enfin, en 1974, la nouvelle loi sur la famille a été promulguée, accordant aux femmes l'égalité en matière de mariage et de divorce, ainsi que dans la gestion du foyer.

La nouvelle loi sur la réforme agraire limitait la superficie des terres que les familles étaient autorisées à posséder ; nous y reviendrons en détail plus loin. Ce qui importe ici, c'est que cette loi visait non seulement à bénéficier aux couches les plus pauvres de la paysannerie et à les encourager à cultiver collectivement, mais qu'elle fut mise en œuvre d'une manière particulièrement peu orthodoxe. Avant même sa promulgation, la première *intifada* (littéralement « soulèvement ») eut lieu à al-Husn, dans le troisième gouvernorat, la région d'origine de Salmine. Il s'agissait d'un mouvement paysan soutenu par des cadres du parti, au cours duquel les paysans exproprièrent les propriétaires terriens et se redistribuèrent les terres entre eux sous la protection du FLN. Le NLF a également encouragé les paysans à former des coopératives après s'être emparés des terres. Ce mouvement s'est progressivement étendu aux pêcheurs pauvres et à l'ensemble des gouvernorats. Si le mouvement était en grande partie motivé par des considérations politiques, l'absence de cadres compétents pour faire respecter la loi a également contribué à cette forme de mise en œuvre.

Un militant du NLF à Bayhan a décrit la procédure à des observateurs français comme suit :

« De juillet à septembre, nous avons préparé le terrain, allant de village en village pour encourager les paysans à dénoncer les féodaux, les nouveaux propriétaires terriens et toutes les ruses qu'ils employaient pour contourner la loi. Les paysans ont admis qu'ils ne recevaient souvent que 10 % de la récolte. Les chefs de tribu avaient le pouvoir de vie et de mort sur leurs hommes et n'étaient punis que s'ils tuaient un paysan d'une tribu autre que la leur. Nous avons convaincu les paysans que leurs exploiters ne changeraient jamais et qu'ils devaient passer à l'action : ils ont pris leurs haches et leurs faucilles et ont soudainement arrêté tous leurs cheikhs, sayyeds et autres féodaux : 82 au total... La population était stupéfaite : elle pensait que ces gens étaient

intouchables et que quiconque les toucherait mourrait sur-le-champ. Voyant que les seigneurs restaient en prison et qu'aucune catastrophe ne s'abattait sur la ville, tout le monde s'est mis à en parler et tous les autres paysans ont rejoint ceux qui s'étaient révoltés, au sein des ligues paysannes. Il existe désormais cinq ligues pour « la défense des paysans » dans la province. Il est important que ce soient les paysans eux-mêmes qui aient mis ces gens en prison. Certains d'entre eux étaient armés, mais nous n'avons pas distribué d'armes, par crainte d'un massacre.^[85]

Aujourd'hui, les coopératives et les fermes d'État de Bayhan témoignent de ces événements, puisqu'elles portent le nom du jour où, dans chaque cas particulier, le soulèvement a eu lieu.

Outre ces mesures révolutionnaires, le nouveau régime a également pris des mesures plus conventionnelles visant à relancer l'économie. En 1969, une nouvelle loi sur l'investissement a été promulguée afin d'encourager le capital local à participer au développement du pays. La loi a échoué, car le climat était clairement hostile à l'économie privée et les capitalistes avaient tendance à soutenir les groupes qui étaient soit écartés du pouvoir, soit engagés dans une insurrection active. Par ailleurs, malgré leurs déclarations affirmant le contraire, la gauche du FLN n'avait guère d'estime pour les capitalistes, qu'ils soient locaux ou non, et son encouragement à l'investissement était perçu comme une tentative timide de remédier à une situation économique de plus en plus difficile. La nationalisation des actifs étrangers, puis du logement, n'a en rien favorisé l'investissement privé.

Une autre initiative positive visant à améliorer l'économie a vu le jour en septembre 1969, lorsque le pays a adhéré au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale, bien qu'aucune de ces deux mesures n'ait eu d'impact immédiat. Les dirigeants ont également effectué divers voyages de collecte de fonds (notamment la visite de Salmine en Chine en 1970, après que la Chine eut accordé son premier prêt de 4 millions de dollars), dans l'espoir d'obtenir une aide au développement et en parvenant progressivement à obtenir de modestes engagements de la part des pays socialistes, récoltant ainsi 2,8 millions de dollars en 1971 et 50 millions de schillings en 1973.^[86] Afin de soutenir le développement, le Conseil suprême de Hanning a été créé en novembre 1971 et le premier plan de développement, d'une durée de trois ans, s'est étendu de 1971/72 à 1973/74.

Ces décisions économiques majeures ont été prises parallèlement à des décisions politiques. De nouvelles institutions ont commencé à voir le jour à mesure que le régime s'affermissait. En décembre 1969, le Conseil présidentiel a été ramené de cinq à trois membres, pour se composer du président, du secrétaire général du

FLN et du Premier ministre.^[87] Comme nous l'avons vu, le FLN a purgé son commandement général des éléments de droite. À l'occasion du troisième anniversaire de l'indépendance, le 30 novembre 1970, la nouvelle Constitution fut promulguée après que des projets eurent été diffusés et débattus au cours des mois précédents. La république fut rebaptisée « République démocratique populaire du Yémen », une décision qui suscita une réaction hostile de la part de la RAY, où elle fut perçue comme une affirmation de la légitimité du FLN sur l'ensemble du Yémen, le mot « Sud » ayant été supprimé du nom. Ni l'ajout du terme « démocratique », ni le texte d'accompagnement n'ont convaincu les dirigeants de la RAY que le NLF s'orientait vers des positions politiques plus conformes à leurs attentes. Après avoir affirmé « sa croyance en l'unité du Yémen et en l'unité du destin du peuple yéménite sur l'ensemble du territoire », la nouvelle constitution poursuivait :

« Aujourd'hui, malgré la division, la cohésion dialectique de la lutte du peuple yéménite dans les deux parties se poursuit, ainsi que l'unité de sa lutte, non seulement contre les complots réactionnaires et impérialistes sur le territoire, mais aussi afin de se débarrasser définitivement des sources de division et de rétablir les conditions naturelles de l'unité du territoire. »^[88]

D'autres articles expriment les positions du FLN telles qu'elles étaient au début des années 1970, très à gauche de l'échiquier politique :

« Tout le pouvoir politique dans la RDPY appartient au peuple travailleur. L'alliance solide entre la classe ouvrière, les paysans, l'intelligentsia et la petite bourgeoisie constitue la base politique invincible de la révolution démocratique nationale dans la République démocratique populaire du Yémen. Le rôle historique de la classe ouvrière prend de l'importance et celle-ci devient, en fin de compte, la classe dirigeante de la société. Les soldats, les femmes et les étudiants sont considérés comme faisant partie de cette alliance en vertu de leur appartenance aux forces productives du peuple. Cette alliance entre les forces démocratiques populaires trouve son expression organisée au sein de l'Organisation du Front national. L'Organisation du Front national dirige, sur la base du socialisme scientifique, l'activité politique au sein des masses et des organisations de masse afin de développer la société de manière à mener à bien la révolution démocratique nationale, dont l'approche est non capitaliste. »^[89]

Dans d'autres dispositions, la Constitution confirme l'engagement de l'État à promouvoir le secteur public, à accorder le droit de vote à tous les citoyens âgés de plus de 18 ans, y compris les femmes, et à conférer l'autorité politique aux

Conseils du peuple élus aux niveaux local et national. Elle confirme l'adhésion à la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies, tout en soutenant également les « mouvements de libération nationale contre le colonialisme et l'impérialisme ».^[90]

En mai 1971, le premier Conseil populaire suprême (CPS) se réunit. Aucune élection n'ayant eu lieu, ses 101 membres furent choisis en interne par l'Organisation nationale du peuple libyen (NFPO), parmi les baasistes et les communistes, mais aussi parmi les indépendants, afin de représenter différents secteurs de la société (jeunesse, paysans, forces de sécurité et armées, femmes, professions libérales et syndicats). Depuis sa création, le SPC exerce les pouvoirs constitutionnels et législatifs suprêmes.

En août 1971, un « remaniement ministériel » marqua la fin de la carrière politique de Haitham, qui fut évincé et remplacé par Ali Nasser Mohammed, lequel ajouta ce poste à celui de ministre de la Défense qu'il occupait depuis janvier 1970. Aucun autre événement politique interne majeur ne se produisit jusqu'au cinquième congrès du NLF, en mars 1972.

3. Le cinquième congrès

Exactement quatre ans après le précédent, le cinquième congrès s'est tenu à Madinat al-Sha'b en mars 1972. Le militantisme politique était à son comble :

« Aden était depuis des jours envahie par des travailleurs et des paysans en manifestation : des foules de militants scandant "Vive le marxisme-léninisme" ont accueilli les délégués. L'âge moyen des délégués se situait entre vingt et trente ans — la plupart d'entre eux étaient issus de milieux défavorisés — et beaucoup savaient à peine lire ou écrire ; mais malgré les difficultés que cela impliquait, les séances furent longues, sérieuses et fortement politisées. »^[91]

La droite ayant été exclue, les discussions entre les 170 délégués se déroulèrent dans une atmosphère de camaraderie, dans le cadre du débat socialiste. La période tumultueuse que le pays avait traversée depuis l'indépendance et depuis le quatrième congrès laissa son empreinte sur le cinquième. Toujours résolument à l'extrême gauche et revendiquant son allégeance au socialisme scientifique, l'organisation avait beaucoup appris et avait commencé, sans grand enthousiasme, à chercher des alliés parmi ceux qu'elle avait auparavant qualifiés d'ennemis. Le ton du congrès était plus posé, comme en témoigne le discours d'ouverture du secrétaire général, qui évoquait certaines des difficultés rencontrées par le mouvement au cours des années précédentes. Marqué par un plus grand réalisme que son discours enflammé du quatrième congrès, il indiquait la direction que prenait l'organisation vers une plus grande stabilité et une institutionnalisation. Il montrait également comment l'expérience du pouvoir avait fait prendre conscience

des difficultés liées à la mise en œuvre d'un programme idéaliste et comment certaines des positions les plus puristes avaient dû être abandonnées pour conserver le soutien de la population et mettre en œuvre les politiques :

« Nul ne peut minimiser notre brève et modeste expérience acquise dans la lutte pour le pouvoir contre le régime féodaliste et colonialiste et depuis que nous avons assumé les tâches et les responsabilités d'un pouvoir progressiste. Il est vrai que, pendant un certain temps, nous avons rêvé de construire une nouvelle société et que nous pensions que tout était clair et simple. Mais comme d'habitude, la réalité s'est avérée plus complexe et plus riche de sens que nous ne l'avions imaginé. Nous avons dû faire face aux grands problèmes historiques et aux tâches quotidiennes tant pendant la phase de lutte pour la libération nationale qu'après notre prise de pouvoir... Nous considérons que notre expérience, simple et modeste, peut être utile à d'autres dans un certain nombre de domaines... L'Organisation politique du Front national est en train de se transformer : d'une organisation de masse visant la destruction totale de tout ce qui a été mis en place par le régime féodal et colonialiste, et qui a guidé les larges masses pendant la phase de libération nationale, elle devient une force dirigeante de la société, directement responsable du pouvoir, luttant pour construire ce nouveau pouvoir et reconstruire la société avec la collaboration des masses les plus larges... »^[92]

Malgré ce changement de ton, les politiques concrètes adoptées par les deux congrès sont pratiquement identiques, à l'exception du fait que les attaques contre la petite bourgeoisie ont cessé à partir du cinquième congrès.

Parmi les décisions du congrès, celles relatives au FNL ont marqué une nouvelle étape dans le développement de l'organisation vers les structures formelles d'un parti marxiste. Le Front fut rebaptisé « Organisation politique du Front national » (NFPO) et son Commandement général fut remplacé par un Comité central élu, composé de 31 membres et de 14 membres candidats, qui élut à son tour un Bureau politique. Le congrès habilita ce Comité central à œuvrer à la réalisation de l'unité avec les autres organisations politiques en vue de la création du parti d'avant-garde yéménite. Cela constituait un aval permettant à l'Organisation de poursuivre ses négociations avec l'Organisation de la jeunesse salafiste et Tali'a. Le pouvoir législatif ayant été transféré au Conseil populaire suprême en 1971, le Congrès affirma l'autorité politique suprême de la NFPO dans le pays, ses statuts internes stipulant que « le Comité central de l'Organisation politique du Front national est l'organe politique dirigeant du pays »^[93]

Les résolutions du Congrès appelaient au développement des institutions de l'État et, en mettant l'accent sur les mesures de sécurité, reflétaient la situation difficile

résultant des attaques constantes aux frontières du pays. Trois résolutions encourageaient le développement de l'armée et de la police afin qu'elles «achèvent leur transformation en organisations politiques et de classe pleinement conscientes de leurs responsabilités, de manière à pouvoir jouer leur rôle responsable dans la défense de la révolution et participer à l'œuvre de construction et de développement»^[94]

Il appelait également à la réorganisation des forces populaires et « approuvait la nécessité d'étendre les milices populaires des ouvriers, des paysans, des étudiants et des femmes, et de généraliser les camps d'entraînement pour tous les membres de l'organisation ainsi que pour toutes les fermes d'État et les coopératives paysannes »^[95]

Malgré l'urgence de la situation militaire, le Congrès a également adopté un certain nombre de résolutions visant à développer la vie économique et sociale du pays ; le sentiment général qui se dégage de ce Congrès est celui d'un effort collectif pour construire une nouvelle société. Le renforcement du contrôle du secteur public sur l'économie, ainsi qu'un certain nombre de résolutions spécifiques concernant les différents secteurs, en particulier l'agriculture, ont été adoptés. Les préoccupations sociales relatives à l'éducation et à l'éradication de l'analphabétisme figuraient aux côtés d'autres résolutions sur le développement des organisations de masse. Pour la première fois, la condition des femmes a fait l'objet d'une résolution claire qui ne peut être considérée que comme révolutionnaire dans le contexte de la péninsule arabe :

« Le Congrès soutient la lutte des femmes yéménites pour l'égalité des droits avec les hommes... Il demande également aux femmes yéménites de redoubler d'efforts pour surmonter tous les vestiges de retard laissés par le régime colonialiste et semi-féodaliste dans notre pays. »^[96]

La place centrale accordée au thème de l'unité yéménite a été mise en avant dans une résolution du Congrès qui :

« souligne que l'aboutissement de notre libération nationale est lié à la victoire des révolutions du 26 septembre et du 14 octobre sur tous leurs ennemis, y compris les forces de l'impérialisme et de la réaction, car cela est vital pour notre peuple yéménite afin d'atteindre son grand objectif : la réalisation d'un Yémen démocratique et uni. »^[97]

Les décisions du Congrès en matière de relations extérieures ont constitué une nouvelle affirmation des positions révolutionnaires de principe du pays, que celui-ci a maintenues bien que cela ait très probablement contribué à son isolement international, en particulier au sein du monde arabe. Il convient notamment de

noter que les attaques contre les États petits-bourgeois avaient été abandonnées et remplacées par

« le soutien aux pays arabes progressistes dans leur lutte contre le sionisme et l'impérialisme américain en vue de la libération des territoires arabes occupés ».^[98] Les politiques intérieures de ces pays furent indirectement critiquées : « Le Congrès soutient la classe ouvrière arabe dans ses luttes pour occuper des positions de premier plan au sein du mouvement révolutionnaire arabe... Le Congrès approuve la création d'un Front arabe progressiste pour le mouvement de libération arabe et ses groupes révolutionnaires dans la juste lutte contre l'impérialisme, les régimes réactionnaires arabes et le néocolonialisme dans la patrie arabe. »^[99]

Il n'est pas surprenant que le régime soit resté non reconnu par un certain nombre d'États arabes de la Péninsule, d'autant plus qu'il soutenait les mouvements révolutionnaires de cette région non seulement verbalement, mais aussi matériellement, dans la mesure de ses moyens très limités. En 1972, le Front populaire pour la libération d'Oman et du golfe Persique constituait une force importante, considérée par beaucoup comme une menace non seulement pour le sultanat, mais aussi pour les émirats du Golfe récemment devenus indépendants ; ce Congrès

« approuve le soutien total et sans réserve à la révolution... et affirme son soutien croissant à cette révolution jusqu'à ce que la victoire soit remportée sur les forces du colonialisme et de la réaction et que l'indépendance nationale totale soit réalisée ».^[100]

Sur le plan international, l'Organisation soutenait les mouvements de libération à travers le monde contre le colonialisme et le racisme, et en faveur du socialisme. Sur ce point, le Congrès « souligne la nécessité de l'unité du camp socialiste et de sa cohésion face aux forces de l'impérialisme mondial »^[101], une référence claire au conflit sino-soviétique et un appel lancé aux deux parties pour qu'elles fassent passer leurs intérêts communs avant tout. La position yéménite sur cette question a été parfaitement résumée par Abdul Fattah Ismail dans une interview :

« Dès le début, nous avons expliqué à nos amis soviétiques et chinois, qui se méfiaient d'abord de nous, que nous étions déterminés à rester strictement neutres dans un conflit qui est, à notre avis, contre nature et hautement préjudiciable au mouvement mondial de libération nationale, à la classe ouvrière internationale et au camp socialiste lui-même, dont la division ne sert que les intérêts de l'impérialisme. »^[102]

Tout en conservant une position de principe sur ce conflit, les socialistes yéménites étaient également influencés, dans une certaine mesure, par les

modèles rivaux de socialisme présentés par les deux États. Bien que le débat politique se soit concentré sur les questions locales et la manière de les traiter, il semblait en 1970 que le modèle chinois, fondé sur la société paysanne pauvre et sur la révolution culturelle, suscitait un certain soutien.

En 1972, lors du cinquième congrès, la situation avait changé, principalement en raison de l'évolution de la politique étrangère chinoise. La Chine venait d'établir des relations diplomatiques avec l'Éthiopie de Haile Selassie, avait retiré son soutien aux Érythréens dans leur guerre d'indépendance et réduisait son aide au PFLOAG à Oman. De même, la Chine soutenait les régimes de droite au Soudan et au Pakistan et s'engageait dans un rapprochement avec les États-Unis. À une époque où le Yémen démocratique s'efforçait d'entretenir des relations tout aussi bonnes avec l'URSS qu'avec la Chine, cette dernière retirait son soutien aux mouvements révolutionnaires et, fait significatif, s'était abstenue d'envoyer un message de salutations au Congrès. De telles mesures constituèrent un coup dur pour les Yéménites qui avaient vu en la Chine et en sa révolution culturelle des modèles alternatifs au socialisme soviétique sclérosé.

On se souvient aujourd'hui du Cinquième Congrès comme d'une parenthèse bienvenue d'optimisme et de ferveur, à une époque où le régime était confronté à de graves difficultés sur tous les fronts.

4. Les sept jours

Alors que, comme nous le verrons, les contre-révolutionnaires attaquaient aux frontières, le changement révolutionnaire interne se poursuivait à un rythme soutenu. Les *intifadas* des paysans et des pêcheurs avaient lieu depuis la fin de l'année 1970 dans certaines régions, mais à Aden même, la ferveur révolutionnaire était faible. La plupart des observateurs de l'époque opposaient l'enthousiasme révolutionnaire des zones rurales à l'attitude morose et cynique des habitants d'Aden ; en effet, les politiques adoptées favorisaient la campagne, tandis que rares étaient celles visant à améliorer la situation économique à Aden qui avaient porté leurs fruits. Certains des habitants d'Aden qui restaient se souvenaient encore avec nostalgie de l'époque britannique, qu'ils considéraient comme une période de prospérité et de confort. Les manifestations populaires organisées autour du cinquième congrès avaient attiré de nombreux habitants des campagnes venus exprimer leur loyauté envers le régime, ce qui avait donné un élan à un militantisme accru au sein même d'Aden. Les mesures drastiques de réduction des salaires du secteur public et des effectifs de la fonction publique en 1968 avaient contribué à réduire le déficit budgétaire, mais en 1972, il était clair que de nouvelles mesures d'austérité s'imposaient ; à la suite du Congrès, des manifestations de masse furent organisées à Aden par le NFPO en août 1972. Celles-ci avaient deux objectifs principaux : une nouvelle baisse des salaires du

secteur public et la demande de nationalisation du logement. Comme ces revendications avaient été soutenues par les dirigeants, elles furent accueillies favorablement et mises en œuvre. Les salaires, qui avaient déjà subi des baisses comprises entre 5 et 60 % en 1968, furent encore réduits d'un tiers à un taux forfaitaire. Tous les logements qui n'étaient pas occupés par leurs propriétaires furent nationalisés. Les manifestations de cette époque furent baptisées « les Sept Jours » et furent par la suite considérées avec un certain scepticisme, c'est le moins qu'on puisse dire.

5. La contre-révolution

Les ennemis attaquant les frontières ne manquaient pas : parmi eux figuraient les anciens sultans et émirs ainsi que d'autres dirigeants dépossédés par l'effondrement de la Fédération, l'ancienne bourgeoisie d'Aden dont les membres avaient rejoint soit le FLOSY, soit les vestiges du SAL, le régime saoudien, ainsi que l'imam yéménite et ses partisans. À ceux-ci s'ajoutaient les républicains de droite qui avaient accédé au pouvoir dans la République arabe du Yémen (YAR) en alliance avec les partisans de l'imam en 1970.

Dès février 1968, les premières attaques furent lancées depuis l'autre côté de la frontière à Bayhan, sous la houlette de l'ancien Sharif, qui comptait parmi les opposants les plus actifs au nouveau régime. Il bénéficiait d'un soutien solide de la part de l'Arabie saoudite et des royalistes de la République arabe du Yémen, qu'il avait aidés en facilitant l'acheminement de ravitaillements au cours des premières années de la guerre civile, alors qu'il était encore au pouvoir. En juin et juillet de la même année, d'autres attaques menées dans le deuxième gouvernorat, près de Dhali', échouèrent, mais dans le quatrième gouvernorat, elles furent plus fructueuses : les contre-révolutionnaires réussirent en effet à occuper Sa'id, une ville importante de l'ancien territoire d'Aulaqi, située à une certaine distance de la frontière mais constituant une position facile à tenir. Les combats furent violents et incessants et, début août 1968, le commandant des forces de sécurité du PRSY fit défection au profit de la RAR avec ses hommes et ses armes, portant ainsi un coup dur au régime. Le NLF réagit à ces attaques par une mobilisation massive de ses forces et en armant ses citoyens ; l'armée et les militants du NLF réussirent à repousser l'offensive, à reprendre Sa'id le 10 août et à repousser les rebelles de l'autre côté de la frontière.

Les combats reprirent à Bayhan en octobre et furent quasi permanents au cours des années suivantes. Dès le début de l'année 1969, le régime de la RAR apporta un soutien généreux, sous forme d'armes, de formation et d'hébergement, aux vestiges du FLOSY dans leur lutte contre le FLN. En novembre 1969, juste après la nationalisation des avoirs étrangers dans la PRSY, les Saoudiens lancèrent une attaque de grande envergure contre Wadi', un avant-poste désertique de la PRSY,

que les forces saoudiennes occupèrent et refusent depuis de céder ; les revendications et contre-revendications concernant Wadi' se poursuivent. En mars 1970, dans une nouvelle tentative de renverser le régime, Salim al Kindi, un membre de droite mécontent du NLF qui avait été exclu en juin 1969, a mené une révolte armée dans les deuxième, troisième et quatrième gouvernorats. Il a été arrêté en possession de documents indiquant ses liens avec l'Arabie saoudite. En octobre de la même année, il a été exécuté avec six de ses camarades après avoir été jugé pour sabotage. ^[103]

Des affrontements armés à la frontière se sont poursuivis jusqu'au début de l'année 1973 à divers endroits entre la RAR et la RPDY, ainsi que dans les zones les plus accessibles de la frontière entre la RPDY et l'Arabie saoudite. La frontière orientale avec Oman constituait également une menace constante, car elle était utilisée par le PFLOAG, qui acheminait ses ravitaillements et assurait ses communications internationales via la RPDY. Les difficultés incessantes ont culminé en mai 1972, lorsque des avions pilotés par des Britanniques, venant en soutien au Sultanat d'Oman, ont bombardé un village frontalier, causant des dégâts considérables. Cette action se voulait à la fois un avertissement à la RDPY et un moyen de dissuasion à l'encontre du PFLOAG. Cette frontière isolée constituait une source supplémentaire de problèmes dont le régime se serait bien passé.

Les difficultés rencontrées par le régime étaient telles qu'au début de l'année 1971, le ministre de la Défense, Ali Nasser Mohammed, tenta de négocier avec A.Q. Makkawi, de la FLOSY, dans le but de persuader cette dernière de mettre au moins fin aux hostilités contre le nouveau régime. Ces négociations échouèrent. Outre les affrontements armés aux frontières et les révoltes fomentées dans certaines régions du pays, le régime dut également faire face à des menaces pesant sur la vie de ses dirigeants, comme ce fut le cas en 1972 lors d'une tentative d'assassinat contre Ali Nasser, alors Premier ministre.

En décembre 1970, une guerre de propagande avait éclaté avec le lancement de la radio « Voix du Sud libre », porte-parole de l'Armée de libération nationale. Elle diffusait depuis une ancienne station prêtée par des royalistes du Yémen du Nord. Elle se spécialisait dans les communiqués militaires revendiquant des victoires spectaculaires – et généralement inventées de toutes pièces – sur le NLF, ainsi que dans les calomnies à l'encontre du régime, qu'elle accusait d'athéisme et d'autres comportements antimusulmans. Dans certains cas, ces émissions ont su exploiter avec succès les craintes que beaucoup éprouvaient pour leurs traditions et leurs coutumes, en flattant les préjugés traditionnels et en déformant habilement les politiques du NLF. On le voit dans l'exemple suivant d'une émission consacrée à la politique du NLF à l'égard des femmes. Ils ont déformé cette politique pour la rendre des plus choquantes aux yeux des croyants

traditionalistes, et ils ont fait appel aux notions d'honneur, de honte et de loyauté pour discréditer la politique du gouvernement :

« Que veulent-ils dire par “accorder aux femmes l'égalité des droits” ? L'islam définissait la relation des femmes avec les hommes... Mais aujourd'hui, le marxisme a détruit ce fondement. Il a fait de l'égalité des femmes avec les hommes une source de péché et de débauche. Le mariage et la préservation de sa chasteté constituent, selon la vision marxiste, une contradiction avec le principe de progrès et le signe d'une société arriérée et réactionnaire. L'égalité à laquelle fait référence le gouvernement à la solde d'Aden signifie que les femmes doivent se mêler aux hommes et vivre ensemble... Ils veulent que les femmes apparaissent à demi nues dans les rues, les cinémas, les clubs et les lieux de débauche au nom de l'émancipation, de la liberté et du progrès. Mon frère musulman du Sud, permettrais-tu à ta femme, à ta fille ou à ta sœur de se mêler aux hommes dans les lieux publics, alors qu'elles sont à demi nues ? Vas-tu laisser ton honneur être bafoué ? ... »^[104]

6. Relations avec la partie nord de la patrie

Comme nous l'avons vu, les relations entre la RDPY et la YAR se sont progressivement détériorées au cours des premières années de l'indépendance de la première. La YAR, après le retrait des troupes égyptiennes et de l'aide égyptienne fin 1967, a résisté au siège de Sanaa imposé par les royalistes, mais en 1968, l'aile droite du mouvement républicain a vaincu son aile gauche et, dès 1969, parvenait à un accord avec les vestiges des forces royalistes. Cela eut pour effet de préserver la république et d'empêcher le retour de l'imam, mais aussi de jeter les bases d'un régime de droite étroitement allié à l'Arabie saoudite, qui s'opposait alors farouchement au régime de la RDPY. Sanaa et Riyad soutenaient toutes deux des factions opposées au régime révolutionnaire : Riyad s'alignait sur les anciens dirigeants et la Ligue sud-arabienne, tandis que Sanaa soutenait le FLOSY et offrait refuge à de nombreux membres de l'ancienne bourgeoisie marchande d'Aden. En réaction à cela, la RDPY a soutenu l'aile gauche du mouvement républicain, qui est rapidement entrée en conflit armé ouvert avec le régime de Sanaa. Les relations entre Sanaa et Aden sont restées tendues malgré des tentatives pour les améliorer, la plus notable ayant eu lieu en novembre 1970 lorsque le Premier ministre de l'époque, Mohammed Ali Haitham, a rencontré des dirigeants du Nord à Ta'iz. À l'issue de cette rencontre, un communiqué conjoint fut publié à Sanaa et à Aden, annonçant la décision des deux gouvernements de prendre des mesures préliminaires en vue de la création d'une fédération des deux États, ainsi que la formation de comités conjoints, notamment pour la gestion de l'économie. Cela n'aboutit à rien, bien qu'en 1971, la plupart des incursions

frontalières provenaient d'Arabie saoudite, et que le dialogue entre les deux parties du Yémen se poursuivait.

Au début de l'année 1972, les relations entre les deux parties de la patrie ont pris un tournant nettement défavorable lorsque, en février, le cheikh Naji al-Ghadir, de la tribu des Khawlani, cheikh suprême de la fédération des Bakil, a été tué par les forces de la République démocratique populaire du Yémen (RDPY) près de Bayhan, en compagnie d'un certain nombre de ses partisans. Bien qu'il ne fût pas particulièrement apprécié par les autorités de Sanaa, la République arabe du Yémen (YAR) affirma qu'al Ghadir avait franchi la frontière à l'invitation du Sud pour des discussions, tandis que les autorités yéménites démocratiques déclarèrent qu'il s'agissait d'une incursion armée à laquelle leurs forces avaient répondu par des mesures de rétorsion. Les tentatives de négociation entre les deux camps échouèrent et les attaques verbales dégénérèrent en une intense guerre de propagande. Elles s'accompagnèrent d'un rassemblement de troupes le long de la frontière et, finalement, en septembre, une guerre ouverte éclata et dura deux semaines avant que les efforts de médiation menés par plusieurs États arabes ne parviennent à instaurer un cessez-le-feu. Le seul territoire à avoir changé de mains de manière durable fut l'île de Kamaran, que Sanaa contrôle depuis lors. Alors que les combats se poursuivaient, des réunions eurent lieu au Caire entre des représentants des deux parties et aboutirent à un accord sur la fin des hostilités, le retrait des forces, etc. À la surprise générale, les deux Premiers ministres, Muhsin al 'Ayni et Ali Nasser Mohammed, se sont rencontrés au Caire et ont signé un accord le 28 octobre 1972 « visant à créer un État unifié, réunissant les parties du Yémen, le Nord et le Sud »^[105]

Cette rencontre fut suivie, un mois plus tard, d'un sommet à Tripoli, au cours duquel les deux présidents, Abdul Rahman al Iryani et Salem Ruba'i Ali, se rencontrèrent et convinrent de l'unité dans un délai d'un an, de la formation de comités d'unité et d'un certain nombre de principes fondamentaux devant régir la nouvelle République yéménite. Au cours des mois suivants, les comités se réunirent fréquemment, mais leurs réunions devinrent progressivement sporadiques, aucun accord n'ayant été conclu et la situation au sein de la République arabe unifiée du Yémen (RAUY) restant politiquement instable. En juin 1974, l'armée prit le pouvoir et un nouveau président, Ibrahim al Hamdi, prit la tête du pays.

L'UPONF et la lutte pour le pouvoir (1975-1978)

Au milieu des années 1970, l'enthousiasme révolutionnaire s'était refroidi, même dans les campagnes ; les changements structurels majeurs dans le régime foncier et les rapports de production n'avaient pas apporté la richesse immédiate que

beaucoup avaient espérée, et le progrès économique n'était pas immédiatement perceptible. Malgré les réductions de salaires et les importantes subventions alimentaires, le coût de la vie augmentait et, surtout, la situation en matière d'approvisionnement se détériorait. Les paysans devenaient apathiques en raison des faibles rendements de la production, aggravés par le fonctionnement inefficace des nouvelles institutions agricoles, en particulier celles chargées de la distribution. Les restrictions à l'importation touchaient particulièrement les zones urbaines. Le désenchantement à l'égard du régime s'est accru et, au sein du NFPO, les politiques populistes des débuts ont fini par être associées à Salmine, tandis qu'une ligne plus orthodoxe émergeait sous la direction de l'idéologue Abdul Fattah Ismail, avec le soutien de cadres formés en Europe de l'Est qui souhaitaient des institutions plus formelles et moins de recours à la spontanéité. Ces facteurs ont exacerbé la rivalité entre les deux dirigeants, déjà manifeste dans les structures rivales que chacun avait mises en place : Abdul Fattah par le biais du NFPO et Salmine par le biais de ses institutions financières contrôlées par la présidence.

Le milieu des années 1970 a toutefois été moins marqué par les bouleversements que la période précédente ; la plupart des réformes législatives radicales avaient été menées à bien avec la loi sur la famille de janvier 1974, et la prochaine mesure législative sociale importante a vu le jour en janvier 1977 avec la loi limitant la consommation de qat' aux week-ends et aux jours fériés. C'est également en mai 1977 que la raffinerie a été cédée par BP au gouvernement d'un commun accord.

La sécurité s'est améliorée durant cette période, les exilés ne parvenant à mener que de rares opérations mineures à la frontière, tandis que les relations officielles entre la RDPY et la RYA se maintenaient à un niveau raisonnable. Des négociations ont été entamées avec l'Arabie saoudite et ont abouti à une reconnaissance diplomatique mutuelle en mars 1976. En 1975 eut lieu un important procès d'espions et d'agents infiltrés, au cours duquel les accusés furent condamnés à de lourdes peines de prison.^[106] Bien que la découverte de ce groupe ait montré que le régime était toujours menacé, le fait que ses ennemis ne comptaient plus provoquer sa chute par une attaque militaire directe témoignait d'une plus grande stabilité de celui-ci.

Le régime parvint progressivement à mettre en place des institutions administratives nationales malgré les difficultés imposées par la tradition et les insuffisances économiques et financières. Le premier plan triennal de développement n'a atteint que 77 % des dépenses prévues en raison de la pénurie de capitaux d'investissement : la nécessité d'une aide étrangère et sa provenance faisaient l'objet d'un débat permanent. Comme c'est souvent le cas, des divisions internes ont commencé à apparaître lorsque la menace venue de l'étranger s'est

atténuée et que la position internationale du pays s'est progressivement améliorée.

1. Le Congrès de l'unification

Plusieurs congrès politiques se sont tenus en 1975. En mars, le sixième congrès de la NFPO a entériné la décision de s'unir aux baasistes et aux communistes ; il a également porté l'effectif du Comité central à 41 membres et celui du Bureau politique à 9 membres. Comme nous l'avons vu, les relations entre la NFPO, Tali'a (baasistes) et l'Organisation de la jeunesse salafiste (communistes) étaient étroites depuis la « Mouissance corrective » et les négociations en vue de l'unité s'étaient développées progressivement. Le Congrès d'unification a été l'occasion de la fusion officielle des trois organisations, après que chacune eut tenu son propre congrès.

Le sixième congrès du NFPO et le Congrès d'unification qui a suivi se sont tous deux déroulés dans une atmosphère bien plus tendue que les réunions précédentes. Les réformes introduites par le régime n'avaient pas entraîné d'améliorations immédiates et perceptibles du niveau de vie, et l'enthousiasme populaire pour le régime avait décliné. La formalisation de la vie politique, avec la formation des cadres à l'École supérieure du socialisme scientifique fondée en 1972 et dans ses antennes, ainsi que dans les pays socialistes, a progressivement éloigné les cadres des citoyens ordinaires, dont la politisation s'était principalement opérée à travers les expériences des travailleurs migrants face au développement des pays voisins de la péninsule, où le boom pétrolier commençait, et non par l'analyse des conditions spécifiques au Yémen démocratique.

Pour une analyse plus détaillée du qat, voir le chapitre 5.

Le Congrès d'unification s'est tenu en octobre 1975 et a baptisé la nouvelle organisation « Organisation politique unifiée, le Front national » (UPONF). Il a défini son rôle comme suit :

« L'Organisation politique unifiée, le Front national, dans notre pays, marque une étape de transition vers la création d'un parti d'avant-garde au Yémen démocratique ; c'est un instrument de la révolution démocratique nationale s'inscrivant dans le cadre général d'une large alliance de classe entre toutes les forces sociales-démocrates qui ont un intérêt réel dans la révolution démocratique nationale, à savoir les ouvriers, les paysans, les soldats, les intellectuels révolutionnaires et la petite bourgeoisie... La révolution dans notre pays est plus que jamais convaincue que le parti d'avant-garde est la seule garantie que la révolution sera conduite vers la réalisation de ses objectifs à long terme et immédiats. Ainsi, œuvrer à la création du parti d'avant-garde au sein

de la RDPY est une tâche fondamentale. Ce sera une direction armée de l'idéologie socialiste scientifique. »^[107]

Cette déclaration montre clairement que les dirigeants politiques considéraient, au milieu des années 1970, l'organisation politique comme une étape vers un parti socialiste ; elle témoigne également de leur engagement continu envers le socialisme scientifique, engagement déjà manifeste dans leurs déclarations antérieures. Dans le monde arabe, cette insistance sur le rôle directeur d'un parti est unique.

Le congrès a réaffirmé les orientations des congrès précédents sur les plans politique, économique et social, ainsi qu'en matière de politique étrangère, et peu de changements de ligne ont été perceptibles ; un changement en matière de politique étrangère a mis en évidence les efforts du régime pour améliorer ses relations avec ses voisins, et reflétait en particulier ce qui était à l'époque des négociations secrètes avec l'Arabie saoudite. Il n'y eut pas d'attaque directe contre les États arabes réactionnaires, comme cela avait été le cas lors de précédentes occasions. Il s'agissait toutefois d'un compromis très mineur, car le soutien à la lutte armée menée par le Front populaire de libération d'Oman (qui avait succédé en 1974 au Front populaire de libération d'Oman et du golfe Persique) se poursuivait, bien que celui-ci subît de très graves revers militaires au moment du congrès. Le Congrès réaffirma également son appel à la création d'un « front arabe progressiste interne qui unifiera la lutte commune contre l'impérialisme, la réaction arabe et le sionisme »^[108] ainsi que son soutien aux « groupes nationaux-démocratiques dans leur lutte contre les forces réactionnaires, pour l'établissement de régimes nationaux-démocratiques... et... la lutte des forces progressistes et des mouvements ouvriers arabes »,^[109] ce qui a compensé l'absence d'attaque directe contre la réaction.

Le principal changement idéologique révélé lors du Congrès d'unification fut un changement d'attitude envers la petite bourgeoisie. Alors qu'elle avait été violemment attaquée en 1968, elle avait été ignorée en 1972. En 1975, la philosophie économique de l'UPONF « ne repose pas sur la propriété privée, mais sur la propriété publique représentée par le secteur public géré par notre régime national-démocratique. Mais la propriété publique, par le biais du secteur public, n'empêche pas d'autres formes de propriété. »^[110] Cette déclaration reconnaît implicitement le rôle du secteur privé dans la construction du pays, et est renforcée dans le Programme qui stipule que « la possibilité doit être donnée aux capitalistes nationaux de participer activement à la construction de notre pays et de contribuer à la création d'une économie nationale agricole et industrielle productive sous la direction du secteur public. La révolution encouragera et

défendra tous les projets industriels mis en place dans le secteur privé et le secteur mixte dans le cadre du plan de développement. »^[111]

Ce changement a effectivement mis en évidence à quel point le manque de capitaux avait freiné la mise en œuvre du premier plan de développement, ainsi que la volonté du régime de mobiliser le soutien de la population à plus grande échelle.

La question du fossé entre les zones urbaines et rurales fut à nouveau soulevée : « La priorité sur le plan social est de transformer rapidement le visage de la vie sociale à la campagne en dotant nos campagnes yéménites des éléments essentiels à la vie moderne ; cela implique d'étendre le réseau routier et les moyens de communication modernes, de mettre en place des infrastructures médicales, d'électrifier les villages isolés, de démocratiser l'éducation, de construire des écoles primaires et préparatoires et de former davantage de cadres enseignants locaux. »^[112] Malgré la réaffirmation de ces objectifs, peu d'améliorations étaient encore visibles dans les zones rurales et les hommes des campagnes étaient plus nombreux que jamais à émigrer vers les États riches en pétrole de la Péninsule, au mépris de l'interdiction d'émigration imposée en 1974. Le souci de la situation rurale n'a pas non plus freiné l'urbanisation des hommes politiques.

2. Déclin et chute de Salmine : les événements du 26 juin

L'UPONF était une organisation très différente de la gauche du NLF qui avait pris le pouvoir en juin 1969 ou de celle qui avait dominé le quatrième congrès en 1968. Au fil des nombreuses luttes auxquelles elle avait survécu en sept ans, ses cadres étaient devenus un groupe dirigeant soucieux autant de conserver le pouvoir que de maintenir la combativité. Ils s'étaient habitués à vivre à Aden et aux confort de la vie de bureau, renversant dans la pratique, mais pas en théorie, la position initiale de l'organisation qui privilégiait les zones rurales. Bien qu'Aden fût au départ une ville conquise où l'on ne se sentait pas à l'aise, les cadres de l'UPONF s'y sont rapidement habitués et sont devenus de plus en plus sensibles aux revendications de la population urbaine. Les visites des dirigeants dans les zones rurales défavorisées devinrent à la fois plus rares et plus courtes, à l'exception de Salmine, dont l'engagement envers la population rurale restait une priorité.

Entre 1975 et 1978, la lutte pour le pouvoir entre les deux factions clairement identifiables s'intensifia : celle dirigée par Salmine sera ici qualifiée de « populiste », tandis que l'autre, dirigée par Abdul Fattah Ismail, sera qualifiée de « formaliste ». Aucune de ces étiquettes n'est satisfaisante, et j'espère que la description de leurs styles politiques respectifs sera plus utile au lecteur ; toutefois, ces étiquettes permettront d'éviter l'utilisation des termes « maoïste » et « pro-

soviétique », qui sont à mon sens à la fois incorrects et trompeurs, en plus d'être chargés idéologiquement. Il n'existe pas deux visions identiques du socialisme, et les idéaux des révolutionnaires yéménites ne devraient certainement pas être étiquetés à la légère.

Toute réduction de la structure sociale yéménite à une description des classes au sens européen ne peut qu'être erronée. Les différentes strates de la structure sociale yéménite restent fondamentalement précapitalistes, car les rapports de production sont ceux d'une structure économique sous-développée, liée aux pressions de l'économie mondiale par le biais des relations commerciales et de la migration de main-d'œuvre. Les classes au sens capitaliste n'existent pas en tant que formations sociales pleinement développées, et la terminologie propre aux sociétés industrielles ne peut qu'être inadéquate, tandis que celle relative aux formations précapitalistes reste encore très provisoire.

Les divergences qui se sont développées entre les deux factions concernaient principalement les politiques intérieures, tant économiques que politiques. D'une part, la tendance populiste dirigée par Salmine reposait sur une philosophie bien résumée dans un éditorial de 1968 publié dans *al Sharara*, l'organe du FLN de Mukalla :

« ... des cris d'indignation s'élèveront des rangs de la petite bourgeoisie, effrayée et hésitante : mais où sont les cadres compétents ? Par "cadres compétents", ils entendent les titulaires de diplômes universitaires. À cela, nous répondrons franchement : nous n'avons pas besoin de la compétence bourgeoise, mais plutôt de travailleurs dévoués. Car la grande expérience historique des conseils ouvriers est là pour prouver que les masses ouvrières peuvent se gouverner elles-mêmes sans difficultés, sans bureaucratie et sans "compétence" bourgeoise. » [\[113\]](#)

Salmine s'appuyait sur des militants dévoués dont la compétence n'était pas toujours avérée, et sa méfiance envers la bureaucratie le conduisait souvent à tenter de contourner les institutions que les formalistes s'efforçaient de mettre en place pour consolider l'État centralisé, telles que les ministères et leurs antennes régionales, ainsi que certaines sections locales de l'organisation politique. De même, comme nous l'avons vu, Salmine soutenait la campagne contre la ville : il n'avait guère confiance politique dans les Adenis et se méfiait de l'effet que le confort urbain exerçait sur les militants, les transformant en bureaucrates. Il préférait les passionnés dont il autorisait et finançait souvent directement les idées et les projets, sans analyse détaillée ni consultation du ministère concerné.

Après sa chute, un observateur étranger l'a décrit en ces termes :

« Salem Robea Ali croyait en une approche éthique du travail politique et administratif : il pensait que la ville, avec ses commodités et ses

climatiseurs, avait corrompu les fonctionnaires. En revanche, il avait foi en l'esprit révolutionnaire des masses, qui pouvait servir à contrer la nouvelle élite privilégiée et à inspirer des programmes de développement. Les manifestations de masse de 1972 visaient précisément à mobiliser les masses paysannes contre une élite urbaine, et en matière administrative, il croyait moins aux structures décisionnelles formelles et à l'expertise qu'à la nomination, à des postes à responsabilité, de personnes d'origine paysanne ou ouvrière et animées d'un engagement politique. Il s'opposait à la croissance d'organisations formellement structurées au sein du parti ou de l'État et y faisait face en promouvant des individus de son choix en qui il avait personnellement confiance. Sa force résidait dans sa popularité à la campagne et dans sa vision révolutionnaire ; personne ne l'a jamais soupçonné personnellement de corruption ni de mener une vie aisée. Il parcourait inlassablement le pays et s'efforçait de se tenir informé de tous les aspects de la vie publique. »^[114]

À mesure que l'UPONF s'institutionnalisait et s'installait dans la complaisance, les éléments et les tendances encouragés par Salmine étaient considérés avec une hostilité croissante par les cadres à plein temps en pleine ascension. Dans le même temps, les difficultés économiques ont nui à la popularité personnelle de Salmine. L'intensification de la lutte pour le pouvoir s'est accompagnée d'un certain nombre de mesures visant à contrôler la population, qui était de plus en plus exclue du débat politique. Dans les milieux internationaux, la plus notoire d'entre elles fut la loi « anti-fraternisation » de 1975, qui limitait les contacts entre Yéménites et étrangers et visait à empêcher le recrutement d'espions. Les forces de sécurité surveillaient également de près la population, principalement dans les zones urbaines, ce qui témoignait du manque de confiance qui s'était installé entre les dirigeants et les masses. Cependant, le régime n'était pas particulièrement répressif, contrairement à ce qu'affirmait la propagande, qui était – et est toujours – largement crue à l'étranger.^[115] Il n'y a jamais eu des milliers de personnes détenues dans des camps de concentration, comme certains en Occident aimaient à le prétendre, et la torture n'était pas non plus généralisée. La plupart des ennemis du régime se trouvaient à l'étranger et ceux qui étaient en prison, à l'exception de quelques dirigeants mineurs de l'ancienne Fédération qui ont été libérés après avoir purgé leur peine, étaient des dissidents du FNLD lui-même. Si les conditions de détention en RDPY sont sans doute inconfortables, elles ne sont pas pires que les conditions de vie dans les zones rurales les plus reculées. Plusieurs raisons expliquent pourquoi la répression de masse ou la violence d'État n'ont pas constitué, et ne constituent toujours pas, une caractéristique marquante de la vie. Malgré l'interdiction officielle d'émigrer, tout homme valide qui en a la

volonté peut émigrer, que ce soit pour des raisons politiques ou économiques. Il convient également de noter qu'un pays doté d'une population aussi réduite et confronté à une pénurie de main-d'œuvre a peu de chances de gaspiller des travailleurs potentiellement productifs en les enfermant *en masse*, comme l'ont affirmé certaines campagnes de propagande noire. Cela ne revient pas à affirmer que la RDPY a un bilan en matière de droits de l'homme irréprochable. Il ne fait aucun doute qu'au début des années 1970, de nombreux abus ont eu lieu, notamment la « disparition » d'un certain nombre de dissidents politiques et l'emprisonnement sans procès d'autres personnes. À mesure que le régime a mûri, de tels cas sont devenus moins fréquents et, dans les années 1980, ils sont devenus rares. La plupart des prisonniers politiques ont été libérés au début des années 1980.

Tout au long des années 1970, diverses influences ont marqué l'évolution politique. Dans sa quête d'une voie socialiste vers le développement, la direction du pays s'est également attachée à former des cadres, avec l'aide de différents pays socialistes. La gestion prudente de la crise sino-soviétique par la direction a permis au pays de bénéficier de l'aide des deux camps, malgré le virage à droite de la politique étrangère chinoise intervenu au début des années 1970. Des experts et des techniciens d'Europe de l'Est sont arrivés pour aider le gouvernement dans la planification et dans divers projets économiques, tandis que les Chinois ont construit la principale route transrégionale reliant l'Hadramaut à Aden et ont apporté leur aide dans le cadre de projets sanitaires et industriels. Au sein de la population, les Chinois, modestes et amicaux, restent de loin plus populaires que les Européens de l'Est. Certains Yéménites se sont rendus en Chine pour suivre des formations de courte ou de longue durée, mais ils ont été plus nombreux à se rendre dans les pays d'Europe de l'Est, ce qui a eu une influence qui a commencé à se faire sentir à partir du milieu des années 1970, lorsque les étudiants sont rentrés en grand nombre. Ayant passé au moins cinq ans à l'étranger, les conditions dans lesquelles ils avaient vécu et étudié ont influencé leurs idées sur le développement et sur la meilleure façon de résoudre les problèmes du pays.

Avec la diminution des menaces militaires aux frontières, le régime a pu consacrer son énergie à l'économie. Bien qu'à cette époque le taux de croissance fût élevé et que le premier plan quinquennal eût enregistré des résultats remarquables, des problèmes persistaient. Les difficultés rencontrées dans l'agriculture et la pêche n'étaient pas encore statistiquement perceptibles, mais les membres des coopératives de ces deux secteurs souffraient gravement de la négligence dont ils faisaient l'objet et constataient que leur travail était exploité au profit des citoyens et du secteur public, ce qui a conduit à leur désenchantement vis-à-vis des réformes qu'ils avaient initialement soutenues. Le régime se préoccupait avant tout de la production et de la consolidation des institutions, ce

qui impliquait d'ignorer les petits producteurs et d'encourager la production à grande échelle, qui promettait à l'époque un succès statistique. Les paysans et les pêcheurs des villages se sont ainsi retrouvés pris dans la lutte pour le pouvoir tandis que leurs conditions de vie réelles se détérioraient.

L'expansion économique et les grands projets ont été lancés grâce à un financement étranger croissant. Le milieu des années 1970 a été marqué par une augmentation de l'aide étrangère jusqu'à un niveau raisonnable, grâce au soutien des Nations Unies et de l'Association internationale de développement de la Banque mondiale, qui avait prêté plus de 30 millions de schillings en 1975. Alors que le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe aidait la RDPY depuis 1971, le premier prêt du Fonds arabe remonte à 1974, celui du Fonds d'Abou Dhabi à 1976 et celui du Fonds saoudien à 1977. Ce dernier prêt reflétait l'amélioration des relations entre la RDPY et l'Arabie saoudite à cette époque.

Certains ont suggéré que cela indiquait un virage à droite de la part de la RDPY, mais cela n'était qu'un vœu pieux. La seule question sur laquelle il existait des « preuves » à l'appui de ces accusations était celle de la révolution omanaise. Mais en réalité, le Yémen démocratique n'a fait aucune concession substantielle sur ce point car, malgré un soutien matériel et moral considérable de la part de la RDPY, le Front populaire de libération d'Oman (FPLO) avait été effectivement vaincu sur le champ de bataille dès la fin de l'année 1975, bien avant que la RDPY ne reconnaisse l'Arabie saoudite. La RDPY a continué à apporter un soutien matériel et diplomatique au FPLO jusqu'au bout et même au-delà.

La politique intérieure était dominée par la lutte entre les deux factions, et la montée en puissance des formalistes s'est progressivement affirmée. Alors que les nouvelles structures étatiques se consolidaient et que la qualité de leur administration s'améliorait lentement dans tout le pays, les institutions parallèles plus spontanées, telles que les comités agricoles que Salmine avait créés sous son contrôle direct pour contrer la bureaucratie grandissante, perdaient de leur pouvoir. Fin 1977 et début 1978, les réunions du Comité central de l'UPONF ont souligné la nécessité d'agir par le biais des institutions et des ministères existants, ce qui a réduit les pouvoirs de Salmine. En mars 1978, Salmine tenta de renforcer sa position au sein de l'armée, mais cette manœuvre fut contrecarrée lorsque Abdul Fattah Ismail nomma Husayn Qumatah, commandant de la milice et fervent partisan de ce dernier, au comité spécial chargé de la réorganisation des forces armées.

Ces succès de la politique formaliste se sont accompagnés d'une démocratisation apparente, avec la tenue des premières élections depuis l'indépendance. Comme je l'ai déjà souligné, le premier Conseil populaire suprême avait été nommé en 1971, et les autres conseils populaires élus promis au début des années 1970 ne

s'étaient pas concrétisés. Cependant, grâce à une plus grande stabilité, le régime s'est senti en mesure d'organiser des élections pour les Conseils populaires locaux. Les premières ont eu lieu à titre expérimental dans le cinquième gouvernorat en octobre 1976 ; ce succès ayant été au rendez-vous, le reste du pays a élu ses Conseils populaires locaux en novembre 1977 dans une véritable ambiance de fête. La participation populaire a été très forte et, pour la plupart des hommes et toutes les femmes, il s'agissait des premières élections auxquelles ils avaient jamais pris part ; les espoirs étaient grands quant à la capacité des nouveaux conseils à s'attaquer activement aux problèmes locaux.

La création de l'UPONF avait déjà porté un coup aux populistes, car elle incluait les communistes et les baasistes, dont les structures organisationnelles étaient centralistes. Ceux-ci s'étaient alliés aux formalistes au sein de la NFPO ; par conséquent, au sein de l'UPONF, cette tendance était plus fortement représentée que celle des populistes plus spontanés. Le congrès de l'UPONF avait décidé qu'un *Parti d'avant-garde d'un nouveau type* devait être créé en 1978 ; on s'attendait à ce qu'il renforce encore la centralisation de tous les aspects de la vie collective. Salmine s'opposa à cette évolution, car elle aurait sapé sa position et détruit de fait ses structures parallèles de militants.

Le 11 octobre 1977, la position de Salmine fut encore affaiblie par l'anniversaire de la révolution. Selon des rumeurs largement répandues, au moment de son assassinat, lui et Salmine étaient sur le point de signer un accord d'unité qui aurait contribué à l'anniversaire de la révolution. Selon des rumeurs largement répandues, au moment de son assassinat, lui et Salmine étaient sur le point de signer un accord d'unité qui leur aurait permis à tous deux de consolider leur propre base de pouvoir aux dépens de leurs rivaux internes. On a affirmé que ce traité se serait fait au détriment de ceux qui œuvraient pour un parti formaliste au sein du Yémen démocratique et aurait orienté la politique loin du socialisme traditionnel envisagé par ses rivaux, pour s'orienter vers des concessions et une coopération avec les États politiquement réactionnaires ; il est difficile d'évaluer la véracité de ces accusations.

L'explosion eut lieu le 26 juin 1978. Le 24, le successeur de Hamdi à Sanaa, al-Ghashmi^[6], fut assassiné à Sanaa, vraisemblablement par une bombe transportée par un envoyé officiel du Yémen démocratique. Les rivaux de Salmine se servirent de cet événement comme prétexte pour éliminer Salmine de la scène politique. Après une journée de « négociations » infructueuses, les combats ont éclaté le matin du 26 juin à Aden. Salmine et certains de ses partisans ont été assiégés dans le palais présidentiel, qui a été la cible de bombardements aériens ainsi que d'autres attaques. Les forces qui le soutenaient ailleurs dans le pays étaient insuffisantes pour renverser la situation et, en fin de journée, il a été capturé, jugé

sommairement et exécuté avec deux de ses plus proches collaborateurs. Je ne comprends pas bien pourquoi on ne lui a pas permis de se retirer à l'étranger, comme ce fut le cas plus tard pour son successeur.

Selon la version officielle, une réunion extraordinaire du Comité central de l'UPONF a été convoquée dans la soirée du 25 juin pour discuter de l'assassinat d'al-Ghashmi. Salmine a refusé d'y assister mais a fini par démissionner, puis a tenté un coup d'État en bombardant la réunion au siège du Comité central. En conséquence, le Comité a ordonné aux institutions militaires de maîtriser la situation. Après des combats le 26^e, Salmine et deux de ses collaborateurs se sont finalement rendus ; ils ont été jugés par un tribunal spécial et condamnés à mort par fusillade. La sentence a été exécutée immédiatement après avoir été approuvée par le Conseil présidentiel.^[116]

Un nouveau Conseil présidentiel composé de cinq membres fut nommé, avec Ali Nasser Mohammed à sa tête.^[117] Les partisans de Salmine au sein du Comité central furent exclus et, au cours des semaines suivantes, certains membres du parti et autres responsables de l'État à travers le pays furent démis de leurs fonctions et certains d'entre eux emprisonnés ; à la fin de l'année, la plupart furent libérés. D'autres proches et partisans émigrèrent, trouvant pour la plupart refuge en République arabe du Yémen (RAY).

Comme il est d'usage dans de tels cas, Salmine fut tenu pour responsable de tous les problèmes du pays, et sa politique fut par la suite officiellement qualifiée de « gauche aventuriste et opportuniste » ; quant aux semaines qui suivirent sa chute, aucun discours officiel ne fut prononcé sans qu'il ne soit accusé de déviationnisme. La réunion du Comité central du 28 juin fournit l'analyse officielle la plus complète de sa « position déviationniste » :

« Tantôt il revêtait le masque de l'extrême gauche devant les avant-gardes démocratiques ; tantôt il revêtait de manière exagérée le masque d'un prétendu réalisme. Il s'est opposé à l'unité des groupes d'action nationale démocratique, que nous considérons comme une première étape fondamentale vers la création du tout nouveau parti. [Sur le plan économique]... il a tenté de semer la confusion parmi tous les groupes capables, au stade actuel de la révolution démocratique nationale, de mobiliser leur potentiel pour la construction de l'économie nationale afin de constituer les fondements matériels de la construction ultérieure... En matière de politique étrangère, il a adopté une attitude réactionnaire envers les mouvements révolutionnaires arabes et mondiaux... Sur la scène nationale yéménite, il a tenté d'entraîner à nouveau notre peuple yéménite dans une guerre civile... »^[118]

Comme nous l'avons vu, certaines des critiques adressées à Salmine étaient justifiées, mais ces accusations visaient à obtenir le soutien populaire en faveur de son exécution, qui avait été très mal accueillie par la population. Salmine avait sans aucun doute été un dirigeant populaire et, après son exécution, le chagrin se lisait ouvertement sur les visages des gens ordinaires du pays. Son approche pragmatique et pro-arabe contrastait fortement avec les positions idéologiques rigides d'Abdul Fattah, considéré comme le nouvel homme fort. La popularité de Salmine était manifestement liée à sa politique populiste et à ses tournées incessantes, même dans les régions les plus reculées du pays. À mon sens, son échec n'est pas dû en premier lieu à des politiques intrinsèquement erronées, mais plutôt à une vision trop optimiste et idéaliste. Au sein d'une population très fortement politisée, son recours à l'initiative locale aurait pu aboutir sans déboucher sur une « déviation individualiste », mais dans un pays où la politique socialiste n'avait guère plus de dix ans et où la majorité de la population était analphabète, le succès aurait été un miracle. De plus, et surtout, l'une des principales réalisations du régime a été d'amorcer la transformation d'un territoire et d'un peuple fragmentés en une nation, et les politiques de Salmine, par leur mode de mise en œuvre, ont remis en cause ce processus historiquement nécessaire. J'espère que, dans les années à venir, son rôle au cours des dix premières années de l'histoire du pays sera examiné avec davantage de bienveillance et d'objectivité, dans un esprit positif de critique constructive. On constate d'ores et déjà que, s'il a fait l'objet de diffamations lors du premier congrès du YSP en octobre 1978, celles-ci s'étaient atténuées au moment du congrès extraordinaire de 1980.

Salmine fut la figure la plus importante de la première décennie d'indépendance. Bien que la majeure partie de cette période ait été entachée par la lutte entre des politiques contradictoires et la lutte pour la survie du régime, bon nombre des premières réformes révolutionnaires portent sa marque et ont eu une influence durable sur le développement du pays. Dans l'ensemble, les réalisations de cette période comprenaient la défaite des forces contre-révolutionnaires tant à l'intérieur du pays qu'aux frontières, ainsi qu'un renforcement de la position internationale de la RPDY. Parti d'une situation d'isolement local quasi total, le régime avait, à la fin des années 1970, été reconnu par la plupart de ses voisins, y compris l'Arabie saoudite, dont l'hostilité initiale avait été intense. Il avait acquis une position de premier plan et s'était imposé comme une référence sur la question palestinienne ; en 1977, il tentait de s'affirmer en tant que puissance régionale. En mars, lors d'une visite du dirigeant cubain Fidel Castro, les tentatives visant à créer une alliance d'États progressistes dans la région échouèrent car elles incluaient à la fois l'Éthiopie et la Somalie, qui étaient déjà en conflit, bien qu'une guerre ouverte entre les deux pays n'ait éclaté que plus tard dans l'année.

Cependant, une conférence des États de la mer Rouge réunit en mars les dirigeants de la RDPY, de la RY, du Soudan et de la Somalie pour discuter de la sécurité de la mer Rouge.

Sur le plan intérieur, ces dix années ont été marquées par la consolidation du régime et la création d'une infrastructure nationale à tous les niveaux, allant des routes à une culture commune, en passant par l'intégration matérielle et sociale des différentes parties du pays : un réseau de communications a commencé à voir le jour, les écoles se sont généralisées avec un programme scolaire commun, les services de santé se sont développés, la radio d'Aden a couvert l'ensemble du pays et le réseau de télévision a commencé à s'étendre au-delà d'Aden. Sur le plan administratif, des structures centralistes se sont développées au détriment du populisme de Salmine, tandis que, sur le plan économique, les nouveaux moyens de production socialisés ont contribué au développement de nouvelles relations et structures économiques, malgré les difficultés émergentes.

Robert Moss, de l'Institute for the Study of Conflict, est un auteur bien connu du *Daily Telegraph* ; un exemple de ses articles a été publié le 23 octobre 1978. Il va même jusqu'à affirmer que des troupes éthiopiennes étaient stationnées à Bayhan !

Chapitre IV : L'État dans les années 1980

La période qui a suivi la chute de Salmine a été marquée par la consolidation des acquis des années 1970. Bien que la contre-révolution eût été vaincue militairement dès le milieu des années 1970, les forces armées continuaient de jouer un rôle important, les affrontements à la frontière omanaise s'étant poursuivis jusqu'en 1982, date à laquelle un accord fut conclu entre les deux États ; parallèlement, en 1979, une guerre ouverte éclata à nouveau avec la République arabe du Yémen (RAY). Sur le plan intérieur, les principaux problèmes pour la population concernaient l'économie et l'évolution de la politique sociale, tandis que les dirigeants restaient en proie à de nombreux désaccords.

La présidence d'Abdul Fattah Ismail

Bien qu'il ne soit resté président que moins de deux ans, Abdul Fattah Ismail a joué un rôle très important dans la politique du Yémen démocratique tout au long des années 1970, et les problèmes liés à sa présidence doivent être examinés à la lumière de son rôle idéologique au cours de la période antérieure. En 1978, à la

suite des événements dramatiques du 26 juin, le premier congrès du Parti socialiste yéménite a constitué l'événement majeur.

1. Le premier congrès du Parti socialiste yéménite (PSY)

Comme nous l'avons vu, l'un des principaux points de désaccord entre Salmine et Abdul Fattah Ismail concernait le rôle de l'organisation politique, et l'élimination de Salmine a ouvert la voie à la transformation de l'UPONF en Parti socialiste yéménite, dont le congrès fondateur s'est tenu en octobre 1978. Il n'y eut pas de changements substantiels dans la ligne politique. En matière de politique étrangère, par exemple, ce congrès réaffirma son soutien sans réserve au Front populaire pour la libération d'Oman, bien que celui-ci eût cessé d'être une force significative et que des tentatives de médiation eussent déjà été entreprises entre la RPDY et Oman. Sur le plan économique, le congrès a débattu des principaux problèmes de l'époque, à savoir ceux de l'approvisionnement et de la réorganisation des coopératives, et s'est montré plus explicite que les congrès précédents dans son encouragement au capital privé :

« [Le congrès] souligne l'importance de poursuivre la politique visant à promouvoir le secteur privé et à attirer les capitaux nationaux afin qu'ils participent aux secteurs de la production matérielle et contribuent aux projets de développement économique sur la base du plan de l'État. »^[119]

Les deux principales différences entre le YSP et son prédécesseur concernent le rôle du Parti et la question nationale yéménite ; cette dernière sera abordée ci-après, car elle est au cœur du rôle d'Abdul Fattah Ismail dans la politique yéménite. La transformation de l'UPONF en YSP s'est accompagnée d'une plus grande formalisation des statuts du Parti ainsi que d'un renforcement de son pouvoir dans la vie politique du pays. La Constitution de 1970 définissait le rôle de l'UPONF comme étant celui de diriger l'État. Ce congrès, décidant de fusionner la direction du Parti et celle de l'État, a réduit le nombre d'organes centraux de l'État et renforcé le rôle du Conseil des ministres. Cela s'est traduit par la suppression du Conseil présidentiel, remplacé par le Présidium du Conseil populaire suprême. Ces réformes devaient être mises en œuvre après l'entrée en fonction, en décembre 1978, du premier Conseil populaire suprême élu. La nouvelle Constitution a été approuvée le 31 octobre 1978 et définit le rôle du Parti comme suit :

« Le Parti socialiste yéménite, fort de la théorie du socialisme scientifique, est le chef de file et le guide de la société et de l'État. Il définit l'horizon général du développement de la société ainsi que la ligne de conduite de la politique intérieure et extérieure de l'État. Le Parti socialiste yéménite dirigera la lutte du peuple et de ses organisations de masse vers la victoire absolue de la stratégie de la

révolution yéménite et la réalisation des tâches de la phase de la révolution démocratique nationale en vue d'achever la construction du socialisme. »^[120]

Dans la pratique, cette extension de l'influence du Parti s'est étendue à son rôle dans l'ensemble de la société, les membres du Parti étant appelés à occuper des postes à responsabilité dans tous les secteurs.

Ils sont responsables tant envers le Parti qu'envers leur hiérarchie administrative et sont censés adopter une approche résolument militante dans leur travail.

Bien qu'Abdul Fattah Ismail fût secrétaire général de l'Organisation politique depuis 1968, ce fut la seule période durant laquelle son approche de la politique ne fut apparemment pas contestée ; à cet égard, il est intéressant d'examiner le rapport qu'il présenta au Congrès. Comme indiqué, il y eut peu de changements dans la politique, mais le langage utilisé à cette occasion était éloigné de la vie quotidienne et l'obscurité de sa prose le rendait clairement inaccessible aux Yéménites ordinaires ; sa distance par rapport au peuple constituait un problème majeur de son leadership. Sa pensée abstraite et son approche des problèmes montraient à quel point il était éloigné des préoccupations du peuple, comme le montre l'exemple suivant, tiré au hasard du rapport politique :

Dans toutes ses activités, le Parti est conscient du lien étroit qui existe entre la définition d'une ligne politique et la méthode de sa mise en œuvre. L'adoption de directives politiques ne suffisant pas à elle seule à atteindre cet objectif, les directives adoptées doivent être soutenues par un travail inlassable et une supervision rigoureuse. Le développement de méthodes de travail organisationnel est la principale garantie de l'harmonie entre l'adoption des décisions politiques et leur mise en œuvre pratique. Le respect de cette condition est le facteur principal permettant au Parti d'exercer son rôle de direction afin d'atteindre la réalisation maximale des objectifs de la révolution yéménite. »^[121]

Bien que le pays traversât encore la phase de la révolution nationale démocratique, le nouveau Parti visait « à transformer la société selon des principes révolutionnaires afin d'achever les tâches de la révolution nationale démocratique et d'opérer la transition vers la construction du socialisme », ^[122] et c'est pourquoi le Parti reçut ce nom : « l'objectif principal du Parti est la construction socialiste sur le sol yéménite. Le Parti socialiste yéménite, qui compte dans ses rangs toutes les forces d'avant-garde en lutte, est considéré comme le principal instrument de la construction de la société socialiste yéménite. »^[123]

Tous les partisans de Salmine avaient été exclus du Parti, et en particulier de ses instances dirigeantes. L'assemblée élit un Comité central de 51 membres et un Bureau politique de onze membres parmi les quelque 400 délégués au Congrès.

2. Principaux événements de la période

Le congrès du PSY a décidé des modifications à apporter à la Constitution, qui a été dûment amendée par le Conseil populaire suprême à la fin du mois d'octobre 1978. Il s'agissait de sa dernière réunion puisque, enfin, des élections au Conseil ont eu lieu en décembre 1978 pour élire ses 111 membres.^[124] Grâce au succès des élections aux Conseils populaires locaux de l'année précédente, le Parti estimait alors que son emprise sur le pays et sa capacité d'organisation étaient telles que des élections pouvaient avoir lieu. Si le système du parti unique empêchait la candidature d'autres partis, les électeurs se voyaient présenter des listes de candidats parmi lesquels ils devaient en choisir un certain nombre : sur les 111 élus, 40 n'étaient pas membres du Parti. Il est également intéressant de noter que les candidats se présentaient dans des circonscriptions avec lesquelles ils n'avaient aucun lien personnel particulier ; cette mesure visait à empêcher la réapparition de tendances tribalistes ou régionalistes au sein du gouvernement. Le Conseil populaire suprême se réunit environ quatre fois par an et est censé être réélu tous les cinq ans, mais les élections prévues en 1983 furent reportées jusqu'après le troisième congrès du YSP, prévu en octobre 1985.

Conformément à la nouvelle Constitution, le nouveau Conseil populaire suprême a élu Abdul Fattah Ismail à la présidence de son Présidium et a approuvé les nominations au Conseil des ministres, Ali Nasser conservant son poste de Premier ministre. À la suite des modifications constitutionnelles de 1978, la nouvelle structure du pouvoir dans le pays accorde une primauté évidente au PSY.

L'autorité suprême du Parti est le Congrès, qui se réunit tous les cinq ans ; le Congrès élit divers comités exécutifs et, en particulier, le Comité central, qui est l'instance la plus haute du Parti entre deux Congrès. Le Comité central désigne parmi ses membres le secrétaire général et le Bureau politique. La Constitution stipule que le secrétaire général du parti est le président du Présidium du Conseil suprême du peuple, lequel est élu au suffrage universel des adultes, par circonscription, à partir d'une liste de candidats approuvée par le Comité central du YSP. Le Conseil suprême du peuple se réunit quatre fois par an, promulgue les lois, ratifie les traités, examine et approuve les plans économiques. Il élit parmi ses membres le Premier ministre, qui présente le Conseil des ministres pour approbation par le Conseil suprême du peuple ; la majorité des membres du Conseil des ministres doit être composée de membres du Conseil suprême du peuple. Le Conseil suprême du peuple élit un Présidium de 11 à 17 membres, qui siège en permanence pour traiter les affaires lorsque le Conseil ne siège pas. Ce

Présidium représente le gouvernement, convoque les élections et joue le rôle de souverain constitutionnel.

Compte tenu du rôle dominant du Parti au sein de l'État, le Conseil populaire suprême ne dispose pas du pouvoir qu'il aurait pu avoir autrement, mais ce serait une erreur de le considérer comme une simple chambre d'approbation. Les débats sont animés et les membres, y compris ceux qui ne font pas partie du Parti, n'hésitent pas à remettre en question et à amender les textes législatifs qui leur sont soumis.

Après avoir réorganisé les structures du Parti et de l'État, on aurait pu s'attendre à ce qu'Abdul Fattah Ismail lance de nouvelles politiques en 1979. Le premier plan quinquennal de développement avait pris fin en 1978 et le nouveau deuxième plan, qui devait s'étendre jusqu'en 1983, fut discuté et approuvé en 1979.^[125] L'augmentation des transferts de fonds des travailleurs yéménites à l'étranger permit d'assouplir certaines restrictions à l'importation, ce qui souleva à nouveau la question de l'émigration, qui avait été officiellement restreinte en 1974. Malgré cela, nombreux étaient ceux qui avaient émigré et, en octobre 1979, le président promulgua un décret accordant l'amnistie à ceux qui avaient émigré au cours des premières années de cette interdiction, tout en promettant des sanctions très sévères en cas de futures infractions à la loi et en profitant de cette occasion pour appeler les masses à être plus productives.

La proximité idéologique d'Abdul Fattah Ismail avec le modèle socialiste d'Europe de l'Est s'est manifestée par une vague de traités d'amitié et de coopération qui a débuté en octobre 1979 avec le Traité d'amitié et de coopération avec l'Union soviétique. En novembre, un deuxième traité a été signé avec la République démocratique allemande, puis un troisième en décembre avec l'Éthiopie socialiste. Plus tard, en 1981, deux autres ont été signés avec la Tchécoslovaquie et la Hongrie. En 1979, la RPDY devint également observatrice au sein du COMECON (Conseil d'assistance économique mutuelle). Ces initiatives visaient clairement, pour Abdul Fattah, à intégrer davantage la RPDY dans la communauté socialiste dirigée par l'Union soviétique. En effet, lors du premier congrès du YSP, où la plupart de ses propos auraient très bien pu être tirés de manuels d'Europe de l'Est classiques, une résolution sur les relations internationales présentait ainsi la situation mondiale :

« Le Congrès insiste sur la consolidation et le développement des relations et des liens avec les partis et les États de la communauté socialiste dirigée par l'Union soviétique amie, sur la base de l'unité des objectifs fondamentaux et de principe dans le domaine de la lutte pour le développement économique, le progrès social et la prospérité des peuples, au nom de la paix dans le monde entier. »^[126]

Alors que les relations avec le monde socialiste continuaient de s'améliorer sous Abdul Fattah Ismail, celles avec le monde arabe n'auraient guère pu être pires. À la suite des événements de juin 1978, la plupart des États de la Ligue arabe avaient décidé de suspendre leurs relations avec la République démocratique populaire du Yémen (RDPY), jugée responsable de l'assassinat d'al-Ghashmi. Cette décision fut annulée en novembre 1978 lors du sommet de Bagdad, lorsque d'autres gouvernements arabes reconnurent qu'elle avait été prise de manière inconstitutionnelle, un certain nombre d'États progressistes ayant boycotté la réunion de juillet ; toutefois, les relations avec les États arabes restèrent tendues. Les relations avec l'Irak, en particulier, se sont détériorées jusqu'à déboucher sur une hostilité ouverte lorsque, en juin 1979, des agents de sécurité irakiens en poste à leur ambassade d'Aden ont assassiné en plein jour un communiste kurde irakien qui avait trouvé refuge politique à Aden et était professeur à l'université. En conséquence, les Yéménites ont fait irruption dans l'ambassade pour arrêter les responsables,^[127] et, en représailles, les étudiants yéménites en Irak ont d'abord été placés en détention puis expulsés, tandis que l'ambassade du Yémen à Bagdad était assiégée. Les relations sont restées glaciales mais se sont progressivement rétablies dès 1982, lorsque les ambassadeurs ont de nouveau été échangés.

3. La question de l'unité yéménite

Pour Abdul Fattah Ismail, l'unité yéménite était une condition préalable indispensable au progrès social dans le pays :

« Le Parti socialiste yéménite (YSP), dans sa politique nationale, part du principe qu'une solution correcte à la question nationale – qui réside dans la réalisation de l'intégrité territoriale, de la communauté d'intérêts et de moyens – revêt une importance majeure pour le mouvement révolutionnaire des masses populaires en faveur de l'émancipation nationale et sociale. Le YSP exprime l'aspiration naturelle du peuple yéménite à l'unité, qui lui permettrait de mobiliser toutes les ressources matérielles et humaines disponibles en vue du progrès social et de la construction d'une nouvelle société... C'est pourquoi la question de l'unité yéménite doit se voir dotée d'un contenu démocratique et servir la cause de la révolution yéménite, qui a trouvé son incarnation concrète dans l'unité des révolutions du 26 septembre et du 14 octobre... Le YSP est convaincu que seul un vaste mouvement populaire, soutenu par toutes les forces patriotiques, peut parvenir à une véritable unité de la patrie yéménite, mettre en place un État centralisé unique doté de divers organes qui seront formés et dirigés par les masses populaires, tandis qu'elles construiront une économie nationale indépendante, libérée des chaînes du capitalisme mondial et se développant sur une base scientifique et planifiée. »^[128]

De telles déclarations, ainsi que la présence et la participation du Front national démocratique (FND) au premier congrès du Parti, n'avaient pas pour but d'apaiser les craintes du régime de Sanaa, avec lequel les relations étaient ouvertement hostiles depuis juin 1978. Le Front national démocratique, formé en 1976, regroupait les différentes petites organisations qui s'étaient situées à gauche du mouvement républicain après la prise de pouvoir de son aile droite en 1968.^[129] Bien que l'approche d'Abdul Fattah Ismail face au problème fût essentiellement politique, son insistance sur le fait qu'un développement progressiste ne pourrait aboutir sans l'unité du Yémen encourageait ceux qui pensaient que l'option militaire permettrait d'atteindre cet objectif.

Après juin 1978, les relations entre les deux parties du Yémen se détériorèrent rapidement, avec des affrontements frontaliers intermittents, un déploiement massif de troupes de part et d'autre et une violente guerre de propagande menée principalement dans les médias. La radio de Sanaa n'adoptait guère un ton modéré, revendiquant par exemple des victoires sur des « bandes de saboteurs déversées sur nous par la clique d'agents, de traîtres et de conspirateurs qui domine la partie sud de la patrie ».^[130]

Dans ce contexte de guerre de l'ombre, les Forces de défense nationale (NDF) se montrèrent particulièrement actives sur le plan militaire dans leurs bastions des régions montagneuses isolées situées au sud et à l'est de la route reliant Sanaa à Ta'iz, connues sous le nom de Région centrale (*mantaqa al wusta*). Fin octobre 1978, la vie dans les rues d'Aden fut également animée par l'arrivée de près de 2 000 membres de tribus du Nord, venus manifester leur soutien au camp progressiste. Dans la RDPY, le port d'armes est illégal, mais le régime jugea inopportun, dans ces circonstances, d'appliquer la réglementation à ces partisans inattendus, malgré les risques que représentait la présence d'un grand nombre de membres de tribus armés dans les rues. En signe de confiance et, plus généralement, en raison de la confiance accordée à la sécurité intérieure, les membres des tribus en visite furent autorisés à porter des armes, même lors des réunions officielles.

En 1979, la situation s'aggrava encore et, en février, la guerre éclata ouvertement avec l'intervention des armées régulières des deux camps. Sur le plan militaire, ce fut une victoire incontestée pour le Yémen démocratique, dont les forces s'emparèrent rapidement des principales villes frontalières de Qa'taba, al-Bayda et Harib, dont l'administration fut confiée aux Forces de défense nationale (NDF) ; ses forces s'enfoncèrent jusqu'à 50 km à l'intérieur du territoire de la République arabe du Yémen (YAR) avant d'être finalement stoppées par un accord de cessez-le-feu conclu début mars. Comme c'est souvent le cas dans de telles situations, le cessez-le-feu ne fut respecté que progressivement, une fois que chaque camp eut

consolidé des positions plus satisfaisantes. La médiation qui permit d'aboutir au cessez-le-feu début mars fut assurée par un comité d'États arabes : la Syrie, l'Irak et la Jordanie. Fin mars, Abdul Fattah Ismail a rencontré Ali Abdullah Saleh, qui avait été choisi en juillet 1978 pour succéder à al Ghashmi.^[131] Le 30 mars, une déclaration commune a été publiée au Koweït, qui promettait à nouveau l'unité au sein d'une constitution unique et consensuelle que les populations des deux parties approuveraient par référendum, un parlement unifié élu au suffrage universel et un gouvernement provisoire jusqu'à ce que les premiers objectifs soient atteints.^[132] À la suite de la réunion du Koweït, les commissions mixtes se sont à nouveau réunies régulièrement, alternativement à Sanaa et à Aden, et ont débattu de la plupart des questions. Bien qu'il y ait eu un apaisement des tensions et un retrait des forces aux frontières, la situation restait tendue, d'autant plus que le NDF remportait à cette époque des succès militaires considérables, étendait ses opérations au-delà de ses bastions traditionnels et opérait dans les chaînes de montagnes à l'ouest de la route reliant Sanaa à Ta'iz. Pendant ce temps, la guerre de propagande se poursuivait : la radio des NDF diffusait quotidiennement des informations sur ses activités ainsi que des débats politiques. La droite riposta avec la « Radio de la liberté du Yémen du Sud », qui diffusa quotidiennement tout au long de l'année 1979. Il va sans dire que l'unité convenue au Koweït ne se concrétisa pas, même si, finalement, au début des années 1980, comme nous le verrons ci-dessous, les relations entre les deux parties de la patrie se sont considérablement améliorées.

4. La « retraite » d'Abdul Fattah Ismail

La position d'Abdul Fattah Ismail sur l'unité yéménite et, par conséquent, sur les relations avec la RY, était telle qu'une réelle amélioration des relations entre la RY et la RDPY était extrêmement difficile tant qu'il était président, bien que, dans l'ensemble, il privilégiait les méthodes politiques plutôt que militaires pour atteindre ses objectifs. De même, en 1968, il s'était opposé au Mouvement du 14 mai car il estimait que le changement devait passer par la voie politique, et son influence fut probablement l'un des facteurs qui ont également permis au Mouvement du 22 juin de rester pacifique, puisqu'il avait longtemps plaidé en faveur d'une collaboration avec Haitham pour s'opposer à Qahtan, plutôt que de s'engager dans une nouvelle confrontation militaire. La position d'Haitham en tant que ministre de l'Intérieur et membre du Conseil présidentiel fut clairement déterminante.

Un remaniement ministériel en août 1979 a révélé des désaccords au sein de la direction, cette fois entre Abdul Fattah Ismail et Ali Nasser Mohammed, qui était Premier ministre depuis 1971 et avait temporairement assumé la présidence entre juin et décembre 1978. Le désaccord portait sur les attributions du ministère de la

Sécurité d'État, placé sous le contrôle de Mohammed Saïd Abdullah, dit Mohsen, qui avait tenté d'étendre ses compétences à la sécurité militaire ; cela contraignit Ali Nasser à intervenir. Mohsen perdit son poste et son ministère fut supprimé pour être remplacé par un comité présidé par Ali Nasser. D'autres changements eurent lieu aux Affaires étrangères, à la Planification, à l'Intérieur et dans d'autres ministères chargés des affaires économiques. Mais l'importance de ce remaniement résidait dans l'écartement, de postes clés, des deux ministres d'origine yéménite du Nord, Mohsen et Abdul Aziz Abdul Wali, dont on supposait la loyauté envers Abdul Fattah. Dans l'ensemble, cette décision marqua un virage vers la politique plus pragmatique d'Ali Nasser Mohammed. Au cours des mois suivants, des rumeurs se répandirent rapidement à Aden selon lesquelles le départ d'Abdul Fattah avait été décidé et qu'il négociait une sortie honorable. Au début de l'année 1980, une session extraordinaire du Comité central du Parti, qui devait être consacrée à un rapport majeur sur l'économie et ses problèmes, fut reportée. Elle eut finalement lieu en avril et s'ouvrit par l'annonce de la démission d'Abdul Fattah pour raisons de santé, ce qui était tout à fait raisonnable compte tenu des graves répercussions que le fait de ne pas démissionner aurait pu avoir sur sa santé.

Bien que le mandat d'Abdul Fattah à la présidence ait été très court, il a exercé une influence considérable sur la politique du Yémen démocratique tout au long des années 1970. Il était considéré comme le principal théoricien de la gauche, et les structures tant de l'UPONF que du YSP témoignent clairement de son influence et, indirectement, de celle du socialisme d'Europe de l'Est. Leurs statuts s'inspirent des mêmes modèles, et la rhétorique employée pour aborder les relations internationales et la politique locale continue de présenter une similitude remarquable avec celle que l'on trouvait en Union soviétique. Plus important encore, l'analyse qu'Abdul Fattah faisait du Yémen et de ses spécificités reflétait cette orthodoxie du communisme européen, et certaines de ses déclarations constituent même des caricatures de ces modèles d'analyse. La description générale des relations traditionnelles dans les campagnes comme étant féodales, par exemple, témoigne d'une interprétation grossière du marxisme, tandis que la suggestion selon laquelle « l'industrialisation légère et lourde »^[133] devrait être prioritaire ne peut que faire sourire par son indifférence face aux réalités yéménites.

Son obsession pour les questions abstraites l'a tenu à l'écart des problèmes quotidiens auxquels était confrontée la population, ce qui a encore nui à sa popularité. Contrairement à Salmine et à Ali Nasser, il s'intéressait davantage à la lecture qu'aux rencontres avec les gens. Il fut le seul président que l'on ne voyait pratiquement jamais assister aux prières publiques lors des occasions religieuses

officielles, ce qui a contribué à son impopularité. En tant que président, il semblait inefficace, prenant des décisions sans tenir compte des problèmes de mise en œuvre.

En résumé, quatre raisons principales semblent avoir été à l'origine de la chute d'Abdul Fattah : sa position intransigeante sur l'unité yéménite a empêché toute amélioration des relations entre les deux parties de la patrie, et son intellectualisme l'a rendu impopulaire, tandis que son incapacité à prendre des décisions efficaces ne lui a permis d'exercer aucune emprise sur l'administration. Enfin, son mandat a coïncidé avec une période de grande prospérité dans le reste de la péninsule arabique, alors que, en revanche, le Yémen démocratique connaissait des difficultés économiques. En particulier, les pénuries dans les magasins étaient devenues un sujet de mécontentement majeur, en raison de l'application de restrictions à l'importation et de la baisse de la production.

Le mandat d'Ali Nasser Mohammed

Ali Nasser Mohammed est devenu Premier ministre en 1971 et a conservé ce poste jusqu'en février 1985 ; à différentes époques, il a occupé d'autres portefeuilles ministériels, notamment celui de la Défense de 1969 à 1977, date à laquelle Ali Antar a pris la relève. En 1978, il occupa la présidence pendant six mois, de juin à décembre, date à laquelle, en vertu de la nouvelle Constitution, le secrétaire général du PSY, alors Abdul Fattah Ismail, devint président. Lorsqu'il devint secrétaire général et président en avril 1980, il était le seul membre restant du triumvirat au pouvoir depuis 1971. Son mandat se caractérise par un grand souci d'efficacité et de pragmatisme. Au cours des premiers mois de son gouvernement, le Parti organisa un congrès extraordinaire.

1. Le congrès extraordinaire du Parti socialiste yéménite

Précédé par des congrès locaux dans les gouvernorats, il s'est tenu deux ans après le premier congrès, en octobre 1980, et son objectif principal semble avoir été de consolider le pouvoir d'Ali Nasser Mohammed.

Les congrès locaux préparatoires du parti ont été intéressants dans la mesure où leurs discussions ont porté sur le développement local et les questions organisationnelles, abordant des problèmes qui constituaient des préoccupations locales immédiates, tels que, par exemple, les conditions de travail à la conserverie de poisson de Shuqra ou dans les fermes d'État et les coopératives d'Abyan ;^[134] l'ouverture de bibliothèques du Parti dans les petites villes, la correction d'erreurs dans la politique éducative, la réorganisation des centres de location de machines agricoles, l'ouverture de l'entrepôt frigorifique de Bir Ali, l'amélioration des conditions de logement, etc. dans la province de Shabwa.^[135]

Les discussions sur ces questions montrent comment le PSY fonctionne au niveau local.

Le rapport politique présenté par Ali Nasser au Congrès extraordinaire a salué, dans son bilan des affaires étrangères, le maintien de bonnes relations avec les États socialistes depuis le premier congrès, comme en témoignent la signature de traités d'amitié et de coopération avec l'URSS et la RDA, ainsi que par l'admission du POKY en tant que membre observateur du CAEM. Cette insistance sur le maintien de bonnes relations avec la communauté des États socialistes a mis en évidence l'erreur des observateurs qui avaient considéré l'éviction d'Abdul Fattah Ismail comme une manœuvre antisocialiste susceptible d'entraîner un éloignement de l'Est et un rapprochement avec l'Ouest.

En ce qui concerne Oman, malgré les discussions déjà en cours en vue de la normalisation des relations entre les deux États, le rapport politique réaffirme «le soutien de notre peuple au peuple d'Oman jusqu'à la réalisation de ses objectifs de liberté nationale et de progrès social», après avoir souligné que «la lutte du peuple omanais, sous la direction du PFLO, se poursuit contre la présence étrangère et le régime fantoche de Qabus, qui adhère aux tentatives de Camp David».^[136] Dans son rapport, Ali Nasser a passé en revue les relations avec les autres États arabes et les progrès réalisés au cours des deux années précédentes grâce à des accords et à des visites.

D'une manière générale, le rapport constituait un bilan des développements intervenus depuis 1978 et se concentrait principalement sur l'économie et les réformes mises en place, en particulier la libéralisation de la commercialisation d'une partie de la production des coopératives agricoles et de pêche. Le souci des questions communautaires et administratives s'est prolongé dans l'autre exposé principal présenté au Congrès, au cours duquel Ali Nasser a exposé les grandes lignes du nouveau deuxième plan quinquennal de développement. La politique intérieure a été abordée sur un ton pragmatique, contrastant avec celui des congrès précédents. Après avoir passé en revue les principaux événements politiques depuis le premier congrès, Ali Nasser a, sans surprise, appelé en premier lieu à la consolidation des principes du centralisme démocratique et de la direction collective, deux piliers de la politique de la RDPY au cours de la décennie précédente ; mais il a également appelé à la correction de nombreuses erreurs passées et s'est notamment plaint des distorsions dans la mise en œuvre qui avaient abouti à un résultat contraire à celui visé par la décision initiale. Il a ensuite exigé des efforts bien plus importants de la part des membres du Parti pour élever leur propre niveau de conscience politique, pour agir dans l'intérêt des classes pauvres et défavorisées, et pour respecter les règles internes du Parti.^[137]

Le nouveau Comité central, composé de 47 membres à part entière et de 11 membres candidats, exclut 14 anciens membres^[138] et le nouveau Bureau politique ne comptait que cinq membres : outre Ali Nasser lui-même et Ali Antar, le président du Comité de la sécurité d'État, Saleh Munaser (dit Siyali), Abu Bakr Badheeb, représentant l'ancien PDU, et Abdul Ghani Abdul Qader, représentant les baasistes. L'exclusion des premiers dirigeants du NLF du nouveau Bureau politique a été l'un des événements les plus marquants du congrès.

2. L'évolution du parti

Tout au long de la période de transformation du NLF en Parti socialiste yéménite, un certain nombre de changements significatifs ont eu lieu. Comme nous l'avons vu, les décisions et les politiques adoptées lors des congrès ont évolué au fil du temps, dans une relation dialectique avec les changements concomitants survenus dans le pays. Le NLF est passé d'un mouvement de libération comptant quelques milliers de personnes, dont très peu avaient reçu une éducation formelle, et encore moins une éducation politique, à un parti politique dans les années 1980, doté de toutes les structures habituelles propres à une telle organisation. En 1978, sur les 25 683 membres du parti, seules 1 028 étaient des femmes ; ce chiffre représentait toutefois une augmentation de 101,6 % par rapport à la situation au sein de l'UPONF, ce qui montre à quel point les femmes étaient peu nombreuses au départ et à quel point il était difficile pour l'organisation de rendre ses préoccupations pertinentes aux yeux des femmes. Les paysans représentaient 12,8 % des adhérents et les ouvriers 13,2 %.^[139] Ces adhérents avaient reçu une formation, ayant au moins suivi des cours à l'École supérieure du socialisme scientifique.

Fondée en 1972, cette école a depuis ouvert des antennes dans la plupart des gouvernorats. En 1980, plus de 17 000 étudiants avaient suivi des cours de courte, moyenne et longue durée^[140], et l'enseignement dispensé mérite qu'on s'y attarde. Une grande partie du personnel est européenne, principalement originaire de l'URSS et de la RDA, bien que d'autres pays soient représentés ; on note par ailleurs un nombre croissant d'enseignants yéménites qui dispensent les cours directement liés au Yémen. Le socialisme est toutefois enseigné dans le cadre de l'Europe de l'Est, et il manque cruellement de débat démocratique sur ce qui, dans les cercles marxistes d'Europe occidentale, serait considéré comme les problèmes fondamentaux auxquels le socialisme est confronté, en particulier dans le Tiers-Monde. La version est-européenne de l'histoire, ou plutôt sa version actuellement acceptée, est enseignée comme s'il s'agissait d'une vérité révélée ; ainsi, une caractéristique fondamentale du marxisme, à savoir son approche dialectique, a été remplacée par le dogme. Cela ne permet pas aux étudiants de développer leur esprit critique ni leurs capacités d'analyse lorsqu'ils examinent

leur propre société. La question de la formation des classes pré-capitalistes, qui est fondamentale pour une nouvelle analyse du Yémen avant l'indépendance, est reléguée dans la catégorie fourre-tout du féodalisme, selon un modèle dogmatique importé, ignorant ainsi les recherches considérables menées ces dernières décennies sur les modes et les rapports de production dans les sociétés pré-capitalistes. Il faut espérer qu'à mesure que davantage de Yéménites accèdent à des niveaux d'études supérieurs, ils prendront les rênes des établissements d'enseignement et leur insuffleront une vision plus réaliste et plus ancrée localement dans leur analyse du Yémen et du monde, ainsi que dans la poursuite de la recherche théorique. Ils doivent également se confronter aux problèmes apparus dans les pays socialistes orthodoxes, où de nouvelles formes de différenciation sociale et de privilèges se sont développées et soulèvent de sérieuses questions quant à l'idéal d'égalité dans une société socialiste.

Le principal problème du YSP, à mon sens, est celui qu'il partage avec tous les autres partis similaires une fois arrivés au pouvoir. Les militants qui ont rejoint la lutte armée pour l'indépendance étaient d'un tout autre type que ceux qui ont rejoint le parti au pouvoir. Les premiers se sont engagés par conviction en faveur de l'indépendance et par hostilité envers l'occupation britannique, les sultans et les émirs au pouvoir. Ils étaient prêts à donner leur vie pour atteindre ces objectifs, et beaucoup l'ont fait. Une fois le parti au pouvoir, cependant, la situation est différente. Y adhérer devient un moyen d'obtenir des privilèges et des avantages, plutôt qu'un engagement et un sacrifice pour le bien commun de la société. Les membres du parti se considèrent souvent comme un groupe privilégié plutôt que comme des militants. Les responsables du parti peuvent se donner beaucoup de mal pour sélectionner des membres dévoués, prêts à œuvrer pour une société meilleure et à donner le bon exemple, mais ils ne peuvent jamais être sûrs que ces personnes ne recherchent pas simplement leur avancement personnel. Le fait que l'appartenance au parti puisse faciliter l'obtention d'une bourse d'études à l'étranger, par exemple, crée une situation ambiguë. Le Parti préfère envoyer ses propres membres car, grâce à leur engagement politique, ils sont plus susceptibles de revenir et de mettre leurs compétences au service du pays, tandis que les non-membres sont plus enclins à se laisser tenter par les *rials* de l'Arabie saoudite. Cela peut toutefois signifier que certaines personnes n'adhèrent au Parti que pour obtenir des bourses d'études, accéder plus facilement aux biens de consommation, aux voitures, etc., et qu'elles ne font donc pas preuve des préoccupations et de l'engagement souhaitables chez les membres du Parti. Le YSP, sous la direction d'Ali Nasser, est bien conscient de ce problème^[141] et s'efforce de recruter parmi ses membres des personnalités politiques sérieuses et engagées. On pourrait faire valoir que les privilèges ne devraient pas être accordés aux membres du parti, mais, dans le même temps, la sélection pour les

bourses et les formations doit se faire selon des critères complexes, et la perte de compétences due à l'émigration est importante.

D'autres privilèges sont accordés, vraisemblablement à l'instar de ce qui se fait en Europe de l'Est, où l'appartenance au parti est le principal moyen d'obtenir des avantages personnels ; cela ne se justifie guère, à mon sens. Si le devoir d'un membre du parti est de « faire passer l'intérêt public et les intérêts de la révolution avant ses intérêts personnels »^[142], pourquoi devrait-il avoir un accès plus facile aux biens de consommation ? L'exemple ainsi donné ne fait qu'encourager chacun à rechercher son profit personnel et, aux yeux de ceux qui n'en font pas partie, le Parti apparaît ainsi comme une source de privilèges et non comme un modèle d'engagement politique.

Le NLF, à l'origine une structure peu structurée, s'était transformé, en 1980, en un parti socialiste doté de règles internes, d'une constitution et d'organisations locales réparties dans tout le pays. Parallèlement aux institutions locales de chaque centre administratif, aussi petit soit-il, on trouve des représentants du Parti qui jouent un rôle politique significatif, que ce soit dans le domaine de l'éducation ou dans la résolution des problèmes et des difficultés. Bien que l'on puisse reprocher au Parti de trop s'inspirer des partis communistes d'Europe de l'Est, ses structures sont telles qu'elles couvrent le pays de manière exhaustive et favorisent ainsi l'unité nationale.

Il a parfois pu sembler que la revendication d'une direction collective n'était que pure rhétorique. Bien que les simples membres du Parti ne semblent avoir qu'une influence limitée sur l'élaboration des politiques et que les débats ne se déroulent pas en public, il ne fait guère de doute que les discussions au sein du Parti sont animées. De même, la décennie du triumvirat montre, rétrospectivement, qu'à aucun moment l'une des factions au sein du NLF n'a exercé un contrôle total : les politiques mises en œuvre témoignent de l'influence des trois dirigeants et se contrebalancent mutuellement : les « Sept Jours », un mouvement clairement soutenu par Salmine, auraient très probablement été encore plus spectaculaires et auraient davantage rappelé la Révolution culturelle sans l'influence modératrice d'Abdul Fattah ; quant aux plans de développement et à la continuité de l'administration, ils sont principalement dus à l'influence d'Ali Nasser, tandis que les positions idéologiques sont le fait d'Abdul Fattah.

De plus, depuis la création du NLF, des militants issus de différentes régions du pays ont formé des groupes fondés sur des positions politiques communes, plutôt que sur des origines tribales ou régionales. Aujourd'hui, la direction comprend des personnes provenant de différentes régions du pays et de différentes couches de la société. L'évolution idéologique et politique du FLN vers le YSP en a fait une force cohésive qui unit le pays sur la base de positions et de perspectives

politiques ancrées dans une vision nationale du monde, plutôt que locale ou tribale. Le fait que des personnes issues de toutes les régions du pays et des trois principales organisations politiques de gauche de la période antérieure soient représentées tant au sein de la direction que de la base constitue un moyen important par lequel le Parti participe aux efforts visant à créer une nation unifiée. Comme les membres ordinaires du parti ainsi que la direction comprennent des membres issus de toutes les couches sociales d'avant l'indépendance, y compris les plus modestes, une partie de l'opposition au régime provient de membres des anciennes classes supérieures qui méprisent et envient à la fois les « Bédouins ignorants » qui dirigent actuellement le pays. Cette opposition n'a rien à voir avec la politique, mais repose sur le préjugé selon lequel cette élite traditionnelle détient un droit inné au pouvoir et que les dirigeants de rang inférieur du NLF/YSR sont des usurpateurs ; cette attitude reste courante parmi les non-militants au Yémen démocratique et au sein de l'opposition en exil. Il est triste de constater que certains membres du Parti de la jeune génération, ayant suivi un enseignement formel, ont ravivé une attitude similaire.

3. Politique intérieure

Le style de gouvernement d'Ali Nasser contraste avec celui de ses deux prédécesseurs dans la mesure où il se caractérise par une plus grande importance accordée à l'efficacité et par un climat de plus grande stabilité, bien que de nombreux aspects de la période antérieure aient subsisté. Alors que de nombreux observateurs, dont moi-même, s'attendaient à ce que son mandat soit marqué par l'unité politique intérieure, cela n'a manifestement pas été le cas. En juillet 1980, l'ancien ministre des Affaires étrangères Mohammed Saleh Muti', alors considéré comme le deuxième homme politique le plus important du pays, a été arrêté, puis exécuté en secret en mars 1981. Rien de tout cela n'a jamais été annoncé officiellement, pas même sa « démission », et toutes les informations le concernant provenaient de « sources bien informées » citées dans la presse de Beyrouth et du Koweït. ^[143] D'autres personnalités politiques dont la carrière a été mouvementée ces dernières années ont eu plus de chance, mais son cas illustre bien l'absence déplorable de méthodes acceptables de retrait de la vie politique. Avec une stabilité et une maturité accrues, on pourrait désormais s'attendre à ce que le régime trouve d'autres moyens de mettre à la retraite les hommes politiques dont le rôle a pris fin. Dans certains cas, comme nous le verrons, lorsqu'ils restent en vie, les hommes politiques peuvent faire leur retour.

Le fait que les changements récents se soient accompagnés de moins d'effusions de sang que par le passé fait honneur au régime et devrait indiquer une nouvelle tendance pour l'avenir, mais il n'en reste pas moins que la vie au sommet de l'échelle politique est dangereuse. Des changements à long terme d'orientation

politique, si tant est qu'ils soient envisagés, pourraient se dessiner lors du troisième congrès du YSP, qui doit se tenir en octobre 1985.

La lutte politique au début des années 1980 a mis en scène Ali Ahmad Nasser Antar, plus connu sous le nom d'Ali Antar. Ancien chef de guérilla réputé pour avoir été le principal commandant du FLN pendant la lutte pour l'indépendance, il fut nommé ministre de la Défense en 1977 et devint membre candidat du Bureau politique lors du premier congrès du YSP, puis membre à part entière lors du congrès extraordinaire de 1980, tout en conservant son poste de ministre de la Défense. En mai 1981, il perdit ce poste et fut nommé ministre des Collectivités locales, une fonction spécialement rétablie pour l'occasion, après avoir été supprimée quelques années auparavant. Cette rétrogradation apparente n'a pas mis fin à sa carrière politique, comme on s'y attendait largement, et il a mis à profit son poste de premier vice-Premier ministre pour continuer à jouer un rôle très actif. En septembre 1982, il a été nommé vice-président, une décision qui semble avoir réglé, pour le moment, les rapports de force au sein du groupe au pouvoir.

Parmi les hommes politiques ayant connu une carrière mouvementée, on peut citer Mahmud Abdullah Ushaysh et Mohammed Said Abdullah « Mohsen », tous deux tombés en disgrâce au début des années 1980 ; en 1982, des rumeurs laissaient entendre que Mohsen avait été impliqué dans un complot visant à ramener Abdul Fattah Ismail^[144] ; il fut alors rappelé de Belgrade, où il était ambassadeur, puis emprisonné. Alors que des rumeurs laissaient entendre qu'il avait été exécuté, Mohsen et Ushaysh furent tous deux libérés fin 1983 et nommés ministres en mai 1984. La question de savoir pourquoi Muti' a été exécuté alors que Mohsen, par exemple, ne l'a pas été, reste ouverte ; la raison pourrait être liée à leurs origines respectives. Les dirigeants qui ont survécu à la disgrâce ces dernières années étaient pour la plupart originaires du Nord, tandis que ceux qui ont été exécutés étaient natifs du Sud. De même, le régime de Sanaa s'est montré réticent à exécuter des hommes politiques d'origine méridionale.^[145]

Après la décision surprise prise lors du congrès extraordinaire de 1980, au cours duquel plusieurs membres de longue date du Bureau politique ont perdu leur poste à la suite de la réduction des effectifs de celui-ci, quatre d'entre eux ont été reconduits dans leurs fonctions en mai 1984, tandis que le nouveau ministre des Affaires étrangères a également été nommé au Bureau politique pour la première fois, bien qu'il n'en ait jamais été membre auparavant, sans doute en raison de l'importance de son ministère.^[146]

L'élargissement du Bureau politique doit être considéré comme s'inscrivant dans un changement politique plus large, car il était lié à la reconduction de Mohsen et

d'Ushaysh à des postes ministériels. À cet égard, ces développements révèlent plusieurs tendances : tout d'abord, un renforcement de l'ancien FLN au sein du Parti, le Bureau politique de 1980 ayant accordé une représentation disproportionnée à l'ancien PDU et à Tali'a. Le retour de la vieille garde du NLF au sein du Bureau politique a réaffirmé l'importance politique de cette tendance, d'autant plus qu'il coïncidait avec la libération des derniers prisonniers politiques associés à la période de Salmine. Deuxièmement, la reconduction de Mohsen et d'Ushaysh a marqué le retour d'hommes originaires du Nord au sein du gouvernement et a soulevé des questions concernant les relations futures entre Aden et Sanaa. Enfin, ce retour à un ancien équilibre politique des forces laissait présager le retour d'Abdul Fattah Ismail d'exil, retour qui a eu lieu en février 1985 lorsqu'il a été reconduit à un poste au sein du Secrétariat du Comité central du YSP, vraisemblablement grâce au soutien de ses anciens collaborateurs, dont la politique des années 1970 a montré qu'un tel équilibre n'était peut-être pas la meilleure condition préalable à un développement socio-économique durable dans le pays, les rivalités politiques internes ne pouvant être exclues.

D'autres événements politiques du début des années 1980 ont été marqués par un renforcement de l'institutionnalisation : à la suite du Congrès extraordinaire du YSP, le Comité supérieur de contrôle populaire a été créé en avril 1981, avec des antennes locales dans les gouvernorats et les institutions économiques. Il s'agit d'un descendant d'organisations antérieures dont la mission était de contrôler l'administration et d'améliorer les normes opérationnelles dans l'intérêt du peuple. La mission principale de ces nouveaux comités est de veiller à l'exécution des plans de production dans l'économie et de lutter contre la faible productivité, quelle qu'en soit la cause. Ils s'attachent à la fois à améliorer l'efficacité par le biais de réformes, à prendre des mesures contre le sabotage économique et à protéger les biens publics, ainsi qu'à combattre le gaspillage et toutes les activités qui entravent la production. Ces comités au niveau local sont élus et doivent compter 60 % de travailleurs et au moins une femme. Si les principaux problèmes qui les concernent sont liés à la faible productivité et à la nécessité de redistribuer la main-d'œuvre des unités improductives vers les unités productives, ils sont également habilités à traiter tout cas de malhonnêteté.

Fin 1980, un certain nombre de cas de corruption et de criminalité économique ont été débattus publiquement et traités, à une époque où la loi sur le contrôle populaire était en cours d'élaboration et faisait l'objet de discussions tant au niveau central que local. Parmi ceux-ci figuraient une tentative de sabotage à l'usine d'aluminium,^[147] un autre cas de détournement de fonds au sein de la succursale d'Hadramaut de la Société des transports terrestres, qui a conduit à l'emprisonnement pendant deux ans de deux accusés ayant détourné

respectivement 607 YD et 1 174 YD, ^[148] ainsi que l'affaire cocasse des salaires perçus pour des gardiens fictifs à la succursale d'Aden de la Société nationale du commerce intérieur, qui portait sur la somme colossale de 70 000 YD. ^[149] La manière dont ces affaires ont été traitées témoignait de la détermination du régime à empêcher que la corruption ne devienne un problème chronique ; ces affaires ont été prises au sérieux, même s'il ne fait aucun doute qu'elles ne sont pas comparables à la situation dans les pays voisins, où les affaires portant sur des montants inférieurs à quelques millions ne méritent même pas d'être mentionnées. En août 1981, une campagne de répression contre la contrebande a également été menée, parallèlement à un assouplissement de la réglementation en matière d'importation.

Si ces affaires ont fait l'objet d'une certaine publicité, principalement à des fins dissuasives, un autre procès, en 1982, a suscité un immense intérêt public. En février 1982, un groupe de treize hommes a été arrêté alors qu'il s'apprêtait à faire sauter les principales installations économiques du pays, notamment les centrales électriques et la raffinerie d'Aden. Lors de leur procès, ils ont admis avoir été recrutés et formés en Arabie saoudite par des citoyens américains et britanniques, ainsi que par d'autres personnes. La plupart ont été condamnés à mort et exécutés en avril. Leur procès s'est déroulé en public et a été retransmis à la télévision sous forme d'épisodes quotidiens d'une heure, constituant ainsi la première véritable concurrence au mélodrame égyptien insipide qui constitue habituellement le régime addictif des téléspectateurs du Yémen démocratique. Cette menace évidente pour la sécurité nationale montre que les ennemis du pays n'ont pas renoncé à renverser le régime, et justifie davantage encore la vigilance sécuritaire qui continue d'imprégner la plupart des aspects de la vie dans le pays, et qui se manifeste souvent par une hypersensibilité absurde.

Si, ces dernières années, les opposants traditionnels au régime ne se sont pas fait sentir, ils sont toujours là et représentent une certaine menace. Le SAL dispose toujours d'une armée parfaitement entraînée en Arabie saoudite, avec des camps situés près des frontières de la RDPY, tandis que le FLOSY maintient des bureaux au Caire et à Sanaa. En mars 1980, alors que les relations entre la RDPY et l'Irak étaient particulièrement tendues, Bagdad a tenté de soutenir un nouveau regroupement d'opposition et a invité Makkawi à Bagdad, où s'est tenue une conférence des opposants qui a donné naissance au Regroupement national des forces patriotiques du Yémen du Sud. Cette formation s'est évanouie sans laisser de traces, tandis que ses membres semblent avoir regagné leurs anciennes organisations et leurs lieux d'exil, le régime irakien n'ayant plus besoin d'eux. Les guerres de propagande à la radio et dans la presse écrite se poursuivent, bien qu'elles soient nettement moins virulentes qu'au début des années 1970, et il ne fait

aucun doute que le régime se sent beaucoup plus en sécurité. La tentative de sabotage de 1982, cependant, décourage certainement toute complaisance.

Dans le cadre du renforcement des institutions de l'État, le régime a également promulgué en 1981 une loi créant une réserve de l'armée, et les deuxièmes élections au Conseil populaire local ont eu lieu en 1983, après un certain retard. 80 % de l'électorat y a participé, dont une majorité de femmes, élisant 305 conseillers, parmi lesquels 34 femmes et 120 ouvriers, paysans ou pêcheurs.

Bien que le développement économique soit abordé en détail ci-après, il convient de mentionner ici que la loi sur l'investissement tant attendue a été promulguée en décembre 1981 (voir le chapitre 9 pour plus de détails), et que cette période a été marquée par la signature d'un certain nombre d'accords de prêt bilatéraux et multilatéraux destinés à financer des projets s'inscrivant dans le cadre du deuxième plan quinquennal de développement, couvrant la période de 1981 à 1985, tandis que des gains de productivité étaient attendus grâce à l'introduction de primes de productivité et à la commercialisation directe de certains produits des coopératives agricoles et de pêche.

Cette période est marquée par plusieurs événements ayant eu un impact sur la société. La deuxième Conférence des émigrés, annoncée de longue date, n'a eu lieu qu'en novembre 1980, après l'accession d'Ali Nasser à la présidence ; elle visait à intégrer les émigrés yéménites dans la communauté nationale, à la fois en facilitant les procédures administratives et en les encourageant à participer plus pleinement au développement économique du pays. La loi sur l'investissement susmentionnée a été débattue et modifiée lors de cette conférence, dont l'objectif principal était d'encourager les Yéménites vivant à l'étranger à investir dans les secteurs productifs de l'économie. D'autres décisions ont simplifié les réglementations douanières et d'immigration, permettant aux migrants de voyager plus facilement, parfois avec leur famille ; elles ont également réduit les droits de douane sur les biens de consommation importés à titre personnel et continué à autoriser des taux d'intérêt élevés sur les dépôts bancaires. (L'émigration est examinée plus en détail au chapitre 5.)

La légitimité croissante de l'État se manifeste également dans la vie sociale, où les lois sociales les plus importantes des années 1970 sont progressivement appliquées ; cela inclut une répression de la consommation de qat en semaine, avec des peines de prison exemplaires infligées à un grand entrepreneur et à un directeur d'usine dans les affaires les plus médiatisées.^[150] De même, des affaires relatives à la loi sur la famille de 1974 ont régulièrement fait l'objet de procès. Le plus retentissant d'entre eux eut lieu en janvier 1981, lorsqu'un vice-Premier ministre (également membre du Comité central) fut démis de ses fonctions pour avoir contracté un mariage bigame avec une membre du Conseil populaire

suprême. La médiatisation de cette affaire visait à renforcer le respect de la loi sur la famille, bien que cette mesure ait pu être motivée par d'autres raisons politiques. [\[151\]](#)

Des projets sociaux, principalement dans le domaine du logement, sont lancés, ce secteur ayant été déclaré prioritaire après de nombreuses années de négligence. Au début des années 1980, de nouveaux lotissements ont commencé à voir le jour partout à Aden et dans les principales villes des autres gouvernorats, dont beaucoup ont été construits avec des matériaux préfabriqués et financés par des subventions et des prêts étrangers. L'assouplissement des restrictions à l'importation a entraîné une augmentation spectaculaire du nombre de voitures particulières, et de nouveaux supermarchés et hôtels sont désormais des éléments caractéristiques du paysage urbain d'Aden.

En résumé, la période d'Ali Nasser semble marquée par le pragmatisme, avec des tentatives visant à insuffler du dynamisme à l'économie du pays et au développement social, ainsi qu'à mettre en œuvre des politiques destinées à améliorer le niveau de vie de la population en se souciant moins de la pureté idéologique. On peut résumer cela par les mots prononcés par Ali Nasser en 1982, à l'occasion du 19^e anniversaire de la révolution du 14 ^{octobre} :

« Nous pouvons affirmer que chaque réalisation, victoire ou acquis de la révolution, à quelque niveau que ce soit, est avant tout attribuable aux sacrifices de cette génération qui a lancé la révolution et l'a préservée contre les dangers et les défaites, ainsi qu'à tous ceux qui ont préservé cette révolution et assuré sa sécurité... Notre enthousiasme ne se limite pas à l'élaboration de plans et de programmes, mais se manifeste également de manière sérieuse et efficace lors de la mise en œuvre et de l'adaptation de ces plans. Le niveau de vie de la population s'est considérablement amélioré. Nous sommes fiers que cette amélioration ne se soit pas limitée à une partie, à un groupe ou à une classe de la population. Elle s'est étendue à l'ensemble des masses laborieuses des villages et des villes. [\[152\]](#)

Ce discours évite de s'attarder sur les acquis de la révolution et adopte un ton complètement différent de celui que l'on entend habituellement, en particulier à l'époque d'Abdul Fattah. La citation ci-dessus se trouve à la fin d'une longue section évoquant les débuts de la révolution et le soutien apporté au FLN par le peuple, en mettant l'accent sur la participation populaire à la lutte. Ali Nasser enchaîne ensuite en appelant le peuple à participer plus activement à la construction du pays et, une fois encore, à contribuer à la reconstruction après les inondations catastrophiques d'avril 1982. À l'appui de cet appel, il promet de

maintenir une administration exempte de corruption et de mettre un terme aux problèmes qui commençaient à se manifester :

« Les moyens de production économique doivent être améliorés parallèlement, de manière à garantir la souveraineté économique afin d'éliminer les éléments négatifs au sein de l'administration et des institutions de l'État, ainsi que dans la vie quotidienne des citoyens, et ce dans les domaines de l'approvisionnement alimentaire, de la santé, de l'éducation, de l'enseignement et des transports. À cet égard, les plaintes des citoyens concernant des actes individuels irresponsables commis dans certaines institutions doivent être traitées, et nous mettrons en place des organismes gouvernementaux spéciaux chargés de faire respecter les lois, de protéger les biens publics et de prendre les mesures nécessaires pour dissuader toute activité illégale. Ces organismes ne toléreront aucun signe de dysfonctionnement dans les domaines liés au travail productif. Afin de garantir l'application de la loi, chacun, sans exception, doit se conformer à la loi, car tous les citoyens sont égaux devant la loi. Tant que les droits de chacun sont garantis, chacun doit s'acquitter de ses devoirs. Cela vaut non seulement pour la politique en matière d'ordre public, mais aussi pour la politique du travail en général. La 20^e année de la révolution devrait voir s'intensifier les efforts visant à développer la vie économique du pays et à renforcer la participation des citoyens à la vie politique par le biais d'élections à l'Assemblée du Peuple et aux Conseils populaires locaux, qui devraient présenter aux masses des personnalités qualifiées et loyales jouissant du respect de la population. »^[153]

Comme déjà mentionné, la création du Comité de contrôle populaire en tant qu'institution permanente s'inscrivait dans le cadre de cette politique, tout comme la mise en place de diverses commissions d'enquête telles que le « Comité chargé d'évaluer le négativisme au sein des institutions de l'État », qui a rendu son rapport fin 1980, et, en 1981, le Comité d'évaluation des conditions administratives. La question des comportements économiques illégaux a été examinée par le Comité central lors de sa session d'août 1981 et, le même mois, une campagne officielle a été lancée contre la contrebande.

4. Un Yémen uni ?

Si l'accord du Koweït de 1979 a mis fin à l'implication des forces officielles de la RDPY dans les combats qui se déroulaient dans la RY, des affrontements sporadiques se sont poursuivis, les guérilleros du Front national démocratique (FND) poursuivaient leur lutte. En janvier 1980, un accord fut conclu entre le FND et le régime de Sanaa, qui aurait dû conduire à l'intégration du FND dans la vie politique officielle ; or, cet accord ne fut pas mis en œuvre et les relations entre le

FND et les autorités de Sanaa se détériorèrent rapidement, les forces hostiles au FND présentes à Sanaa s'efforçant de saboter l'accord. Le point de rupture a été atteint en août 1980 lorsque Abdu Salam ad Dumayni, un membre éminent du NDF, fut assassiné près de Sanaa. Il s'y était rendu pour tenter de négocier la fin des combats qui faisaient rage depuis avril 1980 dans les gouvernorats d'Ibb et de Dhamar. En octobre 1980, un remaniement ministériel à Sanaa exclut les ministres favorables aux positions du NDF, et les combats se poursuivirent. Tout au long de l'année 1981, des combats importants ont eu lieu dans la région centrale, entrecoupés de quatre cessez-le-feu, dont aucun n'a été respecté, pour aboutir en septembre à une rencontre entre les présidents de la YAR et de la PDRY à Ta'iz. Les discussions ont suffisamment apaisé la situation pour permettre à Ali Abdullah Saleh d'effectuer sa première visite officielle à Aden en novembre de la même année, à l'occasion des célébrations de la fête de l'indépendance. La situation s'est toutefois aggravée au début de l'année 1982, lorsque les combats ont de nouveau pris de l'intensité. En mars, la NDF a réussi à abattre deux avions de l'armée de l'air de la RAR dans la région de Rada', et le pays s'est retrouvé au bord de la guerre civile. L'Organisation de libération de la Palestine a tenté de servir de médiateur et ses dirigeants se sont livrés à une diplomatie de la navette. En mai 1982, les présidents Ali Nasser et Ali Abdullah Saleh se sont à nouveau rencontrés à Ta'iz et sont parvenus à un accord qui a empêché le déclenchement d'une guerre totale entre les deux parties du Yémen. Les forces de la RAR ont mené une offensive majeure contre les NDF et, dès l'été 1982, avaient repris le contrôle de la majeure partie de la région de Rada' et d'autres bastions des NDF. Leur succès a été favorisé par la défection vers Sanaa d'un certain nombre de groupes tribaux issus des NDF.

Tout au long de cette période, les comités officiels d'unité des deux gouvernements avaient continué à se réunir, ce qui indiquait que, bien qu'il existât une relation de soutien entre le gouvernement de la RPDY et les NDF, les deux entités restaient distinctes. La défaite des NDF a toutefois manifestement facilité la poursuite de l'amélioration des relations entre les deux régimes. En juin 1980, les trois premières sociétés mixtes furent officiellement créées : la Société yéménite de tourisme, la Société yéménite de transport terrestre et la Société yéménite de transport maritime. Début 1982, un projet d'exploration minière vint s'ajouter à ces sociétés sous la forme d'une coentreprise à long terme.

Tout au long de l'année 1983, les réunions se sont poursuivies, aboutissant à la première réunion du Conseil suprême yéménite en août 1983 à Sanaa, suivie de deux autres réunions de ce type en 1984, auxquelles ont participé les deux présidents. S'il est peu probable que les deux États s'unissent officiellement, les relations de coopération politique entre eux se développent et le dialogue régulier qui s'instaure au sein des comités d'unité contribue à les rapprocher. La différence

dans la formation de l'État entre le Nord et le Sud reste un facteur très important et ne peut être ignorée. Les entreprises communes et autres projets partagés, ainsi que l'élaboration de lois communes et de programmes scolaires communs, jettent tous les fondements d'une future unité, si la situation politique le permet, et garantissent entre-temps la persistance du sentiment d'une nation yéménite unie, comme cela a été le cas au fil des siècles. Le dialogue fraternel constitue également un moyen majeur d'éviter l'éclatement de nouvelles hostilités et d'empêcher l'apparition de graves malentendus ; il s'inscrit dans un contexte de libéralisation politique dans les deux parties du pays, et en particulier de développement de la participation populaire à la vie politique dans la RY. Tant que ces tendances se poursuivront et que les structures de pouvoir actuelles resteront en place, on peut s'attendre à une amélioration des relations. Cependant, l'histoire passée rend toute prédiction concrète hasardeuse.

5. Évolutions récentes dans les relations extérieures

Malgré de nombreuses affirmations contraires, la politique étrangère de la RDPY n'a pas connu de changement significatif sous la présidence d'Ali Nasser Mohammed. L'événement majeur pour la région a été l'accord conclu avec le Sultanat d'Oman en octobre 1982, qui a conduit à une reconnaissance diplomatique mutuelle en octobre 1983, mettant ainsi fin à l'état d'hostilité qui s'était traduit par des incursions armées sporadiques jusqu'en 1981. Les orientations politiques fondamentalement divergentes des deux États persistent. Bien que le Front populaire de libération d'Oman ait cessé ses émissions quotidiennes sur la radio d'Aden, il reste présent dans le pays, comme c'est le cas depuis sa défaite militaire en 1976, et gère des bureaux ainsi que des institutions d'aide sociale pour ses réfugiés.

Le régime d'Aden s'est efforcé d'améliorer les relations autour de la mer Rouge, en jouant le rôle de médiateur entre la Somalie et l'Éthiopie, et entretient des relations très étroites avec l'Éthiopie, tant au niveau du parti qu'au niveau de l'État. En 1981, un accord tripartite de coopération et d'amitié a été signé avec la Libye et l'Éthiopie à l'issue d'un sommet tenu à Aden. Les excellentes relations avec l'Éthiopie se traduisent par divers accords de coopération et, symboliquement, par une parcelle de terre agricole cédée par l'Éthiopie à la RDPY, qui est actuellement exploitée.

Les relations avec la Libye ont été variables. Jusqu'en 1972, le président Kadhafi s'opposait à la RDPY, qu'il considérait comme « communiste », mais il a par la suite soutenu le régime et, à la fin des années 1970, lui a fourni une aide au développement. Après le traité tripartite de 1981, les relations entre la Libye et ses partenaires se sont détériorées, jusqu'à ce qu'en 1983 et 1984, elle suspende son aide au développement et tente de soutenir l'opposition à la présidence d'Ali

Nasser en raison de désaccords concernant la question palestinienne, sur laquelle la Libye attendait de la RDPY qu'elle suive sa ligne.

Les relations entre la RPDY et les autres États arabes se sont globalement améliorées, le Conseil de coopération du Golfe ayant participé à la médiation entre Oman et le Yémen démocratique, principalement grâce à l'attitude positive que le Koweït a toujours adoptée à l'égard du Yémen démocratique depuis les années 1970. Dans les années 1980, l'aide provenant des différents fonds de développement mis en place par les États producteurs de pétrole s'est accrue, ce qui a un impact significatif sur les investissements dans le développement, bien que l'impact indirect de l'émigration yéménite vers ces États ait une influence différente. Au cours de l'été 1980, Ali Nasser Mohammed s'est rendu en Arabie saoudite et dans les États du Golfe, ce qui a peut-être contribué à améliorer les relations et à obtenir davantage d'aide, même si cela n'a pas eu de résultat immédiat.

Les relations avec les membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) continuent de s'améliorer, le CCG ayant envoyé une mission à Aden en mai 1983. L'hostilité qui régnait aux débuts du CCG s'est considérablement atténuée, voire a complètement disparu. Au début de l'année 1981, alors que le Conseil était en cours de formation, la RPDY a tenté d'organiser une conférence réunissant tous les États du Golfe, de l'OM et de la péninsule, une initiative qui a échoué en raison de l'opposition de la majorité des États de la péninsule.

Bien qu'il existe de nombreuses divergences politiques entre le Yémen démocratique et ses voisins, ce sont tous des États arabes qui partagent une préoccupation commune concernant la question palestinienne, ce qui crée une base de compréhension mutuelle et a évité à la RDPY d'être totalement mise au ban par ses voisins de droite, que les États-Unis n'ont pas réussi à convaincre que l'Union soviétique représentait une menace plus grande qu'Israël.

La RDPY a maintenu sa position très ferme sur la question palestinienne et il convient de noter, car cela a été généralement ignoré, qu'au moment de l'invasion israélienne du Liban en 1982, alors que d'autres gouvernements arabes restaient silencieux, les présidents de la RDPY et de la RY ont entrepris conjointement une tournée dans le monde arabe dans le but de venir en aide aux Palestiniens assiégés. Ce sont les seuls États à avoir pris des mesures, et ils ont été ignorés ; mais cette initiative témoigne à la fois de la capacité du Yémen à agir de concert lorsque cela s'avère nécessaire, ainsi que de l'engagement des deux régimes envers la Palestine. Après la scission au sein du mouvement palestinien en 1983 et 1984, la RPDY a joué un rôle actif dans les efforts visant à réunifier l'OLP, en accueillant et en jouant le rôle de médiateur actif lors de nombreuses réunions, de la même manière que l'OLP avait servi de médiateur entre Sanaa et Aden en 1982.

sur la question du Front national démocratique. Les Palestiniens de toutes tendances ont été impressionnés par la position neutre de la RORY et par son refus de s'immiscer dans leur vie politique, contrairement à d'autres régimes arabes.

Au-delà de ses frontières, les relations du Yémen démocratique avec les pays socialistes sont restées bonnes, avec des visites régulières de dirigeants vers et depuis le Yémen démocratique. Outre ses visites régulières en Union soviétique et en Europe de l'Est, le président s'est rendu à Cuba et au Nicaragua en 1982, manifestant ainsi la solidarité du régime avec le nouveau gouvernement sandiniste. Bien que parfois incertaines, les relations avec la Chine sont restées fondamentalement bonnes, et l'aide chinoise dans les domaines de la médecine et de la construction routière est très appréciée par la population. Le régime poursuit ses efforts pour établir et entretenir de bonnes relations avec de nombreux États du Tiers-Monde, en particulier les plus progressistes, et envoie régulièrement des responsables politiques de haut rang en tournée sur les différents continents ; par exemple, l'ancien ministre de la Construction, Hayder Abu Bakr al Attas, s'est rendu régulièrement dans des États africains socialistes avant d'être nommé Premier ministre en février 1985.

Les relations avec l'Occident se sont quelque peu améliorées ces dernières années. Alors que, pendant la majeure partie des années 1970, la France était le seul État occidental à disposer d'un programme d'aide, aussi modeste fût-il, celui-ci s'est avéré fructueux et a permis à la France de remporter certains contrats commerciaux, comme la construction de l'hôtel New Aden grâce à un prêt garanti par le gouvernement français, la réhabilitation de l'hôpital principal d'Aden et la construction d'un nouveau terminal pour l'aéroport d'Aden. Ces relations sont restées satisfaisantes malgré deux attaques armées contre l'ambassade de la RORY à Paris, en février 1981 et en août 1983, la première ayant causé des dégâts matériels et la seconde entraîné la mort d'un employé yéménite. Ces attaques ont été attribuées à des racistes français et n'ont pas entaché les relations entre les deux États.

L'Italie et l'Allemagne de l'Ouest entretiennent de bonnes relations avec la RDPY et participent à son développement économique. Le rôle de l'AGIP dans l'exploration pétrolière est notamment abordé au chapitre 9.

Les relations commerciales avec la Grande-Bretagne se sont poursuivies tout au long des années 1970 malgré l'hostilité de la Grande-Bretagne envers le régime, qui a persisté jusqu'au début des années 1980 et n'a commencé à s'atténuer qu'en 1983, lorsque Whitehall a nommé son premier ambassadeur à Aden. L'aide se limite toujours à quelques bourses du British Council et à une assistance à l'enseignement de l'anglais, qui n'a débuté qu'en 1983. En 1981 encore, la police

britannique entrave ouvertement la liberté de circulation à l'entrée et à la sortie de l'ambassade de la RORY à Londres, tandis que les calomnies de la presse à l'encontre du régime étaient monnaie courante dans les années 1970. Celles-ci ont été remplacées au début des années 1980 par une nouvelle suggestion selon laquelle la RPDY « se tournait vers l'Occident ».

L'intensification des relations économiques avec l'Occident tient davantage à des possibilités financières accrues et à des financements multilatéraux qu'à des positions idéologiques, bien que les coûts et l'efficacité jouent un rôle. Dans certains cas, des liens traditionnels remontant à la période coloniale peuvent influencer les autorités de la RPDY : par exemple, le cabinet de conseil chargé du nouveau projet d'assainissement d'Aden est John Taylor and Co, la même société qui avait initialement construit les égouts sous la domination britannique, bien que le contrat de construction ait été attribué à une entreprise japonaise. Ces liens traditionnels peuvent expliquer en partie le nombre de contrats de conseil attribués à des entreprises britanniques, étant donné que l'industrie britannique n'affiche pas aujourd'hui un bilan particulièrement impressionnant, ni au niveau national ni à l'étranger.

Les États-Unis ont maintenu leur attitude hostile envers la RPDY. Pas plus tard qu'en août 1984, le régime de droite de Reagan accusait le Yémen démocratique d'être une force maléfique, un foyer de terrorisme, etc. Ils n'ont fait aucun effort pour améliorer les relations, ayant classé le pays comme hostile et communiste. Les dernières initiatives positives remontent à juin 1978, au moment des bouleversements, lorsqu'une délégation du Département d'État se rendait à Aden, mais la visite a été annulée en raison de la crise. Depuis 1981, les États-Unis organisent chaque année des manœuvres de leur Force de déploiement rapide dans les pays voisins du Yémen démocratique, à savoir l'Égypte, Oman et la Somalie. Par ailleurs, les porte-avions américains patrouillent dans l'océan Indien à proximité d'Aden, parfois même dans les eaux territoriales du Yémen, menaçant ainsi le pays. Les tentatives visant à saper directement le régime se sont limitées à soutenir les opposants et à financer des groupes de sabotage, comme celui qui a été condamné au printemps 1982.

L'État dans les années 1980

Avant l'indépendance, le pays était divisé en micro-États et même la Fédération d'Arabie du Sud n'avait pas mis en place de structures unificatrices ; au contraire, la division et la rivalité entre les différents micro-États s'étaient accentuées et aucune tentative n'avait été faite pour créer un sentiment d'appartenance nationale. Cela a permis à la jeunesse politiquement consciente de se considérer comme faisant partie de la nation arabe au sens large lorsque ce concept a émergé et a été diffusé par la radio. Le concept d'une entité yéménite était une

réalité pour les habitants du protectorat occidental, qui vivaient dans une région culturellement proche de l'imamat, que l'imam revendiquait comme faisant partie de son territoire. Au moment de l'indépendance, le pays était totalement dépourvu de toute « infrastructure », ne disposant ni de routes ni de services publics tels que l'eau et l'électricité, et ne comptant que très peu d'écoles et d'établissements de santé, dispersés dans les capitales des différents micro-États. Dès son arrivée au pouvoir, le Front de libération nationale (FLN), avec ses moyens très limités, a commencé à mettre en place les structures qui permettraient de rassembler le pays sur les plans physique, politique et social. L'une des principales réalisations du régime a été de créer un sentiment d'appartenance à la nation yéménite au sein de l'ensemble de la population, de Ras al-Ara à Mahra.

1. Organisations représentatives et de masse

Diverses structures étatiques œuvrent à l'unification du pays : comme nous l'avons vu, le Parti joue un rôle majeur à cet égard. Le Conseil populaire suprême, élu, est composé de membres représentant des circonscriptions, mais dans la plupart des cas, les candidats ne sont pas originaires de la région qu'ils représentent. Si, d'une part, cela signifie qu'ils ont une connaissance moins approfondie des problèmes locaux, d'autre part, cela contribue à garantir que ce Conseil ne serve pas de prétexte à la renaissance des relations traditionnelles de chefferie tribale et de clientélisme, les membres se considérant comme des seigneurs locaux. Les Conseils populaires locaux, qui se réunissent dans les chefs-lieux de gouvernorat, sont en revanche composés de membres qui vivent et travaillent dans leur circonscription, ce qui leur permet de rester proches des problèmes immédiats des localités dont ces Conseils ont la charge. Sur le plan administratif, chaque ministère dispose d'une antenne dans les capitales de gouvernorat et certains ont des bureaux dans les principales villes des *mudiriya*s (les unités dans lesquelles les gouvernorats sont subdivisés). À mesure que l'administration du pays devient de plus en plus complexe, ce sont ces lieux que les citoyens fréquentent pour obtenir des documents et des informations sur les politiques publiques, ainsi qu'une aide en cas de besoin. L'administration s'est ainsi développée et, à la fin des années 1970, elle comptait quelque 31 000 fonctionnaires. Parmi eux, certains sont d'anciens administrateurs employés par les Britanniques à Aden, qui occupent désormais principalement des postes de cadres intermédiaires et supérieurs, où leur hostilité à l'égard des politiques du régime peut contribuer à la lenteur de la bureaucratie. Ils exercent une influence négative sur les jeunes administrateurs qu'ils sont censés former. Bon nombre des difficultés que connaît le pays à la fin des années 1970 et au début des années 1980 sont attribuées à une gestion défailante, principalement due à la pénurie absolue de personnel qualifié. Mais le problème a également été imputé aux hauts fonctionnaires et cadres supérieurs formés à l'époque britannique, qui utilisent leurs fonctions pour faire obstruction

aux nouvelles lois et réglementations avec lesquelles ils ne sont pas d'accord. Le régime tente d'améliorer la situation par divers moyens, notamment l'éducation politique. De nombreuses formations en cours d'emploi sont organisées pour les jeunes administrateurs, et les étudiants sont formés tant à l'université d'Aden qu'à l'étranger. Du personnel est également envoyé suivre des formations de courte et moyenne durée à l'étranger, et divers instituts ont mis en place des formations au niveau local, comme l'Institut des coopératives qui forme des gestionnaires et des comptables de coopératives. Bon nombre des formations dispensées au Yémen démocratique sont organisées avec l'aide de diverses agences des Nations unies.

Outre les structures administratives et politiques, le régime s'efforce d'unifier le pays par le biais d'organisations de masse à l'échelle nationale, qui poursuivent des objectifs spécifiques. La première, après l'indépendance, fut la succession de l'ATUC, l'Union générale des travailleurs yéménites, créée en 1968. À la fin des années 1970, elle comptait quelque 85 000 membres répartis dans différents syndicats ; la nouvelle constitution de l'union est telle que son caractère se rapproche davantage de celui des syndicats d'Europe de l'Est, et ses responsabilités incluent l'amélioration de la productivité ainsi que des conditions de travail sur le terrain. Malgré cette institutionnalisation du syndicalisme, les syndicats agissent pour protéger les intérêts de leurs membres et leur rôle dans la détermination des salaires et des primes n'est pas négligeable. Bien que les grèves aient été peu nombreuses, il est souvent arrivé que leur intervention et leur médiation permettent de résoudre les problèmes juste avant que les travailleurs n'en viennent à faire grève.

Le Syndicat des paysans a été créé en 1976, bien que le NLF l'ait réclamé depuis la fin des années 1960 ; il organise des cours d'alphabétisation et d'autres formations, et est censé résoudre les problèmes des paysans au sein des coopératives. L'Union de la jeunesse, connue sous le nom d'Asheed, a été créée en 1973 et comptait, à la fin des années 1970, plus de 30 000 membres, avec une section pour enfants appelée les « Pionniers », qui organise des camps d'été, des activités sportives, des sorties le week-end, etc. Ces deux organisations sont étroitement liées à l'Union des étudiants, qui défend les intérêts des étudiants en matière d'éducation et dispose de sections actives à l'étranger, là où se trouvent des concentrations d'étudiants yéménites. Asheed joue un rôle davantage politique.

L'Union générale des femmes yéménites, créée en 1968, compte environ 15 000 adhérentes. Son objectif est de renforcer le rôle des femmes dans la société et l'économie et d'« améliorer leur niveau d'éducation, de culture, de formation professionnelle et de compétences techniques ».^[154] Elle a organisé des « cours d'alphabétisation » dans tout le pays, ainsi que des programmes de couture, de nutrition et d'hygiène. Elle aide les femmes à suivre des études dans des domaines

non traditionnels et ce programme social s'est avéré efficace, en particulier dans les zones rurales. Sur le plan politique, son impact est bien moindre ; son rôle est défini par le Parti et elle ne s'intéresse guère aux questions féministes, telles qu'elles sont comprises en Occident. L'Union est représentée au sein du Présidium du Conseil populaire suprême, mais au fil des ans, le nombre de femmes à la tête du Parti et au sein même du CPS a diminué. Au Comité central de l'UPONF élu en octobre 1975, on comptait une femme membre à part entière et deux candidates. En 1978, au Comité central de l'Union de la jeunesse socialiste (YSP), on comptait également une femme membre à part entière et deux candidates, tandis qu'en 1980, il n'y avait plus qu'une seule membre à part entière. Le quotisme semble être à l'ordre du jour et les femmes occupant des postes politiques de premier plan sont rares et ne sont pas souvent promues. Une ancienne présidente de l'Union des femmes a été nommée vice-ministre de la Culture et a rapidement perdu son siège au Comité central, où elle a été remplacée par sa successeuse au sein de l'Union, ce qui donne clairement l'impression que le siège au Comité central est attribué à la présidente de l'Union *de plein droit*.

Dans les zones résidentielles, les Comités de défense du peuple (CDP) ont été créés en 1973 sur le modèle cubain en tant que groupes de quartier dotés de larges responsabilités, allant de la protection des installations stratégiques contre le sabotage ou le vol à la distribution de cartes pour les denrées alimentaires subventionnées. Leur rôle social est évident dans les conflits familiaux et les procédures de divorce. L'accord des CDP est nécessaire pour qu'un divorce soit prononcé par le tribunal, et ils doivent tenter de réconcilier les parties. Ils sont composés d'habitants du quartier et discutent des problèmes locaux qui peuvent devoir être portés à l'attention des autorités compétentes pour qu'elles prennent des mesures. Ils ont connu un succès particulier dans les villages où ils constituent une forme d'administration communautaire locale. À Aden, leur fonction de sécurité a longtemps nui à leur image et de nombreuses personnes les considéraient comme une organisation de surveillance qui s'immisçait inutilement dans la vie des gens. Cependant, au début des années 1980, à mesure qu'ils intensifiaient leurs activités culturelles et communautaires, cette attitude a changé et ils ont gagné en popularité. En 1982, ils comptaient 160 000 membres.

Les institutions militaires du pays ont également joué un rôle majeur dans l'unité de la population. Il s'agit principalement des forces armées et de la milice. La milice a été officiellement créée en 1973 et peut mobiliser jusqu'à 100 000 membres, principalement des hommes, dont environ 60 % de paysans et 30 % d'ouvriers. Elle a été constituée à partir de divers petits groupements qui existaient de manière informelle depuis l'indépendance et qui avaient joué un rôle actif dans la défense des frontières du pays contre les attaques menées jusqu'en 1973. Organisée sur une base à temps partiel, avec jusqu'à 60 jours d'entraînement

par an, la milice joue un rôle important principalement dans la surveillance des lieux stratégiques : en juin 1978, elle aurait joué un rôle majeur lors des combats contre Salmine. Elle reste une importante réserve de personnes ayant reçu une formation militaire, pouvant être mobilisées rapidement en cas d'urgence.

2. Les forces armées

L'armée a profondément changé de nature depuis l'indépendance. Elle a vu le jour sous le nom d'Armée d'Arabie du Sud, formée par les Britanniques et issue de la fusion des Gardes fédérales et des Levées d'Aden, elles-mêmes composées d'anciennes forces locales entraînées et commandées par des officiers britanniques. Avant l'indépendance, elle constituait la seule institution « nationale » existante, du moins dans le Protectorat occidental, puisqu'il n'y avait aucun lien avec les forces armées du Protectorat oriental. Cependant, elle était d'origine tribale, la grande majorité de ses officiers et de ses hommes étant issus de la tribu des Awlaqi ; certains provenaient des Maisari, des Dhali' et des Yafi', et pratiquement personne d'autres tribus.

Au moment de l'indépendance, les forces armées de l'ensemble du pays comptaient environ 10 000 hommes, y compris celles du Protectorat oriental. ^[155] Au cours de l'été 1967, alors que le conflit entre le FLOSY et le NLF dominait la vie dans la région, l'armée « finit par se ranger du côté du NLF pour plusieurs raisons. Les officiers liés au FLOSY étaient parvenus, dès septembre, à la conclusion que cette organisation serait vaincue et avaient quitté l'armée, la laissant sous le contrôle des partisans du NLF. Une grande partie du soutien des officiers au FLN ne s'adressait pas à son aile socialiste, mais à son aile de droite ; de nombreux officiers considéraient le FLN comme faible et espéraient jouer un rôle politique dominant après l'indépendance. Dans les rangs, en revanche, le soutien à l'aile de gauche du FLN était considérable, ce qui influença l'armée dans son ensemble, faisant basculer l'équilibre des forces au détriment du FLOSY.

En mars 1968, comme nous l'avons vu, l'armée s'est impliquée dans la vie politique en s'alliant à l'aile droite du FLN dans le but de vaincre l'aile gauche après le quatrième congrès ; son échec témoignait de la force militaire relative des deux camps à cette époque, et notamment de l'importance des propres groupes militaires du FLN. Il est significatif que le premier ministre de la Défense ait été un membre de l'aile gauche du FNL, Ali Salem al Beedh, qui fut démis de ses fonctions après l'échec du Mouvement du 14 mai en 1968.

En janvier 1970, Ali Nasser Mohammed devint ministre de la Défense et mit rapidement en œuvre de profonds changements dans la structure de l'armée afin de l'aider à devenir un instrument de la transformation socialiste du pays. Ces mesures ont été prises alors même que l'armée était à l'époque indispensable

pour défendre le pays contre les attaques militaires incessantes provenant de l'autre côté des frontières. Les officiers formés par les Britanniques ont rapidement été démis de leurs fonctions et des conseillers soviétiques ont été fait venir. Bien que certains cadres du FLN aient reçu une formation militaire en Égypte avant l'indépendance, le besoin de cadres était criant et de nombreux soldats prometteurs ont été envoyés en formation en Union soviétique. Le FLN a nommé des secrétaires politiques à tous les échelons des forces armées afin d'assurer l'éducation politique des soldats. La conscription fut instaurée, ce qui entraîna une rapide « détribalisation » de l'armée, car elle s'inscrivait dans le cadre des efforts visant à répartir équitablement la formation et les promotions entre les populations issues des différentes régions du pays.

Comme l'indiquait le programme de l'UPONF de 1975 et comme cela fut réaffirmé lors d'autres congrès : « Les institutions militaires sont soumises à la direction politique de l'Organisation politique unifiée, du Front national, de son programme général et de ses résolutions. Elles doivent s'appuyer sur les classes laborieuses, en particulier les ouvriers et les paysans, et doivent défendre les intérêts des ouvriers et des paysans... »^[156] Au sein de l'ensemble des forces armées, les secrétaires politiques jouent un rôle important pour garantir que le parti conserve le contrôle et que l'armée reste « à l'abri du fléau généralisé des pronunciamientos »,^[157] comme l'a formulé Ali Nasser lorsqu'il était ministre de la Défense. Une autre caractéristique importante des forces armées est leur participation aux activités productives, dont l'objectif politique est décrit comme suit : « La participation des institutions militaires au processus productif aux côtés des autres forces de la révolution, dans la mise en œuvre des projets agricoles et industriels du plan de développement, ainsi que dans les secteurs des services, garantira que les forces armées ne constituent pas un fardeau pour la révolution, mais au contraire une force qui participe au processus de production tout en défendant la révolution et ses acquis. »^[158]

Bien que l'accent mis sur la participation à la production ne fasse plus partie du programme du YSP, les forces armées jouent bel et bien un rôle important dans la gestion de certaines exploitations agricoles et dans le secteur de la construction. En cas d'urgence, comme par exemple lors des grandes inondations de 1982, elles ont été envoyées dans les zones sinistrées pour aider la population à effectuer des réparations d'urgence. Elles jouent également un rôle important dans l'éducation : alors qu'il existe encore un grand nombre d'analphabètes, les conscrits reçoivent une éducation de base au sein de l'armée et peuvent également acquérir des compétences qui leur seront utiles par la suite dans divers domaines de la vie civile. En août 1983, une Direction générale de la défense civile a été créée sous le

commandement de la milice populaire, placée sous la supervision du ministre de la Défense. ^[159]

Le rôle principal des forces armées était, bien sûr, la défense des frontières au cours des premières années, alors qu'elles étaient constamment attaquées. Depuis lors, elles ont également joué un rôle important dans la politique intérieure et étrangère du pays : elles se sont clairement divisées lors des événements de 1978, certaines de leurs composantes ayant soutenu Salmine, et, plus tard dans l'année, d'importants changements au sein du corps des officiers ont eu lieu, révélant des divergences politiques. Dans l'ensemble, la loyauté des forces armées ne fait aucun doute, comme l'ont prouvé les conflits entre les deux parties du Yémen en 1972 et 1979.

Les forces armées ont également joué un rôle dans la politique étrangère du pays lorsque la RDPY a envoyé une unité symbolique au sein de la force de maintien de la paix au Liban en 1976, qui a été retirée en décembre 1977. En 1977 et 1978, dans un geste de solidarité avec le nouveau régime révolutionnaire en Éthiopie, la RDPY a envoyé des troupes pour aider l'Éthiopie dans la guerre de l'Ogaden ; cela a suscité une vive polémique hostile en Occident, où l'on a affirmé à tort que les Yéménites avaient envoyé des troupes pour combattre les guérilleros érythréens. La position de la RDPE sur l'Érythrée est que le conflit doit être résolu pacifiquement par le dialogue, et la RDPE n'est pas disposée à soutenir militairement l'Éthiopie dans ce conflit. La guerre de l'Ogaden, en revanche, qui constituait une violation manifeste des frontières internationales reconnues, a été une occasion où la RDPE a jugé opportun de manifester une solidarité concrète avec le régime éthiopien. Les rumeurs ultérieures, dans les années 1980, selon lesquelles des troupes de la RDPY se trouvaient en Afghanistan ne sont qu'un autre exemple de propagande noire contre le régime. Lorsque des troupes de la RDPY ont été engagées, cela n'a pas été tenu secret, et le musée militaire d'Aden présente des photographies de martyrs ainsi que des commentaires sur les activités des troupes de la RDPY en Ogaden.

Le régime ne fait pas non plus grand mystère du fait qu'il bénéficie d'une formation et d'un équipement fournis par ses alliés d'Europe de l'Est. Parmi les estimations les moins alarmistes concernant les conseillers militaires étrangers figure celle du Département d'État américain, qui évaluait à 1 300 le nombre total d'experts soviétiques, est-allemands et cubains. Le rapport précise en outre que plus de la moitié d'entre eux sont des civils, et que parmi les conseillers militaires figurent environ 300 Cubains chargés de former la milice, 300 Soviétiques chargés de former l'armée et 100 Est-Allemands impliqués dans la réorganisation de la sécurité intérieure. ^[160] Quant à l'effectif des forces armées, l'Institut international d'études stratégiques de Londres estime à 27 500 le nombre total de militaires en

1984, dont 18 000 conscrits effectuant un service de deux ans — parmi lesquels 1 000 dans la Marine et 2 500 dans l'Armée de l'air —, et évalue les effectifs de la milice à 15 000. ^[161]

Dans l'ensemble, il apparaît clairement que dans la RPDY, « la politique est aux commandes » et que l'armée, bien qu'elle compte de nombreux membres du Parti, reçoit ses ordres, en tant qu'institution, des autorités civiles. En cela, le régime contraste fortement avec d'autres États arabes « progressistes » où l'armée joue un rôle politique dominant.

Une conséquence de cet incident fut le soutien soudainement manifesté par la clique baasiste irakienne à l'opposition au sein de la RDPY. Les dirigeants du FLOSY furent accueillis à Bagdad et formèrent le *Regroupement national des forces patriotiques du Yémen du Sud* sous la présidence d'Abdul Qawi Makkawi — BBC SWB ME 6382, 28 mars 1980.

Cependant, après l'assassinat de Hamdi et le virage à droite opéré dans le Nord, d'autres groupes progressistes rejoignirent le NDF, notamment le Front du 13 juin (*al Jabha HJuniu*), formé de partisans de Hamdi, dont l'organisation tirait son nom du jour où il avait pris le pouvoir. Le Mouvement nassérien (*Harakat al Nasriyin*) s'y joignit également, ainsi que des partisans de la tendance baasiste syrienne.

Chapitre cinq : La transformation de la société.

Dès ses débuts en 1965, le NLF avait pour objectif « la transformation radicale de la réalité sociale créée par le colonialisme » et prônait une transformation complète des relations sociales dans le pays. Cet objectif a été atteint : la hiérarchie sociale traditionnelle a été renversée, les anciens chefs tribaux sont soit morts, soit en exil. Parmi les nouveaux dirigeants du pays figurent des personnes issues de milieux modestes, ce qui était inconcevable autrefois ; la terre et l'eau ne peuvent plus être utilisées pour accumuler des richesses au détriment des paysans ; le secteur public de la distribution au détail et les prix subventionnés des produits de première nécessité empêchent les petits commerçants de se comporter en usuriers ; les femmes revendiquent l'égalité des droits avec les hommes conformément à la Constitution, et les notables religieux ont perdu leur pouvoir politique sur leurs voisins.

Bon nombre de ces changements nécessitent encore une lutte constante de la part de ceux qui doivent en bénéficier, car la loi ne peut pas transformer la conscience collective, mais seulement soutenir ceux qui sont prêts à œuvrer pour ces changements. Si les inégalités flagrantes ont été abolies et les moyens d'exploitation des classes inférieures par les puissants supprimés, l'égalité n'est pas encore atteinte et de nombreux obstacles se dressent encore sur son chemin : le fossé entre les zones urbaines et rurales reste énorme, les femmes ne jouent pas encore un rôle égal dans de nombreux domaines, notamment en politique, et de nombreuses attitudes anciennes d'arrogance et de supériorité persistent parmi les personnes d'origine *sada*.

La société avant l'indépendance.

Peu d'études ont porté sur la structure sociale du Yémen du Sud pendant la période de domination britannique, et aucune n'a été menée depuis ; la recherche la plus remarquable est celle d'A. S. Bujra^[162], qui a mené une étude détaillée d'une petite ville du Wadi Hadramaut et a également publié une analyse de la structure sociale d'Aden dans les années 1950. Dans les pages qui suivent, je présente une esquisse sommaire de la structure sociale : sa brièveté nécessite une simplification excessive.

Dans l'arrière-pays, il existait une multiplicité de groupes sociaux, qui n'étaient pas tous présents partout et dont les relations étaient relativement souples. La nature de la stratification sociale pose également problème dans la mesure où la structure précapitaliste reposait sur un statut héréditaire et où la mobilité, si elle existait, ne pouvait s'exercer que vers le bas. Le système de stratification était fermé, n'autorisant que les mariages hypergames^[163], et le protocole social était déterminé par la hiérarchie. En conséquence, la question de savoir si ces groupes devaient être qualifiés de classes ou de castes a fait l'objet d'un débat, sur lequel je ne m'étendrai pas ici. Bien que cette structure fût présentée comme immuable, elle présentait une certaine souplesse sur de longues périodes, et il n'y avait pas nécessairement de corrélation entre richesse et statut.

Le niveau le plus élevé était celui des *sada* (au singulier, *sayyed*), dont la supériorité et la noblesse reposaient sur leur prétention à descendre directement du prophète Mahomet, ce qui conduisait également d'autres à leur attribuer des pouvoirs surnaturels. On les reconnaissait à leur tenue vestimentaire : leur *jambiya* (un poignard court) ne possédait qu'un fourreau légèrement incurvé ; ils portaient également principalement des vêtements blancs ainsi que des turbans et des coiffes distinctifs. Leurs qualités sacrées héritées leur conféraient un rôle éducatif, consistant à enseigner l'islam à d'autres groupes sociaux en tant que détenteurs d'autres formes de savoir. Leur rôle politique comprenait la médiation

dans les conflits et la garantie d'un sauf-conduit à travers le territoire tribal pour les voyageurs. Dans le prolongement de leur rôle de médiation et de protection, ils ont progressivement pris le contrôle de villes devenues des *haw tas*, lieux où les conflits tribaux étaient interdits et où les groupes belligérants pouvaient commercer et opérer sans craindre leurs ennemis, toutes les querelles étant suspendues aux portes de la ville. Le rôle politique des *rada* leur a conféré du pouvoir, en particulier dans le Wadi Hadramaut où leur ascendant était renforcé par leur richesse. Alors que dans le Wadi, les *sada* ne se livraient pas au commerce, une activité jugée indigne de leur rang, ils sont devenus, après leur émigration en Indonésie, des commerçants prospères et ont accumulé un capital considérable. Combiné à leur rôle politique traditionnel, cela a permis à certaines familles *sada*, par exemple les al-Kaf à Tarim, de devenir de fait les dirigeants de la majeure partie du Wadi Hadramaut. Le sultan Kathiri était pauvre et devint financièrement dépendant d'eux, tandis que le sultan Qu'ayti, situé loin à Mukalla, avait besoin d'eux pour obtenir des capitaux d'investissement. Dans d'autres régions du pays, le rôle des *sada* se limitait à la médiation et à l'éducation religieuse ; bien qu'ils fussent respectés, ils ne monopolisaient pas la politique au détriment des chefs tribaux.

Le deuxième niveau de la structure sociale était partagé à peu près à parts égales par deux groupes : les *mashaykh*, dont le statut reposait également sur des fondements religieux, et les *qaba'il* (tribus), dont le statut reposait sur la filiation. Les deux groupes considéraient Qahtan, l'ancêtre légendaire de tous les peuples d'Arabie du Sud, comme leur ancêtre commun, mais le statut des *mashaykh* découlait de leur érudition religieuse, tandis que celui des *qaba'il* tenait à leur filiation et à leur lignée. Le statut des premiers était inférieur à celui des *sada* ; ainsi, leur filiation moins exclusive impliquait que leur héritage spirituel était également moindre. Bien que leur autorité religieuse fût due à leur érudition plutôt qu'à leur naissance, ils contrôlaient également certains territoires, généralement des villes qui constituaient aussi des zones de paix pour les membres des tribus.

Les *qaba'il* (au singulier, *qabila*) constituaient la couche intermédiaire de la société à laquelle tous les autres se référaient ; ils faisaient remonter leur ascendance aux fondateurs de leurs tribus, qui étaient subdivisées selon un système segmentaire par la lignée masculine. Toutes les régions étaient sous la domination d'une tribu, d'une section tribale ou d'une lignée ou une autre, mais n'étaient pas particulièrement riches compte tenu de la pauvreté de l'agriculture et de l'absence d'autres ressources. Les membres des tribus sédentaires vivaient dans des villages et cultivaient les champs environnants. De petites villes commerçantes faisaient office de capitales des régions placées sous le contrôle de chaque tribu. Leurs hommes étaient armés et leur rôle social était celui de guerriers, en état de

guerre permanent contre tous ceux qui n'étaient ni des proches parents ni des alliés.

Sur le plan professionnel, ils étaient à la fois paysans, éleveurs et combattants, mais ne se livraient pas à des activités urbaines jugées inférieures, telles que le commerce ou l'artisanat. À l'intérieur des frontières de ce qui devint la République démocratique populaire du Yémen, il n'existait pas de grandes confédérations tribales comme on en trouve plus au nord de la péninsule ; la fragmentation était intense, ce qui explique pourquoi les Britanniques signèrent tant de traités de protectorat avec des chefs tribaux mineurs.

Le troisième niveau était celui des *masakin* ou *du 'afa*, les « faibles », qui vivaient dans les villes et les villages. Ils exerçaient des métiers de commerçants et d'artisans et se déplaçaient sans armes. Ils ne disposaient d'aucun groupe de filiation commun pour les soutenir et ne contrôlaient aucune terre. Comme ils étaient désarmés, ils avaient besoin, lors de leurs déplacements, de la protection des membres des autres groupes, ce qui fournissait du travail aux membres des tribus chargés de protéger et de contrôler le commerce caravaniers.

En marge et bien en dessous des *masakin* se trouvaient des groupes parfois considérés comme des parias, car ils n'étaient même pas considérés comme faisant partie du système décrit ci-dessus. Il s'agissait des *akhdam* et des *hujur*, de petits groupes d'origine ethnique distincte, dont certains seraient les descendants d'esclaves africains. Ils exerçaient les métiers les plus méprisés et jugés impurs, tels que la boucherie, le ramassage des ordures et le nettoyage, bien que les *hujur* travaillassent également dans l'agriculture et jouissent d'un statut légèrement supérieur.

Alors que cette structure, avec quelques modifications, prévalait dans l'arrière-pays, la société d'Aden avait été fondamentalement transformée aux XIX^e et XX^e siècles sous l'influence britannique et par l'immigration en provenance d'Inde et de Somalie. Les Yéménites d'Aden formaient les classes inférieures composées de travailleurs immigrés de l'arrière-pays et de l'Imamat, mais certains d'entre eux finirent par rejoindre la classe marchande. Les ouvriers occupaient un rang inférieur dans la hiérarchie britannique, bien qu'ils fussent principalement issus de la classe tribale dans leur pays d'origine et qu'ils y conservassent un statut élevé. Cette contradiction dans leur position a influencé leurs choix politiques et autres. La société d'Aden était dominée par les administrateurs, commerçants et militaires européens, principalement britanniques, qui se considéraient comme les plus haut placés, suivis par les autres classes marchandes immigrées étrangères, composées d'Indiens et de Parsis, puis, plus bas dans la hiérarchie, par les ouvriers yéménites et les coolies somaliens.

Bien que trop brève pour permettre un développement social ou la création d'une culture progressiste au sein du NLF, cette courte période de lutte armée a jeté les bases d'un nouvel ordre social. Au moment de l'indépendance, le NLF disposait d'un avantage majeur : les anciennes structures de pouvoir avaient été détruites et l'autorité sultanale avait perdu son emprise sur le peuple. Les anciens dirigeants avaient quitté l'arrière-pays avec leurs partisans et l'élite dont ils dépendaient, tandis que la bourgeoisie d'Aden était partie avant et peu après l'indépendance, laissant partout le champ libre à la création de nouvelles relations sociales.

Parmi les objectifs déclarés du régime figurent la création d'une société où tous les citoyens, y compris les femmes, sont égaux sans distinction de richesse ou de naissance, une société dans laquelle chacun peut atteindre un niveau de vie adéquat tant en ville qu'à la campagne, une société dans laquelle le statut social s'acquiert par le mérite et les capacités plutôt que par l'ascendance. Même en l'absence de contraintes financières et économiques, ces objectifs seraient lents et difficiles à atteindre, compte tenu de la lenteur générale des changements idéologiques et sociaux. Les principales contraintes auxquelles le régime continue de se heurter pour faire évoluer les mentalités et les relations sociales proviennent avant tout de l'inertie inhérente et de la stabilité fondamentale des structures sociales, que l'on retrouve partout : cela signifie que les nouvelles approches des relations sociales ne se développent que lentement, dans une relation dialectique avec la législation et les autres mesures décrétées par le gouvernement. Les mesures sociales progressistes peuvent se heurter à une opposition non seulement de la part de ceux qui, en continuant à revendiquer un statut hérité, peuvent être grossièrement qualifiés d'« ennemis de classe », mais aussi de la part de partisans militants de la révolution. Même des cadres et des membres du Parti progressistes peuvent s'opposer à ce qu'une fille apparaisse en public ou fasse ses études en dehors du village, par crainte de « l'opinion publique », ou bien ils peuvent insister pour la marier à un partenaire de leur choix selon les rituels traditionnels, un partenaire choisi pour ses liens tribaux avec la famille ou son statut hérité plutôt que pour ses qualités personnelles. De même, le montant de la dot peut être bien supérieur à celui fixé par la loi, afin de préserver le statut social de la famille. Les personnes d'origine *sada* sont également connues pour qualifier de « bédouins ignorants » les dirigeants politiques actuels, parmi lesquels figurent des personnes d'origine sociale modeste ; de telles remarques ne sont pas liées aux politiques menées, mais constituent une remise en cause du droit des personnes de statut social inférieur à gouverner. Ces préjugés ne sont pas près de disparaître du jour au lendemain et ils créent un climat idéologique qui contribue à la lenteur du changement social.

L'accès limité aux médias dans les zones rurales a également rendu plus difficile l'évolution des mentalités. Alors que la majeure partie du pays pouvait capter la radio d'Aden dès 1973, la télévision, très populaire, n'a pénétré les zones reculées que dans les années 1980, tandis que certaines régions pouvaient capter les chaînes saoudiennes, omanaises ou nord-yéménites avant même de pouvoir capter celle d'Aden. Ces chaînes, compte tenu de l'idéologie de ces régimes, ne diffusent pas de programmes susceptibles d'encourager chez les téléspectateurs le développement d'une conscience sociale socialiste, mais promeuvent au contraire les interprétations les plus rétrogrades et conservatrices de l'islam ainsi que d'autres idées conservatrices.

Islam

Contrairement à la propagande souvent citée selon laquelle le régime aurait fermé toutes les mosquées et encouragerait l'athéisme, l'islam semble se porter bien et prospérer dans le Yémen démocratique. Région où, traditionnellement, presque tout le monde suit la branche chaf'ite de l'islam sunnite, le sud de l'Arabie comprend des zones que les observateurs du XIX^e et du début du XX^e siècle considéraient comme n'étant que marginalement islamisées. Cela était probablement plus vrai pour les zones tribales nomades que pour les villes. Le Wadi Hadramaut, par exemple, possède une longue tradition d'érudition musulmane, Tarim étant une ville réputée depuis des siècles pour ses érudits ainsi que pour ses 360 mosquées ou plus et ses bibliothèques de manuscrits historiques et religieux.

« L'islam est la religion d'État »^[164] selon la Constitution. Les fondations religieuses sous forme de domaines fonciers (*awqaf*) ne sont plus gérées par les mosquées et relèvent désormais de la compétence du ministère de la Justice et des Awqaf, qui est également chargé de l'entretien des mosquées et de la rémunération des imams à temps plein, lesquels perçoivent des salaires de la fonction publique. Comme partout ailleurs dans le monde musulman, on trouve des mosquées partout et leur style varie, allant d'une architecture flamboyante et impressionnante – dont l'exemple le plus marquant en RPDY est la mosquée al-Mohdar à Tarim – à de simples maisons et huttes impossibles à distinguer des habitations environnantes, si ce n'est par la saillie du *mihrab*, qui indique la direction de La Mecque. La fréquentation des prières du vendredi varie d'un endroit à l'autre, mais lors des grandes fêtes religieuses et à l'occasion des funérailles, les dirigeants du pays y assistent, ce dont les médias font état. Bien que l'entretien des mosquées relève de la responsabilité du ministère, dans certains cas – lorsque le bâtiment a été financé par des travailleurs émigrés, par exemple –, ce sont ces derniers et les communautés locales qui continuent de s'en occuper. Alors que le discours officiel évite de faire appel à l'islam, que ce soit pour

soutenir des politiques ou pour s'opposer à des tendances considérées comme « arriérées », les prêches prononcés lors de la grande prière du vendredi s'inspirent d'interprétations plus progressistes et libérales du Coran. De même, l'islam fait partie du programme scolaire obligatoire, où il est enseigné aux côtés de matières plus « révolutionnaires », telles que l'histoire de la révolution yéménite et la politique du Parti. Les grandes figures religieuses jouent également un rôle politique : l'imam le plus éminent du pays est membre du Conseil populaire suprême et participe publiquement, en sa qualité religieuse, aux grandes cérémonies lorsque cela s'y prête.

L'islam est la religion de la population yéménite, mais il existe encore quelques croyants d'autres religions, principalement des descendants d'immigrants de l'époque britannique, et leur liberté de culte est également garantie par la Constitution.^[165] Celle-ci est exercée ouvertement et il existe une église catholique en activité à Aden, ainsi que quelques lieux de culte pour les autres groupes religieux minoritaires. La RDPY est un pays où la liberté de religion semble prévaloir, et il n'existe aucune pression sociale publique, ni en faveur ni contre la religion. Cela contraste fortement avec d'autres pays que j'ai visités, et à Aden, j'ai clairement ressenti cette absence de pression : j'ai rarement vu des gens prier dans les lieux publics, et les hauts fonctionnaires ne quittent pas non plus leur travail pour aller prier. Lorsque j'ai vu des travailleurs ordinaires aller prier, ils ne semblaient pas craindre la moindre désapprobation et déclaraient tout naturellement qu'ils partaient prier, interrompant ainsi leur travail, ce qui était considéré comme tout à fait légitime. De même, pendant le ramadan, des horaires de travail adaptés sont mis en place pour tenir compte de ceux qui jeûnent, bien que le jeûne semble relever entièrement d'un choix individuel, sans aucune pression exercée sur qui que ce soit, dans un sens ou dans l'autre, à Aden. Il est probable que le conformisme soit plus fort dans les régions plus religieuses, dans le Wadi Hadramaut par exemple, et de manière générale dans les petites villes qui ont tendance à être plus conservatrices que les grandes villes ou la campagne.

L'influence conservatrice de la tradition, revêtue d'un langage religieux, est encore perceptible dans de nombreux domaines et ne devrait s'atténuer que progressivement. Il est toutefois significatif que, dans la RDPY, on puisse parler, dans les années 1980, d'un recul des attitudes conservatrices, à une époque où, ailleurs dans le monde musulman, le conservatisme est en plein essor et se manifeste principalement à travers l'idéologie islamiste fondamentaliste et les normes répressives de comportement social qui y sont associées. Ce renouveau ne semble pas constituer une force politique significative au Yémen démocratique, probablement parce que certaines régions du pays n'ont jamais été profondément musulmanes, tandis que dans d'autres, les politiques religieuses libérales du

régime n'ont pas suscité d'opposition virulente. Ce n'est que pendant une brève période, au début des années 1970, que des efforts ont été déployés pour mettre en œuvre de force des politiques sociales radicales, s'aliénant ainsi une grande partie de la population. Depuis lors, le rythme s'est ralenti à un niveau où le changement est perceptible sans susciter d'hostilité notable. Par exemple, en 1980, j'ai visité un grand lycée de filles flambant neuf et superbement équipé à Shihr, une ville conservatrice de l'Hadramaut. Cet établissement, le plus luxueux que j'aie vu dans le pays, était conçu pour accueillir jusqu'à 250 élèves et son personnel était entièrement composé de femmes afin de ne pas heurter les traditionalistes. Malgré cela, au moment de ma visite, l'établissement ne comptait que 83 élèves réparties dans trois classes, car les familles de la ville s'opposaient à ce que leurs filles suivent un enseignement secondaire. Le personnel passait une grande partie de son temps à rendre visite aux familles et à tenter de les persuader d'envoyer leurs filles à l'école. Il est peut-être pertinent de noter que la plupart des migrants originaires de Shihr travaillent en Arabie saoudite.

Le conservatisme religieux varie considérablement d'une région à l'autre : Aden, en tant que capitale et plus grande ville, est de loin la région la plus libérale du pays, où les pressions de la tradition sont moindres, l'anonymat y étant presque possible. Les zones rurales et les villages offrent davantage de liberté que les petites villes, où le statut social est souvent lié au respect des traditions. Ici, l'ancienne élite des *sada* et des *mashaykh* peut encourager des traditions rétrogrades et soutenir l'autorité du chef de famille masculin, non pas pour des motifs religieux directs, mais en représailles contre le régime et ses politiques qui ont détruit leur autorité héritée et les ont remplacés par des fonctionnaires dont la légitimité repose sur leurs compétences et leurs mérites acquis plutôt que sur leur naissance.

Détribalisation

Les mesures anti-tribalistes les plus importantes ont été prises immédiatement après l'indépendance. En mars 1968, un décret de réconciliation tribale a été promulgué : bien que les querelles aient cessé presque immédiatement, ce décret, à l'instar d'autres visant à modifier la structure sociale, n'a pas apporté de solution immédiate à tous les problèmes, et au cours des premières années, une grande partie de l'opposition armée au régime était d'origine tribale, encouragée par les anciens dirigeants, comme par exemple à Bayhan, Sa'id et dans l'ancienne région d'Awdhali. Toutefois, d'importants efforts ont été déployés par le pouvoir judiciaire et l'administration pour faire respecter les lois contre les querelles tribales, et il arrive que les forces armées interviennent pour empêcher qu'une querelle tribale ne s'envenime après un premier meurtre, et pour traduire le coupable devant les tribunaux officiels. Cela s'est produit, par exemple, à Bayhan en mars 1980, alors

que je me rendais dans la région. L'intervention musclée du régime pour mettre fin aux querelles tribales a joué un rôle significatif dans leur réduction.

1. Une réconciliation générale est proclamée entre toutes les tribus de la PRS Y pour une période de cinq ans à compter du lundi 1er janvier 1968.
2. Tout différend ayant fait l'objet d'une querelle avant cette date doit cesser.
3. Quiconque enfreindra cet ordre ou le contestera sera considéré comme un criminel et sera traduit en justice et puni conformément à l'autorité du gouvernement.
4. Aucun individu ni aucune tribu ne peut se venger, quelle qu'en soit la cause ; toute personne ou tribu se trouvant dans une telle situation doit déposer une plainte auprès du gouvernement. »^[166]

Une nouvelle tentative visant à contrôler les querelles et à réduire les disparités sociales a été entreprise en novembre 1969, lorsque le port d'armes a été interdit. Les hommes ne peuvent plus porter d'armes, sauf s'ils disposent d'un permis spécial. En conséquence, la vie quotidienne dans la République démocratique populaire du Yémen (RDPY) diffère nettement de celle de la République arabe du Yémen (RAY), où la plupart des hommes portent des jambiyas et des mitraillettes de toutes sortes, qu'ils sont prêts à utiliser à la moindre provocation, ce qui entraîne un taux de mortalité élevé. Dans la petite ville de la RAR où j'ai vécu pendant six mois, six personnes ont été tuées en une seule journée à la suite d'une dispute au sujet de 2 riyals (environ 0,50 \$), et ce cas n'était pas isolé. Au Yémen démocratique, depuis l'indépendance, un tel événement est inconnu : les hommes se promènent sans armes et, bien que la plupart d'entre eux possèdent encore des jambiyas, voire des fusils, chez eux, les disputes débouchent rarement sur leur utilisation. Les gens craignent les représailles du gouvernement et, de surcroît, ne peuvent pas réagir immédiatement, car aller chercher l'arme chez eux prend du temps, ce qui permet aux esprits de se calmer. Dans les zones frontalières et autres zones stratégiques, de nombreux hommes sont armés, mais c'est en tant que membres de milices ; dans ce contexte, le port d'armes n'est pas un signe de différenciation sociale.

L'une des premières mesures visant à instaurer l'unité nationale a consisté à diviser les zones administratives internes du pays en six gouvernorats dont les frontières ont été délibérément tracées ni selon un critère tribal, ni selon celui des anciens émirats. Bien qu'ils n'aient d'abord été que numérotés, en mars 1980, de légères redéfinitions ont été apportées aux limites et les gouvernorats ont reçu des noms qui ne ravivent pas le tribalisme. Il s'agit d'*Aden* pour le gouvernorat qui comprend la capitale, d'*Lahej* en référence à la principale ville de cette région, d'*Abyan*, du nom de son oued le plus important, de Shabwa, du nom de l'ancienne capitale du royaume d'Hadramaut dont les ruines se trouvent dans le gouvernorat,

d'*Hadramaut*, nom géographique généralement accepté pour cette région, et de *Mahra*, nom du peuple et de la langue préislamique qui y est parlée. Des modifications mineures ont été apportées aux frontières des *mudiriyas*, afin d'améliorer les communications et la cohésion sociale.

En 1968, le gouverneur d'Aden a annoncé :

« qu'il n'accepterait aucune plainte ni demande qui lui serait soumise par un intermédiaire, comme c'était la pratique à l'époque révolue... La révolution est venue au service des jeunes et des vieux sans exception, supprimant ainsi toutes les distinctions. En conséquence, tout citoyen souhaitant adresser une plainte au gouverneur est prié de la lui soumettre directement, sans aucune forme d'intercession. »^[167]

Cette mesure visant à empêcher le trafic d'influence témoigne d'une volonté ferme d'instaurer l'égalité entre les citoyens et d'empêcher l'émergence de privilèges résultant du courtage.

De même, des efforts sont déployés, sans toujours aboutir, pour garantir que l'emploi repose sur les qualifications et les compétences plutôt que sur les liens tribaux ou familiaux ; toutefois, les relations personnelles restent importantes, comme c'est le cas dans les pays capitalistes avancés où les « réseaux de vieux copains » exercent encore une grande influence. Afin d'affaiblir les relations sociales fondées uniquement sur l'origine tribale, un décret a été promulgué en 1970 annulant les autorisations de tous les clubs, associations et organisations à caractère tribal et fermant leurs succursales. Ces structures avaient principalement servi à entretenir des contacts et à renforcer les liens tribaux entre ceux qui avaient émigré à Aden et qui constituaient à l'époque des foyers d'opposition au régime fondés sur des bases tribales. Il n'en reste pas moins que la vie sociale s'articule toujours autour de la famille et s'étend aux autres personnes originaires de la même région.

Le procès, en 1982, du groupe de saboteurs qui avait prévu de faire sauter les principales installations économiques du pays a révélé la force des liens familiaux et tribaux. Tous les accusés provenaient du même village ou de ses environs, et certains étaient des proches parents, des frères et des cousins ; ils étaient manifestement tous partis travailler dans la même région d'Arabie saoudite en s'appuyant sur un réseau de solidarité tribale pour trouver un emploi. Ce même réseau a servi au recrutement au sein du groupe de saboteurs.

Les Bédouins

La population nomade représente environ 10 % de la population totale, mais occupe plus de 67 % du territoire national, qui ne peut être utilisé d'aucune autre manière car il s'agit de pâturages très clairsemés ; elle produit néanmoins un tiers

de la viande produite dans le pays. La politique officielle concernant les *Bédouins* reconnaît leur rôle important dans le semi-désert, mais considère également que les pâturages ne sont pas en mesure d'assurer un niveau de vie raisonnable aux nomades et encore moins de soutenir une augmentation du cheptel ou de la population humaine. Le gouvernement encourage donc la sédentarisation des *Bédouins* et le développement d'activités alternatives. Il a obtenu un certain succès dans la poursuite de ces objectifs.

Les conditions de vie des nomades se sont améliorées grâce au forage de puits et à la construction de réservoirs d'eau, ainsi qu'à l'ouverture de commerces et d'autres infrastructures de base près de certains des nouveaux points d'eau. Alors qu'en 1973, les points d'eau permanents étaient distants de 100 km les uns des autres, ce chiffre était tombé à environ 35 km en 1981 grâce à un vaste programme de forage mené dans la zone du Projet de développement des Bédouins, qui couvre la partie nord de la région semi-désertique, comprenant la majeure partie des gouvernorats de Mahra et d'Hadramaut ainsi que des portions importantes du gouvernorat de Shabwa (à l'exception du Rub' al Khali et de Ramlat as Sabatain, qui sont des zones désertiques arides) . Des enquêtes sociales^[168] menées en 1974 et 1981 montrent des améliorations notables du niveau de vie des nomades : alors qu'en 1974, seuls 1 % d'entre eux vivaient dans des habitations permanentes, ils étaient 16 % en 1981 ; la proportion de ceux percevant un revenu en espèces supérieur à 201 YD était passée de 1,3 % en 1974 à 55,7 % en 1981, même si l'inflation explique en partie cette différence. Le taux d'alphabétisation était passé de 25 à 35 % et, plus significativement, le taux de scolarisation était passé de 2,3 % à 20 % pour les garçons et de 0,5 % à 8 % pour les filles. La plupart des parents approuvaient la scolarisation de leurs enfants, garçons comme filles. Ces changements dans le niveau d'éducation des jeunes constituent des tendances importantes pour l'avenir, tout comme les nouvelles attitudes concernant les métiers jugés acceptables : en 1981, 85 % des parents considéraient l'agriculture comme une profession appropriée pour les *Bédouins*, ce qui témoigne d'une disparition rapide des anciens préjugés à l'encontre des métiers sédentaires. Entre 1974 et 1981, le nombre de personnes exerçant l'élevage comme activité économique a baissé de 90 % à 73 %, ce qui témoigne d'une augmentation des activités sédentaires, qu'elles soient liées au projet ou non, et d'un recours accru aux métiers manuels ainsi qu'aux professions libérales. Un autre signe porteur d'avenir était le nombre de personnes disposées à se tourner vers des organisations non tribales pour obtenir de l'aide face à leurs problèmes, chiffre qui a atteint le niveau élevé de 67 % en 1981. Tout aussi surprenant, 32 % des nomades interrogés dans le cadre de l'enquête avaient adhéré à l'une des organisations de masse (voir chapitre 4) mises en place par le gouvernement. Cela témoigne d'un degré de mobilisation très élevé, étant donné que ces organisations ne sont pas

particulièrement répandues dans les zones semi-désertiques où les nomades se déplacent.

Le Projet de développement des Bédouins, actif dans toute la région où les nomades sont pratiquement les seuls habitants, joue un rôle multiple. Outre l'amélioration du niveau de vie grâce au forage de 52 puits jusqu'en 1981, le projet a également construit et réhabilité des citernes traditionnelles de collecte d'eau dans les zones où les nappes phréatiques sont insuffisantes pour permettre le forage. Il étudie également la question du surpâturage, qui devient urgente dans les zones entourant les nouvelles sources d'approvisionnement en eau, et bénéficie d'une coopération et de conseils considérables de la part des Bédouins eux-mêmes : des recherches sont menées sur des cultures fourragères d'appoint pour le bétail à proximité des points d'eau, ainsi que pour tester la pertinence des noyaux de dattes broyés ou des sardines séchées comme aliments complémentaires. Afin de prévenir un surpâturage grave, des programmes de pâturage tournant et de rétention d'eau sont prévus. Pour garantir le succès de l'initiative, le cheptel devra être maintenu dans des limites durables et la coopération des *Bédouins* sera cruciale à toutes les étapes.

L'autre aspect majeur de la politique à l'égard des *Bédouins* concerne la mise à disposition d'infrastructures qui, de par leur nature même, sont susceptibles d'encourager la sédentarisation : celles-ci vont des commerces de base et des dispensaires situés près des principaux forages à six centres de développement communautaire offrant un large éventail de services et de formations ; les programmes éducatifs destinés aux femmes et aux hommes comprennent l'économie domestique, l'éducation à la santé, l'alphabétisation, la couture, la menuiserie, la fabrication de tapis et la mécanique. Ces centres fournissent également des services vétérinaires et médicaux et constituent l'antenne locale du gouvernement pour la population nomade environnante. Ces centres, ainsi que d'autres infrastructures situées aux points d'eau, combinés au développement de cultures fourragères là où l'irrigation est possible, encouragent les nomades à se sédentariser. Un autre élément majeur de cette politique est l'ouverture d'écoles pour les enfants : il s'agit principalement d'internats permettant aux parents de voyager avec leurs troupeaux, mais leur présence incite les parents à rendre visite à leurs enfants et, à terme, à s'installer à proximité.

Alors que l'agriculture était traditionnellement méprisée par les nomades, cette situation a évolué ces dernières années et l'enquête de 1981 a établi que 11 % des *Bédouins* y avaient une certaine expérience. Bien que le nombre de ceux qui se tournent vers l'agriculture soit encore faible, il est significatif et ce phénomène se produit principalement en marge des zones de pastoralisme nomade. J'ai rencontré d'anciens nomades qui s'étaient sédentarisés et s'étaient vu attribuer

des terres agricoles à Bayhan, où ils se trouvaient tout près de zones pastorales semi-désertiques ; j'en ai rencontré d'autres sur la côte, près de Mukalla, où certains s'étaient lancés dans l'agriculture au milieu des années 1970. D'autres anciens nomades se tournent vers le métier de chauffeur, qu'ils considèrent comme une alternative de choix, car le travail sur de longues distances implique un mode de vie très similaire à celui de l'élevage nomade, mais quelques-uns ont fait des études et sont devenus des professionnels. La politique actuelle vise à garantir que les pâturages fragiles soient utilisés dans des limites durables, tant en termes de capacité d'accueil humaine que animale ; par conséquent, l'accroissement naturel de la population doit être réorienté vers des activités alternatives telles que l'agriculture et d'autres professions productives et qualifiées.

La condition des femmes

Je passerai brièvement en revue les politiques et la législation concernant spécifiquement les femmes, ainsi que les changements qui s'opèrent dans leur condition sociale et les difficultés auxquelles elles sont confrontées dans leur lutte pour l'égalité. Il convient toutefois de rappeler que les questions abordées dans la suite de cet ouvrage concernent autant les femmes que les hommes.

Seule parmi les États du Mashreq, la Constitution de la RDPY affirme l'égalité des sexes : « L'État garantit l'égalité des droits entre les hommes et les femmes dans tous les domaines de la vie — politique, économique et social — et crée les conditions nécessaires à la réalisation de cette égalité. »^[169] Afin de faire de cette égalité théorique une possibilité concrète : « L'État s'efforcera également de créer les conditions permettant à la femme de concilier sa participation au travail productif et social et son rôle au sein de la sphère familiale. Il accordera une attention particulière à la formation professionnelle des femmes actives. »^[170]

Cette égalité constitutionnelle n'a pas encore profondément transformé ce qui était une société musulmane traditionnelle, centrée sur les hommes, mais les signes de changement sont visibles : les femmes sont de plus en plus nombreuses à suivre des études à tous les niveaux et, dès le début des années 1980, certaines facultés de l'université d'Aden comptaient une majorité d'étudiantes, ce qui constitue un signe prometteur pour l'avenir. Par exemple, en 1981-1982, la Faculté des sciences de l'éducation comptait 639 étudiantes et 242 étudiants, la Faculté de médecine respectivement 228 et 231, tandis que la Faculté de technologie comptait 312 hommes et 133 femmes.

Bien qu'elle ne fasse pas l'objet de mesures statistiques, la contribution économique des femmes à l'échelle nationale est considérable et en augmentation,

en raison à la fois de l'émigration masculine et du besoin croissant de main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée résultant de l'expansion économique.

À Aden, les femmes sont nombreuses dans les différents ministères, mais occupent principalement des postes subalternes, en tant que commis ou secrétaires. En revanche, les échelons supérieurs de l'administration sont presque exclusivement occupés par des hommes, ce qui repousse le véritable test à la décennie suivante, lorsque de plus en plus de femmes qualifiées et expérimentées seront disponibles. Les préjugés masculins sont manifestes dans le cas des rares femmes occupant des postes de direction, dont la promotion n'a pas été bien accueillie par leurs collègues masculins, ce qui donne souvent lieu à des rumeurs personnelles hostiles et sans fondement. Ce n'est que grâce au professionnalisme des femmes et à des efforts officiels résolus pour promouvoir l'égalité des chances que ces préjugés profondément enracinés pourront être vaincus à long terme. Les femmes ont déjà fait leur place au sein du système judiciaire, où l'on compte plusieurs avocates et une juge. Cela revêt une importance particulière, car cela signifie que les femmes peuvent leur confier leurs problèmes juridiques et s'attendre à une approche plus bienveillante que celle qu'elles obtiendraient de la part d'avocats masculins.

La participation des femmes à l'agriculture n'est pas un phénomène nouveau : elles ont toujours pris part aux travaux et certaines tâches sont considérées comme des « travaux de femmes », bien qu'en pratique elles en accomplissent souvent d'autres, soit aux côtés des hommes, soit en les remplaçant dans les champs. Leur rôle s'est peut-être accru à la suite de l'émigration masculine des districts agricoles des hautes terres au cours de la première moitié de ce siècle. De nombreux hommes étant absents, les femmes ont tout simplement dû assumer des tâches supplémentaires, sauf lorsque les envois de fonds étaient suffisamment élevés pour permettre l'embauche de travailleurs masculins. Cette charge de travail accrue ne s'est pas accompagnée d'une augmentation des responsabilités, car les hommes qui partaient laissaient toujours un représentant masculin dans le village, chargé de prendre les décisions qui relevaient traditionnellement du chef de famille masculin ; ces décisions allaient des rotations culturales aux périodes de plantation, en passant par les dépenses et les affaires familiales.

Depuis l'indépendance, peu de choses ont changé pour l'agriculture privée dans les zones montagneuses, mais ailleurs, les femmes ont trouvé des emplois dans les fermes d'État, généralement en tant que main-d'œuvre occasionnelle lors des périodes de forte demande, comme les récoltes. Malgré leur rôle important dans l'agriculture, un problème majeur, en particulier au sein des coopératives, est qu'elles ne sont pas considérées comme des chefs de famille et sont donc

maintenues dans une position subordonnée lors des négociations avec les responsables. Ce problème risque de s'aggraver à mesure que les réformes du secteur coopératif s'ancrent.

Quelques femmes ont réclamé et obtenu une formation à l'utilisation des machines agricoles. Bien que cela reste encore exceptionnel, cela a constitué un exemple important. Les départements de mécanique du ministère de l'Agriculture forment des femmes depuis un certain temps déjà et l'on espère qu'il y aura bientôt un nombre significatif de femmes ingénieurs ; en 1981-1982, la faculté d'agriculture de l'université d'Aden comptait 91 étudiantes.

Dans d'autres secteurs productifs, le rôle des femmes varie : dans la pêche, il est quasi inexistant, car les femmes ne prennent pratiquement jamais la mer, mais dans la transformation et le conditionnement, elles constituent la quasi-totalité du personnel de la chaîne de production des deux conserveries de poisson. Beaucoup travaillent dans le bâtiment et d'autres industries, principalement à des postes non qualifiés ou semi-qualifiés.^[171] Il est de tradition que les femmes participent à la construction de leur maison. Les femmes employées dans les usines et le bâtiment comptent parmi les moins bien rémunérées et occupent les emplois les plus pénibles et les moins valorisés ; celles qui exercent ces métiers sont souvent d'origine *akhdam*, des immigrées somaliennes ou leurs enfants. Les familles de condition sociale plus élevée n'autorisent pas leurs filles à exercer de tels emplois, bien que les mentalités à l'égard du travail évoluent et que certains métiers soient désormais acceptables pour les jeunes filles. Il s'agit, sans surprise, de l'enseignement à tous les niveaux et de la médecine, tandis que les métiers d'infirmière et autres postes paramédicaux gagnent progressivement en considération. Les femmes employées de bureau sont de plus en plus nombreuses, en particulier les employées de bureau et les secrétaires, principalement à Aden où elles occupent la grande majorité de ces postes. La société d'Aden a longtemps été plus libérale et les traditions s'opposant au travail des femmes y étaient moins fortes que dans les petites villes ; à cet égard, les femmes d'Aden ont bénéficié de l'hétérogénéité et de l'impersonnalité de la ville. Cependant, comme je l'ai mentionné plus haut, la promotion d'un nombre important de femmes à des postes à plus hautes responsabilités n'a pas encore eu lieu et ne sera probable à l'avenir que si les femmes se battent pour elles-mêmes et parviennent à réduire les préjugés qui prévalent encore.

Les femmes des petites villes ont beaucoup de mal à travailler en dehors de leur foyer. Même lorsque les préjugés ont été surmontés et qu'elles ont pu atteindre un niveau d'éducation raisonnable, cela ne signifie pas pour autant que leurs proches masculins leur permettront d'exercer un travail rémunéré. Poursuivre des études au-delà du niveau élémentaire constitue en soi une lutte contre les pressions

familiales qui commencent dès que la jeune fille atteint la puberté, avec toutes sortes d'excuses pour l'empêcher de poursuivre sa scolarité, même lorsque des établissements de grande qualité sont disponibles (comme c'est le cas à Shihr). Même lorsque tous ces obstacles ont été surmontés et qu'une jeune femme a obtenu un diplôme de l'enseignement secondaire, voire un diplôme universitaire, cela ne garantit pas qu'elle puisse exercer la profession pour laquelle elle a été formée. Dans les familles traditionnelles, en particulier celles de haut rang, aller travailler est souvent considéré comme déshonorant. Seules les jeunes femmes dotées d'une volonté exceptionnellement forte peuvent résister à ces pressions, bien que la législation de l'État puisse les aider à tenir tête à leur famille. Le changement est lent et un tel processus ne peut être imposé, mais seulement encouragé à se développer, tandis que l'exemple de celles qui parviennent à trouver un emploi et qui s'en acquittent avec brio peut aider leurs sœurs. Malgré la législation, la situation des femmes est moins favorable dans les petites villes qu'à Aden ou dans les zones rurales, du moins en matière de liberté d'expression. Dans les zones rurales, les femmes sont trop indispensables à l'agriculture et à la prise en charge de la famille et du foyer pour que les hommes puissent les restreindre outre mesure, et leur rôle économique est trop visible pour être ignoré, tandis que la société d'Aden s'est montrée bien plus libérale en raison des origines cosmopolites de ses habitants et de l'absence de traditions unificatrices de longue date.

Il existe une corrélation évidente entre le type de travail effectué par les femmes et leur origine sociale, un problème que le régime n'a pas encore abordé. Les femmes de statut social traditionnellement élevé, lorsqu'elles travaillent, occupent des emplois prestigieux, tandis que le travail en usine et dans le bâtiment sont des emplois de bas de gamme.

La législation la plus importante concernant les femmes est la loi sur la famille de 1974, qui apporte un soutien juridique aux relations d'égalité au sein du foyer et s'oppose aux pressions familiales visant à subordonner les femmes aux hommes. Le ton est clair dès le départ : « [La loi] organise les relations familiales de manière à offrir des opportunités créatives et des relations d'égalité révolutionnaires qui conduiront à une augmentation de la production, du développement et de l'initiative. »^[172]

Compte tenu du contexte historique yéménite et du rôle du mariage dans les pays musulmans, sa définition du mariage est révolutionnaire : « Le mariage est un contrat entre un homme et une femme, égaux en droits et en responsabilités, conclu sur la base de la compréhension et du respect mutuels dans le but de créer une famille soudée qui constitue la pierre angulaire de la société. »^[173] La loi fixe l'âge minimum du mariage à 18 ans pour les hommes et à 16 ans pour les

femmes, et interdit le mariage entre partenaires dont la différence d'âge est supérieure à 20 ans, sauf si la femme a plus de 35 ans. Elle limite la dot à un maximum de 100 YD et répartit équitablement les responsabilités économiques au sein du foyer : « le mari et la femme doivent partager les frais liés à leur vie conjugale et, si l'une des parties est dans l'incapacité de le faire, l'autre partie est responsable de son entretien et des frais liés à la vie conjugale. »^[174]

La loi interdit le divorce unilatéral, autorise tant les hommes que les femmes à demander le divorce pour les mêmes motifs et accorde aux femmes le droit supplémentaire d'intenter une action en divorce si le mari prend une deuxième épouse. Les conditions dans lesquelles une deuxième épouse peut être prise sont strictement limitées aux cas où il a été prouvé que la première épouse est stérile ou souffre d'une maladie incurable, et uniquement après autorisation écrite d'un tribunal. ^[175]

Avec le Code de la famille tunisien, cette loi est la plus progressiste que l'on puisse trouver dans tout État arabe ou musulman. La législation à elle seule ne peut changer la condition des femmes, mais son importance ne doit pas être sous-estimée, car elle donne aux femmes la possibilité de contester les restrictions familiales traditionnelles qui pèsent sur leur liberté et influe ainsi considérablement sur leur statut. Certaines affaires ont été portées devant les tribunaux et ont eu un impact considérable sur la vie d'autres personnes. Cela a prouvé que l'existence de la loi et la menace de son application peuvent contribuer à faire évoluer les mentalités.

La loi n'est pas toujours appliquée à la lettre, parfois parce que les faits sont difficiles à prouver : par exemple, les dispositions relatives à l'âge du mariage sont difficiles à faire respecter lorsque l'état civil n'est pas fiable. De même, la dot versée est presque toujours bien supérieure au plafond légal de 100 YD, une somme que tant les femmes que les hommes considèrent comme une dévalorisation de la mariée. Dans les régions récemment touchées par l'émigration, la dot peut atteindre des niveaux comparables à ceux en vigueur dans la République arabe du Yémen : en 1984 à Shihr, par exemple, elle se situait, selon les rapports, entre 2 500 et 3 000 YD. Mais d'autres aspects de cette loi sont strictement appliqués et, ces dernières années, les efforts se sont concentrés sur la prévention des seconds mariages.

L'égalité au sein du foyer n'est pas facile à atteindre, comme le savent à leurs dépens même les femmes occidentales de la classe moyenne. Très peu d'hommes en Occident assument la moitié de la charge des tâches ménagères et de la garde des enfants, et il serait déraisonnable d'attendre une attitude comparable de la part d'une société encore récemment traditionaliste, malgré ses objectifs

socialistes. La répartition des tâches au sein du foyer dans les États socialistes d'Europe de l'Est semble être encore plus défavorable aux femmes qu'en Occident. Il existe peut-être quelques Yéménites qui « aident » leurs épouses dans les tâches ménagères traditionnellement féminines, mais le partage équitable reste un rêve pour la plupart des femmes. Leur principal espoir d'alléger leur fardeau réside dans le développement des crèches, dont les horaires d'ouverture pourraient être prolongés pour permettre aux mères de travailler à temps plein sans avoir à trouver d'autres solutions pour la garde de leurs enfants. La garde des enfants est d'ailleurs l'une des rares activités auxquelles les hommes participent traditionnellement : les mères peuvent ainsi espérer être libérées de la présence de leurs enfants pendant quelques heures par semaine, le temps que les pères les emmènent dans des parcs d'attractions, à la plage ou ailleurs. De même, il est de tradition que les hommes s'occupent des courses, ce qui soulage également les mères, même si la modernisation dans ce domaine peut signifier que les femmes doivent désormais assumer elles aussi cette tâche.

Il est également important de faire la distinction entre les pressions traditionnelles exercées sur les femmes pour qu'elles se conforment aux normes et les différences culturelles. Le mariage est la norme au Yémen, tant pour les hommes que pour les femmes, et rester célibataire n'est pas un signe d'indépendance heureuse pour l'un ou l'autre sexe dans une culture où le fait d'être seul et sans attaches fait de soi un objet de pitié, ou au mieux de curiosité. Les Yéménites ne se considèrent comme des individus que dans la mesure où ils font partie d'un ensemble plus vaste, au minimum d'une famille, et, par le passé, d'une tribu ou d'un autre groupe social plus large. L'affirmation de soi n'est acceptable que dans le cadre des normes sociales acceptées par le groupe. À cet égard, le mariage est une condition fondamentale de statut social attendue et souhaitée par tous les hommes et toutes les femmes adultes, offrant aux deux partenaires une plus grande liberté vis-à-vis de leurs familles d'origine. La famille élargie joue toujours un rôle important sur le plan idéologique et, souvent, les jeunes couples vivent avec des proches, en partie à cause de la pénurie de logements à Aden, ou dans de grandes maisons familiales à la campagne.

À Aden même, les femmes ont clairement constaté des changements majeurs dans leur vie, maintenant que la plupart des filles vont à l'école et que de nombreuses jeunes femmes font des études à l'université ou travaillent dans des usines et des bureaux. Beaucoup portent désormais des vêtements de style européen au travail ou lors de réunions sociales, bien que le *chador* soit toujours porté par-dessus la *dera* traditionnelle, très révélatrice, une robe en voile portée dans les plaines où le climat est constamment chaud.

À la campagne, en revanche, l'évolution de la condition féminine a été bien plus lente. Le principal vecteur de progrès réside dans les sections locales de l'Union générale des femmes yéménites qui, comme nous l'avons vu, est chargée au niveau national de promouvoir leurs intérêts tels que définis par la Constitution.

« [Elle] œuvrera en faveur de la participation la plus large possible des femmes yéménites à la vie économique, sociale et politique, à la construction de la nouvelle société et à l'élévation de leur niveau d'éducation, de culture, de formation professionnelle et de compétences techniques. Elle luttera avec vigueur pour affirmer et protéger les droits garantis aux femmes par la Constitution et les lois, sur la base de la parité avec les hommes. »^[176]

L'Union des femmes joue un rôle important, non seulement dans l'éducation et la formation des femmes, mais aussi dans la sensibilisation des hommes et des femmes aux questions relatives aux femmes ; toutefois, elle ne peut en aucun cas être comparée aux mouvements féministes d'Europe occidentale, dont les perspectives sur le féminisme relèvent du domaine de l'imaginaire pour les femmes yéménites. Le rôle principal de l'Union est d'assurer l'éducation dans la plupart des domaines concernés par les femmes ; elle organise des cours d'alphabétisation, qui intègrent l'éducation à la santé, la nutrition, l'hygiène et les principes fondamentaux d'une puériculture saine. Afin d'améliorer la situation économique des femmes, des cours de formation professionnelle ont été mis en place dans certaines localités : ils portent sur les compétences en secrétariat, la couture et la broderie – qui remportent un vif succès –, et même sur les compétences mécaniques. L'effort global de l'Union vise à élargir les perspectives des femmes au-delà de la sphère domestique.

Dans un sens plus large, l'Union, à travers les activités de ses membres, s'efforce de montrer l'exemple en démontrant que les femmes peuvent participer pleinement et sur un pied d'égalité à la vie sociale. Sur le plan politique, en particulier dans les petites villes et les villages, ses membres participent activement au débat pour promouvoir l'égalité des femmes et lutter contre les préjugés masculins, et elles interviennent parfois dans des cas spécifiques. Par exemple, lorsqu'une famille tente de marier une jeune fille contre son gré, l'Union peut intervenir en sa faveur et tenter d'empêcher le mariage ; ou si l'on tente d'arranger un mariage interdit par le droit de la famille, l'Union prendra des mesures pour veiller à ce que la loi soit appliquée. De même, si une jeune fille souhaite poursuivre sa scolarité mais se heurte à l'opposition de sa famille, les membres de l'Union peuvent tenter de la convaincre afin de lui permettre de poursuivre ses études. De telles actions peuvent progressivement modifier les attentes et les attitudes des gens à l'égard des femmes, tout en ayant un impact positif immédiat pour les personnes concernées.

La politique, en particulier, est un domaine où la participation des femmes n'est guère plus que symbolique. Les femmes ont pour la première fois le droit de vote, qui leur était refusé sous le régime britannique. Au sein du premier Conseil suprême du peuple, dont les membres étaient nommés, on comptait cinq femmes, tandis que le Conseil suprême du peuple élu en 1978 en comptait six ; cela n'indique toutefois pas une augmentation de l'influence des femmes. La présidente de la GUYW est membre à la fois du Comité central du YSP et du Présidium du Conseil populaire suprême, mais ces fonctions découlent de son rôle au sein de l'Union plutôt que d'une reconnaissance de ses capacités politiques personnelles. Comme nous l'avons vu, le nombre de femmes au sein du Comité central a en réalité diminué en 1980. Bien que les préjugés soient lents à disparaître et difficiles à surmonter, il est également vrai que les dirigeants masculins actuels du pays ne laissent guère entendre qu'ils considèrent la question de l'égalité des femmes comme une priorité absolue.

Culture

Les Yéménites ont confiance en leur propre identité en tant que Yéménites. Cela résulte en grande partie des caractéristiques spécifiques de la culture yéménite, qui se distingue clairement du courant dominant de la culture arabe et ne découle pas d'idées vagues sur l'identité arabe. C'est sur cette base de la culture yéménite que le régime s'efforce de promouvoir une culture « progressiste » visant à éveiller les consciences.

La mastication du qat^[177] est l'élément le plus emblématique de la culture yéménite et le pivot de la vie sociale, en particulier pour les hommes. Les après-midis du week-end, les hommes se rassemblent dans des salons où ils mâchent du qat, boivent du *qishr* (une boisson chaude à base de coques de café, de cardamome, d'autres épices et de sucre) ou du cola, font de la musique ou en écoutent, lisent de la poésie et discutent de sujets allant des plus futiles aux plus importants. Ce sont des moments où l'on discute de problèmes ou des occasions de plaisanter et de se détendre. La mastication du qat est l'occasion pour des amis de se retrouver, souvent au sein du même groupe de manière régulière, et ces groupes de rencontre sociale me semblent constituer la cellule de base de la solidarité sociale, car ils rassemblent des collègues de travail, des membres de la famille et des personnes originaires de la même région du pays, ainsi que des alliés politiques ou d'anciens camarades de classe. Les membres interviennent les uns en faveur des autres pour tenter de résoudre des problèmes administratifs ou autres, et s'entraident lorsque cela est nécessaire. Ceux qui ne mâchent pas le qat, ainsi que les femmes, sont exclus de ce réseau social principal du pays.

Si la mastication du qat est une forme de consommation ostentatoire pour les hommes, les attitudes à l'égard des femmes qui en consomment varient ; dans certaines régions, elle est acceptée, mais dans d'autres, les femmes qui en consomment sont considérées avec moins de respect que celles qui n'en consomment pas.

De nombreuses critiques ont été formulées à l'encontre de la mastication du qat, principalement pour des raisons sanitaires et économiques. Bien que les effets de cette drogue sur la santé n'aient pas été clairement établis – elle est accusée de toutes sortes de maux et louée pour ses qualités par ses consommateurs –, il est évident que les aspects économiques de cette pratique sont importants. Les problèmes vont du coût de la consommation à l'utilisation des terres. ^[178] La mastication du qat est une habitude très coûteuse : en 1984, une quantité de qat de qualité moyenne suffisante pour une bonne journée de mastication coûtait environ 5 YD par personne, auxquels il faut ajouter le coût des boissons gazeuses et de l'alcool. Le salaire de base d'un ouvrier d'usine s'élevant à environ 35 YD, la mastication peut poser de sérieux problèmes aux familles les plus pauvres, qui peuvent être amenées à se priver de produits de première nécessité pour permettre au père de mâcher. Un autre argument majeur contre le qat est qu'il réduit l'efficacité au travail : alors que les hommes passent d'interminables après-midi à mâcher, ils ne travaillent pas, bien que de nombreux consommateurs affirment que le qat les aide à travailler et que des écrivains prétendent qu'il facilite l'écriture, en particulier la nuit grâce à son effet stimulant. Enfin, comme le qat pousse mieux dans les régions où l'on peut cultiver le café, on lui reproche de supplanter une culture qui pourrait être vendue contre des devises étrangères.

Le régime a déployé des efforts considérables pour contrôler et réduire la consommation de qat, essentiellement par le biais de la législation. La loi de 1977 sur le qat prévoit différentes dispositions en fonction des circonstances. À Aden et dans les plaines des gouvernorats de Lahej, d'Abyan et de Shabwa, la consommation est limitée aux jeudis après-midi, aux vendredis et aux jours fériés. Dans les zones de culture du qat, il n'y a pas de restrictions et celles-ci seraient d'ailleurs impossibles à appliquer, tandis qu'à Hadramaut et à Mahra, où la culture de la mastication du qat n'est pas traditionnelle, celle-ci est interdite. Cette loi semble être bien respectée, et le qat a disparu des marchés lorsque sa consommation n'est pas autorisée. Le fait qu'il doive être consommé très frais a facilité le contrôle.

De lourdes sanctions ont été infligées à ceux qui ont été surpris en train de mâcher du qat alors que cela était interdit. En 1981, par exemple, des affaires très médiatisées ont vu des personnes condamnées à des peines allant jusqu'à trois ans de prison pour avoir mâché du qat en semaine. Cependant, certains tentent

certainement de le conserver et de le mâcher pendant la semaine, bien que le qat rassis ait un goût assez répugnant. L'asphaltage de la route menant à Kirsh a rendu la zone où la consommation quotidienne de qat est autorisée accessible depuis Aden pour ceux dont la détermination à en mâcher est suffisamment forte. À un peu plus de deux heures de route d'Aden, les gens peuvent acheter et mâcher du qat légalement n'importe quel jour s'ils disposent d'une voiture et peuvent se permettre d'y consacrer le temps, l'essence et le qat nécessaires.

Une autre mesure récente a été l'adoption en 1981 d'une loi visant à empêcher l'extension de la culture du qat vers des zones où elle n'était pas pratiquée auparavant, ainsi qu'à empêcher que certains champs de qat ne soient replantés avec cet arbuste. Cette loi fait suite à une loi antérieure similaire qui a clairement échoué. Bien qu'aucune statistique ne soit disponible, il semble que ces dernières années, les cultivateurs de qat aient, à défaut d'étendre leurs surfaces, au moins maintenu leurs superficies de culture malgré la loi ; cela s'explique en grande partie par le fait que la culture du qat est de loin la culture de rente la plus rentable et qu'elle relève entièrement du secteur privé. Elle constitue également une source majeure de revenus pour l'État grâce aux taxes qui représentent une part substantielle de son prix à la consommation.

Une interdiction totale du qat n'a pas pu être appliquée ; une tentative en ce sens a été menée par les Britanniques à Aden dans les années 1950 et n'a eu pour résultat qu'un essor instantané de Dar Sa'ad, qui se trouvait alors de l'autre côté de la frontière de la colonie (à environ 5 km de Shaykh Othman) et qui est devenu une station balnéaire à la mode, car toute personne disposant d'un minimum d'argent y ouvrait un petit café dédié à la mastication du qat ou y construisait une maison de campagne pour y mâcher du qat. Les restrictions actuelles sur le qat ont bel et bien un effet significatif sur la réduction de sa consommation. Il reste le passe-temps préféré des Yéménites et est apprécié par la plupart des hommes, qu'il s'agisse des plus hauts dirigeants ou des plus démunis. S'il s'avérait réellement dangereux, il est possible que des mesures plus strictes soient prises à son encontre. Mais il semble constituer une menace moins grave pour la santé que l'alcool, dont la consommation a considérablement augmenté ces dernières années et, bien qu'elle reste modeste (environ 20 millions de bouteilles de bière par an), on peut facilement entrevoir un problème d'alcoolisme assez grave dans les années à venir.

Les séances de mastication de qat sont l'occasion de mettre en avant d'autres aspects de la culture yéménite, notamment la poésie et la musique. Forte d'une longue tradition, la poésie est restée un phénomène culturel particulièrement important au Yémen. Elle a longtemps été un moyen de faire émerger de nouvelles idées, notamment politiques, et depuis le début du siècle, les poètes ont joué un

rôle majeur dans la diffusion d'idées nationalistes et progressistes à travers tout le Yémen. Certaines des principales personnalités nationalistes du pays ont également été de célèbres poètes. Les poètes tribaux ont transmis l'histoire des querelles et d'autres événements tribaux à travers leurs poèmes, qui constituent des archives majeures dans une culture orale. Ces traditions ont été préservées et continuent de prospérer. À cet égard, la technologie moderne contribue à diffuser davantage la poésie grâce aux cassettes et à la publication de recueils de poèmes.

La poésie et la littérature sont des domaines dans lesquels l'unité de la culture yéménite se manifeste concrètement. En effet, la seule association unifiée est l'Union des écrivains yéménites. Ses fondateurs ont délibérément insisté sur la création d'un syndicat unique, car ils estimaient que seule l'union des organisations de masse et populaires permettrait à terme de parvenir à l'unité politique du pays. L'Union se réunit régulièrement, alternativement à Sanaa et à Aden, et son influence est bien plus grande que celle d'institutions comparables en Occident, ce qui reflète la plus grande autorité dont jouissent les intellectuels, bien que certaines de ses revendications, telles que son insistance sur la liberté d'expression, soient parfois mal perçues par les autorités.

La musique yéménite vivante prospère également lors des rassemblements sociaux et la technologie moderne des cassettes lui permet de se diffuser largement, créant ainsi des liens entre les musiciens et le public à travers tout le pays, grâce à des enregistrements réalisés lors de rassemblements informels et distribués dans les deux parties de la patrie. Bien que les jeunes affirment apprécier la musique pop occidentale, celle-ci n'est pas très répandue, et les imitations locales sont d'un niveau si médiocre qu'elles ne font pas sérieusement concurrence à la musique yéménite, qui est très variée et compte un nombre croissant de praticiens. De même, la danse folklorique se porte bien dans les villages lors des célébrations traditionnelles, bien que les troupes subventionnées par les pouvoirs publics aient souffert de l'intrusion de la « chorégraphie » et des uniformes. À la télévision, elles font désormais partie intégrante de la culture officielle.

Alors que le qat et les activités qui y sont associées témoignent de la force de la culture yéménite et ne laissent entrevoir aucune substitution par des habitudes importées de l'étranger, d'autres aspects culturels sont davantage menacés, notamment l'habillement. Les hommes portent de plus en plus souvent des vêtements occidentaux pour le travail, ce qui a entraîné une évolution dans la fabrication des *futas* : celles-ci sont désormais réservées aux sorties du soir ou aux jours fériés, tandis que la *futa* ordinaire de travail est moins fréquemment portée. Les *futas* continuent d'être fabriquées, bien qu'elles subissent la concurrence de la production de masse étrangère ; les *futas* artisanales faites

maison conservent leur statut de vêtement de prestige et sont par conséquent de plus en plus chères. Les vêtements féminins utilisent principalement des tissus importés, qu'il s'agisse de voile imprimé pour le *dera* traditionnel des plaines ou de vêtements de style occidental prêts-à-porter. Dans les hautes terres, on utilise également des tissus importés, confectionnés selon les styles traditionnels féminins, car la plupart des tissus traditionnellement produits localement ont disparu ; on ne les trouve plus aujourd'hui que dans les boutiques d'antiquités destinées aux touristes et dans les musées. Les tissages traditionnels ne sont portés presque exclusivement que par les femmes âgées en milieu rural, et le tissage de tapis doit désormais être enseigné dans des centres de développement communautaire.

Même la joaillerie traditionnelle a considérablement décliné. Cela résulte en partie de l'émigration des Juifs à la fin des années 1940, car ceux-ci assuraient auparavant la majeure partie de la fabrication de bijoux. Depuis lors, d'autres orfèvres ont appris le métier, bien que leur travail soit bien moins raffiné et se trouve désormais principalement dans l'Hadramaut ; le port de l'argent a presque disparu, seules quelques femmes *bedouines* le portent encore, et l'argent n'est désormais recherché que par les visiteurs étrangers. L'or, en revanche, est très populaire et permet aux femmes d'afficher leur richesse. Si une partie de l'or est travaillée localement, la plupart des bijoux sont importés.

Cette tendance regrettable à l'abandon de la fabrication locale est compensée par une profonde prise de conscience de la valeur du patrimoine national. Il arrive que des gens ordinaires découvrent des sites antiques ou trouvent des objets archéologiques importants ; leur réaction immédiate est souvent de construire un musée local, grâce à du travail bénévole, afin d'exposer ces découvertes. L'archéologie et les musées relèvent de la compétence du Centre yéménite de recherche culturelle, d'archéologie et des musées, qui gère et organise ces musées et ces découvertes.

Outre les musées archéologiques et historiques généraux d'Aden, de Mukalla, de Seiyun, de Zinjibar, de Dhali' et de Bayhan, on trouve des musées ethnographiques et militaires à Aden, ainsi qu'un Musée de la Révolution à Habilain, près de la région de Radfan où la lutte armée a débuté en octobre 1963. Ces musées, bien que de petite taille, sont intéressants et mériteraient davantage d'attention, car les écoliers y participent rarement à des visites guidées organisées par leur établissement, comme c'est le cas dans de nombreux pays. Le musée qui se démarque le plus à mes yeux est le Musée des coutumes de Seiyun. Créé à l'initiative personnelle du conservateur chez lui, le musée est désormais installé dans l'ancien palais du sultan Kathiri et présente des exemples d'artisanat

traditionnel, d'outils agricoles et de tous les objets indispensables à la vie traditionnelle.

La recherche archéologique est considérablement limitée par le manque de fonds disponibles. Bien que le Yémen démocratique soit situé sur un territoire dont l'histoire préislamique est intéressante et largement inexplorée, peu de sites ont été identifiés, et encore moins étudiés. Bien sûr, dans un pays aussi dépourvu de ressources et d'expertise, ce type de travaux ne peut se voir attribuer des ressources en priorité, et la coopération étrangère a été sollicitée pour développer ce domaine. La coopération avec le gouvernement français a donné lieu, depuis 1976, à des fouilles annuelles à Shabwa,^[179] la capitale de l'ancien royaume d'Hadramaut, et un accord a été conclu en 1981 avec des archéologues soviétiques pour mener des explorations dans le gouvernorat d'Hadramaut. Les archéologues sont formés sur le terrain et à l'étranger grâce à des bourses, principalement en France. Certains des résultats des fouilles menées pendant la période coloniale et depuis l'indépendance sont exposés dans les musées, ainsi que dans plusieurs expositions organisées récemment à Aden et à Paris.

Un grand projet de préservation et de restauration de Shibam et des sites historiques du Wadi Hadramaut, soutenu par l'UNESCO, a été lancé dans les années 1980 dans le but de préserver cette ville aux « gratte-ciel » en briques de terre crue vieux de 500 ans en tant que ville vivante et active.

Le Centre est également responsable d'un certain nombre de centres culturels situés dans des petites villes à travers le pays : ceux-ci sont utilisés pour des projections de films, des concerts et des spectacles de danse folklorique, des représentations théâtrales données par des troupes itinérantes, qu'elles soient yéménites ou parfois étrangères – généralement palestiniennes ou libanaises –, des réunions politiques à l'occasion d'événements nationaux et d'autres activités communautaires ; la plupart des centres disposent de petites bibliothèques.

L'engagement du régime en faveur de la promotion de la culture prend de nombreuses formes, telles que la musique et la danse folkloriques, et en particulier la préservation du patrimoine national. L'écrit revêt une importance croissante ; bien qu'en 1980 le taux d'alphabétisation n'ait été que d'environ 40 %, celui-ci s'est considérablement amélioré grâce à la grande campagne d'alphabétisation lancée en 1984. Pour maintenir l'alphabétisation chez ceux qui l'ont acquise, il est important de proposer des supports de lecture pertinents et intéressants ; à cet égard, ce n'est qu'au milieu des années 1980 que le pays s'est doté d'une maison d'édition produisant un nombre important de livres destinés au grand public. La maison d'édition Hamadani a été officiellement créée en 1982 en tant qu'organisme distinct de la Société « 14 octobre » d'impression et d'édition ; elle est depuis lors très active, même si, en 1984, elle n'avait pas encore pris

possession de ses nouveaux locaux agrandis, équipés de matériel d'impression moderne. Malgré cela, elle affiche déjà un bilan impressionnant en matière de publication de poésie et de fiction yéménites, ainsi que de traductions d'œuvres étrangères de fiction et d'essais consacrés au pays ; ces ouvrages sont vendus à bas prix et devraient être facilement accessibles, même dans les régions les plus reculées du pays. Les librairies sont rares et espacées, et se trouvent principalement dans les villes. Il existe de petites bibliothèques dans de nombreux endroits, mais la distribution des publications reste un problème majeur.

La presse est contrôlée par le gouvernement et il n'existe qu'un seul quotidien, *14th octobre*. Parmi les hebdomadaires, le plus important est *al Thawry*, le journal du Parti, les autres étant des publications spécialisées telles que celles consacrées au sport, aux syndicats ou aux femmes. La presse politique, bien qu'elle reflète largement l'opinion officielle sur les affaires intérieures, s'efforce d'offrir une couverture relativement large des affaires étrangères, en se concentrant sur les sujets qui intéressent le plus le public yéménite, notamment la Palestine et les questions arabes, suivies des problèmes du Tiers-Monde, et elle adopte une ligne clairement socialiste. En 1984, certaines nouvelles tendances sont apparues, notamment des critiques sévères à l'égard des insuffisances administratives de certaines institutions spécifiques, ainsi que des rubriques de courriers des lecteurs, permettant davantage de commentaires de la part des lecteurs et une critique plus ouverte de l'action des pouvoirs publics.

Dans une culture où la parole a toujours été le moyen traditionnel de communication de masse et où la radio et la télévision pénètrent plus facilement les régions reculées que les journaux, il est évident que la presse ne peut pas jouer un rôle majeur. En revanche, presque tous les foyers, y compris les plus pauvres, possèdent un radio-magnétophone, tandis que la plupart ont accès à la télévision, que ce soit dans un café de village ou à domicile, même dans les endroits les plus isolés.

La télévision est particulièrement populaire et constitue un vecteur majeur de la perception qu'a le Yémen du monde extérieur. Elle est désormais de plus en plus répandue à mesure que le réseau de diffusion d'Aden s'étend pour couvrir l'ensemble du pays ; dans de nombreux endroits, il est également possible de capter les chaînes de Sanaa et, à l'est, certaines émissions provenant d'Arabie saoudite, des États du Golfe et d'Oman. Je ne suis pas en mesure de me prononcer sur ces dernières, ne les ayant pas vues, mais dans la capitale, les programmes de Sanaa et d'Aden sont clairement captés. De plus en plus de personnes possèdent un téléviseur, acheté sur place ou rapporté par des travailleurs migrants. Dans la plupart des foyers, les téléviseurs restent allumés de l'ouverture à la fermeture ; le seul choix dont dispose le public réside dans le passage de

Sanaa à Aden ; ce choix semble s'orienter vers les feuilletons, le sport et les films, au détriment des journaux télévisés et des programmes éducatifs. Dans les régions reculées dépourvues d'électricité, les téléviseurs fonctionnent parfois grâce à des batteries de voiture.

Les programmes des deux chaînes sont dominés par de mauvaises séries égyptiennes ou des films tournés soit au Caire, soit à Dubaï. Ceux-ci sont très populaires, bien que les autorités, à Aden du moins, les considèrent à juste titre comme antisocialistes et nullement éducatifs. Ils racontent généralement l'histoire d'une famille bourgeoise égyptienne extrêmement riche, vivant dans des villas luxueuses meublées avec le plus grand faste et faisant la navette entre leur domicile et leurs bureaux tout aussi luxueux à bord de voitures de sport et de limousines gourmandes en essence. Les hommes portent des costumes coûteux tandis que les tenues des femmes varient selon le degré de décolleté. Les intrigues, pour autant qu'il y en ait, tournent généralement autour d'histoires d'amour contrariées ou de petites intrigues de bureau mêlant corruption ou rivalités personnelles. Leurs équivalents occidentaux sont « Dallas » et « Dynastie ». Ces séries sont résolument escapistes et n'ont aucun rapport avec les conditions de vie au Yémen. Ce qui m'a toujours étonné, c'est la raison de leur immense popularité. Que peuvent bien apporter ces histoires ridicules à une femme yéménite vivant à la campagne, qui passe deux heures par jour à aller chercher de l'eau, et le reste de son temps à cuisiner, faire le ménage et élever de nombreux enfants, tout en travaillant peut-être aussi aux champs ou dans un bureau ? Pour se divertir le soir, elle semble se contenter de regarder des femmes oisives, entourées de nombreux domestiques, échanger des potins autour de services à thé en argent avec leurs amies dans des jardins ombragés au bord de la piscine.

Parmi les autres programmes proposés par Aden TV, on trouve des émissions éducatives couvrant un large éventail de sujets, allant de la santé et de l'alphabétisation à la famille, en passant par l'armée et la police, la littérature et l'art, jusqu'au développement rural et industriel, tandis que Sanaa propose une multitude de débats religieux. Les interviews diffusées sur PDRY TV sont souvent pesantes, mais on a constaté une nette amélioration dans les années 1980, avec des questions plus vivantes et plus ouvertes sur les politiques et les critiques. Les journaux télévisés des deux chaînes sont similaires à ceux du reste du monde arabe, quelle que soit l'orientation politique, et se spécialisent dans les scènes de protocole à l'aéroport et les annonces indiquant qui a rencontré qui dans quel bureau, où des questions d'intérêt mutuel ont été discutées dans une atmosphère amicale. Les rares séries produites localement diffusées sur les chaînes de Sanaa et d'Aden peuvent apporter un changement rafraîchissant, car elles sont souvent à la fois divertissantes et éducatives.

Si les feuilletons égyptiens constituent l'essentiel de l'offre, d'autres importations en provenance du monde arabe sont de meilleure qualité mais diffusées beaucoup moins fréquemment : il s'agit notamment de bonnes séries syriennes et koweïtiennes, ainsi que de quelques excellentes émissions pour enfants importées, dont la série koweïtienne **Iftaha ya simsim**, une version arabisée de la célèbre série américaine **Sesame Street**, qui est bien plus intéressante et instructive que l'originale et joue un rôle éducatif majeur. La télévision d'Aden diffuse également régulièrement de très anciennes séries britanniques datant de 1967, ainsi que des films français et d'Europe de l'Est plus récents, dont la qualité varie de l'excellente à l'abysale, tout comme dans d'autres pays.

Alors que les téléviseurs se généralisent de plus en plus dans les années 1980, dans les années 1970, le média national de communication était la radio. Elle reste très importante et ses émissions font davantage appel à la participation du public sous forme de lettres, tandis que des émissions avec interventions téléphoniques ont été introduites au début des années 1980. Dans la pratique, cependant, seuls les rares possesseurs de téléphone, principalement situés à Aden, peuvent participer aux discussions sur divers sujets d'actualité, y compris les problèmes administratifs du pays, avec des représentants des ministères concernés. En 1984, par exemple, une émission a permis à des familles de communiquer avec leurs proches émigrés, tandis que les demandes musicales ont toujours fait partie intégrante de la radio d'Aden. La plupart des morceaux diffusés relèvent de la musique populaire yéménite, qui se développe sans entrave et connaît une forte demande, ne souffrant apparemment pas de la concurrence des importations étrangères.

Les formes d'art moins traditionnellement yéménites sont plus sensibles à l'influence des conseillers étrangers. Cela vaut particulièrement pour le théâtre et les arts plastiques. Les troupes de théâtre subventionnées par l'État fonctionnent de manière amateur et rares sont leurs productions qui dégagent une atmosphère véritablement yéménite. Les intrigues s'articulent souvent autour d'un récit simpliste mettant en scène de bons socialistes luttant contre le colonialisme et l'impérialisme dans un contexte yéménite de façade : des scènes telles que des versions vivantes d'une statue d'Europe de l'Est représentant un héros révolutionnaire brandissant un drapeau et soutenu par une pyramide humaine de travailleurs en lutte paraissent particulièrement grossières sur une scène yéménite.

De même, des tableaux représentant de vastes champs de blé agrémentés d'une moissonneuse-batteuse réaliste, avec en arrière-plan une maison traditionnelle vaguement yéménite, côtoient des tableaux tout aussi socialistes-réalistes représentant les dirigeants de la révolution sur fond de foule joyeuse, ou encore

des portraits de Marx et Lénine. La plupart des écoliers, encouragés à produire des œuvres imaginatives similaires, s'y emploient souvent, bien que l'on trouve parfois des œuvres d'un niveau bien supérieur, probablement lorsque l'enseignant est à la fois talentueux et a échappé à la « formation » : lors d'une visite dans une école primaire de Mukalla en 1980, j'ai vu des dessins et des peintures exceptionnels représentant des scènes de la vie quotidienne et du paysage environnant.

Le summum de l'art officiel se retrouve dans le Tombeau du Soldat inconnu, qui a remplacé le Jardin des Martyrs – simple et esthétique – pour le dépôt de couronnes par les responsables lors des cérémonies nationales. Achievé en 1982, ce monument est un cadeau de l'URSS au peuple yéménite ; il a été conçu dans un style grandiose, adapté aux vastes étendues d'avenues désertes des villes d'Europe de l'Est. Dans l'espace clos du Croissant de Tawahi, entouré de bâtiments modernes et occupant un ancien terrain de sport, il semble totalement déplacé. La statue symbolique d'une mère tenant dans ses bras un soldat tombant au combat ne présente aucun trait caractéristique yéménite. Lors de sa construction, à une époque où le ciment faisait défaut, Aden regorgeait de suggestions quant à de meilleures utilisations pour les énormes quantités de ciment qu'elle engloutissait.

Le fossé entre zones urbaines et rurales

Le fossé entre les zones urbaines et rurales au Yémen démocratique trouve son origine dans la période coloniale. Les villes de campagne remplissaient les fonctions habituelles de marchés et de centres politiques pour les entités politiques locales et ne se distinguaient pas de manière marquée de l'environnement rural. Mais le développement d'Aden sous contrôle colonial direct a créé un fossé considérable entre cette ville et le reste du pays.

Aden comptait environ 600 habitants en 1839, lors de l'invasion britannique ; sa population a rapidement atteint 140 000 habitants au milieu des années 1950, puis 240 000 en 1973 et 274 000 en 1978. Cette augmentation spectaculaire de la population était due au rôle international d'Aden ; au début, les Britanniques firent venir de nombreux Indiens pour pourvoir les postes de la fonction publique et des Somaliens pour les emplois manuels. Au XXe siècle, de nombreux Yéménites vinrent à Aden depuis le Yémen du Nord ainsi que depuis les zones rurales des protectorats pour travailler dans le port et dans le secteur des services, ainsi que pour les diverses sociétés commerciales qui s'étaient implantées dans la ville. Aden, en tant que colonie alors que le reste de la région n'était qu'un simple protectorat, a bénéficié de la quasi-totalité des fonds dépensés par la Grande-Bretagne et s'est dotée d'infrastructures de logements modernes, avec des réseaux d'électricité et d'eau, ainsi que des routes et des télécommunications. Toutes ces caractéristiques en ont fait un pôle d'attraction pour le reste du pays,

en particulier après l'indépendance, lorsqu'elle est devenue la capitale et, par conséquent, le lieu où toutes les décisions administratives étaient prises. L'image d'Aden est celle d'une ville moderne où il fait mieux vivre que dans les petites villes, malgré son architecture coloniale atroce qui soutient très mal la comparaison avec celle d'autres villes comme Mukalla ou Seiyun. Cela s'explique en partie par le fait que de nombreux Yéménites assimilent « moderne » à « occidental » et donc à « beau ». Pour les populations rurales, les équipements, le rôle administratif de la ville et les opportunités d'emploi se combinent pour encourager une immigration constante.

Les facteurs d'exode des zones rurales sont des forces différentes mais complémentaires. De nombreuses régions sont totalement isolées en raison de la grande superficie du pays (333 000 kilomètres carrés) et de sa faible population, qui s'élève à environ 2 millions d'habitants. La densité de population nationale est de 5 habitants au km², mais ce chiffre recouvre un écart allant de 56 à Aden à 1 dans le gouvernorat de Mahra, avec une densité rurale moyenne de 4 au km². On compte aujourd'hui environ 300 000 habitants à Aden, 50 000 à Mukalla et environ 45 000 dans les trois principales villes du Wadi Hadramaut, soit au total une population urbaine estimée à 650 000 personnes, ce qui ne laisse qu'à peine 1,35 million d'habitants dans le reste du pays, pour la plupart dispersés dans les petites villes et les villages des zones agricoles. Les nomades représentent environ 10 % de la population et vivent dans les zones semi-désertiques. Un simple coup d'œil à la carte suffit à illustrer l'isolement de nombreuses régions : la plus isolée est le gouvernorat de Mahra, le plus vaste en superficie mais le moins peuplé, avec 70 000 habitants ; sa capitale, al-Ghayda, ne compte qu'environ 2 000 habitants. Si la nouvelle route reliant Mukalla à Sayhut a facilité les communications terrestres, il n'existe toujours pas de route goudronnée menant à la partie la plus orientale du pays, bien qu'un projet soit à l'étude. La liaison la plus pratique entre Al Ghayda et le reste du pays reste le service aérien bihebdomadaire assuré par un avion d'une capacité d'environ 50 sièges, et un nouvel aéroport est en cours de construction.

Al Ghayda n'est alimentée en électricité que quelques heures par jour grâce à un petit générateur, et la plupart des institutions nationales ont ignoré cette province dans leur planification pendant de nombreuses années. Par exemple, les sociétés de commercialisation des fruits et légumes, du poisson et de la viande n'y sont pas présentes. La région reste marquée par une grande pauvreté et un fort taux d'émigration ; outre la pêche, les principales activités économiques ont été l'élevage nomade et un peu de culture. Sa situation s'améliore toutefois progressivement. En 1984, le lancement du projet de Nishtun a favorisé l'exploitation de ses zones de pêche, riches en homards, seiches et autres poissons de grande valeur, ainsi que leur exportation, générant ainsi des revenus

substantiels pour les habitants de la région. Ce nouveau complexe offre au gouvernorat un petit port commercial pouvant servir à l'exportation de poisson, mais aussi à l'importation de produits de première nécessité tels que le fioul pour la production d'électricité, des denrées alimentaires et des légumes frais. Le complexe dispose également de petits ateliers pour la réparation des bateaux et d'autres équipements, d'un dépôt de carburant, d'une alimentation électrique et d'un système de réfrigération permanents, et il est relié à al-Ghayda par une route goudronnée de 60 km.

Bien qu'il s'agisse sans aucun doute de la région la plus pauvre d'un pays pauvre, le gouvernorat de Mahra n'est pas la seule région isolée. Tous les lieux situés à plus de quelques miles du réseau routier principal du pays sont tout aussi isolés. En 1984, ce réseau comprenait la route Aden-Mukalla-Shihr, la route Aden-Kirsh en direction de la Y AR, et la route Mukalla-Seiyun, avec une autre branche de la route Aden-Mukalla en cours de construction entre Naqaba et Nisab, dans le gouvernorat de Shabwa. Les localités isolées sont dépourvues de ressources et de services. À l'exception d'Aden, de Mukalla et de la majeure partie du Wadi Hadramaut, il n'y a pas d'approvisionnement permanent en électricité ; seules les villes les plus privilégiées bénéficient d'une alimentation quotidienne de 5 à 6 heures, ce qui est insuffisant pour faire fonctionner les réfrigérateurs et les congélateurs. Les hôpitaux et les centres de santé sont difficiles d'accès pour ceux qui vivent dans des hameaux isolés ou qui sont nomades ; il n'y a pas de liaison téléphonique dans la plupart des petites villes, à l'exception des rares qui disposent uniquement de lignes internes à la ville, avec un accès très difficile, voire inexistant, à la capitale du gouvernorat, voire à Aden. En 1980, seuls 2 % de la population rurale avaient accès à l'électricité et 5 % à l'eau courante. La difficulté d'accès rend la distribution des produits importés et des denrées produites localement très aléatoire. De nombreuses marchandises sont endommagées pendant le transport à travers les déserts, les cols rocheux, les pistes cahoteuses et sous une chaleur quasi constante.

Bien que des liaisons aériennes régulières aient été mises en place avec les principales villes, Bayhan, Ataq, Mukayras, Seiyun, Mukalla et al-Ghayda, celles-ci ne sont pas toujours fiables car les conditions météorologiques rendent souvent les vols dangereux. Il n'est donc pas surprenant que l'émigration soit une tradition dans ces régions où la simple survie exige des efforts et une endurance extraordinaires. Les cultures risquent d'être détruites par la sécheresse ou les inondations, la pêche est également aléatoire pour les petits pêcheurs, et il n'existe aucune autre activité économique. Les taux d'émigration et les destinations ont varié au cours de l'histoire, même si, dans les années 1980, la récession dans le Golfe l'a considérablement réduite et que les politiques de développement menées au niveau national rendent le retour plus attractif.

Le fossé actuel entre zones urbaines et rurales n'a pas de solution facile : il n'y a rien dans les zones rurales qui puisse attirer des investissements productifs, car ceux-ci dépendent de la disponibilité de l'eau, de l'électricité et des moyens de communication pour l'approvisionnement en matières premières et la distribution du produit fini. Le coût unitaire de tout ce qui est produit dans ces régions est exorbitant. C'est pourquoi la plupart des nouvelles unités de production sont planifiées et implantées dans la capitale et ses environs, ainsi qu'à Mukalla, qui est la deuxième ville du pays et qui disposait dès 1985 d'infrastructures portuaires adéquates. Cette concentration encourage encore davantage l'immigration vers ces villes et le dépeuplement des campagnes.

Pour contrer cette tendance, il faudrait un investissement massif de capitaux afin de mettre en place des réseaux de communication et d'installer des infrastructures dans les zones rurales, transformant ainsi ces dernières en lieux de vie agréables et attractifs, plutôt que les endroits très difficiles qu'elles sont actuellement, ce qui rendrait plus attrayant de rester chez soi plutôt que de partir et d'envoyer de l'argent à des familles plus ou moins abandonnées. Mais l'investissement serait très élevé, sans aucun espoir de retour sur investissement, et ni le gouvernement ni les agences de développement étrangères ne sont disposés ou en mesure d'investir dans de tels projets.

Pendant ce temps, le cercle vicieux se poursuit : les grandes villes s'agrandissent, offrant davantage d'infrastructures, de biens de consommation et d'opportunités d'emploi, tandis que les localités les plus pauvres et les plus isolées restent isolées, perdent leur population au profit de l'émigration, et voient les maigres ressources dont elles disposent se gaspiller faute de main-d'œuvre pour les exploiter.

Ces disparités entre les zones rurales et urbaines, ainsi que le fossé croissant entre leurs niveaux de vie, sont compensés par les envois de fonds des émigrés, et l'arrivée de biens de consommation a atténué certaines des difficultés de la vie rurale, même si bon nombre de ces produits ne sont pas très utiles sans électricité. La politique du gouvernement consiste à améliorer les services dans les zones rurales et, selon la Constitution, le fossé entre les zones rurales et urbaines doit être comblé : « L'État s'efforcera d'élever le niveau de vie des zones sous-développées dans le but d'effacer progressivement les différences de niveau de vie entre les différentes parties de la République »^[180]

L'amélioration des voies de communication a, dans une certaine mesure, favorisé le développement des zones rurales et accru leur approvisionnement en produits de première nécessité et de luxe. Cela s'est traduit par une intensification des contacts humains entre les régions et, par conséquent, par le développement d'amitiés, voire de mariages, ce qui a favorisé l'émergence d'une identité nationale

et affaibli les liens tribaux et locaux. Ces moyens de communication encouragent toutefois également l'émigration rurale.

Un autre facteur positif pour les régions rurales a été le développement de l'aménagement du territoire, qui a créé des emplois au niveau local, mais généralement dans les villes plutôt que dans les villages. Cela rend les services plus accessibles, ou moins inaccessibles, à la population rurale. Les Conseils populaires locaux et les Comités de défense du peuple ont joué un rôle important en tant que relais entre le centre et la périphérie, allant même jusqu'à enrichir la vie culturelle et matérielle des zones rurales.

Bien que, comme nous l'avons vu, des efforts soient déployés pour améliorer les conditions de vie en milieu rural, la dispersion d'une grande partie de la population rurale dans des zones reculées rend cette tâche difficile et coûteuse à mener à bien. Même les zones les plus développées, comme le Wadi Hadramaut et les petites villes, connaissent une émigration considérable vers l'étranger et vers Aden, qui fait office de pôle d'attraction en tant que grande ville dotée de toutes les infrastructures. Malgré eux, les dirigeants adhèrent à cette situation et ont été influencés par le fait qu'ils vivent eux-mêmes à Aden et se sont familiarisés avec ses problèmes, tandis que les problèmes des zones rurales reculées restent en suspens, réduits à de simples « dossiers à traiter ». Les perspectives de réduire le fossé entre zones urbaines et rurales autrement que par le dépeuplement des campagnes sont lointaines.

L'émigration

L'émigration fait partie intégrante de la vie yéménite depuis des siècles et est mentionnée dès le I^{er} siècle après J.-C. dans l'ouvrage anonyme *Périple de la mer Érythrée*, puis plus tard dans les *Mille et Une Nuits*. La situation géographique du pays, au carrefour d'anciennes routes commerciales, s'est peut-être combinée à la pauvreté de ses ressources naturelles pour favoriser le développement de cette tradition.

Dans l'histoire récente, un flux important a été celui des Hadramis au XIX^e siècle vers l'Indonésie, où ils se sont lancés dans le commerce et où certains sont devenus extrêmement riches. Certains marchands *sada* d'Indonésie ont utilisé leur fortune pour exercer une domination politique dans le Wadi Hadramaut, mais la plupart se sont contentés de construire des écoles, des mosquées et les luxueux palais en briques crues que l'on trouve un peu partout dans le Wadi, mais qui sont principalement concentrés à Tarim et à Seiyun ; ceux de Tarim présentant une influence indonésienne marquée dans leur architecture et leur décoration. À la fin du siècle, on comptait environ 20 000 Hadramis en Indonésie.

L'autre principale destination d'immigration au XIX^e siècle fut l'Inde, et plus précisément Hyderabad, où des Hadramis d'origine yafi'ite et des Yafi'is originaires de Yafi' émigrèrent et occupèrent principalement des postes militaires. Ils prirent rapidement le contrôle des forces armées, occupant des postes à tous les échelons, ce qui permit à certains d'accéder à la richesse et au pouvoir ; l'exemple le plus marquant est celui de la famille Qu'ayti qui, avec l'aide des Britanniques, utilisa finalement sa richesse et son pouvoir pour devenir les sultans de Mukalla à l'issue d'une lutte pour le pouvoir au milieu du XIX^e siècle.

Au XX^e siècle, l'émigration a pris de nouvelles formes, adaptées à la transformation de l'économie mondiale. La migration des Hadramis vers l'Est s'est poursuivie à un rythme réduit au cours des premières décennies, mais s'est complètement arrêtée avec la Seconde Guerre mondiale, bien qu'un certain nombre de migrants soient restés en Inde et en Indonésie après l'indépendance, tout en conservant certains liens avec leurs familles restées au pays. L'importance de l'émigration hadramite transparaît dans les estimations des transferts de fonds, qui s'élevaient à 900 000 livres sterling en 1939, pour atteindre 2 millions de livres sterling en 1963, une légère hausse compte tenu du taux d'inflation de cette période. [\[181\]](#)

Avec le colonialisme, Aden est devenu un pôle d'émigration, les hommes descendant de l'arrière-pays, de ce qui est aujourd'hui la RDPY et la RAR, principalement de régions telles que la Hujjiriyah, Yafi' et Rada'. Certains sont restés et ont travaillé à Aden, mais beaucoup ont trouvé des emplois de marins et se sont finalement installés dans des ports du monde entier, avant de s'orienter vers des zones d'industrie lourde, notamment en Grande-Bretagne où l'on trouve des communautés yéménites à Cardiff, Liverpool, Birmingham, Bradford et Sheffield. D'autres communautés se sont formées dans les années 1940 et 1950 aux États-Unis, principalement à Détroit et dans les zones agricoles californiennes.

Dans les années 1960 et 1970, les pays industrialisés occidentaux ont imposé des restrictions à l'immigration, tandis que l'expansion des États pétroliers de la péninsule arabique attirait l'essentiel des migrants. La migration vers les États du Golfe et vers la côte est de l'Arabie saoudite se pratiquait à petite échelle depuis des décennies, soit vers les champs pétrolifères, soit pour rejoindre les forces armées des États de la Trêve, sous contrôle britannique. C'est notamment dans les années 1970 que le boom pétrolier a considérablement amplifié cette migration en provenance de toutes les régions du Yémen, du Nord comme du Sud, et a concerné des habitants de villages qui, auparavant, ne dépendaient pas de l'émigration. Malgré les conditions difficiles auxquelles sont confrontés les travailleurs immigrés, la péninsule présente certains avantages pour les Yéménites : une

langue commune et la proximité de leur pays d'origine, ainsi que des revenus élevés qui permettent de financer des dépenses importantes en matière de logement et de biens de consommation, mais aussi certains investissements potentiellement générateurs de revenus, tels que des voitures ou des ateliers.

Immédiatement après l'indépendance, le chômage était énorme dans le pays, et en particulier à Aden ; de nombreux travailleurs sont donc retournés dans leurs villages, mais ils ont été plus nombreux encore à partir à l'étranger à la recherche d'un emploi. À cette époque, comme nous l'avons vu, la bourgeoisie d'Aden et les dirigeants traditionnels des sultanats ont émigré pour des raisons politiques.

L'émigration, durant ces années-là, n'était pas entravée par le régime, mais au cours des années 1970, à mesure que de plus en plus de personnes étaient intégrées dans l'administration, l'éducation et le nouveau secteur industriel productif, une pénurie de main-d'œuvre s'est fait sentir. Le secteur industriel avait également besoin de personnel expérimenté. La conjonction de ces facteurs a conduit à l'adoption, en 1974, d'une interdiction d'émigration visant à retenir dans le pays la main-d'œuvre et les compétences nécessaires. Même s'il est probable que, dans ses premières années, cette loi visait principalement à retenir les cadres formés et diplômés plutôt que la main-d'œuvre non qualifiée, elle montre qu'à l'époque, le régime considérait que la nécessité de garder la main-d'œuvre sur le territoire était plus importante que les envois de fonds destinés à combler le déficit de la balance des paiements.

Depuis lors, toute nouvelle émigration est illégale et, en l'absence de statistiques, il est difficile d'estimer le nombre d'émigrants : même la définition d'un émigrant pose problème, car il existe des personnes d'origine yéménite nées dans de nombreux autres pays : l'Ouganda, le Kenya, la Tanzanie, l'Éthiopie et l'Arabie saoudite, entre autres. Certains ne parlent même pas l'arabe, mais se voient délivrer des passeports yéménites et sont accueillis à bras ouverts s'ils choisissent de revenir au Yémen démocratique. Les migrants temporaires sont généralement classés comme yéménites dans leur pays d'accueil, sans distinction entre les citoyens de la République arabe du Yémen (RAY) et ceux de la République démocratique populaire du Yémen (RDPY) ; de toute façon, ces statistiques sont généralement peu fiables. Par ailleurs, à la fin des années 1970, alors que l'émigration était sévèrement restreinte, de nombreux Yéménites originaires du sud du pays ont franchi la frontière de manière non officielle, puis ont obtenu des passeports de la RAY pour poursuivre leur voyage. Selon une estimation de 1980, le pays comptait 210 000 émigrants ; en 1982, la Banque mondiale estimait qu'un tiers des hommes valides âgés de 15 à 34 ans, soit 18 % de la main-d'œuvre yéménite totale, se trouvait à l'étranger. La tendance était toutefois au retour au pays à cette époque, en raison de la difficulté croissante à trouver du travail à

l'étranger et de l'expansion économique dans le pays. La chute des prix réels du pétrole au début des années 1980 continue d'encourager cette tendance.

Cette fuite de main-d'œuvre est particulièrement grave car les politiques de développement du régime nécessitent de la main-d'œuvre à tous les niveaux de qualification, et certains des jeunes migrants sont des hommes qui ont terminé leurs études aux frais de l'État avant de partir mettre ces compétences à profit ailleurs. Par exemple, sur une classe d'élèves de terminale que j'ai enseignée en 1977-1978, quatre avaient émigré illégalement dès 1982. Les pénuries de main-d'œuvre deviennent rapidement graves, entravant la productivité de l'industrie et de l'agriculture.

La situation frôle l'absurde lorsque l'on constate que la RDPY, l'un des pays les plus pauvres du Tiers-Monde, exporte de la main-d'œuvre vers les États du Golfe tout en important simultanément de la main-d'œuvre pour mener à bien ses propres projets de développement. En 1984, selon le ministère du Travail, on comptait 7 000 travailleurs étrangers au Yémen démocratique, allant de quelques professionnels à des ouvriers du bâtiment chinois et indiens affectés à de grands chantiers. Les professionnels sont progressivement remplacés par des Yéménites, à mesure que de plus en plus de personnes obtiennent leur diplôme à l'université d'Aden ou reviennent de bourses d'études à l'étranger. Seuls des enseignants yéménites font désormais partie du personnel des écoles de l'Unité, et le nombre de médecins formés par la faculté de médecine permettra bientôt au ministère de la Santé d'employer des médecins yéménites arabophones à la place d'Indiens et de Pakistanais qui ne peuvent pas communiquer avec les patients.

La répartition déséquilibrée de la main-d'œuvre, caractérisée par un sureffectif dans l'administration et des pénuries dans l'industrie et le bâtiment, peut sembler déroutante quand on sait qu'à l'étranger, les Yéménites travaillent principalement dans ces derniers secteurs, mais elle s'explique par des raisons sociales. En effet, les emplois manuels requis dans l'industrie et le bâtiment sont à la fois peu valorisés et mal rémunérés au sein même de la RDPY ; les travailleurs les évitent donc, car ils s'exposent à la honte publique sans contrepartie financière. En revanche, effectuer de telles tâches en Arabie saoudite et ailleurs dans la péninsule est *bien* moins déshonorant, car tout le monde garde le silence à ce sujet tout en sachant que des personnes effectuent ce genre de travail. Le travailleur migrant gagne un salaire substantiel qu'il envoie chez lui sous forme de transferts de fonds et qui lui permet d'acheter des cadeaux impressionnants lorsqu'il revient pour les vacances. La période des vacances est le seul moment de bonheur pour le travailleur migrant, qui peut alors se montrer généreux. Il peut profiter de fêtes au qat à n'en plus finir et nouer des liens sociaux, car il a rehaussé son statut et celui de sa famille en construisant une maison, en

l'équipant d'appareils électroménagers et, d'une manière générale, en rapportant de bonnes nouvelles. Il dispose de quelques semaines, voire de quelques mois tout au plus, pour profiter de la vie, s'occuper de ses champs et dépenser ses gains avant de retourner dans des baraquements en bois horriblement surpeuplés et de reprendre une journée de travail de douze heures afin de recommencer à gagner suffisamment d'argent pour un nouveau séjour, un an ou deux plus tard.

Le régime se trouve désormais dans une position ambiguë. D'un côté, il souhaite que ses travailleurs restent au pays : que les novices acquièrent de l'expérience et que les anciens migrants mettent à profit leurs compétences et forment d'autres personnes. D'un autre côté, il existe un énorme déficit commercial qui ne peut être réduit de manière substantielle que grâce aux transferts de fonds des travailleurs migrants. Ce dilemme se reflète dans la politique menée. La nouvelle émigration reste interdite et, à plusieurs reprises, d'autres lois ont été adoptées imposant de lourdes sanctions aux personnes surprises en train de franchir illégalement la frontière. Mais dans la pratique, rares sont ceux qui se font prendre, et une amnistie a été accordée à tous ceux qui ont émigré avant 1979 ; ces personnes bénéficient désormais des mêmes privilèges que les émigrants antérieurs. Elles peuvent rendre visite à leur famille, importer des biens à usage personnel à des taux douaniers préférentiels, bénéficier de taux d'intérêt avantageux sur leurs dépôts bancaires, et obtenir un passeport ainsi que d'autres facilités en matière d'immigration. Il est également difficile pour le régime de se montrer intransigeant sur la question de l'émigration, étant donné que tout Yéménite est officiellement autorisé à se rendre dans l'autre partie de la patrie sans formalité.

Comme mentionné précédemment, un Congrès des émigrés s'est tenu à Aden en 1980. Celui-ci avait pour objectif d'intégrer les émigrés dans la société yéménite, en leur faisant prendre conscience de l'importance de leur contribution au développement national. Le Congrès a examiné la nouvelle loi sur l'investissement visant à encourager les migrants à investir dans des entreprises productives dans leur pays, que ce soit dans le secteur privé ou dans le secteur mixte. La nouvelle loi, promulguée en décembre 1981, a renforcé les concessions libérales adoptées dans la loi sur l'investissement de 1969.

Le Congrès a également discuté de la création d'une zone de libre-échange dans le port d'Aden pour les exportations de produits manufacturés et de la mise en place de zones industrielles à Mansoura et à Hadramaut. Ces mesures, ainsi que l'assouplissement des formalités de voyage et douanières, visent à faire en sorte que les migrants se sentent mieux accueillis et moins harcelés par les difficultés bureaucratiques, afin de les encourager à envoyer davantage d'argent dans leur pays d'origine et à soutenir l'économie ; obtenir le soutien de la communauté

yéménite à l'étranger semble primer sur la volonté de les inciter à rentrer au pays pour y travailler.

En résumé, le dilemme du gouvernement se reflète dans sa pratique ambiguë. La fin des années 1970 a été marquée par une attitude plus positive à l'égard de l'émigration, comme en témoigne la disposition de la nouvelle Constitution stipulant que : « L'État soutient les citoyens yéménites résidant à l'étranger et renforce leurs liens avec la patrie. »^[182]

Cela va dans le sens d'une reconnaissance de leur rôle vital dans l'économie, puisqu'ils contribuent à financer les importations de biens de consommation et d'équipement, sans lesquelles le pays serait incapable de maintenir son niveau de vie actuel ni d'honorer sa dette extérieure. Un autre aspect positif de l'émigration est qu'elle permet à la population rurale de bénéficier d'un niveau de vie bien supérieur à celui qu'elle pourrait atteindre dans une campagne aussi pauvre, où la vie dépendrait autrement entièrement de l'irrigation par crues. Les effets négatifs directs de l'émigration sont également importants et comprennent l'absence prolongée des hommes, ce qui rend la vie plus difficile pour les femmes au sein des familles d'émigrants. À l'échelle nationale, la pénurie de main-d'œuvre a un impact considérable sur les possibilités de développement.

Les effets indirects sont bien plus vastes et affectent les politiques du régime sur les plans politique, social et économique. La proximité de pays riches exportateurs de pétrole, qui attirent la main-d'œuvre, fausse les économies de leurs voisins pauvres exportateurs de main-d'œuvre, en particulier la YAR et la PDRY. Le régime d'Aden est parfois contraint de mettre en œuvre des politiques qui vont à l'encontre de ses objectifs. Par exemple, les cadres qualifiés tels que les médecins, les ingénieurs et autres techniciens peuvent prétendre à des salaires très élevés selon les normes yéménites et à des avantages matériels, comme des voitures bénéficiant d'une fiscalité réduite, etc., simplement pour les retenir dans le pays. S'ils n'obtiennent pas le statut et les conditions de travail auxquels ils s'attendent, ils peuvent facilement décrocher des emplois très bien rémunérés dans la péninsule, gaspillant ainsi l'investissement que le gouvernement a consacré à leur formation, tout en privant le pays de leurs compétences indispensables. Comparés à d'autres pays, ces individus ne sont pas particulièrement privilégiés. Certes, ils font des sacrifices pour travailler dans leur pays, mais leur situation est bien meilleure que celle de nombreux autres.

Un autre effet indirect des transferts de fonds envoyés par les travailleurs à l'étranger est le grand nombre de personnes qui pourraient travailler mais qui ne sont pas attirées par les faibles salaires et préfèrent rester chez elles et vivre de ces transferts plutôt que d'accepter un emploi. En 1976, par exemple, sur une population active potentielle de 812 000 personnes, 396 000 étaient au chômage

mais ne cherchaient pas d'emploi ; la majeure partie de ces personnes sont des hommes et des femmes adultes qui, pour des raisons sociales, ne souhaitent pas travailler ; de nombreuses femmes ne travaillent pas car les revenus générés par leurs maris et leurs proches à l'étranger suffisent à subvenir à leurs besoins sans qu'elles aient besoin d'un emploi, tandis que de nombreux hommes préfèrent rester inactifs plutôt que d'accepter des emplois qu'ils considèrent comme peu prestigieux. L'impact idéologique de l'émigration a été abordé dans l'introduction.

Bien qu'il soit difficile d'évaluer dans quelle mesure la structure sociale du pays a évolué depuis l'indépendance, il est clair qu'une profonde transformation s'est opérée et que les fondements de nouvelles formations sociales ont été posés. Les relations tribales avaient déjà été ébranlées pendant la période coloniale, puis la désintégration de l'autorité traditionnelle s'est poursuivie au moment de l'indépendance et peu après. Les politiques sociales du nouveau régime ont favorisé ce processus : l'élargissement de l'accès à l'éducation, la législation sociale ainsi que les activités du Parti et des organisations de masse contribuent au développement progressif de nouvelles structures sociales. La force de la culture yéménite se mesure à sa capacité à survivre malgré la forte concurrence exercée par les médias occidentaux et arabes et l'effet idéologique déstabilisateur de l'émigration. Elle s'adapte avec succès à la société plus égalitaire qui est en train d'émerger.

A. S. Bura : « Élitisme urbain et colonialisme : les élites nationalistes d'Aden et de l'Arabie du Sud », dans *Middle East Studies*, vol. 6, n° 2, mai 1970.

RPDY *Projet de développement des Bédouins : impact socio-économique* par A. W. A. Salem, Aden, mai 1983.

PDRY *Étude de reconnaissance des conditions socio-économiques de la zone du projet*, par G. Farahat, Seiyun, 1973.

Chapitre six : Les politiques sociales et leur influence sur le changement social

Malgré sa position parmi les pays les plus pauvres du monde, la RDPY offre un niveau impressionnant de services sociaux, notamment en ce qui concerne leur

répartition, qui témoigne d'un effort constant pour étendre les prestations aux zones rurales les plus reculées et les moins accessibles, et ne pas les limiter uniquement à la capitale et aux grandes villes. Bien qu'il existe certaines tendances à accorder des privilèges à certaines personnes, celles-ci sont insignifiantes comparées au fossé observé dans d'autres pays du tiers-monde entre le niveau de vie de la bourgeoisie et celui de la majorité de la population. Dans ce chapitre, j'examinerai les politiques en matière d'éducation, de santé, de protection sociale et de logement.

Les fondements des politiques sociales sont inscrits dans la Constitution, qui affirme que « tous les citoyens ont le même droit à l'éducation »^[183], que « les soins médicaux sont un droit pour tous les citoyens »^[184] et que « chaque citoyen a droit à un logement »^[185], tout en précisant que « les travailleurs ont droit à la sécurité sociale ainsi qu'à la sécurité et à la santé au travail ». ^[186] Le secteur social a absorbé des investissements considérables en matière de développement : les dépenses d'éducation ont représenté environ 10 % des dépenses totales la plupart des années depuis l'indépendance, tandis que celles des services sociaux, y compris la santé, ont atteint 6 % en 1980, contre 4 à 5 % les années précédentes.

Avant d'aborder ces politiques en détail, il convient de rappeler certaines des difficultés rencontrées par le régime dans ses efforts pour améliorer les conditions de vie : le pays présente une superficie immense et une très faible densité de population. De nombreuses localités sont difficiles d'accès, éloignées des villes et mal desservies ; une grande partie du territoire est constituée de zones semi-désertiques ou de montagnes arides, la population étant répartie dans de petits hameaux isolés. Dans une telle situation, le coût par habitant de la mise en place de services de base, qu'il s'agisse de communications ou de services sociaux, est très élevé. Et ce, indépendamment de la possibilité de trouver du personnel disposé à vivre en milieu rural, car l'attrait idéologique de la « ville moderne dotée de toutes les commodités » est très fort. Dans ce contexte, même une politique éclairée consistant à former des locaux pour qu'ils deviennent enseignants ou agents de santé risque d'échouer, car, une fois formés, ils sont susceptibles d'utiliser leurs qualifications pour réaliser leur ambition de devenir citoyens. À ces difficultés s'ajoute la pénurie générale de personnel. Au moment de l'indépendance, la RDPY ne disposait pratiquement d'aucun enseignant, médecin ou administrateur expérimenté, et les rares personnes qualifiées étaient des Adenis, dont beaucoup ont émigré au cours des premières années. Les services sociaux ont dû être mis en place à partir de zéro, avec très peu de moyens financiers et dans un environnement difficile.

Éducation

C'est dans le domaine de l'éducation que les réalisations du régime sont les plus remarquables. La part du budget consacrée à l'éducation est passée de 14 % en 1972-1973 à près de 18 % en 1982, ce qui témoigne de l'importance qui lui est accordée. En termes quantitatifs, l'expansion observée depuis l'indépendance est particulièrement impressionnante : le nombre total d'élèves scolarisés, qui était de 64 502 au cours de la dernière année précédant l'indépendance (1966-1967), est passé à plus de 270 000 en 1979-1980, puis, en 1981-1982, à 220 000 rien que dans les écoles de l'unité. La progression de la scolarisation des filles est encore plus spectaculaire, passant de 13 397 en 1966-1967 à 86 496 en 1979-1980 dans l'ensemble des établissements, et à 64 000 en 1981-1982 au niveau des écoles de l'unité. Outre ce bilan, il est important de noter que ces chiffres ne tiennent pas compte de l'enseignement supérieur, qui n'a été introduit qu'après l'indépendance et dont les effectifs dépassaient les 3 000 en 1979-1980.

La structure de l'éducation pendant la période coloniale est masquée par les chiffres relatifs aux effectifs scolaires de 1966-1967. Pendant la majeure partie de la période coloniale, l'éducation était pratiquement inexistante, se limitant principalement aux écoles traditionnelles islamiques rattachées aux mosquées. Ce n'est que dans les années 1930 que des écoles de style européen ont été ouvertes, notamment, dans un premier temps, l'École des fils de chefs, dont les principaux « objectifs étaient la formation du caractère, l'éducation physique et l'enseignement littéraire, dans cet ordre d'importance »^[187] pour les fils de chefs tribaux reconnus. Par la suite, d'autres écoles virent le jour à Aden et dans l'Hadramaut, laissant le reste du pays aussi dépourvu que jamais d'établissements scolaires. Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale, sous la pression du nationalisme arabe, que l'éducation fut mise en place à une échelle plus générale au sein même de la colonie d'Aden, et ce n'est que dans les années 1950 que le prestigieux Aden College, un établissement d'enseignement secondaire, fut inauguré. Parallèlement au développement des écoles publiques à Aden, où l'admission était réservée aux citoyens de la colonie d'Aden, de nombreux Yéménites se sont regroupés au sein d'associations caritatives pour ouvrir des écoles destinées à leurs enfants, qui, sans cela, n'auraient reçu aucune instruction. À la fin des années 1950 et dans les années 1960, l'expansion a été considérable, donnant lieu aux statistiques mentionnées plus haut. La répartition géographique des établissements scolaires et leur absence quasi totale dans les protectorats, à l'exception de l'Hadramaut, ont eu une influence considérable et ont impliqué qu'après l'indépendance, l'éducation devait être entièrement redéfinie et restructurée : outre la nécessité de construire des bâtiments dans les zones rurales, il a fallu passer d'un système britannique, où l'enseignement se faisait en anglais, à un système en arabe adapté aux besoins spécifiques du pays.

L'objectif du gouvernement est d'assurer une éducation de base à chaque citoyen et de répondre à la demande en main-d'œuvre techniquement qualifiée pour les services publics et le secteur économique moderne. Il s'est engagé à garantir l'enseignement primaire universel d'ici 1985, ce qui, si cet objectif est atteint, permettra de réaliser son premier objectif et de garantir que tous les jeunes possèdent des compétences en lecture, écriture et calcul, ainsi qu'une préparation au monde des adultes.

L'autre objectif important consiste à combler les énormes lacunes qui existent actuellement en matière de compétences à tous les niveaux ; cela doit être réalisé en augmentant le nombre de diplômés des écoles professionnelles et des universités. D'ici 1983, 37 % des diplômés de l'école unifiée devaient intégrer l'enseignement secondaire général, 20 % les écoles techniques et professionnelles et le reste entrer directement sur le marché du travail. Des efforts sont également déployés pour réduire les disparités entre les gouvernorats et rendre l'éducation plus accessible dans les zones rurales, malgré le coût unitaire élevé dû à la faible densité de population. Il convient également de noter que l'éducation est gratuite à tous les niveaux, que les manuels scolaires sont fournis gratuitement, tout comme le transport aller-retour à l'école pour ceux qui habitent loin. L'internat est gratuit pour ceux qui en ont besoin, tandis que dans l'enseignement supérieur et professionnel, tous les étudiants reçoivent une modeste bourse de 15 YD par mois, ce qui permet aux étudiants issus de familles modestes d'étudier sans peser sur leur famille.

Le rôle politique de l'éducation est de former une nouvelle génération de Yéménites qui soient des membres de la société socialement et politiquement conscients, assumant leur part de responsabilité dans la construction du pays et prêts à consacrer leurs énergies non seulement à leur épanouissement personnel, mais aussi au développement du pays. Le programme scolaire comprend l'étude des principaux textes politiques du Parti et tient également compte des spécificités du pays, sans pour autant négliger le monde extérieur.

Le nouveau système éducatif, calqué sur les structures existant en Europe de l'Est, comprend un premier cycle de huit ans, connu en RDPY sous le nom d'école de l'« Unité » (et ailleurs dans le monde socialiste sous le nom de système « unitaire »), suivi de quatre ans d'enseignement secondaire. Le principe qui sous-tend cette structure est celui de l'enseignement « polytechnique », ce qui signifie que le travail pratique est censé faire partie intégrante de l'expérience éducative, rehaussant ainsi le statut du travail manuel et réduisant le fossé idéologique entre les « diplômés », qui ne veulent pas se « salir » les mains, et la masse des travailleurs. Cette distinction prévaut non seulement dans le monde industrialisé, mais revêt également une grande importance dans les pays du tiers-monde, où

l'éducation est considérée comme un moyen d'échapper à la campagne et à ses conditions de travail difficiles pour les remplacer par un emploi de bureau « propre ». Cette attitude vis-à-vis de l'éducation, très répandue même en RDPY, est l'une des explications de l'échec des écoles professionnelles dans de nombreux pays du tiers-monde. L'enseignement « polytechnique » en République populaire démocratique de Yougoslavie vise à prévenir une telle tendance et s'accompagne de la création d'écoles professionnelles dans différents domaines (pêche, industrie, agriculture, etc.). Il reste à voir dans quelle mesure cette approche portera ses fruits, car le nouveau système n'a été mis en place que récemment et n'a fait que tout juste son entrée dans les classes supérieures du système scolaire. Sa mise en œuvre a été entravée par un certain nombre d'obstacles, notamment le nombre limité d'enseignants disposant de la formation spécialisée nécessaire et, dans certains cas, l'hostilité d'enseignants convaincus que leur statut devrait les préserver de tout travail « sale ».

Des efforts ont également été déployés pour créer des manuels scolaires nouveaux et adaptés au nouveau système ; certains d'entre eux sont de meilleure qualité que d'autres. Parmi les plus remarquables figurent les manuels d'histoire et de géographie, conçus pour être pertinents pour les élèves yéménites et s'inspirant des réalités de la vie dans la République démocratique populaire du Yémen. Dans d'autres domaines, la méconnaissance des méthodes pédagogiques modernes a conduit à la production de manuels pratiquement inutilisables, ce qui pose un problème particulièrement grave pour les enseignants jeunes et inexpérimentés.

Pour soutenir l'expansion remarquable de l'éducation, un effort massif a été déployé dans la formation des enseignants, tant au sein des instituts que, par la suite, avec le développement de l'université d'Aden, qui forme des enseignants pour les établissements secondaires. Le nombre d'écoles normales est passé de 3 à 6 en 1980, le nombre d'étudiants admis passant de 240 en 1966–1967 à 1 200 en 1979–1980 ; ces instituts forment des enseignants pour l'école de l'unité, tandis que ceux destinés aux niveaux supérieurs suivent leurs études à l'université. Partant d'un effectif très réduit d'enseignants, pour la plupart sans formation, la situation s'est rapidement améliorée grâce au développement de ces instituts qui accueillent des diplômés du niveau intermédiaire (et désormais de l'école de l'unité) qui suivent ensuite une formation de quatre années supplémentaires. La formation universitaire destinée aux diplômés de l'enseignement secondaire propose soit un cursus de licence de quatre ans, soit un cursus de deux ans menant à un diplôme d'enseignant. Ce dernier est dispensé à Aden, ainsi que dans les antennes de l'université situées à Lahej, Zinjibar et Mukalla. Il a ainsi été possible de réduire à presque zéro le nombre d'enseignants étrangers dans le système scolaire. Le personnel est désormais presque exclusivement yéménite,

ce qui contraste fortement avec la situation dans de nombreux États arabes. Dans la République arabe du Yémen (RAY), par exemple, les enseignants étrangers – principalement égyptiens – sont omniprésents, même dans les écoles rurales. Ils parlent un arabe différent, apportent des idées et une culture étrangères et se montrent souvent arrogants envers leurs élèves et leur pays d'accueil ; dans les années 1980, les enseignants égyptiens de la RAY avaient la réputation d'encourager le soutien aux Frères musulmans. À l'université d'Aden, cependant, la majorité du personnel reste étrangère dans la plupart des facultés ; il provient de divers pays, dont de nombreux Indiens qui doivent enseigner en anglais : cela pose problème, car peu d'étudiants maîtrisent couramment l'anglais.

L'essor spectaculaire de l'éducation depuis l'indépendance ne s'est pas fait sans heurts ; les problèmes sont nombreux et importants, et il convient d'en examiner les implications pour l'avenir. Les remarques suivantes n'enlèvent en rien aux réalisations remarquables. Le principal problème concerne la qualité de l'enseignement dispensé. Compte tenu de cette expansion si rapide, il n'est pas surprenant que la qualité en ait pâti. De nombreux enseignants ont commencé leur carrière sans formation ni qualification, avec à peine plus de connaissances que leurs élèves. Au fil des ans, le développement de la formation, tant pour les nouveaux enseignants que pour ceux déjà en poste, a permis d'améliorer la situation. Cependant, l'attitude profondément ancrée, répandue dans tout le monde arabe, selon laquelle l'enseignement ne serait rien d'autre que la transmission de connaissances que l'élève doit apprendre par cœur, religieusement et sans poser de questions, reste très répandue dans la RDPY. Dans cette optique, les enseignants sont considérés comme les détenteurs de tout le savoir et ne peuvent être ni remis en question ni contestés. Non seulement cela empêche le développement de l'initiative et de la pensée originale chez les élèves, mais cela peut également conduire à des situations absurdes lorsque les enseignants commettent des erreurs et que les élèves rentrent ensuite chez eux pour apprendre par cœur des informations erronées, dans l'espoir de réussir les examens à la fin de l'année scolaire.

Calquées sur le modèle du système d'Europe de l'Est, les nouvelles écoles de l'unité ont peu de chances d'apporter un changement profond à cette approche, car elles offrent peu de possibilités d'expression personnelle et d'épanouissement aux élèves.

Une autre difficulté découle des tentatives de mise en œuvre du « Plan » dans l'enseignement, qui ont conduit les examinateurs à se montrer réticents à faire échouer les élèves, car cela entraînerait un taux de mise en œuvre plus faible du Plan. Cela a souvent signifié que des élèves tout à fait insatisfaisants, y compris certains qui n'avaient fait aucun effort pour étudier, ont réussi leurs examens par

divers moyens et ont été lancés dans le monde du travail en tant que « diplômés ». La tradition de la tricherie aux examens semble très répandue dans de nombreux pays et n'est en aucun cas une particularité yéménite. Cela a également eu pour conséquence que ceux qui ont poursuivi leurs études à l'université d'Aden ou ailleurs présentaient un niveau d'instruction inférieur à celui requis, ce qui a contraint l'université à s'adapter à cette situation et à revoir à la baisse ses attentes vis-à-vis des étudiants. Ces dernières années, la politique a évolué à cet égard : les taux d'échec scolaire ont augmenté et les conditions d'examen ont été renforcées.

Dans l'ensemble du système, le taux d'abandon scolaire est très élevé : 50 % au primaire et 66 % au secondaire à la fin des années 1970. Il convient d'examiner les raisons de cette situation : dans certains cas, et en particulier pour les filles, cela est probablement dû à la pression familiale, un problème qui ne peut être ignoré. Depuis l'indépendance, la politique du gouvernement a consisté à rendre l'éducation accessible à tous, partout, y compris aux filles. Un effort particulièrement remarquable a été déployé pour encourager les filles à suivre une scolarité, malgré une attitude fortement traditionaliste de la part des familles, notamment dans l'arrière-pays. Comme nous l'avons vu, cette opposition a été difficile à contrer et on ne peut s'attendre à ce qu'elle disparaisse du jour au lendemain, quelles que soient les politiques que le gouvernement pourrait adopter. Des progrès substantiels ont toutefois été réalisés : alors que le taux global de scolarisation dans le primaire au cours de la première décennie suivant l'indépendance a augmenté de 15,3 % par an, celui des filles a progressé de 21,5 % par an au cours de la même période ; malgré cela, en 1976-1977, les filles ne représentaient que 35 % de l'effectif scolaire total. On espère atteindre un taux de scolarisation de 50 % dans le système d'unité d'ici 1985, mais cet objectif est, à mon avis, trop optimiste.

La politique du gouvernement en matière de mixité au niveau de l'enseignement unifié présente à la fois des avantages et des inconvénients. Il s'agit clairement d'une avancée majeure pour réduire les disparités entre la vie des garçons et celle des filles, en les encourageant à étudier les mêmes matières ensemble ; cela revêt également un intérêt économique dans un pays pauvre et vaste, en particulier dans les zones rurales les plus reculées et peu peuplées. D'un autre côté, les familles les plus conservatrices seront incitées à garder leurs filles à la maison sous prétexte que les classes sont mixtes. De nombreuses filles autorisées à fréquenter des écoles mixtes au début de leur scolarité sont retirées de l'école par leurs parents dès qu'elles approchent de la puberté. Pour celles qui parviennent à poursuivre leur scolarité, le secondaire pose des problèmes : la plupart des établissements pratiquent la ségrégation sexuelle et ne remettent donc pas en cause la tradition de la séparation des sexes. Dans les régions les

plus traditionnelles, les familles craignent que l'éducation ne donne aux filles des idées qui remettent en cause les rôles traditionnels et les attentes que leurs familles ont à leur égard. Dans certains cas, les familles interdisent à leurs filles d'aller au collège car cela impliquerait de se rendre dans une autre ville, même si celle-ci est proche. J'ai rencontré des filles dans des villes de l'Hadramaut qui étaient confrontées à ce problème. Dans d'autres cas, ce sont des facteurs purement idéologiques qui prévalent, comme nous l'avons vu concernant le collège de filles de Shihr.

Éducation des adultes

Avec un taux de 60 % en 1980, l'analphabétisme est resté un problème majeur pour le régime. Un département spécial chargé de l'éradication de l'analphabétisme a été créé en 1970, dirigé par un vice-ministre de l'Éducation ; d'excellents manuels ont été spécialement conçus, avec un contenu adapté à la vie des familles de paysans et de pêcheurs yéménites. En 1979, on comptait 446 centres d'alphabétisation pour adultes accueillant 44 000 participants. Plus de 70 000 personnes avaient suivi avec succès des cours d'alphabétisation en 1980 ; les cours sont organisés par niveaux, allant de l'alphabétisation de base à des cours avancés destinés à préparer les étudiants adultes aux examens du cycle d'unité et du secondaire.

Dans de nombreuses régions, les sections locales de l'Union des femmes organisent des cours d'alphabétisation au sein même des quartiers résidentiels, ce qui permet aux femmes d'apprendre à proximité de leur domicile. Axés à la fois sur les quartiers et sur les lieux de travail, ces programmes devraient couvrir la majeure partie de la population, à l'exception des nomades et des petits villages où il n'y a ni personne alphabétisée capable d'enseigner aux autres, ni enseignant. La difficulté à atteindre un taux d'alphabétisation de 100 % tient probablement en grande partie au fait que les personnes âgées éprouvent des difficultés particulières à apprendre et, dans le même temps, ressentent moins le besoin de s'alphabétiser que les jeunes, qui grandissent de plus en plus dans un monde où la familiarité avec l'écrit est une nécessité de la vie.

Cependant, la loi promulguée en 1973 a été jugée trop peu contraignante pour atteindre l'objectif de l'alphabétisation universelle dans tout le pays ; une nouvelle loi a donc été promulguée en 1980, rendant obligatoire pour les employeurs d'organiser des cours d'alphabétisation sur le lieu de travail et renforçant la réglementation concernant l'emploi des personnes analphabètes. Mais la principale innovation de cette loi résidait dans l'organisation d'une vaste campagne nationale.

Pour pallier la lenteur des progrès dans l'éradication de l'analphabétisme depuis la promulgation de la nouvelle loi en 1980, le ministère compétent a préparé une campagne nationale qui s'est déroulée de juillet à décembre 1984. Celle-ci a mobilisé l'ensemble des élèves du secondaire, tous les enseignants des écoles unifiées et secondaires ainsi que ceux de l'enseignement supérieur, et a reporté le début de l'année scolaire 1984-1985 au mois de janvier 1985. L'objectif était d'atteindre un taux d'alphabétisation de 100 % au sein du groupe cible composé d'hommes âgés de 12 à 40 ans et de femmes âgées de 12 à 35 ans. Organisée selon une structure pyramidale, la campagne s'appuyait sur les élèves, qui constituaient la base : chaque élève était chargé d'enseigner à sept analphabètes ; un enseignant d'école d'unité était ensuite responsable de cinq élèves, soit 35 analphabètes, et chaque enseignant du secondaire était chargé de sept enseignants d'école d'unité.

Contrairement aux initiatives précédentes qui se concentraient sur l'enseignement en classe, celle-ci visait à mettre les analphabètes plus à l'aise en les évitant de se retrouver dans un environnement inconnu ; chaque personne recevait un enseignement où et quand elle le souhaitait, et pouvait bénéficier d'un cours particulier à domicile à l'heure qui lui convenait le mieux. Bien que tout ait été mis en œuvre pour permettre au personnel de travailler près de son domicile afin qu'il puisse continuer à vivre avec sa famille et n'ait pas besoin d'être logé et nourri par des étrangers, cela n'a pas toujours été possible car, dans certaines zones, le ratio personnel/élèves était insuffisant. Dans ces cas-là, les élèves-enseignants étaient amenés depuis la zone disponible la plus proche et pris en charge par les membres de la communauté ; les femmes étaient enseignées par des filles et les hommes par des garçons. Le plan prévoyait de former 193 000 personnes. Sur les 187 000 qui ont suivi les cours, 158 000 ont réussi l'examen final de la campagne.

Conscient que l'analphabétisme est favorisé par le manque de supports intéressants et de possibilités de formation continue, le ministère gère et développe également un programme d'éducation des adultes à long terme dans tout le pays, ainsi qu'une meilleure diffusion de la littérature.

Santé

1. Situation initiale et problèmes

Au moment de l'indépendance, la situation des services de santé était similaire à celle de l'éducation : des infrastructures modernes et de pointe étaient disponibles dans la région d'Aden, des services plus modestes dans l'Hadramaut et des services de base dans les capitales de certains des anciens sultanats. Au total, cela représentait très peu : la plupart du personnel qualifié travaillant à Aden était étranger, avait été employé par les Britanniques et était parti avant ou au moment

de l'indépendance. De nombreux médecins d'Aden ayant suivi une formation britannique, mécontents de la socialisation de la médecine, sont partis faire fortune ailleurs dans la péninsule à la fin des années 1960 ou au début des années 1970. Ainsi, au moment de l'indépendance et au cours des années qui ont suivi, les infrastructures médicales étaient pratiquement inexistantes malgré les efforts du régime. Les résultats des politiques sanitaires du régime n'ont commencé à se faire sentir qu'à la fin des années 1970, avec des améliorations notables des infrastructures disponibles dans tout le pays.

La situation sanitaire de la population était désastreuse par le passé et le reste à bien des égards. La mortalité infantile (pour laquelle on ne dispose pas de statistiques à la fin des années 1960) a été estimée par la Banque mondiale à 140 pour mille en 1980. La seule étude de terrain existante, menée en 1982-1983, a révélé un taux de mortalité infantile en milieu rural d'environ 90 pour mille et un taux de mortalité juvénile de 20 pour mille. Cela indique une amélioration remarquable par rapport aux estimations de la Banque mondiale et s'explique principalement par l'amélioration des conditions sociales et sanitaires.^[188] Les principales maladies sont les maladies diarrhéiques, la malnutrition protéino-énergétique, la rougeole, la coqueluche, la pneumonie et, dans certaines régions, le paludisme.

Le niveau élevé de maladies endémiques et le mauvais état de santé général peuvent être attribués à une mauvaise alimentation et au manque d'infrastructures de santé publique, notamment l'absence d'eau potable, de réseaux d'assainissement et d'un système adéquat d'élimination des déchets. Pour les personnes malades, l'accès à la médecine moderne reste difficile, bien qu'il se soit considérablement amélioré.

La malnutrition peut, dans une large mesure, être attribuée à l'écart qui existe entre les revenus moyens et le coût d'un panier alimentaire de base. Bien qu'elle ne tienne pas compte des aliments produits à la maison ni du revenu total du ménage, une étude récente^[189] a établi qu'un régime alimentaire de base adéquat pour trois adultes et trois enfants coûterait 64 YD par mois, alors que le revenu médian des pères de famille s'élevait à 60 YD par mois, tant dans les familles urbaines que rurales, mais n'atteignait que 50 YD dans les bidonvilles. La plupart des familles comptent plusieurs soutiens de famille et produisent également une partie de leur propre nourriture, en particulier dans les zones rurales ; malgré cela, il a été constaté que 40 % des enfants souffraient de malnutrition. Les carences nutritionnelles sont très répandues parmi la population de tous âges : cela s'explique en partie par le manque de ressources et notamment par l'imprévisibilité et les faibles rendements de l'agriculture pluviale. Cependant, outre ces causes « naturelles », la malnutrition peut également être attribuée en

partie à l'ignorance et au détournement des revenus en espèces vers des biens de consommation symbolisant un certain statut social (parmi lesquels figure nécessairement le qat) plutôt que vers l'amélioration de l'alimentation familiale de base.

Dans le cas des nourrissons et des enfants, un danger supplémentaire réside dans la tendance croissante à recourir à l'alimentation au biberon et aux aliments transformés pour bébés. Bien que ce problème soit moins grave qu'en République arabe du Yémen, il existe bel et bien en RDPY pour plusieurs raisons : tout d'abord, les publicités télévisées pour ces produits diffusées sur la chaîne YAR TV sont également vues par de nombreuses personnes en RDPY et créent ainsi une demande pour ces produits, même lorsqu'ils ne sont pas disponibles sur le marché local. Les maris émigrés les rapportent également du Golfe en tant que symboles de « modernité », qu'ils assimilent dans leur esprit à la santé. Enfin, bien que ces produits ne fassent pas l'objet de publicités en RPDY et que la multitude de marques concurrentes n'y soit pas visible, les produits de base, à savoir le lait en poudre et les aliments pour bébés, sont généralement disponibles dans les magasins et les petites boutiques, même dans les régions les plus reculées du pays. Les raisons qui poussent les femmes de la RAR à adopter ces produits sont tout aussi valables en RDPY : tout d'abord, la « praticité » du lait en poudre, qui peut être préparé à l'avance, versé dans un biberon et confié à la personne chargée de s'occuper du bébé. Avec le lait en biberon, cette personne peut être n'importe qui, souvent un frère ou une sœur aînés, même si cet enfant n'a lui-même que 5 ans, ce qui permet à la mère de sortir travailler dans les champs ou ailleurs et de poursuivre sa journée de travail normale. La deuxième raison est liée aux connotations idéologiques de ces aliments emballés, qui, dans la conscience collective, sont associés au monde moderne et avancé, et donc au « progrès ». L'alimentation au biberon s'inscrit également dans l'interprétation traditionnelle d'une « alimentation équilibrée ».

La réalité est grave : le lait en poudre est mélangé à de l'eau contaminée dans des biberons sales et conservé pendant de longues heures, ce qui entraîne la détérioration du produit ; il est souvent trop dilué. De plus, le lait écrémé en poudre ne convient pas aux bébés, malgré les images figurant sur les boîtes destinées à induire les gens en erreur, quoi qu'en disent les fabricants occidentaux. Même les laits pour nourrissons spécialement conçus ne contiennent pas tous les bienfaits du lait maternel et les bébés, même lorsqu'ils sont nourris avec des biberons propres, de l'eau bouillie et du lait pour nourrissons correctement dilué, ne bénéficient toujours pas d'une alimentation aussi bonne que ceux qui sont allaités. Les dangers des laits artificiels pour la santé des bébés ont été largement démontrés. ^[190]

La malnutrition chez les adultes est également due à une alimentation insuffisante, mais elle est là encore aggravée par la disponibilité croissante de denrées de base raffinées importées qui remplacent progressivement les céréales cultivées localement, ces dernières jouissant d'un statut social plus élevé et coûtant plus cher. Parmi les denrées importées figurent la farine de blé raffinée utilisée pour la fabrication du pain, le riz blanc et le lait écrémé en poudre, dont il a été question plus haut dans le cadre de la nutrition infantile. Les légumineuses, qui constituaient autrefois un aliment de base, perdent de leur importance dans l'alimentation car elles sont considérées comme des « aliments de moindre prestige », tandis que la farine de blé blanche importée remplace le sorgho et l'orge dans la fabrication du pain et que le riz importé (qui est toujours raffiné) fait depuis longtemps partie des aliments de base. Le régime alimentaire d'un adulte moyen n'est donc pas particulièrement nutritif, ou du moins l'est-il moins qu'auparavant par rapport à l'apport alimentaire total, à mesure que s'opère le passage des aliments non raffinés aux aliments raffinés. Un autre aspect négatif de la consommation alimentaire est l'arrivée sur les marchés des « malbouffes » : de nombreuses personnes consacrent leurs maigres ressources financières à l'achat de boissons gazeuses dont la valeur nutritionnelle est pratiquement nulle, ainsi qu'à quelques sucreries importées et aliments transformés comme le popcorn. Les boissons gazeuses sont également consommées avec du qat ; la consommation de qat a également un impact négatif sur la nutrition, car elle détourne l'argent destiné à l'alimentation tout en atténuant la sensation de faim.

La politique gouvernementale en matière de nutrition n'est pas claire. Malgré les affirmations concernant les programmes de santé, les usines de boissons gazeuses ont été agrandies et d'autres sont prévues, tandis que certains efforts ont été déployés pour améliorer la disponibilité d'aliments nutritifs dans tout le pays. Une usine de lait et de produits laitiers a ouvert ses portes à Aden ; elle produit des briques de lait frais et de lait UHT ; ce dernier est distribué dans tout le pays et est disponible aux côtés des boissons gazeuses dans les réfrigérateurs des villages. L'usine produit également un fromage à pâte molle et des yaourts de grande qualité, mais ceux-ci ne sont accessibles qu'aux personnes vivant à proximité, c'est-à-dire à Aden et dans les zones les plus accessibles des gouvernorats de Lahej et d'Abyan.

Autrefois, le poisson était consommé frais sur la côte et séché et salé à l'intérieur des terres. Ces dernières années, le poisson séché s'est raréfié, mais dans les années 1970, le ministère des Ressources halieutiques a construit des entrepôts frigorifiques pour le poisson dans la plupart des villes du pays, dans des localités aussi éloignées les unes des autres que Dhali', Mukayras, Wadi Hadramaut et ailleurs. Cela signifie que du poisson frais congelé est désormais régulièrement disponible dans ces localités à des prix réglementés par l'État, et donc

raisonnables. Le poisson est devenu un élément important et nutritif du régime alimentaire national, avec une consommation annuelle par habitant de 20 kg. Ce chiffre se compare favorablement à la consommation mondiale de 14 kg par an, alors que dans le reste de la région, la consommation n'atteint que 4 kg par an. La viande commercialisée par l'Office de commercialisation de la viande est principalement importée ; cet organisme vend à des détaillants privés qui proposent des prix bien inférieurs à ceux de la viande produite et abattue par des particuliers, également disponible dans tout le pays. Les préjugés en faveur des viandes locales, plus coûteuses, seront probablement progressivement surmontés grâce à la disponibilité de viandes importées moins chères. La distribution des légumes reste insuffisante, en grande partie en raison de problèmes de production (abordés dans le chapitre consacré à l'agriculture), mais elle s'améliore tant pour les légumes de saison que pour les légumes importés. Dans les zones rurales, quelques familles disposent de potagers où elles cultivent des légumes frais lorsque l'eau est disponible.

2. Politiques de santé du gouvernement

Celles-ci sont inscrites dans la Constitution, qui stipule que :

« Les soins médicaux sont un droit pour tous les citoyens. L'État garantit ce droit par la généralisation de services médicaux gratuits sur l'ensemble du territoire de la République et par le biais de ses programmes visant à la protection et à l'amélioration de l'environnement, à la médecine préventive, à la santé et à la sécurité au travail, ainsi qu'au développement de tous les types d'hôpitaux, d'établissements de santé et de dispensaires populaires. »^[191]

Un arrêté ministériel de 1978 définit les lignes directrices de la planification sanitaire : la priorité absolue doit être accordée à la médecine préventive et sociale, « notamment dans les domaines de la lutte contre les maladies endémiques et transmissibles ou de leur éradication, ainsi que de l'amélioration des conditions de santé environnementale », en mettant particulièrement l'accent sur les services de santé maternelle et infantile. Vient ensuite « la couverture maximale de la population, en particulier dans les zones rurales, par des services de santé de base et des soins de santé primaires ». En troisième lieu figure « l'intégration entre les services préventifs et curatifs », suivie de « la consolidation des établissements de soins curatifs existants afin d'offrir de meilleurs services à la population et de permettre une certaine expansion des établissements de soins curatifs dans les zones les moins développées ». « La mise en place de structures de formation à tous les niveaux du personnel de santé — professionnel, technique et auxiliaire » est jugée importante et « les services ambulatoires sont considérés comme la meilleure approche pour les soins médicaux de la population. Le

système de polycliniques doit être mis en œuvre en tenant dûment compte de la densité de population. »^[192]

Comme le montrent ces lignes directrices, les priorités sanitaires du gouvernement mettent l'accent sur les mesures préventives et la santé publique. Le développement d'établissements médicaux « modernes », tels que de grands hôpitaux, est également envisagé. Le plan de développement actuel prévoit la construction d'un autre hôpital moderne dans la capitale, qui dispose déjà d'un grand hôpital général récemment modernisé. Cependant, en 1984, aucun financement n'avait encore été trouvé pour ce projet, en grande partie parce qu'il n'est pas censé contribuer à l'amélioration de la santé publique.

La politique médicale semble suivre une double approche : d'une part, l'extension des services médicaux aux niveaux local et central grâce à la formation d'un grand nombre de médecins. La faculté de médecine de l'université d'Aden est gérée avec l'aide de Cuba. Sa politique consiste à former des médecins en grand nombre, afin de sortir la médecine de sa tradition de profession privilégiée et prestigieuse, réservée à la capitale. D'autre part, les politiques de l'OMS en matière de soins de santé primaires jouent également un rôle important dans le pays. Celles-ci reposent sur une combinaison d'améliorations en matière de santé publique (hygiène, approvisionnement en eau potable, assainissement, lutte contre les nuisibles) et sur la répartition à grande échelle de guides de santé communautaires ayant suivi une formation médicale formelle minimale.^[193] À l'instar de nombreux autres pays, la RDPY adhère au projet de l'OMS visant à atteindre « la santé pour tous d'ici l'an 2000 ». Dans ce cadre, il est prévu de mettre en place un réseau de guides de santé ruraux chargés de la prévention, de la vaccination et de la santé environnementale.

3. Évolution du secteur de la santé depuis l'indépendance

Alors qu'il n'y avait que 71 médecins en 1970, on comptait en 1980 114 médecins yéménites et 74 médecins étrangers en activité. Cette augmentation s'est produite malgré l'émigration de nombreux médecins qui rejetaient les politiques socialistes en matière de médecine, en particulier après 1973, date à laquelle la pratique privée a été abolie dans tout le pays. Cette mesure visait à mettre fin à la pratique courante consistant, pour les médecins trop occupés pour recevoir des patients à l'hôpital, à les recevoir après les heures de consultation dans leurs cabinets privés, ce qui entraînait des coûts élevés pour les patients.

Le plan actuel prévoit une augmentation du nombre de médecins yéménites à 400 d'ici 1985, ce qui devrait avoir un effet spectaculaire sur l'accès aux soins médicaux pour la population dans tout le pays. Cela signifierait un médecin pour 4 000

habitants, alors qu'en 1982, on comptait un médecin pour 6 000 personnes et qu'en 1970, il n'y en avait qu'un pour 10 000.

Un problème persistant réside dans la réticence de la plupart des médecins à exercer dans les zones rurales, car ils considèrent que quitter la capitale et ses hôpitaux modernes est une atteinte à leur statut. Les pressions pouvant être exercées sur les médecins pour qu'ils s'installent en milieu rural et redéfinissent leur travail en termes de santé publique sont limitées. Les médecins ont pris l'habitude de se considérer comme des membres de l'élite dans la plupart des pays du monde, à l'exception des pays socialistes. Mais dans les pays du Tiers-Monde, les attitudes des médecins s'inspirent plus souvent de l'Occident que de l'Orient, et ils préfèrent travailler dans des établissements modernes spécialisés dans la médecine de pointe plutôt que de s'occuper de médecine préventive de base et de maladies endémiques. Ces dernières exigent des soins et du dévouement, mais confèrent peu de prestige à celui qui dispense les traitements. Le régime, malgré ses objectifs progressistes, est limité par son incapacité à contraindre les médecins à accepter ces objectifs. Les médecins de la RDPY constituent déjà un groupe privilégié, puisqu'ils disposent de belles maisons, peuvent facilement se procurer des voitures et ont des revenus supérieurs à la moyenne. Cependant, toute tentative visant à les mettre au pas pourrait entraîner leur émigration massive, car ils peuvent obtenir des postes très bien rémunérés dans les États producteurs de pétrole de la péninsule, ce qui se traduirait par une perte absolue pour la RDPY.

Les nouveaux médecins formés localement pourraient constituer une génération de médecins plus soucieux de l'intérêt général. Afin de réduire le fossé entre les zones urbaines et rurales, un certain nombre de mesures ont été prises pour encourager les médecins à exercer en milieu rural. Les nouveaux diplômés doivent y passer deux ans et ceux qui sont originaires de l'arrière-pays sont désormais tenus par la loi de retourner exercer dans leur région d'origine. Ils sont dédommagés de cet éloignement des lumières de la ville par des indemnités spéciales, un logement de qualité, des licences d'importation pour les voitures et la promesse qu'ils bénéficieront d'une priorité pour l'obtention de bourses leur permettant de se spécialiser à l'étranger. Cette nouvelle politique a été mise en place en 1983 et il faudra sans doute un certain temps avant de pouvoir en évaluer l'efficacité. Cependant, comme le nombre total de médecins issus de la faculté de médecine de l'université d'Aden augmente rapidement, des améliorations des services médicaux dans les zones rurales devraient bientôt se faire sentir ; et à mesure que les Yéménites remplaceront complètement les médecins non arabophones, principalement indiens, la vie des patients devrait s'en trouver grandement facilitée.

Le nombre de lits disponibles dans les hôpitaux, les centres de santé et autres structures médicales est passé de 1 278 en 1970 à 2 953 en 1980 et devrait atteindre 4 183 en 1985, ce qui représente une augmentation de plus de 41 % au cours de la période couverte par le plan. En 1982, on comptait également 38 centres de santé maternelle et infantile répartis dans tout le pays, assurant des soins prénataux et postnataux ainsi que des conseils et la fourniture de produits de planning familial. Dans les villes, on comptait 23 dispensaires populaires dans le gouvernorat d'Aden et 15 dans le gouvernorat de l'Hadramaut. Les centres de santé sont de grande taille, dotés d'installations d'hospitalisation, et disposent généralement d'au moins un médecin pleinement qualifié ; ils sont répartis sur l'ensemble du territoire et leur nombre devrait passer de 17 en 1981 à 22 en 1985. Les unités de santé, dont certaines sont mobiles, sont gérées par du personnel paramédical ; elles étaient au nombre de 300 en 1982 et devraient atteindre 416 d'ici 1985. Le nombre d'infirmières devrait passer de 1 063 en 1981 à 2 524 en 1985, tandis que les effectifs des autres personnels paramédicaux devraient également augmenter de manière comparable.^[194]

La formation est dispensée dans deux établissements principaux : les médecins sont formés à la faculté de médecine de l'université d'Aden, dans le cadre de cursus de six ans. La première promotion a obtenu son diplôme en 1982 et le nombre de diplômés devrait augmenter progressivement pour atteindre 100 par an, alors qu'il était d'environ 50 dans les années 1980. Les autres membres du personnel sont formés à l'Institut pour le développement des ressources humaines dans le secteur de la santé (IHMD), fondé en 1970 à Aden ; depuis lors, il a ouvert des antennes dans trois autres gouvernorats. Entre 1970 et 1978, 1 434 étudiants ont obtenu leur diplôme à l'issue de 14 formations différentes ; le nombre d'admissions annuelles est d'environ 450 étudiants. La durée des formations varie de quelques mois à trois ans, et les diplômes délivrés concernent les professions d'infirmier(ère), d'assistant(e) médical(e), de technicien(ne) de laboratoire, de dentiste, de sage-femme communautaire et de personnel de santé auxiliaire. Tous les étudiants de l'Institut reçoivent des bourses mensuelles et bénéficient d'une éducation gratuite. Ces bourses et les autres dépenses sont principalement financées par le gouvernement, mais une aide extérieure a été obtenue de l'UNICEF, du FNUAP et du Fonds suédois « Save the Children » (qui est la seule organisation non gouvernementale d'aide humanitaire opérant en RDPY).

Comme nous l'avons vu plus haut, la formation en médecine se concentre à la fois sur la formation des médecins et celle du personnel médical de niveau intermédiaire, bien que le rapport entre médecins et personnel de soutien reste très déséquilibré. L'IHMD forme non seulement des infirmiers et d'autres membres du personnel hospitalier, mais aussi des assistants médicaux qui, après

trois ans de formation, sont affectés à des centres de santé dans les différentes régions et zones rurales. Cela témoigne d'un engagement louable à fournir des services médicaux en milieu rural. À cet égard, la RDPY, comme je l'ai mentionné, a adopté les résolutions de la Conférence d'Alma-Ata de l'OMS de 1978. Les discussions sur la mise en œuvre de ce programme ont débuté à la fin des années 1970. À long terme, l'objectif est de transférer l'entière responsabilité de la médecine préventive à ce programme, mais pour l'instant, cette responsabilité est répartie entre plusieurs institutions. En 1980-1981, des projets pilotes de soins de santé primaires (SSP) ont été mis en place dans trois zones, dont deux dans le gouvernorat de Lahej (Museimir et Tor al-Baha) et une dans celui d'Abyan (Batis) : des villageois instruits, exerçant d'autres activités, y ont suivi une formation axée principalement sur la prévention, notamment l'assainissement, ainsi que sur les bases du diagnostic et de la médecine curative. Ces personnes sont ensuite retournées dans leurs villages pour diffuser ce qu'elles avaient appris et mener à bien l'amélioration des structures de santé publique locales. Dans le cadre de ces projets pilotes, elles travaillent dans un cas à titre bénévole, dans un autre elles perçoivent une rémunération symbolique, et dans la troisième région, l'objectif est de disposer d'un agent de santé rémunéré à temps plein.

La formation des guides de santé s'organise en sessions de trois mois, comprenant deux mois de cours théoriques entrecoupés d'un mois de stage pratique dans des structures de santé sous la supervision d'assistants médicaux. Le ministère prévoit de former 40 guides de santé par an dans chaque gouvernorat, et chaque guide de santé devrait desservir une communauté d'environ 300 personnes. Le principal problème réside dans le fait que la plupart d'entre eux sont des hommes et ont donc un accès limité aux femmes. La formation des accoucheuses traditionnelles en matière d'hygiène, d'assainissement, de nutrition et de planning familial sera essentielle pour que les femmes puissent bénéficier des soins de santé primaires.

Il existe actuellement un certain nombre de programmes de santé préventive, notamment le programme de lutte contre les maladies transmissibles et le programme de lutte contre la schistosomiase. Les centres de santé maternelle et infantile sont chargés de la vaccination des jeunes enfants contre la tuberculose, la rougeole, la coqueluche et la poliomyélite. Ce projet est mené sous l'égide du Programme élargi de vaccination, mis en œuvre avec l'aide de l'Organisation mondiale de la Santé.

L'approvisionnement en eau potable à usage domestique et l'évacuation des eaux usées et autres déchets constituent les problèmes liés à l'assainissement. La fourniture d'eau potable à elle seule ne suffit pas à apporter une amélioration substantielle de la santé, car elle entraîne souvent une augmentation

spectaculaire de la consommation d'eau ; de plus, à moins d'accorder autant de priorité à l'évacuation des eaux usées qu'à leur approvisionnement, des situations peuvent facilement se présenter où des mares d'eaux usées stagnantes se forment autour des villages, favorisant la reproduction des moustiques et d'autres insectes dangereux, ce qui augmente plutôt qu'il ne réduit l'incidence des maladies. De nombreux villages ont pris l'initiative de s'équiper d'un réseau d'adduction d'eau à partir de leurs puits peu profonds, mais en 1980, seuls 5 % de la population rurale avaient accès à l'eau courante, et peu de mesures ont été prises jusqu'à présent pour purifier cette eau ou pour mettre en place des systèmes de drainage et d'assainissement. Parallèlement, la consommation accrue d'aliments en conserve et transformés a créé un problème majeur d'élimination des déchets. Ces problèmes menacent les efforts constructifs visant à améliorer la santé, car de nouvelles maladies viendront se substituer aux maladies traditionnelles.

Aden dispose d'un ancien réseau d'adduction d'eau et d'assainissement, qui a été remplacé dans les années 1980 ; Mukalla et ses environs sont également en train d'être dotés d'un nouveau réseau ; dans le Wadi Hadramaut, des systèmes sont en cours de conception et de planification afin de s'intégrer au programme de préservation de la région. Ces programmes sont mis en œuvre par les municipalités et les principaux problèmes auxquels elles sont confrontées sont dus à une utilisation accrue de l'eau, qui menace notamment la structure des bâtiments en briques de terre crue du Wadi Hadramaut et fait également baisser le niveau de la nappe phréatique.

L'importance de l'éducation sanitaire est reconnue. Il existe des programmes d'éducation sanitaire à la radio et à la télévision, généralement rattachés ou intégrés aux émissions consacrées à la « famille » ou aux « femmes ». Produits à Aden par des citoyens, ils ont tendance à être quelque peu inadaptés aux besoins spécifiques des populations rurales. On ne peut pas partir du principe que les habitants des zones rurales, ni même, en réalité, les familles urbaines, disposent de tables dans leurs maisons et d'eau courante ; en effet, nombre d'entre elles mènent un mode de vie traditionnel où les tables et chaises occidentales importées n'ont guère leur place. Tous les programmes de santé prennent soin de souligner l'importance de l'allaitement maternel et le ministère de la Santé s'engage à le promouvoir. L'éducation sanitaire devrait se développer sous la direction de la Direction de l'éducation sanitaire créée au début des années 1980. Son objectif est de mettre en place un système national d'éducation sanitaire communautaire, en commençant par les gouvernorats de Lahej, d'Abyan et d'Hadramaut. Ce système fonctionnera par l'intermédiaire des organisations de masse et des guides de santé. Les priorités initiales sont les suivantes : la rougeole, la nutrition, la diarrhée infantile, le paludisme, l'hygiène personnelle, les

drogues et l'alcool, l'allaitement maternel, les soins maternels et infantiles, la tuberculose et le planning familial.

Le dernier aspect de la politique de santé que j'évoquerai brièvement concerne les médicaments et leur distribution. Le mépris pour la santé humaine affiché par les laboratoires pharmaceutiques, dont les taux de profit sont couramment qualifiés d'« excessifs », a fait l'objet de nombreux débats^[195], et le contrôle par l'État des importations de médicaments et de leur distribution est essentiel pour contrebalancer les politiques commerciales agressives des fabricants. Les importations de médicaments relèvent de la responsabilité de la Société nationale des médicaments, qui dispose d'une succursale fonctionnant de manière indépendante dans le gouvernorat d'Hadramaut. Un médecin dirige cette société et, dans la mesure du possible, celle-ci importe des médicaments génériques plutôt que des médicaments de marque. La distribution s'effectue par l'intermédiaire de pharmacies publiques et privées, et un système d'ordonnance est en vigueur, bien qu'il soit encore parfois possible de se procurer des médicaments sans ordonnance. Les médicaments obtenus auprès des dispensaires des hôpitaux ou des cliniques sont gratuits, tandis que ceux achetés en pharmacie doivent être payés ; il arrive parfois que les patients constatent que les médicaments qui leur ont été prescrits ne sont pas tous disponibles à la clinique et qu'ils doivent les acheter. Le phénomène de surprescription, courant dans de nombreux pays du tiers-monde, semble également caractériser la pratique médicale en RDPY. Il s'agit d'un problème épineux, car les patients se sentent négligés s'ils ne reçoivent pas d'ordonnances détaillées et ont une mauvaise opinion des médecins qui ne prescrivent pas de cette manière.

Depuis l'indépendance, les services médicaux ont représenté en moyenne 5,5 % du budget annuel de l'État, ce qui a permis l'expansion dont j'ai parlé. Bien qu'il reste encore un long chemin à parcourir, les réalisations du pays sont significatives : un service de santé gratuit, fonctionnant raisonnablement bien et accessible à tous, sans la corruption que l'on observe dans les pays voisins ; un personnel médical qui, à tous les niveaux, est de plus en plus formé dans le pays ; et un programme d'amélioration des services à l'échelle nationale, y compris dans les zones les plus reculées. Le système de santé s'étend, au moins dans une mesure minimale, aux zones rurales reculées, une certaine attention étant accordée à la santé publique et à la médecine préventive. Malgré cela, l'espérance de vie estimée à la naissance était de 45 ans pour les hommes et de 48 ans pour les femmes en 1982, contre 43 et 45 ans dans la République arabe du Yémen et 38 et 40 ans en Somalie. Les taux de mortalité infantile et juvénile se sont considérablement améliorés. La double approche consistant à former à la fois un personnel médical conventionnel diplômé selon les méthodes traditionnelles et à assurer des soins de santé

primaires grâce à des guides de santé locaux ayant suivi de courtes formations de base pourrait contribuer à améliorer rapidement les normes sanitaires et à faire de « *La santé pour tous d'ici l'an 2000* » bien plus qu'un simple rêve.

Logement

À la campagne, la plupart des logements sont détenus par des particuliers et occupés par des familles élargies ; l'augmentation des transferts de fonds dans les années 1970 a permis à de nombreux jeunes hommes de construire des maisons pour leur famille nucléaire. Au cours des premières années qui ont suivi l'indépendance, et en particulier après la loi de 1972 sur le logement — qui a nationalisé les logements non occupés par leurs propriétaires et réduit les loyers —, les gens hésitaient à construire, craignant que leurs maisons ne soient saisies par l'État. Il a fallu plusieurs années pour que la confiance revienne et que la construction de logements privés reprenne de plus belle dans les régions fortement touchées par l'émigration. Ce boom a été particulièrement marqué dans le Wadi Hadramaut à la fin des années 1970, lorsque les maisons ont commencé à pousser comme des champignons un peu partout. Leur coût a fortement augmenté, car la plupart de ces travaux étaient réalisés par des entrepreneurs du secteur privé et la pénurie de main-d'œuvre a rapproché les coûts de ceux des pays voisins. Des visites à Seiyun en 1979 ont montré que le boom de la construction commençait, et dès 1982, le nombre de nouvelles maisons avait considérablement augmenté. De même, une visite à Shihr, sur la côte, en 1980, donnait l'impression d'une ville endormie et en déclin, d'autant plus que le centre historique était en ruines. De retour en 1984, j'ai constaté que le centre était toujours en ruines, mais que la périphérie avait doublé de taille, avec des rangées successives de maisons modernes en pierre construites grâce aux transferts de fonds des émigrés. En 1975, les investissements privés dans le logement s'élevaient à 2,7 millions de YD, passant à 14 millions de YD en 1980, soit plus de 10 % des transferts de fonds estimés.

La campagne compte de nombreuses grandes maisons conçues pour accueillir des familles élargies et, dans certaines régions comme le Wadi Hadramaut, le réseau électrique est désormais présent. Dans les zones plus reculées, des groupes de maisons sont alimentés par de petits générateurs privés fonctionnant du crépuscule jusqu'à minuit.

À Aden et à Mukalla, la situation est très différente et il existe une grave pénurie de logements, en particulier dans la capitale. Le départ des Britanniques en 1967 a entraîné la libération d'un nombre important de logements de grande qualité, allant des grandes et agréables villas de Khormaksar aux immeubles d'habitation de Ma'alla. Tous ces logements ont rapidement été occupés par des Yéménites,

mais cela n'a pas suffi à vider les bidonvilles perchés sur les pentes escarpées du volcan d'Aden.

Malgré un engagement constitutionnel à fournir un logement à tous^[196], le régime n'a construit que très peu de logements au cours de ses premières années, et en 1977, seuls 500 nouveaux logements sociaux avaient été construits dans tout le pays. Le plan de développement actuel, contrairement à la négligence antérieure, consacre 18 % des dépenses d'investissement totales au logement et, depuis le début des années 1980, le paysage urbain d'Aden a considérablement changé grâce à la mise en œuvre d'un grand nombre de projets : parmi lesquels 600 appartements à Mansura financés par le Koweït, 600 autres appartements à Mansura financés par les Émirats arabes unis, 1 000 appartements à Shaykh Othman financés par la Libye, 500 appartements à Khormaksar financés par l'Algérie et 600 autres appartements à Khormaksar et Mansura financés par des fonds locaux. Après les inondations catastrophiques de 1982, de nouveaux engagements d'aide étrangère ont été pris en faveur du logement.

Le plan actuel, qui couvre la période allant jusqu'en 1985, prévoit la construction de 760 logements à Lahej, 670 à Abyan, 90 à Shabwa et 140 à Mahra, ainsi que 4 000 logements supplémentaires dont l'emplacement n'avait pas encore été choisi au moment de la rédaction du présent rapport. Ce dernier chiffre semble optimiste, compte tenu de l'expérience passée et des ressources disponibles. La plupart de ces nouveaux logements seront des appartements ou des villas préfabriquées, et certains matériaux de construction sont fabriqués localement dans une usine récemment mise en service. D'autres éléments sont entièrement importés. Le principal problème de ces projets de logement réside dans le fait qu'ils sont conçus selon le modèle occidental, à savoir de petits logements comprenant une cuisine, une salle de bains, un salon et deux chambres. Ces logements sont destinés à de petites familles nucléaires, ce qui est rare dans la société yéménite où la famille à deux enfants n'est pas encore considérée comme souhaitable, sauf par quelques couples très instruits. La plupart des familles souhaitent toujours avoir un nombre important d'enfants et, même si elles vivent dans des logements nucléaires sans frères, sœurs, parents ou autres proches, elles forment des ménages qui surpeupleront inévitablement ces logements, dont la taille a été déterminée par des contraintes financières.

Un autre problème majeur lié à ces logements réside dans le fait qu'ils sont construits avec des matériaux non adaptés pour protéger de la chaleur du soleil tropical ; la climatisation est donc indispensable, ce qui accroît la demande en électricité, une énergie coûteuse. La construction traditionnelle a été abandonnée à Aden par les Britanniques, mais elle n'a pas eu l'occasion de renaître dans le

secteur du logement social, tandis que les maisons privées perpétuent la tradition en utilisant la pierre et le ciment.

La plupart des constructions modernes souffrent d'un problème récurrent dans de nombreux pays arabes, à savoir l'idée erronée selon laquelle les structures climatisées en verre, en acier et en béton, ou les panneaux de plâtre préfabriqués, seraient des signes de progrès et de modernité, et supérieures à l'architecture locale. Aden se compose principalement de bâtiments coloniaux en béton sans charme. Les nouveaux bâtiments suivent les mêmes principes : les architectes yéménites sont peu nombreux et on ne leur demande pas de concevoir des édifices prestigieux tels que les nouveaux hôtels, l'École du socialisme scientifique ou les nouveaux ministères ; ils sont relégués à la construction privée et à quelques bâtiments publics occasionnels destinés à rester à l'abri des regards, comme le nouvel hôpital psychiatrique qui, vu de l'extérieur, est le bâtiment moderne au design le plus agréable que j'aie vu dans la ville.

Les nouveaux projets de logements sont dictés par les coûts et la rapidité de construction et ne présentent que très peu de caractéristiques traditionnelles : à mesure que la pénurie de logements s'aggrave et que le besoin de nouveaux logements se fait de plus en plus sentir, les bâtiments préfabriqués deviennent la norme et, là encore, ils reprennent des modèles européens simples, sans aucune adaptation aux conditions locales, si ce n'est des ouvertures prévues pour l'installation de climatiseurs. En dehors des grandes villes, il y a peu de logements sociaux, ce qui limite le nombre de constructions disgracieuses ; mais le béton et la préfabrication sont malheureusement considérés comme le reflet de l'objectif national de développement, et s'imposent ainsi au regard des passants.

À la campagne, en revanche, les méthodes de construction traditionnelles persistent, avec l'édification de maisons hautes et de petite taille en briques de terre crue ou en pierre, qui sont belles à regarder et bien mieux adaptées aux conditions locales : elles restent fraîches en été et chaudes en hiver sans nécessiter de climatisation ni de ventilateurs, grâce à leurs murs épais en terre crue qui isolent ; elles comprennent également des espaces de rangement et sont suffisamment spacieuses pour que des familles élargies entières y vivent confortablement. Cependant, certains constructeurs mélangent désormais du ciment aux briques de terre crue, et l'effet à long terme de cette pratique sur la qualité des constructions reste incertain. À Mukalla, les nouvelles maisons sont encore construites selon le système traditionnel à base de grosses pierres et s'intègrent parfaitement au paysage.

Les conditions d'occupation des logements varient. Immédiatement après l'indépendance, la propriété privée et la location d'appartements existaient. La loi sur le logement de 1972 a, dans les faits, nationalisé tous les logements qui

n'étaient pas occupés par leur propriétaire, laissant subsister un secteur important de propriétaires-occupants et transformant tous les autres logements, y compris ceux laissés par les Britanniques, en logements sociaux. Parallèlement, une réduction de loyer de 25 % a été décrétée, conformément aux autres baisses de revenus intervenues la même année. Depuis lors, les loyers sont restés remarquablement bas pour les Yéménites. Le ministère du Logement a pour politique de fixer les loyers en fonction des locataires : les ambassades étrangères et le personnel de l'ONU paient des loyers très élevés, les expatriés aux salaires plus modestes paient des loyers moins élevés, et les Yéménites paient des loyers très bas. Cette politique de loyers bas a permis aux gens de vivre dans les limites de leurs revenus officiels, bien que ceux-ci soient faibles. Elle a également eu pour conséquence, malheureusement, que les fonds alloués à l'entretien ont été insuffisants et que, par conséquent, de nombreux logements sont tombés en ruine. En conséquence, en 1982, 12 000 logements dont le loyer était de 1,0 YD ou moins par mois ont été cédés à leurs occupants. Les logements de plus grande valeur sont entretenus par le ministère, mais les résidents participent souvent aux travaux pour les accélérer. Par exemple, une personne peut se procurer auprès du ministère les matériaux nécessaires à une réparation importante, comme la réfection d'un toit, et engager des artisans privés pour effectuer les travaux avec les matériaux fournis par le ministère. Les nouveaux projets de logement sont tous menés par le secteur public, soit par le ministère du Logement, soit par d'autres ministères ou organismes chargés de fournir un logement à leurs employés. La plupart de ces logements sont destinés à être vendus à leurs occupants au moyen de prêts à long terme à faible taux d'intérêt, après versement d'un apport initial. Cette politique est très appréciée, car la plupart des gens souhaitent être propriétaires de leur logement et les prix pratiqués dans le cadre de ces projets sont nettement inférieurs à ceux proposés par le secteur privé. Les logements construits par le secteur privé sont généralement mieux conçus, construits avec des matériaux de meilleure qualité et beaucoup plus spacieux ; toutefois, au mètre carré, les logements du secteur public sont remarquablement bon marché à l'achat et très fortement subventionnés par l'État ; les remboursements sont calculés en fonction du salaire de l'acheteur et non du prix du logement. L'attribution des logements est donc un sujet de débat public très animé, car la demande est *bien* supérieure à l'offre. Lors de l'attribution de nouveaux logements, le gouvernement donne la priorité aux travailleurs dont les revenus proviennent exclusivement de leur salaire du secteur public, plutôt qu'à ceux qui bénéficient de transferts de fonds.

Les récentes augmentations des investissements dans le logement social ont toutes eu lieu en milieu urbain, ce qui témoigne d'un regain d'intérêt pour les villes. Bien que, comme nous l'avons vu, la construction de logements privés soit

considérable dans les zones rurales, cette nouvelle politique se traduit par un investissement plus important des fonds publics dans les villes, au détriment des zones rurales.

Autres politiques sociales

Bien qu'il n'offre pas l'éventail des prestations de sécurité sociale disponibles en Occident, le régime a, malgré la rareté des fonds, obtenu certains résultats. Il existe un système de retraites basé sur les revenus et les années de travail. Une loi sur l'assurance sociale promulguée en 1982 définit les conditions d'octroi des pensions de maladie et d'invalidité, ainsi que des pensions à long terme pour les familles des personnes décédées ou devenues invalides à la suite d'un accident du travail. Il est également important de noter qu'il n'existe aucune disposition étatique pour les personnes ne relevant pas du secteur public, à l'exception des cotisations *ad hoc* versées au sein des coopératives.

Il n'y a ni allocations chômage ni allocations familiales et, à cet égard, le pays s'appuie toujours sur des systèmes traditionnels, principalement le rôle continu de la famille élargie qui fonctionne comme un filet de sécurité informel venant en aide à ses membres les plus pauvres ainsi qu'aux plus jeunes et aux plus âgés, bien qu'il existe quelques maisons de retraite.

Il existe des écoles, des programmes d'aide et de formation pour les aveugles et les autres personnes handicapées, mais il n'y a pas de versements réguliers officiels destinés aux personnes démunies. Celles-ci bénéficient d'une aide ponctuelle (*ad hoc*) provenant des fonds des collectivités locales, qu'il faut solliciter sous forme de versement unique. Il n'existe pas de statistiques sur le nombre de personnes démunies, mais dans une société où l'émigration et les transferts de fonds sont très répandus et où la solidarité familiale reste très forte, elles ne sont pas nombreuses. Si l'on considère le nombre de mendiants comme un indicateur du niveau de pauvreté, ce problème est insignifiant par rapport à la plupart des autres pays du tiers-monde.

Dans l'ensemble, les réalisations sociales du régime sont considérables compte tenu des ressources très limitées dont il dispose. Les services d'éducation et de santé ont atteint un niveau relativement élevé pour un pays du tiers-monde et les efforts déployés pour créer une infrastructure adéquate ont été impressionnants. La principale question qui se pose concerne le niveau d'investissement dans ces services alors que le pays connaît un taux d'émigration aussi élevé, ce qui revient en fait à une subvention du gouvernement aux pays importateurs de main-d'œuvre qui reçoivent des travailleurs en bonne santé et qualifiés pour lesquels ils n'ont pas à fournir de services sociaux, ni avant ni après la vie active. La planification du régime en matière de main-d'œuvre future est principalement orientée vers les

besoins propres du pays et ne semble pas tenir compte de l'émigration, qui devrait diminuer dans les années à venir.

Chapitre 7 : L'économie

Comme nous l'avons vu, la base économique de la période coloniale s'est effondrée en 1967 : les activités portuaires ont chuté de manière spectaculaire après la fermeture du canal de Suez, et l'économie des services s'est évaporée avec le départ des Britanniques. Tout comme dans de nombreuses autres anciennes colonies, le régime qui a pris le pouvoir au moment de l'indépendance a hérité d'un pays déséquilibré, doté d'infrastructures de haut niveau dans la capitale mais pratiquement dépourvu de toute infrastructure dans les zones rurales. Mais contrairement à la plupart des anciennes colonies, la RDPY est un État fondamentalement pauvre, dépourvu des atouts dont disposent de nombreux autres pays du Tiers-Monde. Elle ne dispose d'aucune ressource naturelle, telle que des minerais, à exporter ; ses terres agricoles ne représentent que 0,3 % du territoire total et ne peuvent être utilisées pour développer des cultures de rente destinées à l'exportation. La faiblesse de sa population freine le développement à plusieurs égards : le marché intérieur est restreint, ce qui rend le développement industriel coûteux ; la faible densité de population et l'isolement de la population rurale entraînent des coûts élevés de distribution des marchandises ; et il y a une pénurie de main-d'œuvre de tous types. Le climat rigoureux constitue une contrainte supplémentaire. Dans ce contexte, les problèmes de développement économique ne sont pas ceux habituellement associés au tiers-monde, à savoir l'exploitation des ressources naturelles et de la main-d'œuvre du pays par des sociétés transnationales étrangères. Ces sociétés ne se disputent pas non plus le contrôle du marché national. Ce manque de potentiel explique peut-être en partie pourquoi les sociétés capitalistes transnationales n'ont exercé que peu de pression pour empêcher l'émergence d'un régime socialiste : n'ayant rien à perdre, la contestation du régime durant ses premières années était purement politique.

Il convient de garder cela à l'esprit lorsqu'on évalue tant les politiques économiques déclarées du régime que ses réalisations effectives. Les inondations dévastatrices de mars 1982 ont cruellement rappelé que, quels que soient les projets du gouvernement, le développement reste à la merci d'un climat défavorable et imprévisible. Le cycle de sécheresse et d'inondations affecte non seulement l'agriculture, mais peut également détruire les travaux de développement déjà achevés. En effet, les inondations de 1982, qui ont succédé à celles de 1981, ont anéanti une grande partie de ce qui avait été péniblement construit au cours de la décennie précédente. Les estimations gouvernementales des pertes matérielles s'élevaient à 325 millions de YD.^[197] Ce montant correspond au total des investissements consacrés au plan de développement triennal, au

premier plan de développement quinquennal et à la première année du deuxième plan de développement quinquennal. En réalité, cela a réduit à néant les acquis de la décennie précédente.

Politique économique

Mon objectif est de démontrer que la philosophie économique fondamentale du régime n'a pas changé et peut se résumer ainsi :

« Le processus de changement passe par la transformation d'une économie de services en une économie nationale fondée sur la production industrielle et agricole, organisée selon les principes de la planification scientifique, afin de construire une base matérielle et technologique permettant la renaissance de notre pays et de notre peuple, de sorte qu'ils puissent mettre fin à l'exploitation et au sous-développement et, par conséquent, au chômage et à la pauvreté. »^[198]

De tels objectifs font abstraction des contraintes qui pèsent sur le développement et qui suscitent de sérieux doutes quant à la possibilité de les atteindre. Dans la réalité, la politique économique s'est concentrée sur les problèmes immédiats du pays et son discours s'est également progressivement adapté pour devenir plus pragmatique. Les pages suivantes présentent les politiques telles qu'elles sont énoncées dans les déclarations politiques du YSP, les problèmes rencontrés lors de leur mise en œuvre, ainsi que les ajustements et les compromis qui en ont découlé. Tout en restant dans un cadre fondamentalement socialiste, les politiques économiques ont évolué en raison de leur succès relatif et des changements dans les tendances politiques qui ont successivement dominé la scène politique yéménite.

L'enthousiasme révolutionnaire des débuts, favorable à des mesures radicales contre toute force même vaguement associée à la bourgeoisie ou à l'oppression, s'est reflété dans les politiques économiques du 4^e congrès du NLF, tenu en mars 1968. Ce fut l'occasion pour la direction « secondaire » d'asseoir son ascendant sur la direction traditionnelle « réactionnaire » associée aux forces tribales, à l'armée et à la « bourgeoisie ». Bien qu'elle n'ait accédé au pouvoir qu'en juin 1969, les orientations décidées par ce congrès ont guidé le développement jusqu'au 5^e congrès de 1972 et couvrent la période des réformes les plus radicales. Le congrès a appelé à la libération de l'économie yéménite du capitalisme étranger et de l'exploitation, et « juge nécessaire [...] la transformation de l'économie de services en une économie industrielle productive, ainsi que la construction d'un secteur public capable de jouer un rôle moteur et directeur dans la vie économique ».^[199] À ce stade, le régime n'avait rien de favorable à dire sur aucune forme de bourgeoisie, lançant une longue attaque contre la petite bourgeoisie en général et

les régimes petits-bourgeois en particulier, en affirmant que : « par nature et par nécessité, la petite bourgeoisie est plus proche des positions des classes exploiteuses et susceptible de s'allier à elles si elle se trouve confrontée à une crise dans laquelle ses intérêts de classe et ses privilèges sont menacés par le mouvement révolutionnaire des ouvriers, des soldats et des paysans pauvres... », [\[200\]](#)

C'est à la suite de cette réflexion que des politiques radicales furent mises en œuvre, telles que la loi sur la réforme agraire et la nationalisation des actifs étrangers. Certaines réserves se manifestèrent lors de l'adoption d'une législation censée encourager les capitalistes locaux à investir : la loi sur l'investissement de 1969 manqua son objectif, la bourgeoisie restante continuant à plier bagage et à quitter le pays.

Ces premières politiques de développement échouèrent pour plusieurs raisons. Les responsables de la planification de la nouvelle république souffraient d'un manque de données. Il n'existait pas de base de statistiques fiables sur l'économie et la société du pays, et aucune étude socio-économique n'avait été menée par le Front de libération nationale (FLN) avant l'indépendance, qui aurait pu servir à préparer les projets ou les réformes nécessaires. Sur le plan politique, les nouveaux dirigeants du pays avaient été profondément marqués par la défaite arabe de 1967 et étaient influencés par l'analyse qu'en faisait la gauche arabe. La gauche du MAN expliquait cette défaite comme la conséquence inévitable d'une révolution petite-bourgeoise telle que celle qui avait eu lieu en Égypte sous Nasser. Selon cette thèse, la petite bourgeoisie était incapable d'instaurer le socialisme et était aussi contre-révolutionnaire que la bourgeoisie. L'adhésion de l'aile gauche du FNL à cet argument l'a conduite à s'en prendre à la petite bourgeoisie et à ignorer le rôle positif qu'elle aurait pu jouer dans le développement, en particulier face à la pauvreté qui régnait. Parmi ceux qui ont souffert et dont le soutien a été perdu figuraient de nombreux petits commerçants et chauffeurs de taxi. À la fin des années 1970 et au début des années 1980, regagner le soutien de cette classe a été un processus très lent et laborieux.

Le cinquième congrès de 1972 n'a guère apporté de nouveautés sur le plan économique ; l'accent a surtout été mis sur l'agriculture. De manière générale, il :

« a approuvé le rôle moteur de la classe ouvrière et de ses alliés paysans, leur permettant d'intensifier leur action politique et économique productive dans les domaines de l'agriculture et de l'industrie en vue de la mise en œuvre du plan de développement » et « a souligné la nécessité de développer le secteur public, d'augmenter les effectifs des cadres de la révolution et d'accroître leur efficacité

afin que le secteur public joue un rôle moteur et directeur pour l'économie nationale du pays ».^[201]

Au cours des années suivantes, les politiques antérieures furent poursuivies, en se concentrant sur la réorganisation interne des différents secteurs économiques et sur des efforts, largement infructueux, visant à attirer l'aide étrangère.

Cela impliqua la création de coopératives et de fermes d'État dans l'agriculture, de coopératives et d'une flotte nationale dans la pêche, d'industries manufacturières publiques et mixtes, ainsi que le transfert de la majeure partie du commerce vers les secteurs public et coopératif, tandis qu'une infrastructure nationale était mise en place dans le cadre du secteur public.

La ferveur révolutionnaire qui régnait encore s'est manifestée quelques mois après le Congrès, lorsque, en août 1972, les « Sept Jours » de soulèvements organisés ont eu lieu à Aden sous la direction de militants politiques ; cela a entraîné une nouvelle réduction des salaires dans le secteur public et la nationalisation des logements non occupés par leurs propriétaires.

1. Les débuts de la planification

Le premier plan de développement, qui devait s'étendre sur les trois années 1971/72 à 73/74, avait un objectif d'investissement initial très modeste de 40 millions de YD. En raison de l'incapacité du régime à lever des fonds et de la fuite de la bourgeoisie d'Aden avec ses capitaux, seuls 77 % des investissements prévus ont été réalisés.

Les dépenses totales se sont élevées à 25 millions de YD, dont 16,7 % pour l'industrie, 30,7 % pour l'agriculture et la pêche, 37,9 % pour les communications et 10 % pour le secteur social — principalement la santé et l'éducation. Il ne s'agissait pas vraiment d'un plan, mais plutôt d'un programme d'investissement, car il ignorait des enjeux majeurs de planification tels que les perspectives macroéconomiques, les politiques relatives à la main-d'œuvre ou toute projection à long terme. Cela s'expliquait par la faiblesse du secteur de la planification.

En 1975, au cours de la deuxième année du premier plan quinquennal, le Congrès d'unification a réuni les organisations politiques progressistes. Son rapport politique résume les réalisations économiques depuis l'indépendance :

« Les mesures économiques de la révolution visaient à transformer la structure de classe de la société, à détruire les forces d'exploitation et d'oppression dans les villes et les campagnes, et à mettre fin aux obstacles qui entravent le développement des forces productives dans ce pays.

La nationalisation de la plupart des entreprises monopolistiques étrangères, la mise en œuvre de la loi sur la réforme agraire obtenue

grâce aux soulèvements paysans, ainsi que l'application de la loi sur le logement et d'autres mesures visant l'alliance des forces capitalistes étrangères et des forces compradore, féodales et semi-féodales, ont mis fin à ces forces de classe exploiteuses et ont fait naître à leur place l'alliance des ouvriers, des paysans et de la petite bourgeoisie. Ces mesures visent également à transformer les anciens rapports de production et à en instaurer de nouveaux, fondés sur le secteur public, le secteur coopératif et le secteur mixte. Notre programme confirme que le fondement théorique de notre révolution et de notre régime national est le socialisme scientifique, sur lequel reposent toutes nos politiques. Ainsi, notre philosophie économique ne repose pas sur la propriété privée, mais sur la propriété publique représentée par le secteur public géré par notre régime national-démocratique. Toutefois, la propriété publique par le biais du secteur public n'empêche pas l'existence d'autres formes de propriété. Les caractéristiques des lois régissant la phase nationale démocratique de la révolution confirment, comme le définit notre programme, que d'autres formes de propriété doivent coexister avec la propriété publique, à savoir le secteur coopératif, le secteur mixte et le secteur privé. »^[202]

Cette citation montre également comment Abdul Fattah Ismail a traduit les conditions locales yéménites dans le langage du socialisme orthodoxe et a ignoré les réalités de la structure sociale yéménite. Si l'on compare avec la situation en Amérique latine, par exemple, il est difficile d'imaginer quelles forces capitalistes étrangères se seraient alliées à la féodalité au Yémen. Au-delà de la rhétorique, les acquis de la révolution à cette époque étaient déjà significatifs, puisqu'ils avaient permis de faire évoluer les rapports de production dans l'agriculture, passant de la propriété privée et du métayage aux coopératives. On peut toutefois identifier une évolution notable par rapport aux congrès précédents : le secteur privé est reconnu comme jouant un rôle positif au cours de la phase de la révolution correspondant à l'étape nationale démocratique. Le rapport définit également le rôle de la planification dans l'économie :

« Le facteur décisif dans le développement économique et social de tout peuple n'est pas seulement la planification, mais les principes sur lesquels cette planification repose... Or, en nous appuyant sur le socialisme scientifique et sur un programme scientifique planifié pour la construction d'une économie nationale indépendante, nous avons pu établir notre premier plan triennal, organiser notre développement économique et améliorer le niveau de vie de notre peuple. »^[203]

Ce congrès a également exposé les grandes orientations du premier plan quinquennal :

« Le plan quinquennal vise à accroître la part de l'État dans l'économie et à renforcer le rôle du secteur public afin qu'à l'avenir, celui-ci joue un

rôle prépondérant dans la vie économique. Le plan vise également à étendre la participation de l'État aux entreprises productives du secteur mixte, où il collabore avec le capital privé. Il prévoit en outre la poursuite de l'expansion de la propriété coopérative dans le secteur agricole. La propriété d'État sera étendue et parachevée dans les fermes d'État, puis se développera sur le plan qualitatif... »^[204]

Cette période de planification a donné lieu à un investissement réel de 194,8 millions de YD, ce qui représente une révision à la hausse substantielle par rapport à l'objectif d'investissement initial de 75 millions de YD, dont 11 % pour l'industrie, 36 % pour l'agriculture et la pêche, 29 % pour les communications et 17 % pour le secteur social. Ces dépenses représentaient environ 71,2 % de l'allocation révisée, ce qui indique une capacité d'absorption relativement bonne de l'économie.

En ce qui concerne les objectifs clairement énoncés visant à accroître le rôle du secteur d'État, que le régime considérait comme un signe du caractère progressiste de l'économie, les résultats ont été élevés en termes de pourcentages globaux, bien que la pertinence de ces chiffres reste incertaine lorsqu'on examine les détails par secteur. Alors que le secteur public représentait 25 % du PNB en 1973, il en produisait 52 % en 1978 ; au cours de la même période, la part du secteur privé a baissé de 2 % pour s'établir à 6,3 %, le secteur coopératif ayant également vu sa part diminuer. Le transfert de la production privée vers la production collective s'est poursuivi entre 1970 et 1975, de sorte qu'en 1976, le secteur d'État contrôlait 28 % de la production industrielle. Dans l'agriculture, en 1976, la production végétale privée semblait pratiquement inexistante, du moins selon les statistiques officielles, qui attribuaient 71 % de la production au secteur coopératif et 29 % au secteur d'État. Cela contrastait fortement avec la situation de l'élevage, qui restait presque entièrement (93 %) entre les mains du secteur privé, le secteur d'État contrôlant le reste. De même, dans le secteur de la pêche, le secteur privé avait pratiquement disparu, la production étant plus largement répartie entre le secteur étranger et les coentreprises, mais les coopératives contrôlaient 26 % de la production et le secteur d'État 16 %. Les transports et la construction sont deux domaines dans lesquels le secteur privé conservait une place importante : 58 % des transports étaient entre les mains du secteur privé et 42 % dans celles du secteur public, tandis que la construction comptait 19 % de privé et 60 % de public. Le transport privé était principalement composé de petits exploitants propriétaires de leurs camions, et le secteur privé de la construction, de petites entreprises familiales.

Le milieu des années 1970 a également vu l'émergence de problèmes inattendus, dont l'un était une pénurie de main-d'œuvre, due en grande partie à l'absence de

planification de l'emploi au cours des premières années. Face au chômage massif qui régnait au moment de l'indépendance, les premières mesures de planification ont donné lieu à des projets à forte intensité de main-d'œuvre, l'usine textile construite par les Chinois à Mansoura en étant le plus grand exemple. Cependant, l'essor économique lié aux revenus pétroliers qui a touché le reste de la péninsule au début des années 1970 a incité de nombreux Yéménites à émigrer, tandis que beaucoup d'autres étaient encore trop jeunes pour travailler et suivaient des études ; ainsi, au milieu des années 1970, une pénurie de main-d'œuvre est apparue. Dans l'agriculture et la pêche, les faibles revenus ont encouragé l'émigration et ont également freiné la productivité : le gouvernement a fixé des prix agricoles bas afin de maintenir le coût de la vie à un niveau raisonnable, mais cela s'est fait au détriment des producteurs ruraux. À la fin des années 1970, l'expansion économique a mis en évidence une pénurie de gestionnaires et de planificateurs compétents, car les nouveaux n'avaient pas encore été formés ni acquis suffisamment d'expérience, tandis que bon nombre des anciens avaient émigré, pris leur retraite ou n'étaient pas disposés à travailler à leur plein potentiel.

2. La politique économique du premier congrès du Parti socialiste yéménite (YSP)
Ces problèmes ont contribué à la crise politique qui a éclaté en juin 1978 et, en octobre 1978, lorsque s'est tenu le premier congrès du Parti socialiste yéménite, celui-ci a dû se pencher sur ces questions économiques et sur les propositions visant à les résoudre.

Au moment où le congrès s'est tenu, des faiblesses très nettes avaient été identifiées dans l'économie, et les événements politiques de juin 1978 ont fourni un bouc émissaire commode auquel imputer tous les échecs récents. Il convient toutefois de noter que certains de ces échecs pouvaient en réalité être attribués aux politiques spontanéistes qui avaient prévalu au début des années 1970, et de nombreuses erreurs sont énumérées dans le rapport politique. Les problèmes de gestion économique ont été imputés à « certains administrateurs [qui] n'ont pas utilisé les voies officielles pour maintenir le contact avec les masses. Cela a perturbé le fonctionnement de certains organes administratifs. Les lois, règlements et instructions ont été remplacés par des méthodes subjectivistes et volontaristes. »^[205]

Il s'agit là d'une référence claire à la direction de Salmine, qui a en effet contourné les institutions formelles que le régime s'efforçait de mettre en place dans tous les secteurs. En raison de sa méfiance envers les institutions et de sa crainte de la bureaucratisation, Salmine avait créé des institutions parallèles pour les secteurs productifs, qui lui rendaient directement compte, ce qui affaiblissait l'emprise de l'UPONF et des canaux gouvernementaux sur l'économie. Cette rivalité entre

institutions parallèles semait manifestement la confusion dans l'esprit des paysans qui, avant l'indépendance, n'avaient eu aucun contact avec des institutions officielles d'aucune sorte et se retrouvaient désormais confrontés à des institutions concurrentes.

La répartition insatisfaisante du personnel techniquement qualifié a également été tenue pour responsable des problèmes économiques, et l'accent a été mis sur leur placement à des postes à responsabilité : « Nous devons veiller à ce que du personnel compétent soit recruté et promu à des postes de haut niveau au sein de nos entreprises, et à ce que leurs compétences et leur expertise s'améliorent continuellement, afin qu'ils fassent preuve d'une attitude plus responsable envers toutes les tâches actuelles et futures. »^[206] Cette approche contraste fortement avec l'exigence antérieure selon laquelle la fiabilité politique primait sur les compétences techniques, une caractéristique majeure de la période de Salmine.^[207]

On a également reconnu que la gestion des coopératives dans les secteurs de la pêche et de l'agriculture avait été défailante, et le rapport soulignait que « notre Parti est pleinement conscient des difficultés rencontrées par le mouvement coopératif en raison de certaines erreurs pratiques commises lorsque des mesures ont été prises qui ne correspondaient pas aux conditions objectives et ignoraient les principes du mouvement coopératif ». ^[208]

Plusieurs décisions issues de ce congrès indiquaient que la politique économique s'éloignait des extrêmes de la collectivisation observés au début des années 1970. Compte tenu de l'idée reçue associant le socialisme à la collectivisation, il n'est pas surprenant que les dirigeants arrivés au pouvoir en 1969 aient voulu instaurer le socialisme et, par conséquent, collectiviser l'économie yéménite et éliminer les classes capitalistes et « féodales » oppressives. Malheureusement, il n'existait — hormis le port et la raffinerie — aucun actif de réelle valeur, et ce qui pouvait être nationalisé comprenait des entités économiques à peine dignes de ce nom, telles que des cinémas, de petites sociétés commerciales, des hôtels et des restaurants, etc. Ainsi, les mesures de collectivisation ont touché des actifs et des entités économiques que l'on pourrait presque qualifier de faisant partie de l'économie de subsistance et qui ne pouvaient être classés dans la petite bourgeoisie qu'au sens le plus large du terme. De même, si les métayers ont accueilli favorablement la réforme agraire, ils se sont montrés moins enthousiastes à l'idée de travailler dans des coopératives, d'autant plus qu'on leur avait fait savoir que l'objectif ultime était l'agriculture collective : ils constataient que les terres qu'ils exploitaient auparavant en métayage leur étaient désormais « données », mais pas de manière permanente. La perspective de les perdre et de devoir à nouveau travailler pour « quelqu'un d'autre », selon leur perception, ne leur plaisait guère.

La réintroduction de la commercialisation privée pour la production agricole à petite échelle visait à remédier à ce problème, en améliorant les revenus des paysans et des pêcheurs et en atténuant les goulets d'étranglement dans la distribution sans remettre en cause les choix fondamentaux du régime. La nouvelle politique de commercialisation était décrite comme suit : « Mesures visant à organiser le commerce et la commercialisation des produits locaux par la création de coopératives de commercialisation et l'organisation d'activités individuelles dans la commercialisation et la distribution de biens de consommation, en complément des établissements de commercialisation de l'État. » ^[209] Auparavant, les membres des coopératives, comme nous le verrons ci-dessous, devaient commercialiser l'intégralité de leur production par les canaux officiels à des prix bas. Ce changement a permis la vente directe d'un pourcentage de leur production à des prix plus élevés, mais toujours réglementés. Cela pouvait se faire en collaboration avec de petits commerçants qui avaient désormais plus de facilité à s'approvisionner tant en produits locaux qu'en marchandises importées.

L'absence de lien clair entre la production, les salaires et la commercialisation contribuait à une faible productivité et aux difficultés qui existaient dans le secteur du travail salarié. L'augmentation de la productivité était un objectif majeur dans les secteurs productifs : la libéralisation de la commercialisation constituait un pas dans cette direction. Afin de mieux utiliser les actifs productifs dans l'industrie, l'introduction d'incitations tant matérielles que morales a été préconisée. Dès les premiers jours de la révolution, les récompenses morales, telles que les certificats décernés aux bons travailleurs, etc., avaient été largement utilisées. Mais le faible niveau de productivité dans les secteurs d'État et coopératif a conduit le Parti et le gouvernement à recourir à des récompenses matérielles, et les appels antérieurs à la conscience révolutionnaire ont cédé la place à des incitations plus concrètes, telles que les primes de productivité et la rémunération au résultat dans l'industrie. La gestion fut améliorée en conférant des pouvoirs au personnel technique et de direction, en les obligeant à assumer la responsabilité des résultats obtenus par leurs entreprises : « Que notre mot d'ordre soit de suivre les principes scientifiques de gestion, de respecter la loi, d'éliminer le subjectivisme et la bureaucratie, d'aligner la pratique sur la théorie, d'assurer l'utilisation la plus rationnelle de la main-d'œuvre et des ressources matérielles, et d'accroître encore l'efficacité du travail. » ^[210]

Les entreprises mixtes et privées du secteur manufacturier furent encouragées à participer pleinement à l'économie. Les investissements privés dans le secteur mixte, comme les usines de cigarettes et d'allumettes, se développèrent dans les années 1970, lorsque les investisseurs privés se sentirent moins menacés en

travaillant en collaboration avec le secteur public, car ils estimaient à juste titre que, dans ces entreprises, leurs actifs avaient peu de chances d'être nationalisés. Le secteur entièrement privé (principalement dans le prêt-à-porter) se développa plus lentement, car le manque de confiance qui s'était installé immédiatement après l'indépendance ne se dissipa que progressivement. Malgré la loi sur l'investissement de 1969 et les appels lancés par le Parti dès le cinquième congrès pour que le capital privé participe à l'économie, les capitalistes locaux qui subsistaient n'étaient pas disposés à investir dans des immobilisations. Tout au long des années 1970, malgré des appels officiels, le régime a en fait entravé ce développement en créant des obstacles bureaucratiques, et ce n'est que dans les années 1980 que le capital national privé a été réellement encouragé.

Les nouvelles mesures adoptées depuis 1978 ont souvent été décrites en Occident comme indiquant un retour au capitalisme : cela est ridicule, car aucune des réformes entreprises depuis la fin des années 1970 n'a recréé une quelconque forme d'exploitation d'une classe par une autre. Leur principal effet a été d'assurer des revenus plus élevés à la plupart des familles du secteur productif et d'offrir une plus grande sécurité aux paysans. Il s'agissait avant tout d'un changement psychologique : ils possédaient déjà la terre, mais le fait d'en détenir désormais le titre de propriété leur procure un sentiment de sécurité accru.

Parallèlement à ces réajustements de la politique économique visant à encourager l'initiative privée et à réduire le rôle direct de l'État dans les usines et les champs, le Congrès a réaffirmé l'orientation socialiste de l'économie.

Premièrement : « Le Parti estime que, pour atteindre ces objectifs, il est important d'appliquer de manière créative le principe du centralisme démocratique dans la gestion de l'économie nationale, d'améliorer les méthodes de planification et de programmation, de développer le système de planification du pays, d'étendre la démocratie dans les administrations et les entreprises économiques, d'associer les travailleurs à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des plans, ainsi qu'à la gestion des entreprises et des projets économiques. »^[211]

Deuxièmement, une grande priorité a également été accordée à l'importance du travail politique et idéologique mené par les membres du Parti pour sensibiliser davantage la population : « Élaborer une politique économique ne suffit pas. Il est essentiel de l'étayer par le travail politique et éducatif du Parti afin de favoriser sa mise en œuvre consciente. C'est là l'essence même de notre lutte quotidienne pour le progrès dans tous les domaines de la vie économique. »^[212]

Les révisions décidées en 1978 ne furent pas immédiatement mises en œuvre, et les années 1979 et 1980 s'avérèrent être des années de transition entre le premier plan quinquennal et le deuxième.^[213] Ce laps de temps fut également mis à profit

pour élaborer des ajustements de politique, et au moment où le deuxième plan débuta, la direction du pays était passée entre les mains d'Ali Nasser Mohammed, qui possédait une longue et solide expérience en matière de gestion économique.

3. Le deuxième plan quinquennal et le congrès général extraordinaire du YSP.

La situation en 1980

Les dépenses de développement constituaient la priorité absolue du gouvernement et représentaient 55 % des dépenses totales en 1977. Cette tendance s'est inversée au cours des années suivantes. Cela s'expliquait tout d'abord par la situation internationale et politique précaire du pays depuis juin 1978, la détérioration des relations avec la République arabe du Yémen qui en a résulté et qui a conduit à la guerre frontalière de février 1979, ainsi que par l'intensification des tensions avec d'autres États arabes. Cela a nécessité une augmentation des dépenses militaires qui, selon la Banque mondiale, ne représentaient auparavant que 19 % du total, sont passées à 25 % en 1978, ont atteint un pic de 28 % en 1979, puis sont revenues à 25 % en 1980. La deuxième caractéristique principale découlait des difficultés économiques dont nous avons parlé dans les sections précédentes. Plutôt que de maintenir un taux d'investissement élevé, le régime a décidé de consolider le premier plan quinquennal (FFYP) et de reporter et réviser le deuxième plan quinquennal, qui devait désormais débuter en 1981. Aucun nouveau projet n'a été entrepris en 1979 et 1980, ces années ayant été consacrées à l'achèvement des travaux en cours. Les dépenses de développement, qui avaient atteint 55 % des dépenses totales en 1977, sont tombées à 49 % en 1978, à 41 % en 1979 et à 44 % en 1980. La baisse des dépenses de développement économique n'a pas eu d'équivalent dans les secteurs de la santé et des services sociaux, qui ont continué à progresser : les services sociaux sont passés de 4 % en 1977 à 6 % en 1980 et l'éducation de 8 % en 1977 à 10 % en 1980. En valeur absolue, l'ensemble des dépenses de développement a augmenté régulièrement tout au long de cette période.

La répartition des dépenses de développement est restée stable, la moitié étant consacrée aux secteurs productifs et 32 % aux infrastructures ; cela reflétait clairement la faiblesse des infrastructures existantes, même à la fin des années 1970, après que 62 millions de YD eurent été dépensés dans le cadre du premier plan quinquennal. Les services sociaux ont représenté 17 % des investissements dans le cadre du premier plan quinquennal et 23 % en 1980. Il convient toutefois de noter qu'une grande partie des dépenses consacrées à l'industrie comprenait l'approvisionnement en eau et en électricité, qui devraient strictement être considérés comme faisant partie des infrastructures. Les investissements élevés dans l'agriculture et la pêche n'avaient pas produit les résultats escomptés ; les

problèmes à l'origine de cette situation et leurs conséquences seront abordés dans les chapitres suivants.

Au cours de la période 1973-1979, le PIB à coûts des facteurs constants a augmenté d'environ 60 %, soit 6 % par an. Grâce aux transferts de fonds des travailleurs à l'étranger, on estime que le PNB a progressé beaucoup plus rapidement, à raison d'environ 9 % par an. En 1980, le PNB atteignait 150 % du PIB, ce dernier se répartissant comme suit : services publics 23 %, transports 15 %, industrie 14 %, construction 13 %, agriculture et pêche 13 %. Malgré les investissements massifs dans l'agriculture et la pêche, leur taux de croissance annuel moyen entre 1974 et 1979 a été nul, ce qui peut s'expliquer en partie par des facteurs climatiques. Dans les autres secteurs, les taux de croissance ont été élevés : la moyenne annuelle sur cette période était de 7 % dans les services publics, de 12 % dans les transports, de 9 % dans l'industrie et de 23 % dans la construction. L'augmentation effective des revenus réels par habitant a été considérable, principalement grâce aux transferts de fonds des travailleurs émigrés, bien que les dépenses liées aux prêts et subventions de l'aide étrangère aient également eu un certain impact. La baisse de la contribution du secteur productif local a constitué l'un des principaux enjeux que le premier congrès du YSP a tenté d'aborder et qui a influencé l'orientation du deuxième plan quinquennal (SFYP). Le congrès extraordinaire du YSP, en octobre 1980, fut l'occasion de faire le point sur la situation économique et de confirmer les réformes qui avaient été esquissées lors du premier congrès en 1978. Sous la nouvelle direction d'Ali Nasser, d'importantes discussions économiques avaient eu lieu en avril 1980 lors de la 8^e session du Comité central. Cela a donné lieu à plusieurs résolutions qui ont confirmé les décisions du congrès du Parti de 1978 et permis leur mise en œuvre dès le début du SFYP.

En 1980, les changements intervenus dans la structure de l'économie se reflétaient dans la répartition relative de la propriété entre les différents secteurs, qui était présentée de manière plus réaliste. Au cours des années précédentes, la part détenue par le secteur privé, en particulier dans l'agriculture, avait été ignorée, ce qui avait donné l'impression erronée qu'il n'existait plus.

1980 Percentage Production by Ownership^[214]

Private	Public	Cooperative	
Agriculture	52	16	32
Fisheries	16	72	12
Industry	27	73	0
Construction	57	43	0
Transport	43	56	1
Trade	63	30	7
Overall	45	49	6

Lors du Congrès extraordinaire du YSP en octobre 1980, l'orientation économique n'a fait l'objet d'aucune contestation ; la seule question soulevée concernait sa mise en œuvre. Les appels lancés à la population pour qu'elle participe activement à la construction de l'économie ont constitué le thème principal. Le Président a résumé ainsi les principaux problèmes auxquels était confronté le SFYP :

1. Le développement et la croissance effectifs de l'économie nationale dépendent du renforcement du rôle moteur de notre Parti dans la vie économique et sociale.
2. La réalisation d'objectifs de croissance élevés dépend du développement de l'éthique du travail, de l'intensification de l'activité des travailleurs, de leur motivation matérielle et morale, ainsi que de la prise en compte de leur niveau de vie.
3. La réalisation de nouvelles transformations économiques et sociales dépend du renforcement du rôle des secteurs d'État et coopératif.
4. La condition essentielle au succès du processus de développement réside dans le développement d'une gestion économique planifiée, le renforcement des principes du centralisme démocratique, de la responsabilité économique, ainsi que dans le contrôle et la reddition de comptes continus concernant la mise en œuvre des tâches prévues. [\[215\]](#)

Le deuxième plan quinquennal : où en est-il ?

D'une ampleur nettement supérieure à celle des plans précédents, le deuxième plan quinquennal prévoyait des dépenses totales de développement de 508 millions de YD pour la période 1981-1985, aux prix constants de 1980, alors qu'entre 1974 et 1980, seules 316 millions de YD (aux prix courants) avaient été consacrées au développement.

Ses objectifs sont fondamentalement les mêmes que ceux des plans antérieurs :

- i) satisfaire les besoins fondamentaux de la population en matière d'alimentation, de logement, de biens de consommation, d'emploi, de soins de santé et d'autres services sociaux ;
- ii) développer la capacité de production de l'économie, en particulier dans les secteurs de l'industrie, de l'agriculture et de la pêche ;
- iii) renforcer les infrastructures matérielles ;
- iv) explorer et exploiter les ressources minérales du pays ;
- v) d'élever le niveau d'éducation de la population et les compétences techniques de la main-d'œuvre ;
- vi) d'améliorer la situation de la balance des paiements en augmentant les exportations de produits nationaux, par la substitution des importations et en mobilisant davantage de transferts de fonds ;
- vii) d'accroître la productivité du travail et d'encourager les femmes à participer aux activités économiques et sociales ; et
- viii) de promouvoir une croissance régionale et sectorielle équilibrée ainsi qu'une répartition équitable des revenus. »^[216]

La répartition des dépenses montre l'évolution des priorités résultant des principaux enjeux sociaux, économiques et politiques, et reflète les résultats des investissements antérieurs. Les investissements dans l'agriculture passent de 23 % du total des investissements à 12 %, tandis que ceux dans la pêche passent de 11,3 % à 5,4 %. Dans une certaine mesure, cela reflète l'échec des investissements antérieurs qui, comme nous l'avons vu, n'ont généré aucun taux de croissance au cours de la période précédente. Cependant, la plupart des premiers investissements dans l'agriculture et la pêche ont porté sur le développement d'infrastructures productives de base, allant des barrages et des réseaux d'irrigation à une flotte de navires et à des entrepôts frigorifiques, dont les retombées positives ne devraient se manifester qu'à plus long terme.

La part de l'industrie manufacturière reste relativement stable, passant de 7,6 % à 6 %, et celle de la recherche sur le pétrole et les minéraux se maintient également à 5,5 % (contre 5 % auparavant), tandis que celle de la construction chute de 3,5 % à 1,1 %. La part de l'électricité dans les investissements augmente considérablement, passant de 4 % à 13,5 %, dans le but d'améliorer l'approvisionnement et d'étendre le réseau, tandis qu'à Aden, on s'efforce de réduire les graves pénuries d'électricité survenues à la fin des années 1970. Les transports et les communications conservent une part importante, bien que les investissements y aient baissé de 24 % à 18 %, tandis que la part du commerce devrait passer de 1,1 % à 4,1 %. Les infrastructures de santé publique doivent être

améliorées grâce à des investissements dans l'eau et l'assainissement, dont la part dans les investissements passe de 0,7 % à 6,5 %, bien qu'une grande partie de ces fonds soit destinée aux infrastructures des deux principales villes, Aden et Mukalla, tandis que les autres zones urbaines bénéficient de moins d'investissements et que le secteur rural n'est guère pris en compte dans le plan actuel. Les autres services de santé se voient attribuer 2,6 %, contre 2,1 % entre 1974 et 1980, tandis que la part de l'éducation passe de 6,1 % à 5,5 %. Le logement, auparavant presque totalement négligé (5,2 % entre 1974 et 1980), bénéficie d'une part d'investissement considérablement accrue, avec 17,7 %, bien que la totalité de ces fonds doive être consacrée aux zones urbaines, pour la construction d'appartements à loyer modéré. La construction de nouveaux logements ruraux reste entièrement financée par les transferts de fonds privés.

Compte tenu des faibles taux de croissance réels enregistrés dans les années 1970, il est peu probable que les objectifs du deuxième plan quinquennal soient atteints dans tous les secteurs. C'est particulièrement le cas pour les secteurs productifs. Les inondations catastrophiques de 1982 ont constitué un nouveau revers pour la croissance, qui devait atteindre 9,1 % dans l'agriculture, 8,7 % dans la pêche et 13,9 % dans l'industrie.

Au moment de la rédaction du présent rapport, seules les données relatives aux deux premières années du plan sont disponibles. Elles ne s'écartent guère des intentions initiales : l'agriculture a bénéficié de 14 % des investissements au cours de ces deux années, contre les 11,8 % prévus, mais cela s'explique par l'ampleur des travaux de reconstruction des infrastructures agricoles nécessaires après les inondations. Les investissements dans la pêche ont suivi les prévisions du plan. Les investissements dans l'énergie électrique ont été plus élevés en 1981, car les coupures d'électricité survenues à Aden en 1979 et 1980 ont entraîné la construction rapide de nouvelles centrales électriques et la remise en état des plus anciennes. Les investissements dans l'industrie manufacturière ont été inférieurs aux prévisions (3 %), principalement parce que les travaux de la cimenterie, principal poste du Plan, n'avaient pas encore commencé. L'augmentation des dépenses consacrées à la recherche minière (7 % en 1981 et 9 % en 1982) a débouché sur des découvertes prometteuses dans ce domaine. Les investissements dans l'eau et l'assainissement ont été inférieurs aux prévisions du Plan (3 % en 1981 et 4 % en 1982), les principaux projets étant encore en phase de préparation. Les investissements dans le logement ont également été inférieurs aux prévisions (respectivement 13 % et 14 % en 1981 et 1982).

Compte tenu des difficultés rencontrées, le taux global d'exécution de 76 % par rapport aux objectifs fixés pour 1981 et 1982 est satisfaisant, et la répartition bien équilibrée. Les retards enregistrés étaient dus à divers facteurs allant du manque

de financement aux difficultés à trouver de la main-d'œuvre ou à attribuer les marchés.

Il convient toutefois de faire preuve de prudence concernant ces chiffres. Le pays n'a pas encore mis en place un système statistique pleinement fiable. La collecte locale des données est confiée à des fonctionnaires qui, de par leur fonction même, peuvent avoir du mal à obtenir des chiffres fiables auprès des producteurs. Par exemple, tant que les responsables des coopératives continueront à jouer le rôle de percepteurs de l'impôt sur le revenu, ils ont peu de chances d'obtenir des déclarations précises sur la production de la part des paysans ou des pêcheurs. De même, lorsque le secteur privé était en disgrâce au début des années 1970, il a pratiquement disparu des statistiques officielles, bien qu'il ait manifestement continué à produire, comme l'a montré sa réapparition soudaine. L'absence de statisticiens et d'autres collecteurs de données à tous les niveaux engendre des problèmes supplémentaires en matière d'information. Ces difficultés, parmi d'autres, font que, malgré leurs efforts persistants, l'Organisation centrale des statistiques du ministère de la Planification et les services statistiques des autres ministères sont toujours incapables de produire des chiffres précis et à jour et s'appuient souvent sur des estimations plus ou moins éclairées.

Finances

Les exportations nationales sont passées de 7,9 millions d'US\$ en 1969 à 34,7 millions d'US\$ en 1982, tandis que les importations sont passées de 86,5 millions d'US\$ à 796,8 millions d'US\$ au cours de la même période, ce qui s'est traduit par un déficit commercial de 762,1 millions d'US\$ en 1982. La balance des paiements globale a été sauvée au fil des ans par les transferts de fonds : le total des transferts de fonds et autres transferts a permis d'assurer un solde positif de la balance courante en 1969 (1,3 million de dollars américains) et, en 1982, le déficit n'était plus que de 175 millions de dollars américains.

Le budget est déficitaire depuis l'indépendance, en raison du manque de recettes et malgré les efforts considérables déployés pour contenir les dépenses. Au cours des premières années, les salaires et traitements du secteur public ont été réduits et sont depuis restés faibles, avec de faibles écarts. Les dernières augmentations globales remontent à 1979, lorsque les salaires les plus bas ont été augmentés de 60 % et les plus élevés de 20 %. Malgré tous ces sacrifices, le déficit courant des comptes publics est passé de 2,5 millions de YD en 1970-1971 à 100 millions de YD en 1982.

Cette situation financière insatisfaisante reflète les difficultés économiques de la RPDY, un pays qui tente de se développer sans pratiquement aucune ressource, si ce n'est sa faible population. La balance des paiements n'est ramenée à un niveau

de déficit acceptable que grâce aux transferts de fonds des travailleurs yéménites à l'étranger, dont on peut dire qu'ils financent le niveau de vie non seulement de leurs familles, mais aussi de la nation tout entière, puisque ce sont leurs devises étrangères qui permettent l'importation de tous les biens, tant de luxe que de production. La faible productivité de l'agriculture, de la pêche et de l'industrie laisse entrevoir peu de perspectives d'amélioration des finances globales du pays à l'avenir. Les seuls éléments encourageants résident dans la prospection minière et les perspectives d'exploitation commerciale du pétrole.

Le compte courant du gouvernement étant déficitaire et l'épargne pratiquement inexistante, le financement des dépenses de développement doit provenir principalement de sources extérieures, puisqu'il n'existe aucun excédent généré en interne pour le soutenir. Tout au long de la période de planification depuis 1970, le financement extérieur a joué un rôle majeur dans le développement. Immédiatement après l'indépendance, avec la coupure brutale de l'aide britannique, le flux d'aide a chuté en 1969-1970 à 2,6 millions de YD. Le gouvernement a toutefois réussi à améliorer cette situation et, au cours des premières années, l'aide provenait principalement des pays socialistes. En 1972, sur un total de 26,4 millions d'US\$ d'aide versée, 1,45 million d'US\$ provenaient de sources internationales et arabes, tandis que le montant le plus important (8,41 millions d'US\$) provenait de la République populaire de Chine et que le reste provenait d'autres pays socialistes. Cette tendance s'est poursuivie jusqu'au milieu des années 1970, lorsque la part apportée par les organisations internationales et divers fonds arabes a considérablement augmenté, tandis que, parmi les donateurs d'aide bilatérale, l'URSS occupait la première place. À la fin de 1978, l'aide versée en cours s'élevait à 310 millions de dollars américains, dont 68,8 millions provenaient de donateurs multilatéraux, parmi lesquels figuraient plusieurs fonds arabes. Alors que, dans les premières années, le seul contributeur arabe était le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe, celui-ci avait été rejoint, en 1978, par le Fonds arabe pour le développement économique et social, le Fonds d'Abou Dhabi, et même le Fonds saoudien et la Banque islamique. En matière de prêts bilatéraux, l'URSS occupait la première place avec 75,5 millions d'US\$, la Chine conservant la deuxième place avec 69,7 millions d'US\$. À la fin de 1982, aucune évolution notable n'était à signaler au niveau des sources de financement : le montant de l'aide multilatérale décaissée s'élevait à 212 millions de dollars US, tandis que celui de l'aide bilatérale s'élevait à 573 millions de dollars US, l'URSS représentant près de la moitié de ce montant (270 millions de dollars US). À la fin de 1983, le montant total de l'aide versée s'élevait à plus d'un milliard de dollars, sous forme de prêts à taux concessionnels, et ne comprenait qu'une faible part de subventions.

Il ressort clairement de ces chiffres que la plupart des projets de développement sont financés par l'aide étrangère. Au cours du premier plan quinquennal, les sources extérieures ont représenté 75 % des investissements de développement et, dans le cadre du deuxième plan, on prévoit que 70 % des investissements seront financés par des prêts étrangers.

L'augmentation du service de la dette, passé de 15 millions de dollars américains en 1980 à 27 millions en 1981 puis à 40 millions en 1982, pèse déjà lourdement sur les capacités financières du pays, et l'on sait que le gouvernement a déjà négocié des accords de rééchelonnement avec ses principaux bailleurs de fonds, vraisemblablement l'URSS et la République populaire de Chine. Bien que la plupart des prêts aient été obtenus à des conditions très concessionnelles, le service de la dette devient un lourd fardeau. À moins qu'une exploitation pétrolière substantielle ne soit mise en place dans les années à venir ou qu'une autre ressource naturelle abondante ne soit découverte, les perspectives de remboursement de la dette du pays sont sombres. Avec des prévisions de transferts de fonds stables, voire en baisse, et une main-d'œuvre en expansion, le développement des secteurs productifs locaux est essentiel pour maintenir le rythme de développement et assurer une amélioration durable du niveau de vie.

Commerce

Alors qu'en 1973, les exportations couvraient 11,5 % des importations (13,9 millions de dollars US d'exportations et 119,8 millions de dollars US d'importations), la situation s'était encore détériorée en 1982, les exportations ne couvrant plus que 4,35 % des importations (34,7 millions de dollars US d'exportations et 796,8 millions de dollars US d'importations). Les principales exportations sont le poisson et le coton, et les principaux pays industrialisés vers lesquels ces exportations sont destinées sont le Japon et l'Italie ; dans le monde arabe, la majorité des exportations est destinée à l'Arabie saoudite et à la République arabe du Yémen.

Dans ce contexte, les décisions de politique commerciale portent nécessairement et essentiellement sur les importations. Le rapport politique présenté au premier congrès du YSP énonce la politique en matière de commerce extérieur : « Notre objectif est de nous procurer les ressources nécessaires au développement, en complément des ressources locales disponibles, en concluant des accords avec des pays amis et frères ainsi qu'avec des organisations panarabes et internationales. Nous nous efforçons de mettre fin à notre dépendance économique vis-à-vis du marché capitaliste. »^[217]

Malgré une politique officielle visant à accroître les échanges avec les pays socialistes et le monde arabe, la plupart des importations proviennent des pays

capitalistes industrialisés, en grande partie en raison des difficultés bureaucratiques qui surgissent dans les échanges avec les pays socialistes, dont beaucoup ne peuvent offrir des conditions commerciales avantageuses. Les pays capitalistes ont conservé la première place en tant que fournisseurs de la RDPY, le Royaume-Uni ayant été supplanté par le Japon en tant que premier fournisseur au milieu des années 1970. Les deux principaux partenaires commerciaux socialistes sont la République populaire de Chine, dont les exportations vers la RDPY ont, la plupart des années, dépassé celles de l'Union soviétique, et la République arabe du Yémen et l'Arabie saoudite, qui constituent les principaux fournisseurs arabes.

Les principales importations tout au long de cette période ont été les denrées alimentaires et le pétrole ; le pays importe la totalité de ses besoins en carburant ainsi que tout son sucre, son thé et son riz ; le blé est produit localement en quantités insuffisantes et reste un produit d'importation majeur. Les machines et le matériel de transport constituent également des postes très importants, qui ont augmenté ces dernières années ; alors que jusqu'en 1975, le nombre de véhicules particuliers importés était très faible, celui-ci a considérablement augmenté à partir de 1976, et en particulier dans les années 1980.

Le commerce extérieur est géré par la Société publique du commerce extérieur, qui délivre les licences d'importation nécessaires à toutes les importations. Cette société achète à l'étranger et, à l'arrivée des marchandises, les redistribue à la Société du commerce intérieur ou à des distributeurs privés, mais l'essentiel du commerce reste entre les mains du secteur public, pour aboutir finalement dans ses magasins de détail.

Le commerce intérieur est également contrôlé par le secteur public. La Société du commerce intérieur dispose de points de vente au détail pour différents types de marchandises et est chargée de la commercialisation des produits stratégiques tels que le blé produit localement, ainsi que de la distribution des denrées alimentaires importées comme le riz, le thé, le sucre et d'autres produits de base. Ses points de vente font partie du quotidien des habitants, qui s'y rendent régulièrement pour obtenir leurs rations mensuelles de denrées alimentaires subventionnées. La société approvisionne également des détaillants privés qui vendent des produits de première nécessité aux prix officiels. Afin de protéger le consommateur yéménite des effets de l'inflation mondiale, le gouvernement a créé en 1974 le Fonds de stabilisation des prix, qui a servi à garantir des prix bas pour les denrées alimentaires de base, telles que le riz, la farine, le sucre, le blé, le lait en poudre, le ghee, l'huile de cuisson, le thé, etc. Les subventions ont permis au gouvernement de maintenir une économie caractérisée par de bas salaires et de bas prix.

Alors qu'au début des années 1970, la politique du gouvernement consistait à collectiviser la majeure partie du commerce et à décourager le commerce de détail privé, l'expérience acquise a montré que le petit commerce de détail privé ne remet pas en cause les politiques du régime, et qu'un contrôle efficace des prix et des conditions peut être obtenu grâce au contrôle du marché de gros. Les goulets d'étranglement et les insuffisances de la distribution dans le commerce de détail ont contribué à ce changement. Le rapport politique conclut son analyse et propose une orientation future : « Cela permettrait au secteur public de concentrer ses efforts sur l'essentiel, à savoir l'ouverture de magasins modernes et bien équipés, qui serviraient de modèle à suivre dans le commerce de détail. »^[218]

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette politique, le ministère du Commerce intérieur s'est engagé, au début des années 1980, dans la construction et l'exploitation d'un certain nombre de grands supermarchés à Aden, qui proposent toute une gamme de produits, allant des vêtements aux denrées alimentaires en passant par les biens de consommation électriques. Il est prévu que de tels supermarchés soient progressivement construits dans d'autres villes. Parallèlement, les commerçants privés locaux ont bénéficié d'un assouplissement des restrictions pesant sur leurs activités.

De même, dans le domaine des denrées périssables, les petits points de vente au détail de la Société publique de commercialisation des fruits et légumes (PCMFV), qui opèrent désormais dans l'ensemble des gouvernorats d'Aden, de Lahej, d'Abyan et d'Hadramaut et vendent des fruits et légumes frais, pourraient bientôt être confiés au secteur privé, la Société ne conservant que les grands magasins et fonctionnant principalement comme acheteur et distributeur en gros en situation de monopole pour les produits nationaux et importés.

Le déséquilibre croissant des chiffres du commerce s'explique non seulement par la hausse des prix des marchandises sur le marché mondial, mais aussi par un changement de politique en matière d'importations. Alors qu'au début des années 1970, des efforts considérables étaient déployés pour réduire les importations et que tout ce qui s'apparentait à des produits de luxe était interdit et pratiquement impossible à importer, cette politique s'est progressivement assouplie depuis la fin des années 1970. L'importation de voitures particulières, en particulier, s'est multipliée à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Cela s'expliquait en partie par une politique visant à satisfaire les aspirations de la population, rendue possible par l'augmentation des transferts de fonds. Récemment, ces transferts ont cessé de croître ; avec l'aggravation des difficultés économiques et financières, la question de la réduction des importations de produits de luxe s'est à nouveau posée. En 1984, une interdiction générale d'importer des voitures a été décrétée pour l'année, suscitant la frustration des acheteurs potentiels.

L'autosuffisance étant irréaliste dans le contexte yéménite, la politique d'importation devient un enjeu politique majeur auquel le régime doit constamment faire face. Bien que les importations de biens productifs et de denrées alimentaires soient prioritaires, la définition des produits de luxe et la politique qui s'y rapporte font désormais l'objet d'un débat public. Le choix se pose entre un puritanisme consistant à s'efforcer de s'en passer et la satisfaction de la population, en particulier de cette frange qui dispose des revenus nécessaires pour acheter des appareils électriques, des voitures et d'autres produits de luxe. Dans de nombreux pays, ces personnes pourraient être qualifiées de membres de la bourgeoisie, mais dans la RDPY, elles comprennent les travailleurs émigrés qui financent la majeure partie des importations du pays. Il est difficile de justifier de les pénaliser en les empêchant d'importer les biens dont ils ont besoin pour leur foyer et leur famille, d'autant plus que les fonctionnaires chargés d'appliquer ces règles sont probablement ceux-là mêmes qui conduisent des voitures particulières achetées localement à crédit, des voitures importées grâce aux devises étrangères gagnées par ces mêmes migrants.

Infrastructures

Routes En 1967, le pays comptait 470 km de routes revêtues, principalement à Aden et dans ses environs, et 4 000 km de routes non revêtues. En 1983, on comptait 1 650 km de routes revêtues formant un réseau de communication élémentaire dans le pays. La République populaire de Chine a joué un rôle majeur dans la construction routière. Elle a d'abord envoyé des équipes de travailleurs pour construire l'autoroute Adén-Mukalla, épine dorsale du réseau routier du pays. Dans les années 1980, le prolongement de cette route de Shihr à Sayhut, dans le gouvernorat de Mahra, a été achevé dans le cadre d'un accord avec la RPC. D'autres axes routiers importants relient Mukalla à Wadi Hadramaut et Adén à Ta'iz, dans la République arabe du Yémen. L'autre route principale en cours de construction reliera à terme la région de Bayhan, dans le gouvernorat de Shabwa, à l'autoroute principale Adén-Mukalla. Ces routes asphaltées ont subi de graves dommages lors des inondations catastrophiques de 1982 et de nombreux ponts avaient déjà été détruits par les inondations de 1981, ce qui a nécessité un programme de restauration coûteux.

L'existence de ces routes a permis la mise en place de liaisons régulières par bus entre les grandes villes, venant ainsi compléter les liaisons aériennes qui existaient déjà avant l'indépendance. La construction de routes a également facilité la distribution des denrées de base importées et d'autres produits de première nécessité vers l'arrière-pays, tout en permettant la distribution des produits agricoles. Le trafic de camions représente environ 50 % de l'ensemble du trafic routier en dehors des villes, et environ 40 % de ce trafic (en tonnes-

kilomètres) est assuré par des camions du secteur public, le reste étant assuré par des camions privés, opérant sous la supervision de la Société publique des transports terrestres.

Transport aérien intérieur Le trafic intérieur total est passé de moins de 50 000 passagers par an en 1975 à plus de 100 000 en 1982 ; cette évolution a été rendue possible à la fois par l'acquisition de nouveaux appareils et par des améliorations apportées aux aéroports. L'aéroport de Riyan (Mukalla) a récemment été reconstruit et doté d'installations modernes ainsi que d'une piste pouvant accueillir des avions à réaction ; la liaison quotidienne Aden-Mukalla est désormais assurée par un Boeing 707. Depuis 1983, un vol hebdomadaire relie Aden à Riyan puis au Koweït, ce qui signifie que les émigrants hadramis n'ont plus besoin de passer par Aden pour rejoindre leur destination. D'autres liaisons intérieures desservent Mukayras, Bayhan, Ataq, Seiyun et al-Ghayda. Ces vols sont souvent surbookés et la fréquence des liaisons pourrait sans doute être augmentée, mais cela nécessiterait des investissements supplémentaires dans des petits avions tels que le Dash-7, acquis depuis 1980 pour remplacer les anciens DC-3 et assurer ces liaisons intérieures.

La majeure partie du trafic international au départ d'Aden concerne les travailleurs migrants se rendant dans la péninsule, ainsi que le trafic inter-yéménite. Le trafic international a représenté 260 000 passagers en 1982, soit une augmentation par rapport aux 220 000 de 1975, ce qui indique que l'essentiel de la croissance observée ces dernières années a concerné le trafic intérieur. La compagnie aérienne nationale Alyemda dessert le Koweït, Damas, Djeddah, Sanaa, Sharjah, Bombay, Mogadiscio, Djibouti, Addis-Abeba et Nairobi. Certaines de ces destinations ne sont desservies qu'une fois par semaine.

Les télécommunications internationales se sont considérablement améliorées depuis l'achèvement de la station terrestre de satellite en 1982. En revanche, le réseau téléphonique national est toujours celui installé par les Britanniques à Aden et a grand besoin d'être modernisé et étendu. En 1984, les liaisons téléphoniques entre Aden et le reste du pays étaient encore rudimentaires et peu fiables, ce qui empêchait le téléphone de devenir un moyen de communication courant. Les télégrammes restaient le moyen de communication rapide le plus efficace entre Aden et les bureaux locaux des différents services gouvernementaux.

Transports maritimes Le port d'Aden, lieu emblématique des années 1950 et 1960, s'est pratiquement effondré à la suite de la fermeture du canal de Suez en juin 1967 ; le nombre de navires faisant escale est passé de 6 200 en 1966 (31,4 millions de tonnes nettes enregistrées) à un minimum de 1 320 en 1973 (5,5 millions de tonnes nettes). D'une source majeure de revenus, le port est devenu déficitaire presque

du jour au lendemain. En prévision de la réouverture du canal de Suez, les autorités ont déployé des efforts considérables pour aider le port à retrouver sa place d'antan dans le commerce international ; celui-ci a ainsi été réhabilité et modernisé grâce à des prêts multilatéraux, et ce dès 1975, date de la réouverture du canal. Les résultats se sont toutefois révélés quelque peu décevants, principalement en raison des changements survenus dans le transport maritime de marchandises sur de longues distances au cours des années intermédiaires. Les navires sont devenus trop grands pour le canal de Suez et ceux qui peuvent traverser la mer Rouge n'ont plus besoin de se ravitailler en carburant *en cours de route* aussi souvent qu'auparavant. Le trafic de passagers s'est entièrement transféré vers le transport aérien. Pour le trafic régional, des ports concurrents et performants avaient été créés entre-temps à divers endroits le long de la mer Rouge : Hodeida et Mokha étaient en mesure d'absorber la majeure partie du trafic à destination de la République arabe du Yémen (RAY), tandis que Djibouti disposait d'un port performant de l'autre côté de la mer Rouge.

Depuis 1975, cependant, le trafic a augmenté, principalement en raison de l'intensification des échanges commerciaux avec la RDPY, tant pour les biens de consommation que pour les biens de production. En 1982, les importations de marchandises sèches se sont élevées à 779 000 tonnes, dépassant pour la première fois le record d'avant l'indépendance atteint en 1965. Le débit de pétrole est toutefois resté à un niveau relativement bas, le trafic total de cargaisons liquides n'atteignant que 8,7 millions de tonnes en 1982, alors que 12 millions de tonnes avaient été traitées pour la réexportation en 1965. Le rôle principal du port consiste actuellement à satisfaire les besoins du pays. Un nouveau port de pêche est en cours de construction à Aden.

À Mukalla, un deuxième port polyvalent est en voie d'achèvement après une longue interruption à la fin des années 1970, lorsque les entrepreneurs ouest-allemands ont fait faillite. Ce port permettra d'acheminer directement les marchandises destinées à l'Hadramaut et de réaliser des économies considérables sur le transport routier. Un projet de moindre envergure, mais important sur les plans social et économique, a été achevé à Nishtun, dans le gouvernorat de Mahra, en 1984 ; ce nouveau complexe portuaire de pêche et à usage général devrait contribuer de manière substantielle au développement de cette région et améliorer ses liaisons avec le reste du pays, remédiant ainsi à son isolement antérieur.

Énergie La grande majorité de la consommation énergétique du pays repose sur le pétrole, ce qui rend d'autant plus importante la recherche de gisements pétroliers locaux pour le gouvernement qui, en 1982, a importé près de 900 000 tonnes de pétrole pour répondre aux besoins locaux, dont près d'un tiers a été utilisé pour la

production d'électricité. Malgré les ambitions affichées, une électrification généralisée n'est pas prévue dans un avenir proche. Bien que le Plan prévoie que 44 % de la population ait accès à l'électricité, à la fin de 1982, seuls environ 29 % avaient accès au réseau public. Le déséquilibre entre les zones urbaines et rurales est illustré par le fait que 83 % de la population urbaine était alimentée, contre seulement 22 % de la population rurale. Une partie de la population rurale est alimentée par de petits générateurs privés qui fonctionnent le soir et ne permettent donc pas d'utiliser des réfrigérateurs ou d'autres appareils devant fonctionner 24 heures sur 24. Les projets d'électrification n'ont pas réellement modifié ce déséquilibre, car ils se sont concentrés sur l'amélioration et l'extension de l'approvisionnement dans les zones déjà électrifiées, à savoir essentiellement la capitale et les autres grandes villes. La seule région qui a récemment été raccordée à un réseau public entièrement neuf est la région largement urbanisée de l'oued Hadramaut, qui dispose désormais d'une grande centrale électrique à laquelle la majeure partie de l'oued est progressivement raccordée. Le projet d'électrification de cinq petites villes de la côte de l'Hadramaut permettra également d'améliorer la situation. Un autre grand projet rural concerne l'électrification de l'oued Bayhan, mais celui-ci ne devrait pas se concrétiser avant la fin de la décennie.

Étonnamment, le régime n'a pas encore accordé une attention sérieuse aux énergies alternatives. Les ressources disponibles en abondance sont rares, mais l'ensoleillement ne manque certainement pas ; pourtant, pratiquement aucune recherche n'a été menée sur les possibilités offertes par l'énergie solaire, que ce soit pour l'électricité ou pour la cuisson, ce qui constitue un autre enjeu énergétique majeur. Le butagaz est le combustible utilisé par les personnes vivant à proximité d'un dépôt ; mais dans les zones plus reculées, les femmes consacrent énormément de temps et d'efforts à la recherche de bois de chauffage, une tâche particulièrement ingrate et ardue qui contribue également à aggraver la déforestation et la désertification du pays, alors que de petits appareils de cuisson solaires à faible coût sont désormais disponibles sur le marché mondial. Un Comité national de l'énergie a été créé en 1980 et a notamment pour mission de concevoir des moyens plus économiques d'obtenir de l'énergie et d'améliorer les mesures de conservation. Malgré ses recommandations, aucun signe concret de progrès n'a encore été observé : par exemple, tous les nouveaux logements sociaux en cours de construction continuent d'être bâtis sans grande attention portée à l'isolation, ce qui entraînera à l'avenir une forte demande en électricité et en climatisation.

L'eau La pénurie d'eau est l'un des principaux problèmes auxquels le pays est confronté et la répartition de cette ressource rare entre les différents secteurs nécessite des décisions politiques et économiques majeures ; les aspects

agricoles de l'approvisionnement en eau sont examinés dans le chapitre suivant et seul le problème de l'approvisionnement en eau à usage domestique est abordé ici.

L'approvisionnement en eau à usage domestique pour tous est l'une des ambitions du gouvernement. En 1980, seuls 5 % de la population rurale et 30 % de la population urbaine disposaient de l'eau courante. Dans les zones rurales, l'eau doit être puisée soit dans un puits, soit dans un réservoir du village ; dans certains endroits où la source d'eau est éloignée, des canalisations ont été installées jusqu'à un réservoir du village, équipé de robinets. Les femmes s'y rendent à pied avec des récipients en plastique ou en métal, les remplissent et les rapportent chez elles sur la tête. La lessive est faite à la source, généralement dans de larges bacs peu profonds remplis d'eau savonneuse, où les vêtements sont frottés. Dans les maisons, l'eau est utilisée avec parcimonie pour l'hygiène personnelle, la cuisine, la consommation et le ménage.

Près de la moitié de la population rurale, soit 1,3 million de personnes, vit dans des hameaux minuscules et extrêmement dispersés ; aucun projet n'est prévu pour fournir de l'eau courante à ces habitants, qui continueront donc à aller chercher et à transporter de l'eau quotidiennement dans un avenir prévisible. On peut se demander si des projets visant à améliorer la situation existeraient si c'étaient les hommes, plutôt que les femmes, qui allaient chercher et transportaient l'eau. Le Plan actuel vise à alimenter en eau courante 120 centres ruraux, avec une population moyenne de 5 000 habitants par projet, mais il se concentre sur les zones urbaines, les principaux projets de la période bénéficiant à Aden, Mukalla et Seiyun, les trois plus grandes agglomérations du pays. La part des investissements consacrés à l'eau est passée de 2 %, comme prévu initialement, à 6,5 % en raison de l'ampleur de la crise de l'eau qui s'est développée au moment de l'élaboration du plan. Une fois encore, ce choix de répartition reflète la pression accrue et plus forte exercée par les habitants des zones urbaines, et en particulier ceux d'Aden. La crise de l'eau de la fin des années 1970 a été ressentie par les décideurs, qui constataient que l'eau ne coulait pas de leurs robinets ; le fait que la plupart de la population rurale ne disposait même pas de robinets ne figurait pas au premier plan de leurs préoccupations. Même s'ils avaient rendu visite à leurs familles dans les zones rurales, on leur aurait apporté de l'eau et ils n'auraient pas vu des femmes marcher des kilomètres pour aller chercher de l'eau stagnante dans des puits peu profonds et insalubres. Dans certaines zones rurales, les émigrés se sont organisés en groupe pour approvisionner leurs régions d'origine et ont financé collectivement le forage, la pose de canalisations et l'installation de réservoirs d'eau, anticipant ainsi la mise en place des services publics.

Dans la gestion de l'eau au sein de la RDPY, la Société publique de l'eau est chargée de l'approvisionnement en eau, tandis que les Conseils populaires locaux sont responsables de l'assainissement et de l'évacuation des eaux usées. Le gouvernement a l'intention, à l'avenir, de fusionner les autorités chargées de l'eau et de l'assainissement. À l'heure actuelle, des plans visant à améliorer les infrastructures de drainage et d'assainissement sont mis en œuvre à Aden et à Mukalla, où des projets de grande envergure ont été élaborés et financés par des prêts étrangers. À moyen terme, des études relatives à des projets d'assainissement sont en cours pour Zinjibar et Ja'ar, dans le gouvernorat d'Abyan, pour Seiyun, dans le Wadi Hadramaut, ainsi que pour toutes les villes comptant jusqu'à 10 000 habitants d'ici 1990 (il en existe moins de dix dans tout le pays). Dans les localités plus petites, il est prévu de faire appel à l'expertise locale pour la planification et la mise en œuvre d'éventuels projets d'assainissement et de drainage à plus petite échelle, adaptés aux conditions locales.

La population active

« Le travail est un droit pour chaque citoyen et un devoir pour tout citoyen apte à travailler, en fonction de ses capacités, de ses qualifications et de l'intérêt général. »^[219]

Pour respecter cet engagement, le gouvernement a dû faire face à des changements radicaux de la situation : lors de l'indépendance, avec la fermeture du canal de Suez, la stagnation du port et le départ des Britanniques, il s'est soudainement retrouvé confronté à un chômage de masse à Aden même, tandis que l'arrière-pays, comme au cours des décennies précédentes, survivait grâce aux transferts de fonds des émigrés et à l'agriculture de subsistance.

Pour tenter d'équilibrer le budget, le NLF a réduit les salaires et les rémunérations, d'abord en 1968 jusqu'à 60 %, puis à nouveau en 1972 d'un tiers. Ces réductions salariales et leur généralisation ont abouti à l'un des écarts les plus faibles au monde dans les barèmes salariaux, avec un rapport de seulement 3,5:1 entre le salaire le plus élevé et le plus bas. Le régime a également mis en place des projets à forte intensité de main-d'œuvre : le principal programme de création d'emplois consistait en la construction, avec l'aide de la Chine, d'une grande usine textile à Mansoura, destinée à employer jusqu'à 1 500 travailleurs. Cependant, au moment de son inauguration en 1975, le problème antérieur du chômage cédait la place à une pénurie de main-d'œuvre. Dès 1973, le gouvernement a interdit toute nouvelle émigration afin d'enrayer l'exode de la main-d'œuvre, en particulier des travailleurs qualifiés et des professionnels. Après le milieu des années 1970, les politiques de l'emploi ont dû être réorientées pour faire face aux nouveaux problèmes de pénurie de main-d'œuvre et de faible productivité qui ont miné

l'économie jusqu'au début des années 1980. Parmi les mesures visant à améliorer la productivité figuraient des augmentations salariales de 5 % en 1975 et, en 1979, la création de nouveaux échelons, portant les écarts salariaux officiels à 6:1 ; les augmentations étaient également plus importantes aux échelons supérieurs. Cette initiative visait à améliorer les salaires relatifs dans le secteur productif en proposant diverses primes et rémunérations supplémentaires. On espérait que des salaires plus élevés favoriseraient un redéploiement de la main-d'œuvre vers les secteurs en pénurie, à savoir l'industrie, l'agriculture et la construction. Cette mesure n'a connu qu'un succès partiel pour plusieurs raisons : d'une part, le travail de bureau est à la fois moins exigeant physiquement et jouit d'un statut social plus élevé ; d'autre part, dans le secteur productif, des revenus plus élevés pouvaient être obtenus dans le secteur privé.

L'un des principaux problèmes de planification a été l'insuffisance des prévisions concernant la relation entre les salaires et la productivité. Ce phénomène est observable dans l'ensemble de l'économie, à tous les niveaux. La concurrence pour le recrutement de main-d'œuvre entre les secteurs public et privé a continué à compromettre la politique de l'emploi du gouvernement. Les salaires et les prix dans le secteur public sont bas, et les denrées alimentaires de première nécessité, les services et le logement sont accessibles. Le secteur privé, alimenté principalement par les transferts de fonds des émigrés, doit rivaliser avec les salaires pratiqués à l'étranger : par exemple, un maçon qui gagnait 2,5 YD par jour dans le secteur public en 1981 pouvait gagner entre 10 et 15 YD dans le secteur privé. Un ouvrier non qualifié dans le secteur privé pouvait prétendre à 6 YD par jour, alors que dans le secteur public, il ne touchait que 1,5 YD. Cela a entraîné de graves pénuries de main-d'œuvre dans le secteur public, en particulier à la fin des années 1970 et au début des années 1980, lorsque la forte augmentation des transferts de fonds a permis à de nombreux émigrés de construire des maisons dans leur pays d'origine et que la demande de main-d'œuvre dans le secteur privé de la construction a explosé. Au cours de la décennie actuelle, les transferts de fonds s'étant *stabilisés* et de nombreux migrants rentrant chez eux, la situation devrait s'améliorer.

Outre la désertion du secteur public par ceux qui en ont les moyens, on observe un recours massif au travail au noir de la part de travailleurs occupant un emploi dans le secteur public le matin, période durant laquelle ils ne travaillent pratiquement pas, se reposant en prévision des travaux intensifs du secteur privé l'après-midi. Cette pratique est devenue si répandue dans le secteur du bâtiment que, depuis le début des années 1980, le gouvernement attribue des marchés à des entreprises privées censées réaliser les travaux plus rapidement et à moindre coût que ne l'aurait fait le secteur public, bien que, dans certains cas, ce soient les

mêmes travailleurs qui effectuent les travaux. Des problèmes similaires se posent dans le secteur agricole.

Les barèmes salariaux officiels des professionnels sont également relativement bas par rapport à ceux de tous les pays voisins. Par exemple, un médecin qui, à l'obtention de son diplôme, perçoit dans la RDPY un salaire de base de 120 YD par mois – montant qui inclut une indemnité pour avoir renoncé à exercer en libéral (la pratique libérale n'étant pas autorisée) – pourrait gagner dix fois plus dans n'importe quel autre pays de la péninsule. Le régime compense en accordant divers privilèges à ces personnes, mais cela exige tout de même un engagement sérieux de la part des professionnels pour qu'ils restent et travaillent dans le pays. Cela démontre une fois de plus à quel point l'économie de la RDPY est étroitement liée à celle de ses voisins plus riches.

Le pays compte plusieurs syndicats regroupés au sein de l'Union générale des travailleurs yéménites, qui rassemble l'ensemble des salariés du secteur public. La loi fondamentale sur le travail de 1978, qui régit les relations de travail, stipule que :

« Les salariés ont le droit de s'organiser et d'adhérer à des organisations de leur plein gré, ainsi que de former des syndicats sans autorisation préalable, selon des statuts qu'ils établissent eux-mêmes, et sans être soumis à une obligation d'enregistrement auprès des autorités de l'État.
»^[220]

Des moyens sont mis à la disposition des syndicats pour qu'ils puissent fonctionner sur les lieux de travail ; on attend généralement d'eux qu'ils appliquent et soutiennent les décisions du gouvernement, tout en résolvant les problèmes individuels. Ce serait une erreur de supposer qu'ils sont totalement soumis au régime et qu'ils ne prennent aucune mesure pour protéger leurs membres. Au quotidien, ils sont très puissants et leur défense résolue du droit des travailleurs à être protégés contre le licenciement est l'un des facteurs contribuant à la faible productivité, ce qui rend les exhortations assez inefficaces.

Bien qu'officiellement, le syndicat « ait le droit de déclencher une grève générale conformément à ses statuts et règlements »^[221], aucune grève majeure n'a eu lieu ; on a toutefois observé un certain nombre de grèves locales non médiatisées, dont les revendications allaient de l'amélioration des conditions de travail à l'augmentation des salaires et des primes. Il n'existe pas de statistiques sur les heures de travail perdues en raison des grèves, et de nombreux autres conflits ont été réglés en faveur des travailleurs avant même qu'une grève ne soit déclenchée.

La population active totale s'élevait à 467 000 personnes en 1982, soit une augmentation de 57 000 par rapport à 1978 ; elle devrait atteindre 605 000 d'ici 1990

et dépasser les 900 000 en 2000. Comme l'émigration ne devrait pas augmenter, la planification du développement doit inclure d'importants programmes de création d'emplois afin d'éviter une recrudescence du chômage grave d'ici la fin du siècle.

Les salariés représentent près d'un quart de la population totale, et il y a encore presque autant de personnes en âge de travailler qui n'occupent pas d'emploi formel. Les chiffres et estimations relatifs à l'emploi ne tiennent probablement pas compte de nombreuses paysannes actives dans l'agriculture et l'élevage. Les migrants sont également exclus de ces chiffres, tout comme d'autres hommes en âge de travailler qui ne sont ni employés ni à la recherche d'un emploi, mais qui vivent des transferts de fonds, soit parce qu'ils jugent les salaires du secteur public trop bas, soit parce qu'ils ne souhaitent pas exercer un travail qu'ils considèrent comme indigne de leur statut.

Sur les 453 000 personnes ayant un emploi en 1981, la plus grande partie, soit 43 %, travaillait dans l'agriculture ; les services, y compris le commerce et l'administration publique, en employaient 30 %, tandis que seulement 10 % travaillaient dans l'industrie et 2 % dans la pêche. Les problèmes liés au travail et à l'emploi apparaîtront également lorsque nous aborderons les différents secteurs de l'économie.

Conclusion

Il existe pour l'instant peu d'instituts de recherche dans le pays et l'université pourrait étendre ses activités afin de répondre aux besoins nationaux. À ce jour, il y a eu peu de recherche technique et peu d'études socio-économiques sur les problèmes du pays. Un certain nombre de problèmes que cela a engendrés viennent immédiatement à l'esprit : au niveau le plus simple, certains problèmes de distribution sont directement liés à l'absence d'études de marché ou d'analyse des besoins d'une région donnée, ce qui conduit à une distribution des marchandises à l'échelle nationale fondée sur des décisions arbitraires prises dans un bureau d'Aden. Plus grave encore est la question du transfert de technologies et de technologies appropriées dans l'ensemble de l'économie : l'absence d'instituts de recherche signifie que, dans de nombreux cas, les informations nécessaires ne sont pas disponibles pour choisir entre une technologie et une autre, et qu'il n'y a pas non plus de chercheurs qualifiés. Cela peut s'expliquer par un manque de recherche microéconomique, comme par exemple pour déterminer si un chameau ou un tracteur constitue l'unité de travail la plus appropriée pour les travaux agricoles, ou, à un niveau bien plus avancé, pour débattre de l'utilisation et du coût de l'énergie solaire pour la production d'électricité ou comme combustible domestique dans les zones rurales. Souvent, les préjugés favorisent le choix d'une technologie importée « moderne », alors que l'expertise locale pourrait bien s'avérer plus appropriée et plus efficace ; une

attention bien plus grande pourrait être accordée aux idées et méthodes issues des praticiens locaux de différents métiers, qui peuvent avoir des idées plus concrètes en matière d'innovation – l'utilisation des tracteurs et des moissonneuses-batteuses en est un exemple. Des recherches socio-économiques sont absolument nécessaires pour évaluer l'impact social des projets d'investissement et des services sociaux sur les paysans et les pêcheurs, entre autres, et pour anticiper leurs besoins futurs.

Il reste beaucoup à faire en matière de gestion économique pour établir des critères clairs de responsabilité dans la gestion et l'administration des projets. Bien que la qualité de la gestion au Yémen démocratique ait fait l'objet de nombreuses critiques, tant de la part des Yéménites que des missions internationales, il faut reconnaître qu'il y a eu peu de gaspillage dans l'acheminement de l'aide, qu'il s'agisse de prêts ou de subventions, et que les dépenses liées aux projets se sont limitées aux besoins et objectifs déclarés de ceux-ci, sans être dilapidées – une situation rare dans le Tiers-Monde.

Le développement économique soulève également la question de l'unité yéménite. Alors que la RDPY compte à peine 2 millions d'habitants, la RAY en compte entre 6 et 8 millions selon différents recensements. Planifier une économie pour 8 à 10 millions de personnes présente des avantages par rapport à une planification pour seulement 2 millions, et des tentatives ont été faites ces dernières années pour rapprocher les économies, notamment par la création d'entreprises communes et la mise en place de programmes conjoints de recherche et de développement sur les ressources minérales. Des accords commerciaux et des mesures visant à supprimer les droits de douane entre les deux parties du pays ont également été mis en place ces dernières années. Plus important encore, une coordination en matière de planification permettrait d'éviter la duplication des unités de production lorsqu'une partie est en mesure de subvenir aux besoins de l'ensemble du pays. À long terme, des politiques d'importation communes pourraient même être élaborées. Toutes ces initiatives seraient bénéfiques pour le Yémen dans son ensemble, mais nécessiteraient un rapprochement social et politique plus poussé et, en particulier, des politiques économiques plus compatibles.

À plus grande échelle encore, une coopération pourrait être développée au niveau régional dans des domaines tels que la recherche et la coopération technique, afin de constituer un vivier d'expertise qui éviterait aux États membres de devoir faire appel à des experts extérieurs pour obtenir des conseils et des informations techniques. Le Marché commun arabe pourrait servir de cadre à un tel développement.

Chapitre huit : L'agriculture

Dès ses débuts, le régime a accordé une grande attention à l'agriculture, entraînant des changements fondamentaux dans son organisation sociale ainsi que dans ses sous-secteurs de la distribution et de l'approvisionnement. Les mesures prises n'ont pas été entièrement couronnées de succès malgré des investissements très importants. Je me pencherai sur les mesures politiques prises pour transformer la vie rurale et leurs effets, ainsi que sur les conditions naturelles préalables à l'agriculture.

Un simple coup d'œil à la carte du pays donne une impression frappante et vivante du potentiel agricole de la RDPY. Seules 231 000 ha sont des terres potentiellement cultivables, ce qui représente moins de 0,7 % de la superficie totale du pays. En raison de la pénurie d'eau, seuls environ 60 000 ha sont cultivés chaque année, soit moins de 0,3 % de la superficie du pays, ce qui ne laisse à la RDPY que 3 ha de terres cultivées pour 100 habitants, alors que le Bangladesh, par exemple, en compte 9 ha pour 100 habitants et la Syrie 73. Seul un tiers de ces terres bénéficie d'une irrigation permanente ; le reste dépend de l'irrigation par crue, qui varie d'une année à l'autre et permet d'irriguer entre 40 000 et 80 000 ha lors d'une année particulièrement favorable.

Outre cette infime superficie disponible pour la culture, le pays dispose d'une vaste zone (26,8 % du territoire) de pâturages très clairsemés, dispersés au milieu de vastes étendues de terres arides. Ces pâturages font vivre environ 25 000 familles bédouines qui élèvent quelque 70 000 chameaux et 800 000 moutons et chèvres.

Depuis l'indépendance, les conditions climatiques ont été particulièrement difficiles, avec une succession de sécheresses et d'inondations, et aucune année pouvant être qualifiée de « normale ». Des périodes de sécheresse ont sévi au début des années 1970, puis à nouveau après 1977, tandis qu'en 1975 et 1981, de graves inondations ont eu lieu ; les pires inondations jamais enregistrées se sont toutefois produites en 1982 ; l'année 1983 a également été marquée par des inondations. Planifier le développement agricole dans de telles conditions présente des difficultés particulières qui s'ajoutent à celles, bien connues, liées à la dispersion de la population, à la pénurie d'eau et à des infrastructures limitées.

Une superficie agricole aussi réduite par famille rurale (environ 0,4 ha pour une famille rurale de 7 personnes, selon la moyenne nationale, dont seulement un tiers en moyenne est irrigué en permanence) explique la longue tradition d'émigration : il est évident que ces terres ne peuvent subvenir aux besoins de l'ensemble de la population. Il suffit d'une année de sécheresse ou d'inondations pour que de nombreux paysans se retrouvent sans ressources, sans aucune récolte. Environ 40 % de la population active, soit 200 000 personnes en 1982,

travaillait dans l'agriculture, s'efforçant de subvenir aux besoins d'une population rurale sédentaire d'environ un million de personnes. Mais en raison de la forte émigration des jeunes hommes, la main-d'œuvre est de plus en plus composée d'hommes âgés et de femmes de tous âges, et des pénuries de main-d'œuvre sont apparues dans les zones rurales comme ailleurs, bien que le principal problème ait été l'inflation salariale provoquée par la concurrence avec les salaires offerts dans le reste de la péninsule.

Comme nous l'avons vu, on ne pouvait pas s'attendre à ce que l'agriculture traditionnelle subvienne aux besoins de la population, et historiquement, elle n'en avait jamais été capable. Avec l'amélioration des conditions de vie et la baisse du taux de mortalité, la croissance démographique rend encore plus improbable que les terres puissent supporter ce fardeau. La pénurie d'eau empêche une expansion importante des surfaces cultivées. S'il est établi que les ressources en eaux souterraines permettront une légère expansion dans le Wadi Hadramaut, dans d'autres régions, notamment à Tuban et à Abyan, l'augmentation du pompage des eaux souterraines dans les années à venir sera destinée à l'approvisionnement domestique et industriel de la capitale, et l'agriculture n'en tirera pas de bénéfices substantiels. Les prévisions les plus pessimistes suggèrent que l'agriculture pourrait même reculer dans ces régions afin d'améliorer l'approvisionnement de la capitale à mesure que les ressources s'épuisent.

La population rurale, qui représentait 66 % de la population en 1973, est tombée à 57 % en 1980, en grande partie en raison de l'émigration. La pauvreté rurale a clairement joué un rôle de facteur d'exode : en 1973, le salaire annuel moyen dans l'agriculture était de 66,8 YD, contre une moyenne de 200 YD dans tous les autres secteurs. Le salaire agricole n'a augmenté que de 3,3 % jusqu'en 1976, ce qui est nettement inférieur à celui des autres secteurs. Le secteur le plus favorisé, celui de la construction, partait d'un niveau de base bien plus élevé et a connu une hausse de plus de 20 % au cours de la même période. Bien qu'approximatifs, ces chiffres illustrent bien les facteurs d'attraction et de répulsion qui poussent à quitter l'emploi agricole pour rejoindre les villes, où la vie est plus facile, avec des équipements tels que l'eau courante et l'électricité, et où l'on trouve du travail pour des salaires bien plus élevés qu'en milieu rural, tandis que dans les États exportateurs de pétrole, les salaires sont incomparablement plus élevés pour l'ouvrier ordinaire. Cet écart considérable entre les zones rurales et Aden s'explique par le niveau de développement totalement différent qui prévalait pendant la période coloniale, comme je l'ai évoqué plus haut.

L'agriculture avant l'indépendance

Pendant la période coloniale^[222], l'agriculture et la pêche constituaient la principale source de revenus, complétée par les envois de fonds des émigrés. La superficie cultivée était alors plus réduite qu'aujourd'hui et l'irrigation permanente reposait sur des pompes manuelles ; les premières pompes diesel n'ont été introduites, de manière très sélective, qu'à la fin des années 1950.

Une partie des terres appartenait à de « grands » propriétaires fonciers, principalement les sultans et les émirats des différents micro-États ainsi que certaines autres familles riches, ce système étant aujourd'hui qualifié de « féodal » par le régime. On peut sérieusement se demander si le régime foncier et les rapports de production peuvent être décrits avec précision de cette manière. Le terme de « grands propriétaires fonciers » peut également prêter à confusion : comme nous l'avons vu, la superficie agricole totale du pays est infime, de sorte qu'aucun propriétaire foncier ne pouvait être aussi « grand ». Cependant, sur ces terres, la majeure partie du travail agricole était effectuée dans le cadre de *contrats de métayage et d'autres formes de location*, les *paysans ne recevant qu'une petite part des récoltes* qu'ils produisaient, parfois moins d'un tiers, tandis que le reste revenait au propriétaire foncier qui utilisait ces revenus pour maintenir sa base de pouvoir et prélevait tout excédent sur ses paysans, aussi maigre fût-il. En visitant le pays aujourd'hui, il est important de prendre en compte les origines de la richesse qui s'y manifeste. Dans le Wadi Hadramaut, les nombreux palais imposants ont été financés par l'émigration, et cela vaut même pour les grandes demeures ; ce serait une erreur de supposer que les sultans kathiris ont prélevé cette richesse pour leur consommation locale, car les ressources n'étaient pas suffisantes pour cela et, de toute façon, les sultans étaient plus pauvres que certaines familles d'émigrants. Dans d'autres régions du pays, en revanche, on peut supposer que les établissements plus modestes, tels que ceux d'Awlaqi ou d'Audhali, étaient financés à la fois par le prélèvement d'un surplus issu de l'exploitation de la paysannerie et par la taxation des marchandises et des personnes transitant par ces territoires. Il est évident que ces cheikhs et ces émirs vivaient à un niveau de vie supérieur à celui de leurs paysans, mais il est tout aussi évident que leur richesse était relative dans un contexte de pauvreté, plutôt qu'absolue.

Outre les métayers et les propriétaires terriens, il existait de nombreux petits paysans qui cultivaient leurs propres terres, des parcelles en terrasses dans les hautes terres et des champs dans les grands oueds. Dans tous les cas, la terre était cultivée à l'aide d'outils primitifs et, au mieux, grâce à la traction animale. Les ouvrages d'irrigation étaient construits à l'aide de charrues en bois et d'autres outils manuels, tandis que des animaux de trait étaient également utilisés pour

puiser l'eau de puits peu profonds jusqu'à l'introduction de quelques pompes diesel dans certaines régions dans les années 1950. Tout comme il existait différents types de régime foncier, l'eau était gérée de différentes manières. Les eaux de crue étaient distribuées le long de canaux sous le contrôle de surveillants rémunérés ou bénévoles. L'eau de puits, en revanche, appartenait au propriétaire du terrain sur lequel elle avait été forée ; celui-ci pouvait en vendre une partie à des fins d'irrigation à ceux qui cultivaient les champs voisins, bien que l'eau potable fût gratuite. L'eau constituait un problème majeur pour la plupart des paysans. Dans les zones irriguées par crue, les propriétaires fonciers les plus aisés possédaient généralement les terres les plus proches de l'oued, qui étaient également les mieux irriguées et bénéficiaient en outre du limon fertile déposé par la crue, tandis que les paysans les plus pauvres disposaient de terres plus éloignées, dépourvues de dépôts de limon et que les eaux de crue n'atteignaient que lors des années de bonnes pluies. L'irrigation par puits était souvent hors de portée des paysans pauvres. Dès les débuts de l'occupation britannique d'Aden, les zones fertiles voisines d'Abyan et de Tuban furent consacrées à la culture de légumes frais et de fourrage pour subvenir aux besoins d'Aden. Au XIX^e siècle, le fourrage constituait un élément essentiel, car l'ensemble des approvisionnements et des travaux de traction dans la ville étaient assurés par des chameaux. Même l'eau provenait de ces régions et était acheminée vers la ville à dos de chameau.

Plus tard au XX^e siècle, lorsque des paquebots faisaient escale à Aden, l'approvisionnement en denrées fraîches devint presque aussi important, et de nombreux légumes furent cultivés pour les approvisionner ainsi que pour nourrir les résidents britanniques. En conséquence, des variétés européennes telles que les choux-fleurs et les choux furent cultivées dans la région et s'introduisirent progressivement dans l'alimentation yéménite.

Dans les années 1950, la puissance coloniale a commencé à s'intéresser au développement des campagnes et a mis en place deux projets phares, tous deux stratégiquement situés suffisamment près d'Aden pour en faire des destinations pratiques pour les visites de personnalités, ainsi que des lieux de pique-nique agréables pour les escapades du week-end : il s'agissait des projets cotonniers d'Abyan et de Lahej, dont la substance a été facilement éclipsée par leur impact en matière de relations publiques.

L'indépendance et la réforme agraire

C'est dans ce contexte que l'indépendance fut acquise, apportant avec elle une nouvelle politique agricole et rurale :

« Nous déploierons de grands efforts sur la base du programme de l'Organisation politique, du Front national et de la nouvelle loi sur la

réforme agraire pour mettre fin à l'exploitation et au morcellement des terres, et pour créer des coopératives et des fermes d'État, en encourageant le travail collectif, l'égalité des femmes en droits et en devoirs, en renforçant les forces productives et les moyens de production, en améliorant la qualité des terres cultivables, en étendant leur superficie, et en employant tous les moyens possibles pour atteindre l'autosuffisance en matière de cultures, tout en reliant plus étroitement l'agriculture aux plans d'industrialisation. »^[223]

Comme nous l'avons vu, la première loi sur la réforme agraire fut promulguée en 1968 et constitua l'un des principaux points de désaccord entre la gauche du FNL et Qahtan. Rédigée par l'aile droite, elle limitait la propriété foncière individuelle à 25 feddans pour les terres irriguées et à 50 feddans pour les terres non irriguées, prévoyait la redistribution des terres aux cadres méritants du FNL et proposait l'exploitation privée des petites exploitations. Annoncée après le quatrième congrès en 1968, cette loi n'a jamais été mise en œuvre en raison de l'opposition de la gauche.

Après la « Mesure corrective » du 22 juin 1969, une loi de réforme agraire plus radicale a été promulguée en 1970. Elle prévoyait tout d'abord la confiscation sans indemnisation de toutes les terres et propriétés des anciens dirigeants, de leurs ministres et autres clients, ainsi que des terres qu'ils avaient offertes en don. Le plafond de propriété foncière fut également abaissé : « Aucune personne ni aucun ménage ne peut posséder plus de 20 feddans [8,5 ha] de terres irriguées ou 40 feddans [17 ha] de terres non irriguées. Aucune famille ne peut posséder plus de 40 feddans de terres irriguées ou 80 feddans de terres non irriguées... »^[224] Les terres dépassant ces limites devaient être saisies et redistribuées par l'État, qui en assurait le paiement sur 25 ans par versements échelonnés sous forme d'obligations d'État nominatives.

C'est sur le plan de l'exploitation que l'innovation est allée le plus loin, l'agriculture privée étant découragée au profit d'une certaine forme de collectivisation :

« ... des coopératives agricoles seront créées sur les terres confisquées et appropriées ; elles seront dénommées "exploitations coopératives", et l'adhésion à celles-ci sera obligatoire pour toutes les personnes bénéficiant des terres de l'État et de la réforme agraire. L'adhésion pourra également s'étendre à des personnes autres que celles bénéficiant des terres de l'État et de la réforme agraire parmi les petits propriétaires. L'État s'efforcera de créer des fermes collectives et des fermes modèles afin d'encourager les autres paysans et les coopératives à entreprendre un travail collectif. »^[225]

Les terres redistribuées ne devaient pas être vendues, et la loi a également mis fin aux hypothèques abusives.

Si la terre est essentielle à l'agriculture, l'eau est le facteur déterminant en République démocratique populaire du Yémen, où l'agriculture pourrait se développer considérablement si l'on disposait de plus d'eau. Les dispositions de la loi relatives à l'eau ont conduit à sa nationalisation effective : « Les sources d'eau, les principales ressources en eau et les installations d'irrigation sont considérées comme la propriété de l'État. »^[226] Le contrôle exercé par l'État sur les ressources en eau s'est avéré, à long terme, l'un des aspects les plus positifs de la loi. L'État, par l'intermédiaire du Département de l'irrigation du ministère de l'Agriculture et de la Réforme agraire, contrôle et dirige le forage des puits. Les ressources limitées du pays sont ainsi utilisées de manière planifiée, afin d'éviter le forage sauvage généralisé que l'on observe par exemple dans la région de Y AR, où tout migrant de retour disposant de quelques milliers de riyals loue une foreuse et fore un puits sans se soucier des réserves, tout comme le fait son voisin à quelques mètres de là, ce qui entraîne un abaissement rapide de la nappe phréatique et, par conséquent, une détérioration de l'agriculture.

La loi elle-même était radicale, supprimant toutes les grandes propriétés foncières tout en encourageant l'exploitation collective des terres par les anciens métayers, les fermiers et les petits paysans. Sa mise en œuvre fut tout aussi révolutionnaire. Le FLN a rencontré de nombreux problèmes lors de la planification de la mise en œuvre de la loi sur la réforme agraire. Ceux-ci découlaient de deux causes principales : d'une part, l'absence de données statistiques ou d'enquêtes socio-économiques sur la vie et les conditions de vie rurales, ce qui signifiait, par exemple, que le seuil fixé par la loi pour la taille maximale des propriétés foncières avait été déterminé de manière arbitraire, et non sur la base d'une connaissance de la disponibilité des terres. D'autre part, il n'y avait pas d'administrateurs compétents dans les zones rurales pour mettre en œuvre la loi et procéder à la redistribution des terres. En raison de ce manque de cadres, afin de souligner l'importance politique de cette initiative et de libérer les paysans de leur attitude de soumission tant envers les propriétaires fonciers qu'envers l'autorité du gouvernement central, le NLF décida de soutenir des soulèvements, connus sous le nom d'*intifadhat*, pour mettre en œuvre la réforme agraire et en particulier l'expropriation des propriétaires fonciers. Le tout premier eut lieu le 23 octobre 1970 dans le gouvernorat d'Abyan, à al-Husn. Un militant ayant participé à cet événement l'a décrit comme suit deux ans plus tard :

« J'avais rejoint le Front avant l'indépendance... Nous avons travaillé avec ceux qui s'étaient imposés comme leaders paysans et nous avons formé des comités pour recenser la propriété foncière et distinguer les

véritables féodaux des petits exploitants. Nous avons tenu de longues réunions sur la manière de résoudre le problème foncier pendant un an et demi. Les propriétaires fonciers se sont plaints au gouvernement de notre présence, nous qualifiant d'éléments subversifs. Ils ignoraient que le Front était impliqué. Le gouvernement a donc désigné quelqu'un pour rencontrer les deux parties, à titre de couverture. Sa mission principale consistait à organiser une rencontre entre les deux camps : réunir les propriétaires fonciers et les paysans dans une même pièce et voir à quel point les paysans osaient s'exprimer. Les paysans n'ont pas hésité à revendiquer les terres de ces propriétaires fonciers, même celles des personnes présentes dans la salle. Les propriétaires fonciers ont déclaré qu'ils étaient tous favorables à la réforme agraire, mais dans le respect de la loi. Les paysans ont rétorqué que la terre leur appartenait : c'étaient eux qui la cultivaient. Ils ont dit qu'ils allaient simplement s'en emparer. La réunion s'est transformée en une grande manifestation. Les paysans sont sortis et ont encerclé les maisons des propriétaires fonciers. Il y a eu quelques affrontements, mais pas de véritable effusion de sang. Les propriétaires fonciers ont tenté d'attiser et de raviver de vieilles querelles tribales, mais il était trop tard pour cela. Ils ne comprenaient toujours pas l'implication du Front national dans le soulèvement, qui le soutenait et l'encourageait. »^[227]

Cette *intifada* couronnée de succès a encouragé le FNL à poursuivre sa mise en œuvre, car elle s'appuyait sur les paysans qui devaient bénéficier de la loi, et a contribué à démontrer la valeur de l'initiative populaire, donnant aux paysans, puis aux pêcheurs et à d'autres, un sentiment de pouvoir et de confiance en leur capacité à contrôler leur propre vie. En 1971 et 1972, de nombreuses *intifadas* ont eu lieu dans tout le pays, principalement dans le secteur agricole, où elles se sont progressivement propagées d'une région à l'autre avec l'encouragement et le soutien du FLN, sous la supervision et le contrôle de ses militants qui veillaient également à empêcher toute violence excessive. En 1972, Salmine a expliqué ainsi la valeur de ces soulèvements :

« La terre ne se donne pas, elle se prend. Le Front national encourage les révoltes paysannes et autres soulèvements populaires car seule la violence révolutionnaire est capable d'opérer une séparation définitive entre les grands propriétaires terriens et les travailleurs, de creuser un gouffre infranchissable entre les exploiters et les exploités. De plus, cette méthode a eu des conséquences majeures : les paysans, les pêcheurs et les travailleurs ont formé des milices pour défendre, par la lutte armée si nécessaire, à la fois leurs acquis sociaux et le pouvoir populaire qui les a rendus possibles. »^[228]

À la suite du succès de l'*intifada* à al-Husn et d'autres soulèvements dans le troisième gouvernorat, ou gouvernorat d'Abyan, des soulèvements eurent lieu en 1971 à Bayhan, puis en 1971 et 1972 dans l'Hadramaut. Ces soulèvements furent particulièrement importants dans les régions où la soumission à l'autorité traditionnelle avait été forte, comme ce fut le cas dans l'Hadramaut, et là-bas, ils avaient été préparés depuis longtemps :

« La réforme agraire n'a pas été mise en œuvre à Hadramaut. Les bénéficiaires eux-mêmes n'en veulent pas, « car ils sont paralysés par une terreur absolue face aux féodaux et par une fausse conception de la religion »... Ce jour-là, Batam était heureux. Il venait de recevoir 500 armes à feu du président, Salem Robaya, instigateur de la « violence révolutionnaire » dans les campagnes. Elles devaient être remises aux milices paysannes en cours de formation. Il ne restait plus qu'à organiser le soulèvement. C'est ainsi qu'eut lieu la réunion « clandestine » des ouvriers agricoles de Fuwa, à laquelle nous avons été invités. « Notre tâche », nous disent les ouvriers, « est d'imposer la loi sur la réforme agraire aux grands féodaux »... »^[229]

Les soulèvements étaient considérés non seulement comme un moyen de redistribuer les terres conformément à la réforme, mais aussi comme un moyen de sensibilisation pour des couches de la population qui n'avaient pas encore été politisées, afin de les impliquer dans le processus révolutionnaire. La réforme agraire se heurtait à des difficultés non seulement en raison de l'opposition de la bureaucratie et des quelques propriétaires fonciers restants, mais aussi à cause de la méfiance des paysans. Comme en 1972, la loi n'avait toujours pas été mise en œuvre dans l'Hadramaut, l'une des principales régions agricoles du pays, le cinquième congrès du NLF adopta des résolutions spécifiques pour faire face aux problèmes qui persistaient dans les zones rurales.

Le Congrès « a souligné la nécessité de mettre en œuvre l'ordonnance sur la réforme agraire dans les zones où elle ne l'était pas encore, en particulier dans le cinquième gouvernorat, et a habilité le Comité central et le Bureau politique à assurer le suivi et à accélérer la mise en œuvre de l'ordonnance par le biais d'initiatives de masse et de soulèvements paysans, organisés et dirigés par l'Organisation politique du Front national »^[230]

Ce même Congrès a constaté l'absence d'une organisation de masse pour les paysans et a appelé à sa création rapide. Cela ne se concrétisa qu'en 1976, ce qui illustre une fois de plus les difficultés des réformes sociales ou politiques dans les régions rurales. L'Union des paysans proposée était considérée comme « permettant aux paysans coopératifs de jouer leur rôle majeur dans les zones rurales au sein des masses les plus larges de paysans et de travailleurs, afin de

promouvoir la conscience politique dans leurs rangs et de les inciter à accroître la production pour assurer le succès du plan triennal de développement »^[231]

Dans le cadre de la réorganisation de la production agricole, ce congrès a clairement mis l'accent sur le développement de nouvelles formes d'organisation et en a souligné les avantages :

« Le congrès approuve le développement des fermes d'État et des coopératives, ainsi que l'instauration de la démocratie au sein de celles-ci, de manière à permettre aux ouvriers, aux agriculteurs et aux paysans, en tirant parti de la terre, de participer au contrôle du fonctionnement de leur travail et de leur développement, dans l'intérêt du développement de l'économie dans les zones rurales. »^[232]

Il ressort clairement de ce qui précède que la réforme agraire s'est heurtée à deux obstacles principaux : d'une part, la résistance des quelques membres restants des classes propriétaires terriennes et de la sada traditionnelle, ce à quoi on pouvait s'attendre. D'autre part, et c'est peut-être plus surprenant, la passivité traditionnelle de la paysannerie était difficile à éradiquer, ce qui a obligé le NLF à soutenir et à encourager les saisies de terres.

De nombreuses explications sont possibles quant à l'attitude initiale « attentiste » des paysans face à la réforme. Bien que la plupart des propriétaires fonciers fussent en exil ou décédés, quelques-uns subsistaient, et les paysans pouvaient se sentir dans l'incertitude quant aux dettes de longue date contractées envers eux. De même, les semences et autres intrants avaient auparavant été fournis par les propriétaires fonciers : ne pas savoir d'où ils proviendraient à l'avenir a pu les inciter à la prudence.

La loi a effectivement redistribué les terres et, bien qu'elle ait reconnu la propriété des paysans, aucun titre de propriété n'a été délivré dans un premier temps, car on espérait que les coopératives deviendraient l'unité fondamentale de propriété foncière. Les terres continuaient d'être cultivées en usufruit et, de même, l'eau était partagée et utilisée par tous les paysans selon un principe de répartition équitable pour les terres irriguées en permanence. Ni la terre ni l'eau ne pouvaient être utilisées pour exploiter la paysannerie par le biais de la vente ou du métayage.

Jusqu'à la fin des années 1970, le gouvernement a concentré son attention sur les coopératives et les fermes d'État, ignorant largement le secteur privé qui, cependant, a perduré et a continué à se développer principalement dans les régions reculées, en particulier sur les terrasses montagneuses le long de la frontière avec la République arabe du Yémen, dans les gouvernorats de Lahej et d'Abyan, où le qat constituait la culture la plus rentable. Cette agriculture, bien

qu'elle ait contribué de manière substantielle à la production totale du pays, restait largement ignorée par les autorités et ne figurait pas dans les statistiques, tandis que les coopératives et les fermes d'État faisaient l'objet d'une surveillance et d'un contrôle constants et recevaient la part du lion des investissements.

Les coopératives

Il existait déjà, avant l'indépendance, quelques coopératives parrainées par des dirigeants locaux, souvent avec l'aide des Britanniques, afin d'encourager le développement des cultures de rente. Par exemple, à Ghayl Bawazir, sur la plaine côtière de l'Hadramaut – principale région de culture du tabac du pays, située à environ 40 km à l'est de Mukalla –, une coopérative avait été créée avant l'indépendance. Lorsque je m'y suis rendu en 1980, on m'a expliqué qu'avant l'indépendance, elle avait été créée par les grands propriétaires terriens, dont dix détenaient 60 % des terres agricoles, mais qu'elle avait intégré les petits paysans, dont 400 possédaient les 40 % restants. Les propriétaires terriens achetaient des machines et facturaient aux petits paysans des tarifs pouvant atteindre la valeur totale de leur récolte pour leur utilisation ; ainsi, les grands propriétaires terriens tiraient profit de la coopérative au détriment des petits exploitants. En 1966, les paysans se sont révoltés pour la première fois contre ce système et ont refusé de livrer du tabac aux propriétaires terriens.

Après l'indépendance, ils ont formé une nouvelle coopérative regroupant 600 petits paysans, constituant ainsi la première véritable coopérative de cette région. En 1980, cette coopérative comptait plus de 800 membres et cultivait des cultures de subsistance de base, notamment des céréales et des légumes, ainsi que le tabac très prisé de la région, vendu dans tout le Yémen et même au-delà.

À l'origine, le Front de libération nationale (NLF) considérait les coopératives comme un moyen d'améliorer la production agricole et de transformer les rapports de force traditionnels dans les zones rurales. En 1974, l'objectif des coopératives était officiellement décrit comme suit :

« Le premier principe était que les coopératives devaient reposer sur la propriété commune des moyens de production, la recherche d'une productivité agricole accrue, la fourniture de biens et de services au coût le plus bas, de meilleures relations humaines et l'inculcation d'un esprit d'initiative chez les membres de la coopérative. La création de coopératives était nécessaire... pour permettre à l'État d'accorder des prêts sans intérêts et une aide, et ainsi de produire des récoltes répondant aux exigences du plan de développement agricole. »^[233]

Deux grands types de coopératives se sont développés dans les années 1970 : les coopératives de services, qui sont les plus nombreuses, et les coopératives de

production. Dans les premières, les paysans cultivent leurs terres individuellement ou en famille, et un groupe de familles, appelé « groupe de travail », partage l'eau provenant d'un puits commun. La taille d'un tel groupe peut varier en fonction du débit du puits et de la superficie de terres cultivables qu'il peut irriguer. Dans ces coopératives, les membres commercialisent individuellement leurs produits par l'intermédiaire de la coopérative et des comptes distincts sont tenus pour les contributions de chaque membre.

Les coopératives de production « reposent sur la mise en commun des terres, sur la propriété commune des moyens de production et sur le travail coopératif. Dans ce cas, de petites parcelles de terre et des animaux sont réservés à l'exploitation individuelle. »^[234] Les paysans rejoignent des groupes de travail et cultivent la terre collectivement, vendant leurs produits à la coopérative et se répartissant les recettes. Les coopératives à partage de production sont considérées comme une forme plus avancée de coopération, car elles se rapprochent davantage de la production socialisée et suppriment les différences entre les propriétés foncières. Dans les années 1970, l'objectif déclaré était de transformer toutes les coopératives en coopératives de production d'ici le milieu des années 1980, mais ce projet a été suspendu en raison des problèmes rencontrés. Il en existe aujourd'hui moins d'une demi-douzaine.

Dans ces deux types de coopératives, les paysans, qu'ils soient chefs de famille individuels ou membres de groupes de production, entretiennent les mêmes relations avec l'administration de la coopérative. Lors de sa mise en place au début des années 1970, l'organisation des coopératives agricoles confiait au personnel coopératif les responsabilités suivantes envers ses membres :— La sécurité sociale est une responsabilité importante de la coopérative, qui prélève 3 % de la production pour alimenter son fonds social destiné à venir en aide aux membres malades ou en situation de besoin. Au cours des premières années, cet argent n'était pas comptabilisé séparément et il était difficile de déterminer la part utilisée à ces fins.

- La commercialisation des produits agricoles, soit auprès de la Home Trade Company pour les céréales, soit auprès de la Société publique de commercialisation des fruits et légumes (PCMFV) pour les denrées périssables. Les coopératives ont souvent manqué à cette dernière obligation, prétextant qu'elles ne disposaient pas des moyens de transport nécessaires à la collecte et à la vente de fruits et légumes frais.
- Entretien et distribution de pompes à eau pour les puits peu profonds et les forages ; ce travail est effectué soit dans l'atelier de la coopérative, soit dans une station de location de matériel agricole (MRS) à proximité, s'il y en a une. (La diversité des pompes utilisées et leur ancienneté font que les

pièces de rechange sont souvent indisponibles, et le manque de devises étrangères retarde leur remplacement.)

- Distribution de semences, d'engrais et d'autres intrants ; la coopérative doit acheter ses semences auprès de l'organisme national de distribution des semences du ministère de l'Agriculture et de la Réforme agraire (MAAR) ou dans le cadre du projet de multiplication des semences. Les engrais et autres intrants sont censés être fournis soit par les antennes du ministère, soit par le biais du programme de vulgarisation agricole, qui se développe lentement dans les années 1980.
- Machines agricoles. Quelques coopératives possèdent depuis plusieurs années de petits tracteurs que leurs membres peuvent utiliser. Dans les années 1970, des stations de location de machines ont été créées pour fournir des services de location de matériel aux membres des coopératives ; situées dans les principaux centres agricoles, elles louent aux paysans, par l'intermédiaire des coopératives, des machines destinées à la préparation des terres. Elles ont toutefois rencontré de nombreux problèmes et leur rôle a été redéfini à la fin des années 1970, lorsque la réglementation a facilité l'achat par les paysans de petits tracteurs à roues à titre privé. Cela a amélioré la mécanisation de la préparation des terres, car les stations de location de machines n'étaient pas en mesure de répondre à la demande en machines et étaient accusées d'entraver gravement la production.

Grâce à l'élan initial donné par la réforme agraire, le nombre de coopératives agricoles a augmenté comme suit :

Development of Agricultural Cooperatives

<i>Year</i>	<i>Number of coops</i>	<i>Number of members</i>
1970	13	19,000
1973	41	29,000
1976	44	36,000
1980	54	40,000
1983	61	44,000

(Source: MAAR)

Cette augmentation du nombre de coopératives témoigne de l'importance qu'elles ont acquise dans l'agriculture yéménite. En 1980, elles représentaient plus de 30 % de la valeur de la production agricole et plus de la moitié de la population active dans le secteur agricole travaillait au sein du système coopératif. Cela constitue

sans aucun doute un succès dans la transformation de l'agriculture, mais cette évolution ne s'est pas faite sans difficultés.

Afin de garantir que les coopératives fournissent les services dont elles avaient la charge, des règles ont été fixées au niveau central et, dès les premiers jours, chaque coopérative disposait d'un personnel salarié comprenant un directeur et des employés chargés de la comptabilité, de la planification, de l'approvisionnement, de la commercialisation, etc. Leurs salaires s'alignaient sur ceux de la fonction publique et étaient supérieurs aux revenus de la plupart des paysans, et notamment de leurs propres membres, ce qui a créé un fossé entre le personnel des coopératives et les membres. Le personnel se sentait moins directement concerné par le bien-être des membres qu'il ne l'aurait été si ses revenus avaient dépendu de son efficacité ; quant aux paysans membres, ils n'avaient aucun contrôle sur ces salaires qui, après tout, étaient payés grâce à leur travail dans les champs.

Les montants prélevés par la coopérative sur la production des paysans dans les années 1970 étaient considérables. La coopérative jouait le rôle de percepteur, encaissant la taxe sur la production de 10 % fixée par l'État ; elle prélevait également 5 % de la production pour couvrir ses propres frais de fonctionnement, une cotisation de 3 % au fonds de sécurité sociale et, dans certaines régions, 3 à 5 % supplémentaires pour les réparations et l'entretien des puits.

À ces prélèvements effectués sur les paysans, la coopérative en ajoutait d'autres. Elle prélevait 10 % du prix de vente sur les 10 % de la récolte qu'elle avait prélevés pour le compte du Trésor (ce qui signifie qu'elle conservait 1 % de la valeur brute de la récolte et en reversait 9 % au Trésor). De plus, elle commercialisait à son propre profit les sommes qu'elle prélevait auprès des producteurs au titre des services (à savoir les 5 % de frais de coopérative, les cotisations de sécurité sociale et les contributions à l'entretien des puits). Par-dessus tout cela, elle prélevait une commission de 5 % sur les produits commercialisés pour le compte des membres (c'est-à-dire sur les 80 % de la récolte qui restaient aux paysans).

Au total, du point de vue du paysan, les employés du bureau de la coopérative s'en sortaient bien mieux que lui^[7], et ce pour bien moins d'efforts. Ils semblaient également manquer à leurs obligations : les semences, les engrais et les insecticides n'étaient pas disponibles à temps et dans les quantités requises, les machines agricoles faisaient défaut au moment où on en avait besoin et les puits n'étaient pas réparés ni entretenus de manière satisfaisante ; la commercialisation des denrées périssables était insuffisante. Le fait que le bureau de la coopérative commercialisait tous les produits (ou était censé le faire) et ne rendait compte à ses membres qu'une fois par an suscitait confusion et méfiance. Une fois par an, le paysan recevait une multitude de feuilles de papier, regorgeant de chiffres, ainsi

qu'une maigre somme d'argent, bien peu en contrepartie des produits qu'il avait remis à la coopérative pour leur commercialisation. Les retenues comprenaient toutes celles évoquées ci-dessus, ainsi que d'éventuelles factures de carburant ou de prêts, etc. Cela a rapidement conduit les paysans à considérer les coopératives comme une source d'exactions à leur égard plutôt que comme leur représentant et leur serviteur.

Au fil des ans, les paysans ont vu leur mécontentement grandir, car les structures des coopératives se sont révélées inefficaces et l'écart entre leur niveau de vie et celui des employés de bureau et des émigrants s'est creusé à leur détriment ; comme nous l'avons vu, au milieu des années 1970, les revenus ruraux représentaient environ un tiers de ceux des secteurs urbains.

Le fait que l'administration coopérative fût tenue d'agir en tant que percepteur d'impôts pour le compte du gouvernement a encore aggravé ses relations avec ses membres. Le rôle de l'administration coopérative en tant que percepteur d'impôts a probablement constitué l'un des aspects les plus insatisfaisants du système : il incitait les membres à dissimuler leur production réelle et à vendre leurs produits par des circuits parallèles afin d'échapper à l'impôt. Cela a entraîné une baisse statistique de la production, qui ne reflète probablement pas entièrement la réalité. Par exemple, les rendements de blé, qui s'élevaient à 1,80 tonne/feddans en 1975, sont tombés à 0,63 tonne/feddans en 1980, mais cette évolution traduit probablement davantage une commercialisation non officielle par les paysans qu'un déclin aussi catastrophique de la production.

En revanche, le rendement global des légumes dans le secteur coopératif est passé de 2,28 tonnes par feddans en 1975 à 3,77 en 1980 ; cela s'explique peut-être en partie par le fait que leur commercialisation était meilleure et que les prix étaient relativement plus élevés, bien qu'ils restassent très bas.

La productivité a constitué un véritable problème et la croissance réelle de la production agricole dans les années 1970 a été extrêmement faible malgré des investissements très considérables dans ce secteur : 23 % des investissements de développement dans le Plan triennal et 22 % dans le Plan quinquennal fédéral. Bien que seuls 11,8 % aient été initialement prévus pour l'actuel Plan quinquennal fédéral, 14 % ont été dépensés au cours des deux premières années du Plan. Entre 1973 et 1979, la production agricole n'a augmenté que de 1,8 % et la part de l'agriculture dans le PIB est passée de 14,6 % en 1973 à seulement 8 % en 1980. Sans multiplier les exemples, il est clair que l'agriculture n'a pas réussi à se développer comme l'espérait le régime, malgré des investissements massifs.

Les problèmes de l'agriculture et les nouvelles politiques pour les années 1980

Ces problèmes étaient particulièrement visibles dans les coopératives, car les fermes d'État connaissaient des difficultés différentes qui touchaient moins de personnes, et le secteur privé ne suscitait guère d'inquiétude dans les années 1970. Les principaux symptômes de ces problèmes étaient de faibles rendements et une production en baisse. Ceux-ci étaient attribués à quatre causes principales.

a) La structure organisationnelle des coopératives : les principaux problèmes résidaient dans i) le rôle de la coopérative en tant que percepteur d'impôts ; ii) l'inefficacité de la coopérative dans la fourniture des services dont elle était chargée ; et iii) le fait que le personnel de la coopérative percevait des salaires indépendamment de la qualité de son travail. Au début des années 1980, une réforme de l'organisation et de l'administration des coopératives était en cours, visant à donner plus de pouvoir aux membres des coopératives. Les petits groupes de production cèdent la place à des groupes plus importants à mesure que les forages remplacent les puits peu profonds. Le forage de puits nécessite un réaménagement des champs et des canaux, ainsi que la redéfinition des parcelles au sein d'un groupe de paysans beaucoup plus large. De cette manière, le groupe de production de base s'agrandit considérablement : davantage de familles partagent l'eau d'un même puits pour irriguer des superficies bien plus étendues ; elles peuvent alors former un groupe afin d'obtenir un crédit agricole auprès de la banque pour l'achat de petits tracteurs et d'acquérir, selon leurs besoins, des intrants et des services auprès de la coopérative principale, mais avec une plus grande autonomie pour le groupe et, par conséquent, moins de risques de blocages bureaucratiques. Un autre changement réside dans la décision de délivrer aux paysans membres de la coopérative des titres de propriété pour leurs terres. Depuis la mise en œuvre de la réforme agraire, les terres avaient été redistribuées à ceux qui les cultivaient, dans des proportions généralement bien inférieures aux limites fixées par la réforme agraire, en raison de la rareté des terres agricoles. Cependant, aucun titre de propriété n'avait été délivré aux paysans, qui estimaient donc que leur jouissance des terres n'était pas garantie. À partir du milieu des années 1970, des titres de propriété ont été délivrés aux paysans pour les terres nouvellement mises en valeur, et en 1981, il a été décidé de les octroyer à tous les paysans. La succession n'est autorisée que tant que les membres de la famille exploitent la propriété. La terre doit être entretenue et si le paysan l'abandonne, le gouvernement a le droit d'en reprendre possession, bien que cela doive se faire par voie judiciaire. Ces nouvelles mesures devraient contribuer à améliorer les performances agricoles en encourageant les paysans à investir dans leurs terres.

b Le système fiscal agricole est basé sur la production : il s'agit d'un prélèvement de 10 % sur la production pour la plupart des cultures, de 15 % pour les cultures de rente comme le coton et le tabac, tandis que le qat est taxé à 20 %. Le fourrage n'est pas taxé. Ce mode de taxation présente un certain nombre d'inconvénients pour les paysans. Une taxe sur la production décourage la productivité ; elle pénalise ceux qui commercialisent leur production par les voies officielles, puisqu'ils sont alors imposés, et encourage le recours au marché noir. Il en résulte une expansion de la culture du fourrage, qui n'est pas taxée et est très rentable. Enfin, comme nous l'avons vu, le rôle des coopératives en tant que percepteurs d'impôts porte atteinte à la relation entre le paysan et le personnel de la coopérative. Au début des années 1980, des efforts considérables ont été déployés pour remédier au problème de la fiscalité, bien qu'aucune solution évidente n'ait été trouvée à la date de rédaction du présent rapport. Un impôt foncier n'était pas considéré comme une solution satisfaisante, car il aurait nécessité une évaluation complexe de la qualité des sols, de la facilité des communications, de l'irrigation, etc. Une deuxième possibilité consistait en un impôt basé sur la superficie et la production, mais cela posait d'autres problèmes. Une troisième possibilité, intéressante, était l'exonération fiscale de l'agriculture ordinaire et l'augmentation de la taxe sur le qat à 30 %. En 1980, la taxe sur le qat, fixée à 20 %, avait représenté 72 % de l'ensemble des recettes fiscales agricoles ; la porter à 30 % et supprimer les autres taxes permettrait de générer les mêmes recettes pour le Trésor. Les problèmes liés à une telle solution sont principalement d'ordre idéologique et tiennent à la politique officielle du régime visant à décourager la culture et la consommation du qat. La taxe sur le qat a en effet été relevée début 1984 et les prix d'achat ont augmenté bien plus que la taxe supplémentaire, prouvant une fois de plus que les consommateurs sont prêts à payer n'importe quel prix pour leur qat. Un autre attrait de cette solution réside dans le fait que toute la culture du qat est entre les mains du secteur privé et que les cultivateurs de qat sont bien plus riches que tous les autres en raison du prix élevé de leur récolte.

Même si les consommateurs peuvent se plaindre de la hausse des prix, il s'agit là d'un inconvénient mineur.

Une quatrième solution, qui pourrait être testée lors de la prochaine phase du projet agricole du Wadi Hadramaut après 1985, consisterait à remplacer la taxe sur la production par une redevance destinée à financer les améliorations des systèmes d'irrigation, calculée en fonction de la superficie ; toutefois, le ministère émet des doutes quant à la viabilité d'une telle solution.

c Les faibles prix à la production fixés par le gouvernement en 1973 pour contenir le coût de la vie ont creusé l'écart entre les revenus ruraux et urbains, la

campagne subventionnant de fait les villes. À l'époque, cela était considéré comme une solution aux problèmes financiers du pays, où les faibles prix des denrées alimentaires produites localement devaient compléter les subventions accordées aux denrées importées. Mais pour les paysans, il n'existait pas de subventions équivalentes sur les biens non agricoles pour compenser ces faibles revenus. Les premières hausses de prix, intervenues en 1977, furent très modestes. Au cours des années suivantes, les prix à la production furent réorganisés afin d'offrir davantage de souplesse pour des hausses de prix en milieu de saison, dans le but d'encourager la récolte de cultures telles que les tomates, qui étaient auparavant laissées à pourrir, et de ramener les prix à des niveaux susceptibles d'inciter les paysans à semer et à récolter. Le prix des tomates hors saison est passé de 70 fils/kg en 1973 à 150 fils/kg en 1982. Bien que les prix à la production aient considérablement augmenté, les prix à la consommation ont augmenté bien moins, l'organisme de commercialisation ayant joué un rôle d'amortisseur en réduisant ses commissions et en améliorant son efficacité. Un problème récurrent tout au long de cette période a été la fixation arbitraire des prix, tant à la production qu'à la consommation. Dans aucun des deux cas, les prix n'ont été déterminés en fonction des coûts, ce qui a entraîné des distorsions sur le marché.

d Commercialisation Les paysans n'ont ni les moyens ni le capital nécessaires pour acheminer leurs récoltes vers les organismes de commercialisation, et les coopératives chargées de collecter les produits ont souvent failli à leur mission, faute d'infrastructures. Les voies de communication à l'intérieur du pays restent insuffisantes dans de nombreuses régions, ce qui rend coûteux le transport des récoltes vers les marchés. Les deux organismes de commercialisation sont la Société publique de commercialisation des fruits et légumes (PCXMFV), fondée en 1973, et la Home Trade Company ; cette dernière est chargée des céréales et du sésame, tandis que la première est responsable de toutes les autres cultures. À leur création, ces institutions étaient censées commercialiser l'ensemble de la production, tant celle planifiée au niveau central et attribuée aux agriculteurs individuels que tout excédent par rapport au plan. Elles étaient également chargées de la commercialisation en gros et au détail par le biais de leurs propres points de vente dans la plupart des régions du pays. La PCMFV fonctionnait autrefois de manière rentable, mais en raison de la hausse des prix payés aux producteurs – qui, suite à l'intervention du gouvernement, n'ont pas été entièrement répercutés sur le consommateur –, elle s'est trouvée, ces dernières années, dans l'incapacité de couvrir ses coûts pour certains produits frais et s'est donc montrée inefficace dans leur collecte. Suite aux pénuries d'approvisionnement de la fin des années 1970, la Société s'est efforcée d'améliorer l'efficacité de son réseau de distribution et, au début des années 1980, s'est employée à construire des entrepôts frigorifiques dans plusieurs lieux

stratégiques, tout en renforçant ses capacités de vente en gros. Les activités de vente au détail de la Société, déficitaires depuis leurs débuts, avaient été lancées en grande partie dans le cadre de la politique menée au début des années 1970 à l'encontre des petits commerçants. Elle a ouvert des magasins de détail dans les principales villes et les grands villages du pays, à l'exception des gouvernorats de Shabwa et de Mahra, où la commercialisation est restée entièrement privée. Cependant, à la fin des années 1970, certains de ces magasins de détail, en particulier les plus petits, avaient causé de grandes difficultés à la Société sans pour autant satisfaire les consommateurs. Dans les années 1980, la PCMFV envisage d'abandonner complètement ses activités de vente au détail pour se concentrer sur ses activités de vente en gros, de la collecte à la vente aux détaillants, en passant par le stockage, les entrepôts frigorifiques et le transport. Les prix continuent d'être fixés par le gouvernement, ce qui limite considérablement le risque de spéculation de la part des petits commerçants.

Les structures de commercialisation ont été profondément transformées depuis 1978, date à laquelle le gouvernement a autorisé les coopératives, tant dans le secteur agricole que dans celui de la pêche, à commercialiser directement 40 % de leur production, et les membres individuels des coopératives à commercialiser à titre privé la production excédant les normes fixées par le Plan. La commercialisation coopérative et privée s'effectue à des prix supérieurs à ceux du secteur public, mais toujours dans les limites fixées par le gouvernement. Cela a permis aux membres des coopératives d'augmenter leurs revenus ; et le lien direct, au niveau de la vente au détail, entre le petit producteur et les consommateurs potentiels, par l'intermédiaire des petits commerçants, a amélioré la distribution, en particulier dans les petites villes et les villages où le réseau national est inexistant.

e Intrants Un autre problème qui, par le passé, a affecté tant l'agriculture coopérative que l'agriculture privée, est celui de l'approvisionnement en intrants agricoles, allant des semences aux engrais et aux insecticides. Au cours des années 1970, les paysans ont eu du mal à se procurer des engrais dans les quantités requises au moment opportun et ont, de surcroît, trouvé leur prix extrêmement élevé. En conséquence, entre 1975 et 1980, la quantité d'engrais utilisée a été particulièrement faible : 15 kg/ha, alors que la Banque mondiale estimait que le niveau souhaitable se situait entre 100 et 250 unités/ha sur les terres irriguées et entre 25 et 75 unités/ha sur les terres irriguées par crues. En 1982, un nouveau système a été mis en place avec la création de la Société publique des services agricoles (PCAS), chargée de la distribution de tous les intrants agricoles et qui met actuellement en place des succursales dans toutes les principales régions agricoles afin d'assurer une distribution plus efficace de ces intrants.

L'utilisation des déchets animaux comme engrais est très faible, le fumier étant principalement utilisé comme combustible. Des propositions avaient été formulées pour un projet de transformation des déchets urbains en compost, mais on n'en a plus guère entendu parler ces dernières années, bien que l'idée semble à la fois faisable et raisonnable.

f Mécanisation Comme nous l'avons vu, des stations de location de machines ont été créées au début des années 1970 afin de fournir, à un coût raisonnable, des tracteurs et des engins à chenilles pour la préparation des terres agricoles. En 1982, on comptait 11 stations à travers le pays, ainsi que quelques sous-stations. Grâce à d'importantes subventions gouvernementales, les tarifs pratiqués par les stations de location de machines étaient inférieurs au prix de revient et la location de leurs tracteurs est devenue une option intéressante pour les coopératives et les agriculteurs privés. En effet, jusqu'à ce que l'achat privé de tracteurs soit facilité à la fin des années 1970, c'était pratiquement le seul moyen d'obtenir une aide mécanique. Comme les stations devaient fonctionner avec des tarifs bas, elles n'ont pas pu atteindre le seuil de rentabilité. Un deuxième problème majeur a été la difficulté à se procurer des pièces de rechange et à trouver des mécaniciens qualifiés pour réparer les machines, un problème aggravé par le fait que celles-ci étaient d'origines, de types et d'âges différents, pour lesquelles les pièces de rechange sont, au mieux, difficiles et coûteuses à obtenir, voire souvent impossibles à trouver. Bon nombre de leurs machines ont été pratiquement hors service en permanence et les MRS n'ont pas pu effectuer les réparations nécessaires en temps voulu ; de nombreux paysans ont ainsi constaté que leurs champs ne pouvaient pas être labourés au moment voulu, ce qui a entraîné des pertes de production. Les MRS ont, dans la mesure du possible, mis à profit leurs outils et leur savoir-faire pour fabriquer des pièces de rechange et d'autres articles métalliques, ainsi que pour réparer des véhicules privés.

Dans les années 1980, les MRS se concentrent principalement sur les engins de terrassement lourds et ajustent également leurs prix pour les rapprocher des coûts, ce qui leur permet de fonctionner de manière autonome et de disposer de fonds pour remplacer et réparer les machines. Les petits tracteurs à roues seront de plus en plus souvent achetés directement par des groupes de travail coopératifs. L'assouplissement des restrictions sur la vente privée de tracteurs a eu un effet rapide et visible dans tout le pays. À la fin des années 1970, on voyait rarement des tracteurs dans les champs, mais en 1981, ils étaient nombreux et visibles dans les régions irriguées qui, auparavant, ne présentaient que peu de signes d'investissement privé. En mars 1982, le nombre total de tracteurs à roues appartenant à des particuliers s'élevait à 693, soit plus de la moitié du total national, tandis que les coopératives et les fermes d'État en possédaient 107 et le MRS 447. Cette tendance à l'achat privé de tracteurs s'est poursuivie : lors d'une

visite dans la région productrice de pommes de terre des hauts plateaux de Mukayras en mars 1984, j'ai constaté que presque tous les agriculteurs possédaient un tracteur équipé de divers accessoires pour le transport de matériaux de construction ou de bois de chauffage, ainsi que pour le labour et la culture, bien que le prix d'un tracteur fût estimé à 10 000 YD, alors que le salaire annuel d'un ingénieur s'élevait à environ 1 000 YD. La hausse des revenus provenant à la fois de l'agriculture et de l'émigration, ainsi que l'assouplissement des réglementations en matière d'importation, expliquent cet essor des ventes de tracteurs.

Avant d'aborder les autres secteurs agricoles, je me dois de résumer l'impact des différentes réformes sur les coopératives et leurs perspectives pour le reste des années 1980. Grâce aux mesures prises, les membres des coopératives peuvent s'attendre à être plus directement impliqués dans les affaires de la coopérative, avec des groupes de travail plus importants se partageant la responsabilité d'un forage et pouvant éventuellement acheter un tracteur en commun ; ils devraient pouvoir agir de manière financièrement indépendante et acheter des intrants directement auprès de la PCAS ; commercialiser leurs produits par l'intermédiaire de la coopérative avec une plus grande efficacité et avoir accès au crédit par l'intermédiaire de la coopérative ; ils devraient pouvoir louer de grosses machines sur chenilles directement auprès du MRS ; et les systèmes d'imposition et de prélèvement coopératif pourraient être réformés. La distribution par le gouvernement des titres de propriété pour les exploitations familiales pourrait constituer une incitation personnelle majeure, car elle institutionnalisera les acquis redistributifs des réformes au profit des paysans.

Les fermes d'État

Les fermes d'État ont été créées sur des terres confisquées aux anciens emirs et sultans, ainsi que sur des terres nouvellement mises en valeur qui n'étaient pas cultivées auparavant. Leur nombre a considérablement varié depuis l'indépendance. En 1974, on en comptait 26, totalisant plus de 13 000 feddans et employant près de 1 500 travailleurs. En 1977, on comptait 35 fermes d'État employant 4 000 personnes. En 1982, il y avait 47 fermes d'État couvrant 29 000 feddans. Elles ne représentaient toutefois qu'environ 11 % de la production agricole au début des années 1980. Ces fermes sont fortement mécanisées et toutes leurs terres cultivées sont irriguées par forage, conformément à la loi sur les fermes d'État. Les employés perçoivent un salaire mensuel de base. Dans les années 1970, ces salaires s'élevaient à peine à 25 ou 30 YD par mois, et la productivité de ces fermes était extrêmement faible malgré l'assistance technique et le soutien d'experts soviétiques sur la plupart d'entre elles.

Dans les années 1980, une restructuration des fermes d'État est en cours ; certaines ont été fusionnées et d'autres, qui ne présentaient aucune perspective de rentabilité, ont été transformées en coopératives agricoles. En 1983, une étude sur les fermes d'État a été achevée ; elle devrait servir de base aux réformes futures. Elle propose de réduire leur nombre à 17 par le biais de fusions, mais aussi en en supprimant certaines, et suggère diverses améliorations en matière de gestion. À l'avenir, les fermes d'État sont appelées à devenir des modèles en matière d'utilisation des technologies modernes dans l'agriculture, de haute productivité et de bonne gestion ; les investissements à venir porteront notamment sur la consolidation des canaux d'irrigation, le réaménagement des champs pour les rendre plus adaptés à l'agriculture mécanisée, une meilleure formation des travailleurs et des cadres, ainsi que davantage d'incitations au niveau des barèmes salariaux. Contrairement aux coopératives, les fermes d'État sont autonomes en matière d'équipement, dont la majeure partie est acquise auprès de l'Union soviétique, qui envoie des experts pour contribuer à leur développement.

Les asies de culture des fermes d'État ne diffèrent pas sensiblement de celles des coopératives, bien qu'elles se concentrent sur le blé et d'autres céréales dont la culture est facile à mécaniser. Malgré la mécanisation, ces fermes ont besoin d'une main-d'œuvre saisonnière importante pour la récolte des cultures maraîchères, en particulier les tomates, ce qui augmente les coûts et ravive les problèmes de pénurie de main-d'œuvre. Les cultures maraîchères sont pratiquées dans des fermes d'État situées à proximité des marchés et là où se trouvent des industries agroalimentaires telles que les usines de mise en conserve de tomates. Il existe également des fermes d'État d'élevage qui produisent principalement du fourrage pour leurs animaux : celles-ci sont situées à une distance raisonnable de la capitale, qui constitue leur principal marché. La philosophie qui sous-tend les fermes d'État au Yémen démocratique repose en grande partie sur le soutien à l'agriculture mécanisée en raison de la pénurie de main-d'œuvre existante, car ce type d'agriculture permet d'exploiter des terres qui, autrement, resteraient en jachère ; quant à la nécessité d'une production agricole accrue, elle n'a pas besoin d'être soulignée.

Le secteur privé

Pour des raisons politiques, ce secteur a été négligé dans les années 1970 : on l'a laissé survivre, mais il n'a bénéficié d'aucune attention ni d'aucune aide officielle. Sa contribution était ignorée dans les statistiques officielles, sauf de manière implicite, puisqu'elle représentait la différence entre la production totale et la production des coopératives et des fermes d'État. La plupart des exploitations privées se trouvent dans des zones reculées, et en particulier sur les hautes

terrasses plus densément peuplées le long de la frontière avec la République arabe du Yémen. Dans certaines zones où l'agriculture est principalement privée, telles que Mukayras et Bayhan, il existe des coopératives de services. On trouve également de très petites unités, comme les jardins du Wadi Hadramaut, trop petites pour avoir été redistribuées, et de petites oasis au cœur du désert. Au total, on estime qu'en moyenne, entre 15 000 et 25 000 ha sont cultivés par des exploitants privés chaque année, la majeure partie de ces terres bénéficiant d'une irrigation par crue alimentée par les pluies de mousson deux fois par an dans les hautes terres. Toutefois, ces dernières années, les agriculteurs privés disposant de liquidités provenant de transferts de fonds ont pu utiliser ces fonds pour creuser des puits peu profonds, mais pas de forages, car ceux-ci ne peuvent être réalisés que sous la supervision du MAAR, afin d'éviter la surexploitation de la nappe phréatique.

En moyenne, environ un tiers des terres cultivées l'est par le secteur privé. Ces terres sont exploitées par environ 100 000 paysans et leurs familles, dont beaucoup utilisent des techniques agricoles traditionnelles, bien que ce secteur possède également la moitié des tracteurs à roues du pays. Au début des années 1980, premières années pour lesquelles des chiffres distincts et concrets sont disponibles, le secteur privé représentait plus de 50 % de la production agricole en valeur, bien qu'il ne soit pas certain que ce chiffre inclue ou non le qat ; Le qat est cultivé sous licence exclusivement dans le secteur privé, mais il n'occupe qu'environ 1 000 ha de terres, bien qu'il s'agisse de loin de la culture de rente la plus rentable ; comme indiqué plus haut, en 1980, il représentait 72 % de l'ensemble des recettes fiscales agricoles, au taux de 20 % *ad valorem*.

L'agriculture privée reste un acteur majeur du secteur agricole et produit toutes sortes de cultures. Dans les hautes terres, le qat est complété par le café et divers arbres fruitiers. Les cultures de base sont le sorgho, le blé et les pommes de terre, avec de petites superficies consacrées aux légumes. Compte tenu de sa productivité et du niveau élevé des investissements récents dans la mécanisation, une étude plus approfondie de ce secteur serait utile ; il est d'ailleurs intéressant de noter que la nouvelle organisation des coopératives, par exemple, pourrait permettre d'étendre la coopération, encore limitée, avec le secteur privé. À Bayhan, par exemple, où la plupart des terres agricoles sont privées mais où il existe également une coopérative, il était clair en 1980 que la coopérative aidait le secteur privé en fournissant des semences et des engrais, et que le MRS apportait également son aide pour la location et la réparation de matériel et de puits, même si la plupart des agriculteurs, à l'époque, n'avaient pas jugé utile d'adhérer à la coopérative. Il est toutefois probable que des avantages accrus offerts par la coopérative encourageraient l'adhésion et la collaboration, qui existaient déjà de manière informelle. Par exemple, un groupe de six agriculteurs que j'ai rencontrés

s'était regroupé pour acheter un nouveau tracteur. L'achat privé de tracteurs avait été facilité cette année-là et de nombreux tracteurs avaient été achetés. Le modèle le plus populaire est le Massey-Ferguson 250, un tracteur polyvalent doté de nombreux accessoires différents.

AGRICULTURAL PRODUCTION BY SECTORS
(YD '000 constant 1980 prices)

	1980	%	1981	%	1982	%	1983*	%
State farms	5,215	18.6	4,333.2	11.12	3,280.86	11.21	4,300	12.11
Cooperative	8,693	31	15,091.6	38.75	8,816.26	30.14	12,100	34.1
Private	14,126	50.38	19,513.3	50.11	17,153.19	58.64	19,000	53.4
Total	28,034		38,938.1		29,259.31		35,400	

(source: Ministry of Planning, 1984)

D'après ce tableau, ces dernières années, la production agricole a été dominée, en valeur, par le secteur privé : cela s'explique par la valeur élevée du qat. Sur les 50 % restants, les coopératives représentaient en moyenne un tiers. Si l'on excluait le qat, le tableau serait très différent. Les variations d'une année à l'autre sont dues, au cours de cette période, à des bouleversements climatiques, la tendance sous-jacente étant à la hausse, 1982 ayant été une année exceptionnelle marquée par de graves inondations.

Élevage

Le rôle du secteur public se limite à un certain nombre d'exploitations d'État spécialisées dans l'élevage de bovins ou de volailles. En 1981, les élevages bovins comptaient 400 têtes de bétail, destinées à la fois à la production de viande et de lait. Les troupeaux de moutons et de chèvres des exploitations d'État s'élevaient à mille têtes, un chiffre remarquablement bas compte tenu de la grande réputation de ces animaux. Dans le secteur avicole, le secteur public joue un rôle de plus en plus important ; après des débuts difficiles dans les années 1970, lorsque les élevages de volaille ont été décimés par des maladies, la production s'est redressée dans les années 1980, ce qui a permis une réduction réelle des importations. En 1982, le secteur public détenait environ 40 % du cheptel bovin national et 15 % du cheptel avicole. Au cours de la décennie 1970-1980, la production de viande de volaille dans le secteur public est passée de 4,8 tonnes en 1970 à 134,8 tonnes en 1980 ; elle a atteint un pic en 1976 avec 218,9 tonnes avant de diminuer en raison de maladies, puis de repartir à la hausse. La production d'œufs est passée de 0,8 million en 1970 à 16 millions en 1980, après avoir elle aussi

atteint un pic en 1976 à 18,9 millions avant que la maladie ne frappe. Le secteur est en pleine expansion, avec l'ouverture de nouvelles exploitations dans l'Hadramaut, à Fuwa près de Mukalla, et l'agrandissement d'autres au milieu des années 1980.

Les élevages bovins des fermes d'État ont connu moins de succès. Les races utilisées ne sont pas indigènes et leurs besoins en aliments et en soins spécifiques rendent ces exploitations difficiles à gérer, alors que le bétail est moins exigeant. La productivité du bétail importé a été faible et ces exploitations sont, au milieu des années 1980, en cours de réorganisation. En 1981, le secteur des fermes d'État a produit 160 tonnes de viande et 1 560 tonnes de lait.

Dans les zones sédentaires, la plupart du bétail appartient à des particuliers. En 1981, on estimait que ce cheptel comprenait 30 000 chameaux, 600 000 moutons et 600 000 chèvres, ainsi que 750 000 volailles et 95 000 bovins. Ce cheptel constitue l'approvisionnement de base en viande et en produits laitiers pour la population vivant en dehors des grands centres urbains ; la possession de bétail est également un symbole de statut social qui se maintient au-delà de toute justification économique. Les citoyens emploient des bergers pour s'occuper de leurs moutons et chèvres, qui sont également nourris avec du fourrage acheté. Comme nous l'avons vu, le fourrage est vendu sur le marché privé, n'est pas taxé et constitue une culture très rentable.

Le coût d'entretien des animaux dans ces conditions dépasse tout rendement tangible. Les bovins sont généralement élevés à titre individuel et nourris à la main à la maison, ce qui représente un processus très chronophage. Les services vétérinaires sont quasi inexistants, et l'abattage a lieu lors des grandes fêtes et autres célébrations familiales, ou lorsque la famille a besoin d'argent. Le prix de vente de la viande produite localement est très élevé, et tout à fait disproportionné par rapport aux produits achetés, mais il existe une forte préférence locale pour la viande locale par rapport à la viande importée. Même dans les villes où l'on trouve de la viande importée à bas prix par le gouvernement, les gens continuent d'acheter la viande locale à des prix bien plus élevés. Les experts ont eu tendance à négliger le rôle du bétail en tant que symbole de statut social, alors qu'il doit être pris en compte dans toute planification du secteur. Le peu de lait produit est consommé par la famille ou éventuellement échangé avec les voisins, et n'est pas commercialisé.

Le troisième secteur de la production animale est celui de l'élevage nomade et semi-nomade sur les pâturages du pays ; il s'étend jusqu'aux zones sédentaires pour le glanage et lorsque la sécheresse chasse les éleveurs des hautes terres. Environ 25 000 familles bédouines élèvent quelque 70 000 chameaux, 100 000 moutons et 700 000 chèvres. En 1980, elles ont produit, en partie pour la vente sur les marchés, 1 100 tonnes de viande de chameau, 198 tonnes de viande de mouton

et 1 078 tonnes de viande de chèvre, 2 500 litres de lait de chameau, 150 de lait de brebis et 2 000 de lait de chèvre, ce qui a sans doute apporté une modeste contribution à l'alimentation de leurs familles, ces produits étant les seuls disponibles là où vivent les nomades. Ce secteur de l'élevage bénéficie d'un certain soutien de la part du Projet de développement des Bédouins qui, au début des années 1980, avait foré 52 puits dans des zones où la nappe phréatique était abondante et réhabilité ou construit plus de 30 réservoirs de stockage d'eau de pluie.

Le commerce et la transformation des produits d'origine animale, tout comme leur production, relèvent principalement du secteur privé. Les animaux appartenant à des particuliers sont abattus à titre privé et vendus à des prix élevés. Le commerce du secteur public se limite presque exclusivement à la distribution de viande importée et à la commercialisation des produits des fermes d'État. La Société publique de commercialisation de la viande limite largement son rôle à la vente en gros ; les détaillants privés achètent la viande importée auprès de cette société. Outre la consommation domestique du lait provenant du troupeau familial, les produits laitiers sont fabriqués à la laiterie d'Aden, qui distribue du lait (frais et UHT), du fromage et du yaourt, dont la plupart sont transformés à partir de lait en poudre importé.

Agriculture et autosuffisance

Comme nous l'avons vu, le pays n'a jamais été en mesure de nourrir sa population, mais depuis l'indépendance, le régime a investi plus de 20 % de ses dépenses de développement dans l'amélioration de l'agriculture, dans le but de réduire la dépendance du pays vis-à-vis des denrées alimentaires importées. Malgré les déceptions des années 1970, on s'attend, dans les années 1980, à une amélioration de la production pour la plupart des cultures grâce à l'irrigation et aux autres investissements majeurs de la dernière décennie, ainsi qu'à une efficacité accrue dans le secteur coopératif et dans les exploitations d'État. D'autres facteurs devraient contribuer à améliorer la production, notamment les réformes du système fiscal et une meilleure distribution des produits et des intrants agricoles. Enfin, le secteur privé devrait bénéficier de bon nombre de ces améliorations et continuer à conserver sa part dans la production.

Certains produits, qui ne peuvent être cultivés dans le pays et qui sont devenus des denrées de base, devront continuer à être importés : il s'agit notamment du riz, du sucre et du thé. Mais en 1982, le pays produisait jusqu'à 40 % de ses céréales alimentaires, dont 100 % de son sorgho, et la production de blé devrait augmenter, sans toutefois dépasser 25 % des besoins. Au début des années 1980, c'est dans la production de légumes que les progrès avaient été les plus importants : le pays était proche de l'autosuffisance et enregistrait même un excédent pour certains

fruits comme les bananes et les pastèques, tandis que les oranges et les pommes restaient en tête de la liste des importations de fruits. À moyen terme, le gouvernement espère atteindre l'autosuffisance totale en légumes et parvenir à une production nationale de 60 % pour les céréales. Le coût des importations alimentaires s'élevait en 1982 à 90 millions de YD, soit un tiers du PIB, et le coût de plus en plus élevé de ces importations pèse lourdement sur la balance des paiements du pays. En 1982, la valeur de la production agricole nationale représentait environ un tiers de celle des importations alimentaires, ce qui donne une idée du chemin qu'il reste à parcourir.

Il ne fait aucun doute que l'agriculture n'a pas généré les rendements escomptés dans les années 1970, malgré des investissements considérables. La plupart de ces investissements ont toutefois été consacrés à des projets à long terme, tels que l'irrigation, dont les bénéfices s'étaleront sur de nombreuses années et qui devraient être amortis grâce à l'amélioration des rendements agricoles. La distribution devrait s'améliorer grâce aux réformes administratives entreprises à la fin des années 1970 et au début des années 1980, tandis que l'amélioration des voies de communication à travers le pays facilitera également la distribution et contribuera à réduire les coûts de production, résolvant ainsi bon nombre des goulots d'étranglement en matière de commercialisation qui existaient dans les années 1970. De nouvelles politiques de tarification, plus étroitement liées aux coûts de la main-d'œuvre et des intrants, devraient également améliorer les revenus ruraux et réduire l'écart entre les revenus ruraux et urbains. Le développement de la commercialisation coopérative et directe entre producteurs et consommateurs devrait contribuer à accroître les revenus des paysans. Le pays n'a aucune chance de devenir un grand producteur agricole, mais il pourrait être en mesure de satisfaire la plupart de ses besoins, du moins en fruits et légumes, et même d'accroître ses exportations dans ces secteurs, en particulier vers la partie nord du pays qui importe actuellement d'énormes quantités de fruits et légumes frais provenant des quatre coins du monde.

Par le passé, les projets se sont concentrés sur les aspects économiques de l'agriculture et ont planifié la croissance de la production en se basant uniquement sur des facteurs économiques étroits. Cela ne s'est pas toujours avéré fructueux et, à l'avenir, il conviendra de prendre davantage en compte des considérations sociales et politiques plus larges, notamment les besoins et les aspirations des familles paysannes, en planifiant non seulement les besoins économiques directs, mais aussi les besoins sociaux et culturels.

Chapitre 9 : Pêche et industrie

Ces deux secteurs productifs de l'économie représentaient respectivement 3 % et 16 % de la production et 2 % et 10,5 % de l'emploi en 1981 ; à eux deux, ils généraient

une production bien plus importante mais ne représentaient qu'une part bien moindre de l'emploi que l'agriculture. Ces deux secteurs étaient extrêmement faibles au moment de l'indépendance, mais de nombreux espoirs reposaient sur leur contribution potentielle au développement du pays. L'industrie, en particulier, était considérée comme un symbole de modernisation et de socialisme.

La pêche

Au moment de l'indépendance, on pensait généralement que les eaux entourant la République démocratique populaire du Yémen étaient particulièrement riches en poissons. En 1976, un rapport de la Banque mondiale estimait les rendements annuels durables à plus de 360 000 tonnes, soit 2 1/2 fois les prises de 1975.

Partant de l'idée que les ressources halieutiques côtières étaient illimitées, des efforts considérables ont été déployés pour augmenter les rendements à partir de 1967, avec un pic en 1977 où l'on a enregistré une prise record de 162 000 tonnes. Au cours des années suivantes, les prises ont chuté de manière spectaculaire. Ce phénomène a d'abord été attribué à des conditions météorologiques et de reproduction défavorables, ainsi qu'à la faible productivité de certains secteurs de la flotte de pêche yéménite, mais par la suite, la surpêche pratiquée par des entreprises étrangères a également été tenue pour responsable de l'épuisement des stocks. Une étude réalisée en 1976 suggérait qu'un volume de prises annuel prévisionnel d'environ 125 000 tonnes constituait un chiffre plus réaliste pour la planification future. L'expansion et les investissements précoces dans le secteur de la pêche révèlent les politiques du régime et ses choix en matière de priorités de développement. Compte tenu des coûts élevés d'importation des denrées alimentaires de base du pays et du manque de produits exportables, l'expansion de la pêche a très tôt été considérée comme une solution potentielle. La production halieutique permettrait d'améliorer l'alimentation nationale en apportant des protéines bon marché et constituerait également une source de devises étrangères grâce aux exportations. En conséquence, une politique à deux volets a été lancée par la Société publique pour les ressources halieutiques, créée en 1970, qui est devenue plus tard, en 1977, le ministère des Ressources halieutiques, rompant ainsi son lien officiel antérieur avec le ministère de l'Agriculture.

Cette politique transparaît dans le Plan de développement triennal 1971-72 à 73-74. Celui-ci prévoyait un renforcement du rôle du secteur public dans la pêche grâce à l'acquisition de 20 bateaux de pêche et à la construction locale de 3 navires frigorifiques. La transformation et la mise en conserve du poisson étaient également prévues, ainsi que des investissements dans des installations de conservation destinées tant à la consommation intérieure qu'à l'exportation, y compris le transport et le stockage frigorifiques dans l'arrière-pays, ainsi que sur la côte pour la collecte et l'exportation. Aucun investissement direct n'était prévu

pour les coopératives, qui devaient lever des capitaux d'investissement par le biais de prêts bancaires. Les investissements effectifs au cours du plan triennal se sont élevés à 2,3 millions de YD, soit 7,2 % du total. Dans le cadre du premier plan quinquennal, la pêche a obtenu une part plus importante des investissements en raison des rendements élevés toujours attendus. Au cours de cette période, le secteur de la pêche a reçu 13,7 %, soit 26,8 millions de YD, et l'examen de la répartition de ces fonds peut aider à expliquer certains des problèmes rencontrés par la suite par ce secteur.

Dans les années 1970, la flotte nationale s'est dotée de 19 chalutiers modernes, de 9 senneurs à senne coulissante et de 4 remorqueurs et navires ; la modernisation du port de Khalf (Mukalla) a été lancée ; deux usines de farine de poisson et deux conserveries de poisson ont été construites. Ces investissements à grande échelle ont mobilisé tous les fonds disponibles, et les pêcheurs coopératifs, qui assuraient l'essentiel de la production et dont les conditions de vie et de travail étaient particulièrement difficiles, n'ont reçu qu'une aide négligeable. Dans les années 1970, seuls deux centres de réception et une soixantaine de bateaux à moteur ont été mis à leur disposition, ce qui a entraîné un déclin spectaculaire de ce secteur ; toutefois, cela ne suscitait aucune inquiétude tant que la grande flotte moderne semblait prospérer. La production a augmenté et les recettes d'exportation ont fini par représenter près de la moitié de l'ensemble des exportations de produits de base. Ce n'est qu'à la fin des années 1970, lorsque la production de la flotte industrielle a chuté, que cette politique a été réexaminée de manière critique et, dans une certaine mesure, modifiée. J'aborderai plus loin le développement des différents sous-secteurs de la pêche, mais les chiffres de production suivants résument la situation.

OVERALL FISH PRODUCTION
(*'000 tons*)

<i>year</i>	<i>production</i>
1967	83.6
1968	91.1
1969	119.3
1970	115.0
1971	113.7
1972	123.5
1973	133.4
1974	143.2
1975	143.5
1976	157.9
1977	162.0
1978	48.0
1979	51.6
1980	89.7
1981	78.0
1982	66.0

Ce tableau est présenté ici à titre purement indicatif, car il comporte des erreurs importantes. Il surestime le total des prises de sardines entre 1974 et 1977, tandis qu'entre 1978 et 1982, la production réelle était supérieure à celle indiquée, les chiffres présentés ici pour cette dernière période ne tenant absolument pas compte des prises de sardines ni de la production de poisson séché. Depuis 1979, date à laquelle la commercialisation privée a pris son essor, les registres de production sont devenus moins complets, ce qui jette un doute supplémentaire sur ces chiffres. Les réserves quant à l'exactitude de ces chiffres s'appliquent également à la plupart des autres. C'est l'une des raisons pour lesquelles je n'ai pas surchargé cet ouvrage de statistiques.

1. Développement des coopératives de pêche

Au moment de l'indépendance, la pêche était contrôlée par quelques armateurs installés le long de la côte, propriétaires des bateaux utilisés par environ 13 000 pêcheurs, dont la plupart vivaient dans des bidonvilles le long du littoral, privés de tout équipement. Les armateurs s'approprièrent les prises et répartissaient les recettes en fonction des parts d'investissement et du statut des personnes présentes à bord, s'assurant ainsi un revenu plus élevé sans avoir à prendre la mer, et accordant une part plus importante au capitaine et une part plus modeste aux pêcheurs ordinaires. Les pêcheurs situés au bas de l'échelle sociale restaient extrêmement pauvres. À l'instar de ce qui s'était produit dans le secteur agricole, le Front de libération nationale (FLN) encouragea les soulèvements, ou *intifadhat*, parmi les pêcheurs, afin qu'ils prennent le contrôle des bateaux et des autres équipements aux mains des propriétaires et qu'ils s'organisent en coopératives. Ce mouvement eut lieu au début des années 1970 et aboutit à la création de 13 coopératives, chacune disposant de succursales dans les principaux villages de pêcheurs de sa région. À mesure que d'autres entreprises de pêche étaient créées par le gouvernement, le nombre de pêcheurs membres de coopératives a progressivement diminué, passant d'environ 13 000 au moment de l'indépendance à 8 500 en 1974. En 1977, on comptait environ 7 000 membres et, en 1983, seulement environ 3 000. La production des coopératives s'élevait à 33 000 tonnes en 1976, à 35 000 en 1980 et à 20 000 en 1982.

Contrairement aux coopératives agricoles, les coopératives de pêche ont été presque totalement délaissées par les investissements de l'État. Cela a clairement affecté le nombre de membres, bien que les prises aient augmenté. Le déclin du nombre de pêcheurs est dû à plusieurs facteurs : tout d'abord, de nombreux jeunes pêcheurs ont rejoint la flotte nationale ou celle du Département des pêches côtières, où les conditions de travail étaient plus faciles et les revenus plus stables. Il y a également eu des causes naturelles, à savoir le décès et le départ à la retraite des pêcheurs plus âgés, ainsi que la tendance des jeunes hommes à

préférer d'autres emplois moins pénibles, en particulier lorsqu'ils ont suivi une formation. L'émigration depuis les villages de pêcheurs était une étape logique pour ceux qui pouvaient se le permettre, compte tenu de l'absence de services sociaux sur place par rapport à ce qui était disponible dans les villes. La politique de fixation des prix du poisson dans les années 1970, combinée à la hausse des coûts du carburant, a constitué un autre facteur poussant les pêcheurs à abandonner leur métier traditionnel. À ces facteurs d'exclusion s'ajoutait le facteur d'attraction que représentaient les salaires élevés offerts dans d'autres secteurs de l'économie, notamment à l'étranger, rendant l'émigration vers les villes et d'autres pays de la péninsule particulièrement séduisante.

L'indifférence des pouvoirs publics à l'égard des coopératives a également joué un rôle. Sur un investissement de près de 40 millions de YD dans les années 1970, les coopératives n'ont acquis guère plus d'une soixantaine de bateaux à moteur et deux stations de réception dans le gouvernorat d'Hadramaut, ce qui a encore davantage découragé les enfants de pêcheurs de suivre les traces de leurs pères. À la fin des années 1970, le gouvernement a pris conscience que, malgré sa négligence totale, les coopératives représentaient plus d'un tiers de la production totale et environ la moitié de la production destinée au marché intérieur.

Les pêcheurs coopératifs vivent le long du littoral du pays dans de petits hameaux. Il s'agit pour la plupart de huttes d'une seule pièce construites avec du bois flotté, des feuilles de palmier pour l'ombre et parfois des murs en dur. Ces hameaux sont souvent situés à une certaine distance d'une source d'eau douce, qu'il faut transporter à la main, et la plupart d'entre eux ne disposent d'aucune infrastructure : approvisionnement en carburant pour les moteurs de bateaux, outils, réfrigération, centre de santé, écoles ou commerces. C'est depuis ces bases que les pêcheurs partent pêcher. Leurs bateaux sont vieux et maintes fois réparés ; ils sont propulsés à la voile ou, le plus souvent, par des moteurs et des rames, et équipés de filets usés et maintes fois raccommodés pour capturer le poisson qui constitue la base de leur alimentation. Lorsqu'il y en a suffisamment, ils essaient de le conserver et de le vendre.

Leur principale plainte, que j'ai entendue tout le long de la côte, concerne l'épuisement des ressources halieutiques, généralement attribué aux « grands navires », c'est-à-dire aux flottes de pêche industrielle étrangères, mixtes et yéménites, toutes accusées de pêcher dans les eaux côtières qui, selon la loi, sont réservées aux petits exploitants. Les « recours » dont disposent les coopératives ne peuvent être qualifiés que de grotesques. Les coopératives doivent adresser une lettre de plainte au ministère exposant les faits (ce qui est déjà difficile en soi, car la plupart des gens sont analphabètes et les boîtes aux lettres ne se trouvent qu'en ville) et, lorsque cette lettre parvient au ministère – ce qui peut prendre des

semaines –, l'affaire fait l'objet d'une enquête et le ministère adresse des avertissements aux capitaines des navires. Les pauvres pêcheurs, qui voient parfois leurs filets coupés et perdent ainsi leur moyen de subsistance, ne disposent d'aucun recours efficace contre les agissements de la flotte de pêche moderne, ce qui ne fait qu'attiser leur hostilité envers ce secteur moderne rival.

En 1984, une résolution du Conseil des ministres a été adoptée concernant la surveillance des bateaux de pêche, conférant au gouvernement des pouvoirs de contrôle accrus, notamment celui de disposer d'inspecteurs affectés en permanence à bord des navires de pêche industrielle, tant yéménites qu'étrangers. Des sanctions peuvent être infligées aux capitaines sans procédures fastidieuses.

La distribution constitue un problème majeur pour les petits pêcheurs, et on pourrait dire que les investissements réalisés dans ce domaine dans les années 1970 ont été, dans une certaine mesure, mal orientés. Les stations de réception côtières dotées d'installations de congélation ou de réfrigération étaient trop éloignées les unes des autres et trop grandes. Il aurait été préférable de disposer de plusieurs petites unités plutôt que de quelques grandes.

Deux stations importantes ont été construites à Qusayr et à Shihr, tandis qu'une autre, à Bir Ali, n'a commencé à fonctionner que dans les années 1980, bien qu'elle ait été construite au milieu des années 1970. Pour les pêcheurs qui vivent et travaillent le long du tronçon côtier de la route Adén-Mukalla-Shihr et à proximité d'un marché, le problème peut être surmonté : le poisson débarqué le matin est souvent transporté dans des camionnettes à benne ouverte, parfois avec de la glace, vers les marchés voisins, à Zinjibar, Shuqra, Ghayl Bawazir et d'autres petites villes à proximité. Cependant, pour les villages de pêcheurs dépourvus de moyens de transport motorisés ou d'accès aux routes, le problème de la collecte s'est avéré insurmontable, et leur poisson doit être séché et salé selon les méthodes traditionnelles, puis vendu aux populations sédentaires et nomades ; c'est principalement le cas dans le gouvernorat de Mahra et dans la partie orientale du gouvernorat d'Hadramaut.

Les treize coopératives existantes couvrent chacune une longue portion de côte et regroupent plusieurs villages de pêcheurs ; chacune dispose d'un certain nombre d'administrateurs et de responsables, dont certains ont suivi une formation à l'Institut des coopératives afin d'améliorer leurs compétences, le gouvernement ayant imputé la faible production à une mauvaise gestion. Les coopératives prélèvent environ 25 % de la valeur nette des ventes pour couvrir leurs services et leurs impôts.

Il reste beaucoup à faire pour améliorer la situation et les conditions de vie des pêcheurs et de leurs familles, notamment en leur fournissant des établissements

de santé et des écoles, de l'eau potable et des installations sanitaires, des denrées de base et des aliments végétaux, ainsi que les outils et le matériel nécessaires à la pêche. Des installations à terre dotées de systèmes de réfrigération, de transformation et de stockage du poisson, ainsi que des moyens de transport vers les marchés, sont également indispensables. Contrairement à la négligence observée dans les années 1970, le deuxième plan quinquennal prévoit certains investissements au profit des coopératives, mais ceux-ci restent insuffisants. Seuls 2,2 % des investissements dans le secteur de la pêche sont destinés à la pêche artisanale pour l'amélioration des villages et le développement des coopératives, y compris une petite somme pour des formations de perfectionnement visant à transmettre des techniques améliorées aux pêcheurs, l'achat d'environ 160 bateaux en fibre de verre et d'autres intrants mineurs. C'est dans le gouvernorat de Mahra que l'on trouve le projet le plus bénéfique pour les pêcheurs coopératifs. Le port de Nishtun, outre ses autres fonctions, sert de base à la coopérative locale, offrant un point de vente doté d'entrepôts frigorifiques et d'installations de transport maritime vers d'autres marchés. Il dispose d'installations de réparation et de ravitaillement en carburant et, en tant que port commercial, il permet à la région de s'approvisionner en biens de consommation, en produits de première nécessité, en outils et en matériel de pêche. Il abrite également des ateliers, des commerces, des services sociaux et est alimenté en électricité ; il fait office de centre de communication, réduisant ainsi l'isolement de l'une des régions les plus inaccessibles du pays.

Les problèmes rencontrés par les producteurs des coopératives de pêche sont similaires à ceux des coopératives agricoles, bien que ces dernières aient bénéficié d'investissements considérables tandis que les premières commencent seulement à bénéficier de l'attention des pouvoirs publics. Les résultats décevants des autres secteurs de la pêche encourageront peut-être à accorder une plus grande attention aux petits pêcheurs coopératifs et indépendants, dont la contribution aux prises nationales est importante, alors que leurs conditions de vie et de travail sont probablement les pires du pays.

Une initiative majeure visant à améliorer la pêche coopérative a vu le jour en mai 1984, lors d'une réunion consultative sur la situation des coopératives de pêche et leur développement, qui s'est tenue à Mukalla. Cette réunion a abouti à plusieurs décisions destinées à améliorer les conditions de vie et de travail des pêcheurs coopératifs. Elle a permis aux pêcheurs de commercialiser directement plus de 40 % de leurs prises, tandis que dans le gouvernorat d'Hadramaut, ils sont désormais autorisés à commercialiser 100 % de leurs prises de cette manière. À plus long terme, il a été décidé d'alléger la charge fiscale et de renforcer les mesures incitatives.

Il est également prévu d'améliorer les techniques de pêche grâce à l'utilisation de chalutiers à filets sur les *sambuks* traditionnels, de développer les services de vulgarisation et d'introduire des bateaux en fibre de verre spécialement conçus, moins coûteux à construire et à exploiter. Enfin, afin de permettre aux pêcheurs d'investir dans de nouveaux équipements, le ministère a créé un fonds destiné à octroyer des prêts ou des subventions aux pêcheurs. Des projets sociaux ont déjà été menés conjointement par des groupes de pêcheurs et le ministère, comme l'électrification d'Imran. Un projet visant à améliorer les coopératives de pêche a été financé par un prêt de l'IDA, du FIDA et du Fonds spécial de la CEE afin d'améliorer la manutention et la distribution du poisson grâce à la construction d'usines de glace et à la mise en place d'une transformation de base du poisson frais. Ce projet comprendra également des programmes de formation et de vulgarisation.

2. La flotte industrielle et la transformation du poisson

Avec pour objectif de disposer d'une grande flotte moderne exploitant les ressources illimitées de la mer d'Oman et générant des devises fortes pour financer un développement multiforme, le régime s'est lancé, au début des années 1970, dans un vaste programme d'achat de grands chalutiers d'occasion provenant du Japon, de l'Union soviétique et de la Chine.

En 1983, cette flotte se composait de 18 navires appartenant à la Société nationale de pêche du Yémen, de 4 à la Société de pêche côtière et de 6 à la Société yéménite de farine de poisson. Ensemble, ils représentent le secteur de la pêche industrielle yéménite, tant pour la consommation intérieure que pour l'exportation. Les coentreprises et les flottes étrangères opérant dans les eaux yéménites sur la base de redevances apportent des recettes en devises provenant des exportations et offrent éventuellement une formation aux membres d'équipage yéménites. Plus grave encore, elles contribuent à l'épuisement des ressources halieutiques, en raison de la surpêche.

La flotte nationale est répartie entre trois sociétés principales. La Société nationale de pêche a été fondée en 1971 et est spécialisée dans la seiche et la langouste de haute mer destinées à l'exportation, ainsi que dans les poissons démersaux (d'eau profonde) destinés à la consommation intérieure. En 1980, la société employait 450 hommes comme équipage et 100 autres comme équipage de réserve, ainsi que 200 personnes à terre, et représentait à cette époque environ 10 % des prises totales. En 1980, elle a également mis en place un nouveau système de rémunération, offrant des primes pour encourager la production supplémentaire. Les salaires de base allaient de 45 YD pour les matelots ordinaires à 180 YD pour les capitaines, avec une prime d'encouragement par tonne de prises.

La Société des pêches côtières exploite plusieurs bateaux en fibre de verre de 15 tonnes, des *sambuks* et d'autres petits bateaux traditionnels, ainsi que ses quatre navires de plus grande taille. Elle pêche dans les eaux côtières principalement des espèces pélagiques (de surface) et des langoustes. À bien des égards, elle est en concurrence directe avec les coopératives et une grande partie de son personnel est composée d'anciens membres de coopératives ou de leurs fils ; contrairement aux coopératives, elle verse des salaires à partir d'un montant forfaitaire de 45 YD pour un capitaine et de 35 YD pour un pêcheur. Sa production est vendue à la Société de commercialisation : le poisson est destiné au marché intérieur et les langoustes à l'exportation. En tant que société, elle a été rentable, mais uniquement grâce à ses activités de pêche à la langouste, qui ont, au fil des ans, subventionné ses opérations de pêche. Elle opère le long de la côte, à proximité de Mukalla et de Bir Ali dans le gouvernorat d'Hadramaut, ainsi qu'à l'ouest et aux alentours d'Aden, où elle approvisionne le marché d'Aden, et également dans le gouvernorat de Mahra, où seules des langoustes sont capturées.

La Yemeni Fish Meal Company a été créée en 1974, à une époque où la production de farine de poisson était en pleine expansion et devait constituer un secteur important de la production halieutique. Outre ses navires, la société possède plusieurs usines de transformation : une à Aden, d'une capacité de 35 tonnes par jour, fermée à la fin des années 1970, et deux usines à Mukalla, dont une usine flottante de farine de poisson achetée d'occasion au Mozambique au milieu des années 1970, à une époque où le programme était encore en pleine expansion. Au début des années 1980, toute la production de farine de poisson a été interrompue, la flotte étant incapable de fournir suffisamment de matières premières pour permettre à l'une quelconque de ces unités de fonctionner de manière rentable ; le programme fait actuellement l'objet d'une réévaluation et d'une restructuration. Le reste de la pêche dans les eaux yéménites était assuré par des coentreprises étrangères japonaises et soviétiques opérant sous régime de concession. Ces deux pays ont participé au développement du potentiel halieutique du Yémen démocratique par le biais de programmes de formation et de transformation ; l'une des deux conserveries a été construite avec l'aide du Japon, l'autre avec celle de l'Union soviétique. Tous deux ont également été responsables de la surpêche et, en 1980, la société japonaise a cessé ses activités. Elle pêchait principalement des espèces démersales, notamment des seiches. La pêche intensive a contribué à l'épuisement des ressources et, depuis 1980, des mesures ont été prises pour préserver les poissons et gérer les stocks en raccourcissant la saison de pêche, en limitant le nombre de bateaux autorisés à opérer et en augmentant la taille des mailles des filets.

La transformation du poisson est importante principalement pour la conservation des produits destinés à être distribués dans les régions du pays qui n'ont pas

facilement accès au poisson frais. Outre les procédés traditionnels, à savoir le séchage et le salage, pour lesquels aucune recherche ni aucun investissement significatif n'ont été réalisés, la mise en conserve est la principale forme de transformation pratiquée en RDPY. Dans les années 1980, on comptait deux usines de conserves de poisson : la première, et la plus ancienne, se trouve à Shuqra, à 100 km à l'est d'Aden, et a été construite par les Japonais. Elle a été inaugurée en 1976 et dispose d'une capacité de 5 tonnes par jour, mais sa production reste bien inférieure à ce chiffre ; en effet, bien que l'usine soit située sur la côte, il n'existe aucune installation de débarquement et le poisson doit être acheminé par la route ; de plus, l'eau locale est salée, ce qui a entraîné la détérioration de certaines machines. En 1980, un nouveau réseau d'approvisionnement en eau était en cours de raccordement et d'autres changements étaient mis en place pour améliorer la production : une nouvelle grille salariale avec des primes de productivité et des efforts visant à améliorer les conditions de travail des ouvriers, pour la plupart des femmes de la région, dont beaucoup avaient atteint un niveau d'éducation minimum. En 1980, leurs salaires variaient entre 30 et 40 YD par mois. Cette usine produit différents types de conserves de poisson, notamment du maquereau à la sauce tomate, du thon à l'huile et des sardines à l'huile et à la tomate.

La deuxième conserverie fait partie du nouveau complexe portuaire et industriel de Khalf-Mukalla et a été construite avec l'assistance technique de l'Union soviétique. Elle a ouvert ses portes en 1980, avec une capacité de 20 000 boîtes par jour, et dispose d'une importante capacité de stockage frigorifique de 300 tonnes, car elle utilise du poisson congelé à bord des navires. En 1980, elle employait 120 personnes, dont 40 femmes, et versait des salaires similaires à ceux de Shuqra. Au cours de ses premières années d'exploitation, la faible production a été imputée à une mauvaise gestion.

3. Distribution et commercialisation

Traditionnellement, le poisson frais n'était consommé que le long du littoral du pays, où il constituait l'aliment de base. Il était également séché et salé, puis vendu aux populations sédentaires voisines ainsi qu'aux nomades en échange de produits végétaux et animaux, mais plus on s'éloignait de la côte, plus il devenait une denrée rare. Depuis l'indépendance, des efforts considérables ont été déployés pour améliorer la distribution, en particulier celle du poisson frais et congelé à des prix fixes bas, afin de rendre cet aliment hautement nutritif accessible à tous. Des entrepôts frigorifiques ont été construits à l'intérieur des terres, notamment à Mukayras, Dhali', Bayhan et Wadi Hadramaut, mais leur approvisionnement est irrégulier car il y a peu de camions frigorifiques et ces lieux sont éloignés de la côte, ce qui implique de longs trajets ; de plus, de nombreuses routes sont en très mauvais état, ne représentant souvent guère plus

que des pistes dans le désert. Par ailleurs, les habitudes alimentaires traditionnelles des régions de l'intérieur découragent la consommation de poisson et on ne peut s'attendre à ce qu'un changement de régime alimentaire s'opère que lentement.

La commercialisation privée, qui était découragée dans les années 1970, est désormais acceptée, mais peu d'infrastructures y sont consacrées. Elle s'effectue généralement sur le lieu de débarquement du poisson ou par porte-à-porte pour les variétés de grande valeur à Aden, ou pour tout type de poisson dans les zones plus reculées, et ses prix ne font l'objet d'aucun contrôle effectif. Il n'existe pas de statistiques disponibles, mais il est clair que les ventes privées ne représentent qu'une faible proportion des prises totales dans les zones où s'exercent la commercialisation officielle et coopérative. Dans les régions reculées telles que Mahra, où c'est la seule forme de commercialisation, les nomades et autres acheteurs se procurent du poisson séché et salé à titre privé, mais beaucoup se procurent désormais également du poisson frais sur le marché coopératif.

La commercialisation coopérative est une innovation récente. Avant 1980, tout le poisson était censé être commercialisé par les circuits gouvernementaux, mais avec les réformes des structures de revenus des coopératives, celles-ci ont été autorisées en 1980 à commercialiser 40 % de leur production directement, à des prix supérieurs de 50 % à ceux du secteur public. Compte tenu du manque d'installations de stockage et de réfrigération, la commercialisation coopérative et celle du secteur public ont tendance à se dérouler un jour sur deux : la coopérative envoie sa production sur un marché un jour donné, tandis que la FMC en envoie une autre sur un autre marché le même jour. Bien que les prix pratiqués par les coopératives soient supérieurs à ceux de la société, le poisson est souvent plus frais et les coopératives n'ont rencontré aucune difficulté à écouler leur production. Ces revenus supplémentaires peuvent servir à accroître les investissements dans les infrastructures de transport et de transformation.

La commercialisation par le secteur public était auparavant gérée par trois institutions distinctes : le Département de la commercialisation intérieure, le Département national des entrepôts frigorifiques et la Division des exportations. En 1980, celles-ci ont été fusionnées au sein de la Fish Marketing Corporation (FMC), une société autonome placée sous la tutelle du ministère des Ressources halieutiques, qui regroupe les responsabilités en matière de collecte, de stockage et de distribution sur le marché de détail. Le regroupement de ces différentes activités visait à améliorer le niveau de coordination et à optimiser l'utilisation des installations.

La Société achète son poisson à la flotte nationale, à la Société conjointe de pêche soviéto-yéménite et recevait également du poisson en contrepartie de redevances

de la part des entreprises japonaises lorsqu'elles étaient en activité, ainsi que 60 % des prises des coopératives. Depuis sa base d'Aden, qui comprend un entrepôt frigorifique de 1 000 tonnes, elle distribue du poisson dans les gouvernorats d'Abyan et de Lahej, tandis que ses principaux entrepôts de Mukalla sont approvisionnés directement par les producteurs de ce gouvernorat. Elle n'opère pas à Shabwa, sauf pour approvisionner l'entrepôt frigorifique de Bayhan, ni à Mahra, où la commercialisation coopérative et privée constituent les seules formes de distribution. La société est également chargée de l'approvisionnement des conserveries de poisson et des exportations. Ses installations de stockage frigorifique comprennent de petites chambres froides de 15 tonnes situées à l'intérieur des terres. Le transport est assuré en partie par les 13 camions frigorifiques appartenant à la société, ainsi que par 18 camions isolés localement ; la pénurie de moyens de transport frigorifiques reste un problème majeur.

En résumé, les principales réalisations des premières années ont porté sur des investissements qui auront une valeur durable : ports, grands navires, entrepôts frigorifiques et stations de réception sur la côte, ainsi que des entrepôts frigorifiques à l'intérieur des terres destinés aux consommateurs. Une infrastructure de recherche a également été mise en place avec la création de l'Institut de recherche en sciences marines, ainsi qu'une infrastructure de formation avec l'Institut des pêches, mais aussi grâce à la formation de techniciens à l'étranger, dont beaucoup sont revenus, ce qui témoigne de la bonne gestion du programme de formation.

Les problèmes de production rencontrés par les grandes flottes sont dus à la fois à la surpêche et à l'étroitesse du plateau continental qui limite les zones de pêche au chalut ; ce qui, dans les années 1970, avait été présenté comme une ressource considérable s'est avéré bien plus modeste que prévu. L'épuisement des stocks de poissons démersaux a à la fois réduit le nombre de flottes de pêche étrangères dans la zone des 200 milles du pays et incité le gouvernement à développer les coopératives.

La pêche artisanale, dans les années 1970, a été considérablement négligée, la priorité ayant été donnée aux chiffres de production plutôt qu'à la survie du secteur traditionnel. Dans les années 1980, des incitations financières ont permis d'améliorer la situation, en particulier depuis les changements de 1984, et on estime qu'un pêcheur coopératif peut désormais percevoir un revenu de 150 YD par mois pendant la saison de pêche. Les consommateurs yéménites préfèrent les poissons pélagiques et les plus grosses espèces démersales, ce qui confère un avantage aux coopératives de pêche en matière de commercialisation, car la majeure partie de leur production est de ce type.

Les langoustes, qui présentent une forte valeur marchande, ont été principalement exportées et il n'est pas prévu [-] de modifier cette politique, car elles constituent une source majeure de devises étrangères depuis plus d'une décennie. À l'heure actuelle, elles sont expédiées vers les principaux pays industrialisés, mais il existe des perspectives d'exportation d'autres poissons vers les marchés voisins, ce qui permettrait d'augmenter la consommation de poisson dans la région, actuellement très faible.

Industrie

1. Politique du parti

Dès les premiers jours de l'indépendance du pays, l'industrialisation a été considérée comme un objectif majeur du développement. Lors du quatrième congrès du FLN en mars 1968, la direction a appelé à « la construction d'une économie nationale industrielle, productive et indépendante »^[235]

Lors du Congrès d'unification de 1975, l'industrie s'est à nouveau vu accorder une place prépondérante :

« Il est naturel que la phase actuelle soit celle d'une industrialisation à la fois légère et lourde

, fondée sur un plan mûrement réfléchi, conçu pour satisfaire les besoins quotidiens de notre peuple tout en étant lié à la création d'une base industrielle solide, conformément au principe des normes les plus élevées.

L'industrialisation est la clé du développement de notre pays. Un certain nombre d'industries, en particulier celles utilisant des matières premières disponibles localement, peuvent être mises en place, notamment l'agroalimentaire, l'élevage et la pêche, le pétrole et ses dérivés, la pétrochimie et les engrais, le textile, le ciment, les matériaux de construction, la construction navale et les agrumes. »^[236]

Il est intéressant de noter que, parmi les industries énumérées dans ce programme de 1975, certaines étaient trop optimistes et ne se sont pas concrétisées, comme celles liées à la pétrochimie, mais la plupart des autres, à l'exception des agrumes, sont devenues réalité sous une forme ou une autre dès les années 1980.

Le développement de l'industrie a revêtu une dimension politique en raison du lien établi, dans la théorie socialiste orthodoxe, entre le développement d'une classe ouvrière industrielle politiquement militante et le socialisme. La direction souhaitait que la classe ouvrière soit le fondement du Parti et le pilier du socialisme scientifique. Dans un contexte où l'arrière-pays était dominé par une économie agricole essentiellement précapitaliste, complétée par l'économie des

services d'Aden, cela ne pouvait qu'être une tâche ardue. À la fin des années 1970, les déclarations politiques concernant l'industrie se concentraient sur les problèmes spécifiques du développement et accordaient moins d'importance au rôle de la classe ouvrière en tant qu'avant-garde du socialisme, car il y avait peu de chances que la majorité de la population travaille dans ce secteur.

2. L'industrie avant l'indépendance

Un petit nombre d'industries de transformation alimentaire et de substitution des importations avaient vu le jour pendant la période britannique ; elles appartenaient à des capitaux privés adéniens et étrangers. Elles comprenaient des usines de boissons non alcoolisées, de produits laitiers, de sel, d'articles en aluminium, de carrelage, de parpaings, d'extraction de sésame et de minoterie ; ces entreprises allaient d'une usine de boissons non alcoolisées relativement moderne exploitée sous licence étrangère à de petits ateliers individuels, tels que ceux utilisés pour l'extraction de l'huile de sésame. Ces entreprises avaient pour objectif de répondre aux besoins d'Aden et à son rôle en tant que port d'accueil de navires de passagers et de fret. Il n'y avait aucune usine dans le pays en dehors d'Aden. *Une classe ouvrière politiquement significative* s'est constituée parmi les travailleurs du port et de la raffinerie, *qui étaient pour la plupart* originaires du Protectorat *et* du Yémen du Nord, et a joué un rôle majeur dans la politique d'opposition au cours des *années* 1950 et 1960, jetant les bases du nouveau régime qui a pris le pouvoir après l'indépendance. _

Dans l'arrière-pays, de nombreux besoins étaient satisfaits par des artisans locaux qui avaient développé un secteur artisanal avancé, allant des vêtements tissés et brodés aux bijoux en argent raffinés, et qui fabriquaient également tous les outils nécessaires à l'agriculture, à la pêche et à d'autres métiers.^[237]

3. Conditions préalables à l'industrialisation

Les freins qui entravent le développement de l'économie sont particulièrement aigus pour l'industrialisation, où l'échelle est un facteur de la plus haute importance.

a) Base de ressources Contrairement à la plupart des pays du Tiers-Monde dont la vie économique repose sur l'exportation de matières premières non transformées ou semi-transformées, la RPDY ne dispose d'aucune ressource naturelle significative pouvant être exportée, ni d'aucun excédent agricole susceptible d'être transformé et exporté à grande échelle. La pénurie d'eau et le coût élevé de l'énergie font que le pays ne se prête pas à de grands projets reposant sur des matières premières importées.

b) Marché Avec une population d'environ 2 millions d'habitants seulement, composée majoritairement de jeunes et d'enfants, il n'existe pas de marché intérieur suffisant pour écouler à grande échelle les produits fabriqués localement. Le marché était estimé à environ 110 millions de YD en 1980, soit 55 YD par habitant et par an, y compris le marché des biens sophistiqués qui ne pouvaient être fabriqués localement ; le marché estimé des biens pouvant être fabriqués localement par substitution des importations ne représente que 20 millions de YD aux prix de 1980. Ainsi, les industries modernes de pointe produisant des biens à des prix unitaires bas sont hors de portée, à moins d'être développées pour l'exportation ; or, d'autres caractéristiques de la situation industrielle yéménite, telles que des salaires relativement élevés, rendent le pays non compétitif dans ce domaine. Pour la plupart des biens, les importations sont moins chères que ne pourrait jamais l'être la production locale, et c'est dans ce contexte qu'il convient d'envisager la mise en avant des produits artisanaux, qui sont très demandés tant au niveau local qu'à l'étranger.

c) Main-d'œuvre Pour aggraver encore les désavantages du pays, la situation de la main-d'œuvre est affectée par le taux élevé d'émigration vers les États du Golfe, ce qui entraîne une inflation interne et des coûts de main-d'œuvre élevés. Les salaires du secteur public, bien que faibles par rapport à ceux de la péninsule et aux transferts de fonds envoyés par les migrants, constituent des salaires décents, permettant aux travailleurs de vivre raisonnablement, et sont complétés par la mise à disposition de services de santé et d'éducation. Plus important encore du point de vue de la compétitivité industrielle du pays, ces salaires sont supérieurs à ceux pratiqués dans les pays nouvellement industrialisés tels que le Sri Lanka, où des procédés plus avancés se traduisent par une productivité nettement plus élevée. Une productivité plus élevée et des prestations sociales moindres caractérisent également les pays dont les niveaux de salaires sont similaires, comme la Corée du Sud, ce qui se traduit par un coût de production relatif nettement plus élevé en RDPY pour des produits similaires. Même si les compétences et les machines étaient disponibles, indépendamment d'une superstructure politique comparable, cela constituerait une situation que tout le monde en RDPY considérerait comme hautement indésirable, depuis les travailleurs qui devraient y travailler jusqu'aux cadres du Parti engagés en faveur de la justice sociale.

La productivité constitue un autre problème dans le secteur industriel du pays ; dans les années 1970 et au début des années 1980, elle était très faible en raison du manque d'incitations, de conditions de travail climatiques difficiles et d'une gestion insatisfaisante. Les structures salariales reposaient sur un taux fixe qui, bien qu'il s'agisse d'un salaire décent dans le contexte yéménite, ne soutenait pas la comparaison avec les salaires pratiqués dans les pays du Golfe. Afin

d'améliorer la productivité, une nouvelle structure a été mise en place en 1980, comprenant un salaire de base complété par une rémunération à la pièce afin de créer un système de primes ; cela a eu un effet positif dans un premier temps et a permis d'augmenter les revenus des travailleurs de 10 à 30 %. L'expérience a été étendue, mais à long terme, il sera nécessaire d'améliorer d'autres conditions pour pérenniser cette hausse de productivité. Les conditions de travail sont généralement difficiles dans le secteur manufacturier, les usines étant dépourvues de climatisation ou ne prenant pas suffisamment en compte les risques sanitaires liés à l'environnement. À l'heure actuelle, il n'y a pas de pollution grave, ce qui s'explique en grande partie par le nombre limité d'installations industrielles et leur taille relativement modeste, ainsi que par l'absence d'industries particulièrement polluantes. L'absence de système d'élimination des déchets constitue un problème dans les usines de transformation alimentaire, où les installations sanitaires sont également insuffisantes. La prévention des accidents n'est pas non plus adéquate.

d) Faible potentiel d'exportation Compte tenu de la petite taille du marché intérieur, les industries orientées vers l'exportation auraient pu constituer une base pour l'industrialisation, mais comme nous l'avons vu, le pays ne dispose d'aucun atout dans ce domaine ; en l'absence de ressources bon marché et avec une main-d'œuvre relativement coûteuse, les options sont limitées. Plusieurs accords de commerce réciproque ont été conclus avec la République arabe du Yémen, les droits de douane ayant théoriquement été supprimés grâce aux divers accords d'unité entre les deux gouvernements. Les échanges entre les deux parties de la patrie se sont développés pour certains produits fabriqués localement, tels que les cigarettes, les articles en plastique, les tapis et divers produits alimentaires transformés. Des efforts ont été déployés pour développer les exportations de produits fabriqués localement vers les pays voisins, principalement la Somalie et l'Éthiopie, qui constituent les marchés les plus probables compte tenu de leur proximité et de leur faible niveau d'industrialisation, offrant ainsi des débouchés au potentiel d'exportation limité du pays.

e) Faible niveau de qualification de la main-d'œuvre et des cadres Le faible niveau de qualification constitue un problème grave à tous les niveaux. Dans les années 1970, de nombreux travailleurs qualifiés et cadres ont émigré vers les pays voisins offrant des salaires élevés, privant ainsi le pays de leurs compétences et de leurs capacités. Beaucoup de ceux qui avaient été envoyés en formation ne sont pas revenus, et une grande partie des investissements consacrés à la main-d'œuvre a donc été gaspillée. La plupart des unités de production doivent fonctionner sans pouvoir compter sur du personnel de maintenance résident qualifié et avec peu de travailleurs qualifiés pour former la prochaine génération. Le manque de compétences en gestion, allant du marketing à la comptabilité, entrave également

le bon fonctionnement du secteur. Il faudra probablement un certain temps avant que le vaste programme national de formation et d'enseignement, axé sur des compétences pratiques telles que l'ingénierie et la gestion, ne porte ses fruits sur le terrain.

f) Les coûts *de transport* sont également élevés, tant pour les matières premières importées que pour la distribution à l'intérieur du pays. Si les coûts de transport depuis l'étranger confèrent à la production locale une protection supplémentaire à celle offerte par les politiques gouvernementales, les coûts élevés du transport intérieur augmentent le coût de la distribution dans le pays et découragent la création d'industries situées à une certaine distance des principaux points d'importation que sont Aden et Mukalla.

4. Industrie manufacturière

L'industrie s'est concentrée sur la transformation des produits alimentaires, des peaux d'animaux et du coton, ainsi que sur la substitution des importations de produits ménagers de base et de vêtements à l'aide de produits semi-finis importés. Une enquête réalisée en 1979 a révélé qu'il existait 9 entreprises comptant 250 salariés ou plus, employant au total 5 700 personnes ; parmi elles figuraient des sociétés d'électricité et d'eau, ainsi que des entreprises d'extraction de sel. Treize autres entreprises employaient entre 100 et 150 salariés, soit un total de 1 600 personnes, tandis que 11 unités employaient entre 50 et 100 salariés, soit un total de 700 personnes ; il existait en outre 500 petites entreprises employant plus de 5 salariés, pour un total de 3 000 employés. Dans tout le pays, la plupart des emplois industriels se trouvaient dans de petits ateliers de moins de 5 salariés, exerçant des activités allant du tissage à l'extraction d'huile de sésame. Sur les 45 000 personnes employées dans l'industrie en 1980, près de 32 000 travaillaient dans le secteur privé, 12 000 dans le secteur public, 1 000 dans le secteur mixte (capital en partie public et en partie privé) et environ 250 dans des coopératives. La même année, en 1980, le secteur public représentait 52,5 % de la production (chiffre qui est passé à 59 % en 1982), le secteur privé 31 % (chiffre tombé à 25,5 % en 1982), le secteur mixte 15,5 % (chiffre tombé à 14,5 % en 1982) et le secteur coopératif à peine 1,5 % en 1980 (chiffre tombé à 1 % en 1982).

Bien que le deuxième plan quinquennal prévoie un renforcement significatif du rôle des secteurs public et mixte et un recul proportionnel de celui du secteur privé, en termes absolus, tous devraient connaître une hausse : le secteur d'État de 60 %, le secteur mixte de 20 % et le secteur privé de 8 %. Ces objectifs sont largement considérés comme trop ambitieux au vu des résultats antérieurs.

La transformation des matières premières locales représente la majeure partie de la production : en 1979, 55 % de la production totale des établissements interrogés

concernait l'agroalimentaire, les cigarettes et les boissons non alcoolisées, tandis que les produits chimiques et plastiques représentaient 11 % et les produits métalliques et d'ingénierie 9 %. L'industrie agroalimentaire comprend une usine de concentré de tomates dans le gouvernorat de Lahej, utilisant principalement des tomates locales (production de 300 tonnes en 1982), ainsi que deux conserveries de poisson à Shuqra et Mukalla (328 tonnes en 1981). Les usines de farine de poisson d'Aden et de Mukalla ont été fermées au début des années 1980, dans l'attente de décisions concernant leur avenir. La mouture de la farine est assurée par une usine à Aden, qui a produit 34 500 tonnes en 1981. Les produits laitiers sont transformés à Aden par deux usines, l'une construite dans les années 1960 et l'autre, moderne, ouverte en 1980 ; leur production s'élevait à 4,8 millions de litres en 1982, ce qui comprend à la fois le lait produit localement et une quantité plus importante de lait en poudre reconstitué, transformé et conditionné en briques de lait, en yaourts et en fromages. Les boissons non alcoolisées ont connu le même succès qu'ailleurs sous les tropiques, avec 58 millions de bouteilles produites en 1982 ; celles-ci sont distribuées efficacement dans tout le pays, même dans les régions reculées. En 1981, une brasserie a été inaugurée ; elle produit de la bière en bouteille et a écoulé 5,5 millions de litres en 1982.

Les matériaux de construction occupent également une place importante, notamment les tuiles (1,3 million en 1982), les peintures (1,6 million de litres en 1982) et les parpaings (500 000 unités en 1982). Les briques, principalement des briques de terre crue non cuites, sont fabriquées sur place et ne font l'objet d'aucune statistique.

Les textiles sont principalement produits dans la grande usine construite par les Chinois et inaugurée en 1975. Conçue à une époque marquée par le chômage, elle était destinée à être une activité à forte intensité de main-d'œuvre, bien que la situation se soit inversée peu après son ouverture. Elle avait également été conçue pour fonctionner avec du coton à fibres courtes cultivé localement ; or, la majeure partie de la production locale de coton à cette époque était constituée de coton à fibres moyennes et longues destiné à l'exportation, de sorte qu'il a fallu un certain temps pour reconvertir la production afin de répondre aux besoins de l'usine. Le public préfère les tissus contenant des fibres synthétiques, ce qui a entraîné des difficultés supplémentaires dans la commercialisation des produits de l'usine. De nouvelles machines en provenance de Tchécoslovaquie ont été acquises pour le tissage de mélanges polyester/coton, et l'usine a réduit ses effectifs, passant d'un pic de 1 500 employés au cours des premières années à environ 700 au début des années 1980. La production a atteint un pic de 5 192 000 mètres en 1977 et s'élevait à 2 700 000 mètres en 1982.

Il existe également des usines qui transforment les tissus en vêtements confectionnés. D'autres produisent des chaussures, notamment des chaussures en cuir, des sandales en plastique et en caoutchouc, ces dernières ayant atteint un volume de 1 110 000 paires en 1982, tandis que 157 000 paires de chaussures en cuir ont été fabriquées cette même année. La plupart de ces usines sont privées.

Parmi les autres produits, on trouve des ustensiles de cuisine en aluminium (300 tonnes en 1982), des articles ménagers en plastique (262 tonnes en 1982), des sacs en papier, des clous, des matelas en mousse, des allumettes, des parfums et des piles liquides.

Comme nous l'avons vu plus haut, les problèmes de l'industrie manufacturière sont considérables : ce secteur ne contribue qu'à environ 8 % du PIB du pays, alors qu'il représente 10 % de l'emploi. Bien que l'essentiel de l'expansion doive se faire dans le secteur public, le secteur privé a été encouragé par le gouvernement ces dernières années. L'hostilité du gouvernement à l'égard du secteur privé était forte et la première loi sur l'investissement a été promulguée à une époque où la plupart des membres de la bourgeoisie locale avaient émigré et où ceux qui restaient prévoyaient de partir. Le discours de la NFPO à cette époque s'opposait à la bourgeoisie, voire à tout ce qui pouvait être interprété, même de loin, comme capitaliste. Dans les années 1970, alors que la loi sur l'investissement était en vigueur, des obstacles administratifs ont été dressés contre ceux qui tentaient de créer des entreprises privées, et ce n'est qu'à la fin des années 1970 que le climat a changé et que l'hostilité envers le secteur privé s'est atténuée.

Ayant pris conscience de la nécessité de trouver de nouvelles sources de fonds d'investissement et d'accroître la production, le régime a cherché à se diversifier en s'éloignant des opérations à grande échelle lancées grâce à des prêts étrangers et à encourager l'expansion des entreprises de taille moyenne les plus performantes, dont beaucoup appartenaient au secteur mixte (avec 51 % de participation publique et 49 % de participation privée). Parallèlement, les transferts de fonds effectués par les milliers de travailleurs yéménites à l'étranger, ainsi que la fortune considérable accumulée par certains Yéménites installés à l'étranger depuis des générations, constituaient autant de sources d'investissement que le régime estimait pouvoir mobiliser pour le développement de la patrie.

La nouvelle loi sur l'investissement a été promulguée en 1981 et s'applique aux entreprises disposant d'un capital minimum de 5 000 YD. Les avantages prévus par la loi comprennent l'exonération des impôts, droits de douane, tarifs douaniers et taxes sur : a) les équipements et autres matériaux importés, à condition qu'ils ne soient pas produits localement ; b) les pièces de rechange pendant deux ans à compter du début de l'exploitation ; c) les matières premières, qui bénéficient d'une exonération ou d'une réduction des impôts et droits de douane pendant trois ans à

compter du début de la production ; d) l'exonération de l'impôt sur le revenu pendant cinq ans.

La loi prévoit également des privilèges, notamment le droit de reporter les pertes sur la 2^e année, le droit de reporter les réserves non utilisées sur la 2^e année, le transfert à l'étranger de bénéfices équivalents à la valeur des exportations, le transfert à l'étranger d'un montant maximal de 75 % de leurs revenus après paiement de l'impôt sur le revenu par les salariés étrangers ; enfin, le capital peut être rapatrié dans n'importe quelle devise après 5 ans, à raison de 25 % par an.

Un comité spécial a également été mis en place pour administrer la loi ; il peut, le cas échéant, étendre les avantages, contribuer à contrôler les importations concurrentes et soutenir la campagne d'exportation des nouvelles unités.^[238] La loi vise principalement à attirer les capitaux des émigrés yéménites, dont les représentants ont participé à sa rédaction. Le gouvernement espère qu'elle sera particulièrement efficace dans le cadre des activités du secteur mixte. Au cours de ses premières années d'application, la loi n'a pas donné grand-chose, mais au cours de la période de planification actuelle, un certain nombre de projets avancent, notamment une usine de savon et de détergents du secteur mixte, un investissement d'un million de dollars dans les équipements électriques, ainsi que des usines de profilés en aluminium et de produits pharmaceutiques.

5. Pétrole et minéraux

La recherche de pétrole et d'autres minéraux constitue le grand espoir de trouver une ressource qui permettra un développement autofinancé. L'exploration pétrolière absorbe la plus grande part des investissements dans ce domaine, et depuis les années 1950, la raffinerie de pétrole d'Aden est la principale unité industrielle du pays.

a La raffinerie Construite entre 1952 et 1954 par BP pour remplacer sa principale raffinerie iranienne lorsque le gouvernement Mossadegh a nationalisé le pétrole en Iran, la raffinerie d'Aden était, à son époque, l'une des plus grandes et des plus modernes au monde. Elle a joué un rôle majeur dans la création d'une classe ouvrière à Aden. Des travailleurs ont été amenés tant des campagnes que de la région de Hujjiriyah pour la construire, et la ville de Little Aden a été bâtie pour loger ses ouvriers. La raffinerie elle-même est le plus grand employeur du pays, avec 1 700 salariés au début des années 1980, et elle a servi de centre de formation formel et informel pour le personnel à tous les niveaux.

BP a conservé la propriété de la raffinerie après l'indépendance ; il s'agissait de la seule industrie à capitaux étrangers à ne pas avoir été nationalisée en 1969. Au cours des premières années de l'indépendance, BP a tenté d'user la raffinerie en l'exploitant à sa capacité maximale de 7,5 millions de tonnes par an, mais lorsque

le gouvernement a commencé à imposer des taxes, la capacité de production a diminué après 1972 pour atteindre un plancher de 1,6 million de tonnes par an en 1975-1976, un niveau proche du minimum nécessaire pour maintenir les équipements en fonctionnement. En 1977, la raffinerie a été cédée au gouvernement dans le cadre d'un accord prévoyant que ce dernier indemniserait la société pour les actifs mobiliers – la raffinerie elle-même étant alors entièrement amortie – et que BP resterait en place pendant deux années supplémentaires en tant que conseillers. Depuis 1979, cependant, la société n'a plus guère eu de liens avec la raffinerie, bien qu'elle soit parfois sollicitée en tant que consultante. Après la reprise par l'État, le débit est passé à une moyenne de 3,5 à 4 millions de tonnes par an, soit environ la moitié de sa capacité nominale de 8,5 millions de tonnes ; toutefois, il est aujourd'hui difficile de savoir si elle pourrait produire davantage compte tenu de son âge et de son état de délabrement.

La majeure partie de l'activité de la raffinerie est réalisée sous contrat pour le compte d'acheteurs étrangers. Elle raffine également environ 800 000 tonnes de pétrole pour le marché local ; l'URSS et le Koweït raffinent chacun 0,5 million de tonnes en République démocratique populaire du Yémen (PDRY) et ce depuis plusieurs années ; cette activité vise principalement à soutenir la raffinerie et à la maintenir en activité. Depuis 1981, la raffinerie traite également 2,5 millions de tonnes par an dans le cadre d'un contrat avec l'Iran, dont la raffinerie d'Abadan a été endommagée par la guerre Iran-Irak ; ironiquement, la raffinerie reprend ainsi son rôle initial en remplaçant les activités de la raffinerie d'Abadan. Dans les années 1980, alors que l'Iran traversait une période de troubles, le régime fondamentaliste musulman en place a jugé opportun de traiter une partie de son pétrole dans la raffinerie de construction britannique gérée par le seul régime socialiste du monde arabe.

Malgré l'augmentation de son débit résultant de la crise iranienne actuelle, la raffinerie continue de fonctionner à perte, avec un déficit estimé à 5 millions de YD en 1982 ; à cette époque, des plans avaient été élaborés en vue de sa remise en état. Ce projet, le plus important du plan de développement actuel et très probablement aussi du troisième plan, prévoit des dépenses estimées à 190 millions de dollars américains pour une modernisation complète. Le programme de modernisation prévoit une unité de distillation sous vide d'une capacité de 10 000 barils par jour et une usine d'asphalte d'une capacité de 100 000 tonnes par an, toutes deux financées par la raffinerie elle-même, et qui devraient couvrir leurs coûts puisque 90 % de l'asphalte est destiné à l'exportation. La construction de nouvelles installations d'accostage permettrait au port pétrolier d'accueillir des pétroliers de 100 000 tonnes, alors que la limite actuelle est fixée à des pétroliers de 50 000 à 60 000 tonnes. La réhabilitation ou le remplacement de la centrale

électrique constitue le deuxième volet majeur ; au moment de la rédaction du présent rapport, aucune décision n'avait encore été annoncée à ce sujet.

Le Butagaz est devenu le moyen le plus pratique de cuisiner, remplaçant le charbon de bois, et depuis 1981, il est mis en bouteille dans une unité moderne qui produit des quantités suffisantes pour répondre à la demande actuelle du pays et pour assurer des exportations substantielles vers la

République arabe du Yémen. Dans le cadre de la réhabilitation de la raffinerie, la construction d'une nouvelle usine de récupération de GPL, d'une capacité de 100 000 à 150 000 tonnes par an, est à l'étude, ainsi qu'une unité de remplissage de bouteilles à Mukalla.

Compte tenu des capacités excédentaires mondiales, il est peu probable que la raffinerie d'Aden et ses installations acquièrent un jour une importance dépassant le cadre local ; toutefois, dans ces limites, il est possible que la raffinerie joue un rôle plus important dans le traitement du pétrole récemment découvert dans le pays.

b L'exploration minière était placée sous le contrôle du Conseil du pétrole et des minéraux, une entité autonome relevant du ministre de l'Industrie, qui en était le président. En février 1985, un ministère de l'Énergie et des Minéraux a été créé, qui a repris ces responsabilités. L'ancien ministre de l'Industrie en est devenu le ministre.

Historiquement, le seul minéral exploité a été le sel, extrait depuis des siècles dans le gouvernorat de Shabwa, tout près du site de la capitale de l'ancien royaume d'Hadramaut, qui a donné son nom au gouvernorat. Cette exploitation du sel se poursuit et constitue une source de revenus pour les tribus nomades qui extraient et transportent ce sel à dos de chameau vers ses principaux marchés, à l'est dans le Wadi Hadramaut et à l'ouest vers les anciennes villes commerçantes de la République arabe du Yémen. Sur le plan économique et national, cette exploitation saline n'est pas significative et la majeure partie du sel consommé est produite par l'usine de traitement du sel marin d'Aden, dont la production ces dernières années a été irrégulière, s'établissant à environ un tiers de sa capacité ; des projets d'extension et d'amélioration sont à l'étude pour optimiser sa production.

En ce qui concerne la prospection minière, il a été établi que des gisements de cuivre, de fer et de titane existent, bien qu'il n'y ait pour l'instant aucune indication de quantités commercialement viables. De l'or et des minéraux rares ont également été découverts. Des minéraux de moindre valeur sont disponibles en quantités exploitables et des études ont été menées au début des années 1980 en vue de l'exploitation de la silice pour la fabrication du verre. De la silice a été

découverte près de Habban, dans le gouvernorat de Shabwa, et la possibilité d'une production de verre est à l'étude. Plus près d'Aden, à Mudiya, du marbre a été découvert et son exploitation a fait l'objet d'une étude menée par une entreprise bulgare en 1983, après qu'elle eut conclu un accord avec le ministère de l'Industrie en vue de créer une coentreprise chargée de l'extraire et de l'exporter.

D'autres prospections minières sont en cours ; dans le cadre du Plan quinquennal de développement (SFYP), 3,2 millions de YD ont été alloués à la recherche géologique et aux opérations de cartographie, dont certaines sont menées conjointement avec la République arabe du Yémen (YAR) à la suite d'un accord conclu en janvier 1982. Cet accord pourrait constituer l'une des réalisations les plus importantes des efforts en faveur de l'unité.

Le principal projet industriel des années 1980 lié aux ressources minérales est le projet de cimenterie, qui s'appuie sur des gisements d'argile et de calcaire situés près de Batis, à environ 100 km au nord-est d'Aden.

Conçue pour une capacité de 350 000 tonnes par an, cette usine a pour objectif de remplacer les importations de ciment par une production locale afin de réaliser d'importantes économies de devises fortes ; sa capacité prévue est supérieure à la consommation estimée actuelle, et elle risque d'encourager l'utilisation du ciment au détriment des matériaux de construction locaux traditionnels, qui sont pourtant bien mieux adaptés aux conditions climatiques et de vie. L'utilisation accrue du ciment risque d'entraîner une baisse du niveau de qualité des logements dans les zones rurales où l'on pratique encore une construction traditionnelle de haute qualité. Le coût estimé de la cimenterie s'élevait à 100 millions de dollars en 1984 et le financement mis en place pour cette cimenterie illustre la volonté du régime d'accepter l'aide au développement de la part de tout ami potentiel. Au milieu de l'année 1984, un accord a été conclu pour financer l'usine grâce à des prêts à long terme et à faible taux d'intérêt accordés par la France et la République démocratique allemande, l'Organisation de libération de la Palestine prenant en charge le solde. Le début des travaux de construction était prévu pour fin 1984 ou début 1985.

c L'exploration pétrolière a une longue histoire dans la République démocratique populaire d'Yémen (RDPY), qui remonte à avant l'indépendance, et des rumeurs de découvertes de pétrole circulent depuis tout aussi longtemps. Dans les années 1960, les États du Protectorat d'Aden oriental – Qu'ayti, Kathiri, Qishn et Socotra – ont d'abord refusé de rejoindre la Fédération d'Arabie du Sud, car leurs dirigeants étaient convaincus que le pétrole avait été découvert à Thamud, au nord du Wadi Hadramaut, par la Pan American Oil Co. ; ils espéraient tirer profit des revenus pétroliers et n'avaient aucune envie de les partager avec les États appauvris du Protectorat d'Aden occidental. Peu avant l'indépendance, le Front de libération

nationale (NLF) estimait également que la Grande-Bretagne et l'Arabie saoudite tentaient de se tailler une part de la partie orientale du pays, non seulement pour des raisons politiques, mais aussi pour préserver leurs intérêts pétroliers supposés. Aucune découverte n'a toutefois été confirmée.

Depuis l'indépendance, le régime a conclu plusieurs contrats d'exploration pétrolière et considère cette activité comme particulièrement importante, car tout espoir d'indépendance économique doit reposer sur la découverte de pétrole ou d'une autre matière première de grande valeur. Au début des années 1970, une société mixte RDPY-algérienne a été créée, mais elle a été liquidée en 1976 après avoir échoué à faire la moindre découverte. Fin 1975, deux contrats d'exploration ont été signés, l'un avec la société soviétique Technoexport, portant sur une zone de 10 000 km² à l'est du pays, où deux puits d'essai ont été forés en collaboration avec le Département d'exploration pétrolière de la RDPY, fondé en 1976. Cet accord a été renouvelé et est toujours en vigueur à la date de rédaction du présent rapport. Le deuxième accord a été conclu avec la société canadienne Siebens et couvrait une zone de 10 000 km² au large de Socotra, où la société a foré un puits d'essai en 1979 sans résultat.

En 1977, le premier accord d'exploration a été conclu avec la compagnie pétrolière italienne AG IP ; il s'agit du premier accord ayant abouti à la découverte de quantités importantes de pétrole. Parmi les autres accords récents figure celui conclu avec la société brésilienne Braspetro, signé fin 1981 pour une durée de six ans, portant sur l'exploration de 42 000 km² à terre dans le gouvernorat de Mahra, autour de sa capitale al Ghayda ; l'engagement de la société comprend le forage de six puits d'exploration. Braspetro a cédé à la société espagnole Hispanoil une participation de 20 % dans cette opération. En 1983, un contrat d'exploration a été attribué à la société koweïtienne Independent Petroleum Group pour explorer une zone de 13 000 km² autour de Balhaf, dans le gouvernorat de Shabwa, cette zone étant répartie à parts égales entre la zone terrestre et la zone offshore. L'accord de partage de production prévoit 18 mois de travaux de prospection sismique, suivis de trois ans de forages d'exploration. IPG est présente dans le pays depuis 1982, date à laquelle un accord a été conclu pour la commercialisation des produits pétroliers et du GPL provenant de la raffinerie d'Aden. La société a également participé à des études visant à moderniser la raffinerie.

Un prêt de 9 millions de dollars américains accordé par l'Association internationale de développement a été utilisé pour financer plusieurs études sismiques à travers le pays ; celles-ci devraient permettre au gouvernement et aux entreprises intéressées de mieux cerner le potentiel du pays et de susciter un intérêt accru pour l'exploration.

Une avancée majeure a eu lieu en mars 1982 lorsque l'AGIP a découvert du pétrole à Sharmah, à 19 km au large de Sayhut ; le puits a été testé à un débit de 3 000 barils par jour de brut à 43° API à une profondeur de 6 800 pieds. Depuis lors, un autre puits d'une capacité de 10 000 barils par jour a été foré dans la même zone, et un nouvel accord a été conclu entre le gouvernement et la société, prévoyant notamment la poursuite des forages et la construction éventuelle d'une plateforme de production. Bien qu'une telle découverte soit mineure à l'échelle mondiale, en particulier en cette période de surproduction et de baisse des prix, elle revêt une grande importance dans le contexte de la République démocratique populaire du Yémen et pourrait au moins conduire à l'autosuffisance, alors qu'actuellement les importations nettes de pétrole représentent environ 23 % de la facture d'importation du pays. Cette première découverte est un signe positif et a encouragé d'autres travaux d'exploration, même si, au moment où j'écris ces lignes, je ne comprends pas bien pourquoi l'exploitation commerciale n'a pas encore commencé ; il existe manifestement un décalage d'intérêts entre les entreprises, confrontées à un excédent de production à l'échelle mondiale, et le pays, qui a besoin de générer des recettes.

Les travaux d'exploration menés dans le nord du gouvernorat de Shabwa ont donné des signes encourageants en 1984. Ceux-ci sont menés par l'Union soviétique dans une zone proche de l'importante découverte faite en République arabe du Yémen. L'espoir reste vif, car si quelque chose doit changer de manière significative le cours du développement, ce serait bien le pétrole.

L'exploitation du pétrole récemment découvert dans le pays et la nécessité d'en découvrir davantage sont essentielles. Placer ses espoirs dans une ressource dont l'ampleur reste à déterminer, à un moment où le marché mondial du pétrole connaît une récession, peut sembler étrange ; mais les problèmes du marché mondial du pétrole sont très probablement temporaires, tandis que les besoins en énergie persisteront pour soutenir une expansion économique continue. Les problèmes sociaux et politiques qui pourraient découler du fait que le Yémen démocratique devienne un exportateur de pétrole peuvent paraître fantaisistes à ce stade, mais il vaut la peine de leur accorder un peu d'attention. Si des revenus importants issus des exportations de pétrole pourraient financer le développement interne, ils pourraient également renforcer certaines tendances consuméristes que l'on peut déjà entrevoir dans le pays à l'heure actuelle, et qui se manifestent de manière caricaturale dans les États du Golfe : dépenses en biens de consommation de luxe, investissements dans de grands projets de prestige et destruction du patrimoine culturel traditionnel du pays, de l'architecture à l'artisanat. Cela pourrait également avoir un impact politique négatif en accentuant les disparités sociales et le fossé entre les conditions de vie urbaines et rurales, avec une émigration rurale accrue et une dilution rapide des

objectifs politiques du régime. En revanche, une production pétrolière modérée, bien gérée, pourrait suffire à financer les projets nécessaires sans conduire à l'extravagance. Elle pourrait également servir à réaliser les investissements nécessaires dans les infrastructures et les services ruraux, rendant ainsi la vie à la campagne agréable et attrayante, comme c'est le cas aujourd'hui dans les pays industrialisés avancés.

Conclusion

Le développement socialiste dans les petits pays pauvres, isolés et assiégés n'est pas une tâche aisée dans un monde dominé par des organisations régionales et internationales sous l'influence de puissantes multinationales capitalistes, largement dirigées par et au profit des pays capitalistes. Les échecs de ces régimes socialistes ont été largement relayés tant par la gauche que par la droite. Un retour au capitalisme permettrait de maximiser les profits d'une minorité, mais n'apporterait rien à la masse des populations pauvres de ces pays. Les socialistes, quant à eux, ont concentré leurs critiques sur les aspects de ces pays qu'ils jugent soit insuffisamment « socialistes », participatifs ou démocratiques, soit comme reflétant un contrôle étatique trop centralisé. Mais ils n'ont proposé aucune solution constructive, partielle ou totale, aux problèmes auxquels ces États sont confrontés. L'approche de ces critiques a minimisé les réelles avancées réalisées dans certains de ces pays et a conduit à des conclusions pessimistes suggérant que le socialisme et le développement du Tiers-Monde sont incompatibles.

Dans cet ouvrage, j'ai tenté de décrire et d'analyser les politiques ainsi que les difficultés rencontrées par un régime révolutionnaire et socialiste s'efforçant de transformer le pays qu'il a arraché à l'impérialisme et de jeter les bases d'un développement futur. Je ne prétends pas être en mesure de juger si la RDPY est ou non sur la voie du véritable socialisme, et les remarques suivantes doivent être lues à la lumière de cette réserve.

Les objectifs du Parti socialiste yéménite sont « de transformer la société selon des principes révolutionnaires, de mener à bien les tâches de la révolution nationale-démocratique et d'opérer la transition vers la construction du socialisme »^[239], et son guide dans cette tâche est « la théorie du socialisme scientifique, en tenant dûment compte des particularités locales du développement de la révolution nationale-démocratique au Yémen ».^[240]

Comme dans de nombreux autres pays, la RDPY est un État à parti unique et le PSY détient le monopole du débat politique. Bien que d'autres points de vue soient souvent exprimés de manière informelle, leurs partisans n'ont que peu d'influence politique et aucune organisation politique alternative n'est autorisée. Le Conseil populaire suprême ne remet que rarement en cause les propositions du Parti ni

n'initie de législation de son propre chef. Comme nous l'avons vu en détail, le Parti est l'élément directeur de l'État et la pratique a clairement montré que les décisions cruciales sont prises aux échelons supérieurs du YSP, qui semble également être le centre du débat politique entre les différentes tendances. Les échelons inférieurs du Parti jouent également un rôle important, en particulier sur les questions pratiques relatives à la mise en œuvre des politiques. Le Conseil populaire suprême ne remet que rarement en cause les propositions du Parti ni n'initie de législation de sa propre initiative. L'adhésion au Parti peut désormais être considérée comme un pas vers la réalisation d'objectifs personnels et non plus seulement comme le signe d'un engagement désintéressé en faveur de l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble de la population. Cependant, un engagement idéologique existe bel et bien au sein du Parti, en particulier parmi les militants plus âgés qui ont participé à la lutte armée.

La politique économique du Parti reste fondée sur la planification centralisée et, notamment dans les années 1970, des efforts considérables ont été consacrés à l'intégration de l'économie dans le secteur public et coopératif. Les socialistes occidentaux débattent pour savoir si le contrôle étatique des moyens de production peut être assimilé de manière simpliste au socialisme ; il est désormais largement admis que d'autres critères sont également pertinents, notamment la participation des producteurs à la gestion. Outre le secteur public, la RPDY dispose d'un secteur mixte et d'un secteur privé, et la tendance dans les années 1980 est d'encourager le développement de ces derniers, sans pour autant livrer le pays au capitalisme, qu'il soit dépendant ou non. La priorité accordée par le passé aux projets à grande échelle du secteur public a souvent négligé les souhaits et les intérêts des petits producteurs, bien qu'elle ait permis de mettre en place une infrastructure susceptible d'améliorer les conditions de production à l'avenir.

Le régime a mené à bien un certain nombre de réalisations généralement associées au socialisme : une réforme agraire qui a donné la terre aux paysans et réduit les écarts de taille entre les exploitations, ainsi que la nationalisation des ressources en eau. L'État contrôle les infrastructures, la majeure partie de l'industrie, le commerce de gros et le secteur financier. Les politiques sociales ont notamment porté sur la mise en place de systèmes gratuits de santé et d'éducation de base, ainsi que sur la suppression de la location privée de logements. L'accès aux services est déterminé presque exclusivement par les besoins, et non par la classe sociale, la richesse ou l'héritage, et les disparités sociales au sein du pays sont désormais très limitées.

Cela ne signifie pas pour autant que tout soit parfait. De nombreuses difficultés et problèmes subsistent dans tous les domaines. La pensée de nombreuses

personnes est influencée par l'expérience de l'émigration et par les conditions de vie ailleurs dans la péninsule et au-delà. La nouvelle génération de fonctionnaires et d'administrateurs du secteur public a principalement été formée en Europe de l'Est, où elle a été soumise à des influences idéologiques très différentes de celles qui ont marqué les migrants et leurs proches. Ce contraste est à l'origine de nombreux conflits potentiels. Ces influences contradictoires ne doivent pas être négligées lorsqu'on réfléchit à l'avenir, en particulier sur les plans politique et idéologique. Par exemple, l'adhésion généralisée des Yéménites aux idéaux culturels des « nations industrialisées avancées » peut être considérée comme en partie responsable de la tendance, au début des années 1980, à dépenser des sommes colossales pour des aménagements discutables dans la capitale, tels que des fontaines dans les ronds-points, des fêtes foraines et des hôtels de luxe, alors que les infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement restent insuffisantes dans les zones rurales.

Sur le plan politique, le pays a considérablement changé. Avec bien plus de la moitié de la population née depuis l'indépendance, rares sont ceux qui se souviennent de la lutte contre les Britanniques ou de la réalité du colonialisme, et la plupart des gens n'ont connu d'autre régime que celui du Parti socialiste yéménite, dans un contexte de relative pénurie au niveau national et d'images d'abondance ailleurs dans la péninsule. Quelles que soient ses lacunes, le PSY s'efforce de remodeler la société selon une nouvelle voie qui diffère nettement de la voie néocolonialiste que l'on retrouve dans la plupart des anciennes colonies. Cet ouvrage a montré qu'il n'existe pas de recette toute faite pour le développement socialiste dans le Tiers-Monde, et l'expérience de la RPDY constitue une étude de cas de cette nouvelle problématique révolutionnaire.

Chronologie

1839 Occupation britannique d'Aden

1914-18 Première Guerre mondiale

1927 La Royal Air Force prend en charge la défense des protectorats

1928 Le ministère des Colonies prend en charge les protectorats

1934 Traité anglo-yéménite sur les frontières

1937 Aden devient une colonie de la Couronne

1939-1945 Seconde Guerre mondiale

1947 Création du Conseil législatif à Aden

1948 Décès de l'imam Yahia à Sanaa ; après une révolution avortée, l'imam Ahmad lui succède

1954 Ouverture de la raffinerie BP à Buraika/Little Aden

1956 Création de l'ATUC

Crise de Suez

1959 Création de la Fédération des Émirats du Sud

Formation des premières cellules du MAN à Aden

1961 Fondation de l'Union démocratique populaire

1962 La révolution du 22 septembre transforme l'imamat en République arabe du Yémen
Aden rejoint la Fédération, qui devient la Fédération de l'Arabie du Sud
1963 Fondation du NLF, lancement de la lutte armée à Radfan le 14 octobre
1965 Création de l'OLOS
Juin : le premier congrès du NLF à Taïz adopte la Charte nationale
1966 Janvier : création du FLO SY
Juin : deuxième congrès du NLF à Jibla
Novembre : troisième congrès du NLF à Khamr
1967 Juin : guerre israélo-arabe, fermeture du canal de Suez
Octobre : les Égyptiens quittent la RAY
Novembre : indépendance. La fédération devient la République populaire du Yémen du Sud
1968 Mars : décret de réconciliation tribale
Mars : quatrième congrès du NLF à Zinjibar
Événements du 20 mars
Événements du 14 mai
Début des affrontements frontaliers
1969 22 juin : « mouvement correctif »
Septembre : la République populaire du Yémen du Sud adhère au FMI et à la Banque mondiale
Octobre : la République populaire du Yémen du Sud rompt ses relations diplomatiques avec les États-Unis
Novembre : l'Arabie saoudite attaque Wadi'
Novembre : nationalisation des actifs étrangers
1970 Août : première conférence des émigrés
Octobre : première intifada à al-Husn
Novembre : loi sur la réforme agraire
Novembre : nouvelle Constitution. La PRSY devient la République démocratique populaire du Yémen
1971 Mai : première réunion du Conseil suprême du peuple
Août : Ali Nasser Mohammed devient Premier ministre
Les affrontements frontaliers se poursuivent
Lancement du plan triennal
1972 Mars : cinquième congrès du NFPO à Madinat al-Sha'b Août : « Sept jours », loi sur le logement Septembre : guerre frontalière avec la République arabe du Yémen
1973 Juin : formation de milices
Septembre : al-Iryani rencontre Salmine à Alger
Septembre : abolition de la pratique médicale privée
1974 Janvier : promulgation du Code de la famille. Lancement du premier plan quinquennal. Juin : Ibrahim al Hamdi arrive au pouvoir au YAR
1975 Octobre : congrès d'unification à Aden, création de l'UPONF. Création de la faculté de médecine de l'université d'Aden

1976 Mars : établissement de relations diplomatiques avec l'Arabie saoudite. Avril : formation du Syndicat des paysans
 Octobre : élections aux Conseils populaires locaux dans le cinquième gouvernorat
 1977 Janvier : loi sur la consommation de qat
 Février : Rencontre entre Salmine et Hamdi à Qa'taba
 Mars : Réunion sur la sécurité de la mer Rouge à Ta'iz
 Mai : Remise de la raffinerie à la RDPY
 Octobre : Assassinat d'Hamdi à Sanaa ; al-Ghashmi lui succède Novembre : Élections nationales des Conseils populaires locaux
 1978 24 juin : Assassinat d'al-Ghashmi à Sanaa ; Ali Abdullah Saleh lui succède
 26 juin : exécution de Salmine à Aden
 Octobre : premier congrès du parti. L'UPONF devient le Parti socialiste yéménite
 Décembre : nouvelle Constitution, Abdul Fattah Ismail devient président ; promulgation de la loi fondamentale sur le travail
 1979 Février : deuxième guerre frontalière entre la RDPY et la RAR
 Mars : accord du Koweït entre la RDPY et la RAR
 Octobre : signature de traités d'amitié et de coopération entre la RDPY et l'URSS, la République démocratique allemande et l'Éthiopie
 1980 Mars : dénomination des gouvernorats
 Avril : Abdul Fattah Ismail est remplacé par Ali Nasser Mohammed au poste de secrétaire général du Parti et de président Août : création de la Société yéménite du tourisme Octobre : congrès extraordinaire du Parti socialiste yéménite (YSP)
 Octobre : nouvelle loi sur l'alphabétisation Novembre : deuxième conférence des émigrés
 1981 Début du deuxième plan quinquennal Février : loi sur la défense civile Juin : affrontements à la frontière avec Oman Juillet : décès de Qahtan Août : sommet tripartite à Aden avec l'Éthiopie, la Libye et la RDPY Novembre : Ali Abdullah Saleh se rend à Aden Décembre : nouvelle loi sur l'investissement
 1982 Février : procès de 13 saboteurs
 Mars : inondations catastrophiques dans tout le pays Avril : Agip annonce la découverte de pétrole à Sharma Août : Ali Abdullah Saleh et Ali Nasser Mohammed jouent le rôle de médiateurs dans la guerre du Liban et se rendent dans les capitales arabes Octobre : accord sur la normalisation des relations avec Oman
 1983 Août : le Conseil suprême yéménite se réunit à Sanaa Octobre : élections au Conseil populaire libérateur (LPC) Octobre : reconnaissance diplomatique entre la République démocratique populaire du Yémen (RDPY) et Oman
 1984 Réunions du Conseil suprême yéménite

[1] Banque mondiale, Rapport sur le développement mondial 1984, p. 218

[2] La société hadrami en Indonésie au XIX^e siècle est décrite en détail dans l'ouvrage de L. W. C. van den Berg, *Le Hadhramout et les colonies arabes dans l'Archipel indien*, Batavia, Imprimerie du Gouvernement, 1886, réédité en 1969 par Gregg International, Angleterre. Cet ouvrage contient également des informations

générales sur la vie et l'administration de l'Hadramaut, tirées d'entretiens menés auprès d'Hadramis en Indonésie

[3] Voir R. J. Gavin, *Aden under British Rule 1839–1967*, C. Hurst, Londres, 1975, p. 27–29. Cet ouvrage constitue une analyse exhaustive et très détaillée de tous les événements marquants et de la politique britannique ; il s'agit d'une lecture incontournable pour la période qu'il couvre et il m'a été d'une grande aide pour la rédaction de ce chapitre

[4] On trouvera un compte rendu détaillé des relations de Haines avec ses supérieurs et de sa politique, ainsi que de ses relations avec les Yéménites, dans R. J. Gavin, *op. cit.*, pp. 39–61

[5] *ibid.*, pp. 138–146

[6] *ibid.*, pp. 196–8

[7] Pour connaître le point de vue de l'imam sur les relations avec la Grande-Bretagne, voir M. W. Wenner, *Modern Yemen 1918–1966*, John Hopkins, 1967, pp. 158–164

[8] R. J. Gavin, *op. cit.*, p. 204

[9] *ibid.*, p. 201–203, pour une analyse de la conception britannique du concept de tribu et de la manière dont la politique britannique a faussé les relations qui prévalaient avant son arrivée

[10] Lord Belhaven, *The Uneven Road*, John Murray, Londres, 1955, p. 136–137. Il s'agit du récit d'un aristocrate écossais retraçant sa vie, d'abord en tant qu'officier au sein des « Aden Protectorate Levies », puis en tant que responsable politique dans le Protectorat occidental, de 1931 jusqu'au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Rédigé avec humour, cet ouvrage offre un aperçu très instructif du mode de fonctionnement des premiers responsables politiques et des types de relations qu'ils ont nouées avec la communauté yéménite

[11] R. J. Gavin, *op. cit.*, p. 127

[12] *ibid.*, p. 238–239

[13] Belhaven, *op. cit.*, p. 56

[14] K. Trevaskis, *Shades of Amber*, Londres, 1968, pp. 79–81

[15] Voir R. J. Gavin, *op. cit.*, pp. 279–278, 334, sur les effets sur l'économie de l'ouverture de routes carrossables et du renforcement des forces militaires mises en place grâce à l'intervention britannique

- [16] H. Ingrams, *Arabia and the Isles*, 3^e éd., J. Murray, Londres, 1966, p. 298
- [17] R. J. Gavin, *op. cit.*, p. 303
- [18] H. Ingrams, *op. cit.*, p. 241, et F. Stark, *The Southern Gates of Arabia*, J. Murray, Londres, 1936, p. 227
- [19] R. J. Gavin, *op. cit.*, p. 341
- [20] K. Trcvaskis, *op. cit.*, p. 94
- [21] T. Little, *South Arabia, Arena of Conflict*, Londres, 1968, p. 34–35
- [22] Voir le chapitre 1
- [23] F. Stark, *East is West*, Londres, 1945, p. 13
- [24] Pour plus d'informations sur le Mouvement yéménite libre et son influence sur la politique adénienne, voir J. L. H. Douglas, *The Free Yemeni Movement 1935–1962*, thèse de doctorat non publiée, Université de Londres, 1983.
- [25] D. C. Watt, « Labor relations and Trades Unions in Aden 1952–1960 », dans *Middle East Journal*, automne 1962, p. 446
- [26] D. C. Watt, *op. cit.*, p. 449
- [27] Voir le chapitre 1
- [28] T. Hickinbotham, *Aden*, Londres, 1958, p. 196–197
- [29] Une version antérieure de cette section a été présentée lors du colloque sur le Yémen contemporain, qui s'est tenu à l'université d'Exeter en juillet 1983, et a été publiée dans B. R. Pridham (dir.), *Contemporary Yemen : vol. 1 Politics and Historical Background*, Londres, 1984, pp. 46–62
- [30] Voir ci-dessus, p. 19
- [31] F. Stark, *The Southern Gates of Arabia*, Londres, 1936, p. 217 .
- [32] Je ne présente ici qu'un résumé sommaire du MAN, en me concentrant sur les aspects les plus pertinents pour le NLF. La source la plus fiable en anglais sur le MAN est l'ouvrage de W. Kazziha, *Revolutionary Transformation in the Arab World*, Londres, 1975
- [33] *al-Hurriyah*, 2 mai 1960, cité dans Kazziha, *op. cit.*, p. 65
- [34] Fathi Abdul Fattah, *Tajribat al-thawra fi al-Yaman al-Dimuqratiya*, Beyrouth, 1974, p. 43 ; Ahmad Ati al-Masry, *Tajribat al-Yaman al-Dimuqratiya*, Le Caire, 1974,

p. 188 ; J. P. Viennot, « L'expérience révolutionnaire du Yémen du Sud », *Maghreb*, octobre 1973, p. 74

[35] Cité dans F. Halliday, *Arabia without Sultans*, Londres, 1974, p. 192

[36] Voir le chapitre 1

[37] BBC SWB ME 1902, 6 juillet 1965

[38] « Adel Rida, *Thawra al-Junub*, Le Caire, 1969, p. 85-86. Traduction tirée de F. Halliday, *op. cit.*, p. 194

[39] 'Adel Rida, *op. cit.*, p. 87

[40] *ibid.*, p. 89

[41] BBC SWB ME 1902, 6 juillet 1965

[42] 'Adel Rida, *op. cit.*, p. 90

[43] *ibid.*, p. 91

[44] *ibid.*, p. 97

[45] *ibid.*, p. 100-101

[46] H. Trevelyan, *The Middle East in Revolution*, Londres, 1970, p. 253

[47] En 1965, le journal *Tali'a* du Koweït a publié des documents allant dans ce sens, signés par Ahmad al-Attas et Mohammed ben Laden

[48] *A den Chronicle*, 27 août 1964

[49] BBC SWB ME 2223, 17 juillet 1966

[50] *The Sunday Times*, 12 mars 1967

[51] K. Trevaskis, *Shades of Amber*, Londres, 1968, p. 172

[52] K. Trevelyan, *op. cit.*, p. 258

[53] *ibid.*, p. 259

[54] Cette calomnie a acquis un caractère quasi officiel dans un communiqué de l'Algérie Presse Service en novembre 1967 ; voir *Orient*, 1969, note de bas de page 21, p. 23.

[55] Il était le seul dirigeant du FLN âgé de plus de 40 ans et affirmait que le pays ne serait pas respecté à l'étranger s'il n'avait pas un président plus âgé. Voir F. Halliday, *Arabia Without Sultans*, 1974, p. 259.

[56] Par exemple, le ministre des Travaux publics et des Communications, Faysal bin Shamlan, qui, dans les années 1980, était directeur de la société de raffinage d'Aden, et Muhammad Abdul Qadir Bafaqih, ministre de l'Éducation, qui, dans les années 1980, était le représentant de la RDPY auprès de l'UNESCO.

[57] Voir BBC SWB ME 2636, 2 décembre 1967.

[58] Le glissement continu du régime vers la gauche et son hostilité envers les administrateurs de l'époque coloniale ont conduit de nombreux fonctionnaires restés sur place au moment de l'indépendance à émigrer au cours des années suivantes, en particulier après le 22 juin 1969.

[59] Ce point est abordé au chapitre 8.

[60] *Orient*, 1969, p. 32.

[61] *ibid.*

[62] *ibid.*

[63] *op. cit.*, p. 31-32.

[64] *op. cit.*, p. 26.

[65] *op. cit.*, p. 31.

[66] Programme de la révolution nationale démocratique populaire présenté par Abdul Fattah Ismail au quatrième congrès du NLF, dans *Orient, op. cit.*, p. 40-41.

[67] Résolutions publiques du 4^e congrès dans *Orient, op. cit.*, p. 32.

[68] *ibid.*

[69] Communiqué politique du 4^e congrès dans *Orient, op. cit.*, p. 37.

[70] Résolutions du 4^e congrès dans *Orient, op. cit.*, p. 33.

[71] *ibid.*

[72] BBC SWB ME 2733, 29 mars 1968.

[73] BBC SWB ME 2726, 21 mars 1968.

[74] Un certain Dale S. Perry.

[75] BBC SWB ME 2768, 13 mai 1968.

[76] Parmi lesquels Ali Saleh Obayd « Muqbil », Salem Ruba'i Ali, Ali Salem al-Beedh, Salih Baqis, Ali Antar, Abdullah al-Ashtal, Awadh al-Hamid, Muhammed

Salih Yafi' (Muti) et Abdul Aziz Abdul Wali. Voir PDRY — Ministère de l'Information, *Le Mouvement du 14 mai, introduction et résultats*, 1973, en arabe.

[77] BBC SWB ME 2779, 18 mai 1968.

[78] PRSY, ministère de la Culture et de l'Orientation nationale, Communiqué du commandement général du FLN, dans *Orient*, 1969, p. 45.

[79] Cet incident est abordé plus en détail par F. Halliday, *Arabia without Sultans*.

[80] Londres, 1974, p. 122-123. «

[81] À la fin des années 1970 et au début des années 1980, il devint l'un des principaux intermédiaires dans les négociations sur l'unité yéménite entre Sanaa et Aden.

[82] BBC SWB ME 2891, 4 février 1969.

[83] BBC SWB ME 3002, 17 février 1969.

[84] BBC SWB ME 3108, 25 juin 1969.

[85] Qahtan fut emprisonné, puis assigné à résidence à la fin des années 1970, avant d'être finalement libéré. Il est décédé des suites d'une maladie en juillet 1981 et a eu droit à des funérailles officielles très médiatisées, auxquelles ont assisté plusieurs hauts responsables gouvernementaux. Faysal Abdul Latif a été arrêté le 31 mars 1970 et abattu « alors qu'il tentait de s'échapper » quelques jours plus tard.

[86] G. Troeller et C. Deffarge, *Le Monde diplomatique*, avril 1972, p. 6. Banque mondiale, *Tableaux de la dette mondiale*. Décembre 1981, p. 202.

[87] À cette époque : Salmine, Abdul Fattah Ismail et Mohammed Ali Haitham.

[88] *Constitution de la RPDY*, 1970, préambule, p. 3.

[89] *op. cit.*, pp. 7-8.

[90] *op. cit.*, p. 9.

[91] E. Rouleau, *Le Monde*, 27 mai 1972.

[92] Cinquième Congrès général de l'Organisation politique du Front national de la RDPY — *documents photocopiés*, p. 2-3 ; une autre traduction de ce passage se trouve dans F. Halliday, *op. cit.*, p. 243-244.

[93] Article 13 du règlement intérieur de la NFPO.

[94] *Résolutions adoptées par le 5^e Congrès général de l'Organisation politique — Front national* — Aden, s.d., p. 2.

- [95] *ibid.*
- [96] *op. cit.*, p. 3.
- [97] *op. cit.*, p. 4.
- [98] *ibid.*
- [99] *ibid.*
- [100] *Ibid.*
- [101] *Ibid.*
- [102] *Le Monde*, 31 mai 1972.
- [103] BBC SWB ME 3508, 15 octobre 1970, et 3516, 24 octobre 1970.
- [104] BBC SWB ME 3641, 23 mars 1971.
- [105] BBC SWB ME 4133, 1er novembre 1972.
- [106] BBC SWB ME 4971, 2 septembre 1975.
- [107] *Programme de l'Organisation politique unifiée, le Front national pour la phase nationale-démocratique de la révolution*, Ambassade de la RPDY à Londres, 1977, p. 14-15.
- [108] Programme *op. cit.*, p. 35.
- [109] *ibid.*
- [110] *Rapport politique présenté au Congrès d'unification*, Ambassade de la RPDY à Londres, 1977, p. 36.
- [111] Programme *op. cit.*, p. 27.
- [112] Programme, *op. cit.*, p. 30.
- [113] Éditorial d'*Al Sharara (L'Étincelle)*, organe du Front de libération nationale (NLF) dans la 5^e province, mars 1968. Reproduit intégralement dans J. P. Viennot, « Aden : de la lutte pour la libération à l'indépendance », *Orient*, 1969, p. 41-42.
- [114] F. Halliday, « Yemen's unfinished Revolution: Socialism in the South », dans *MERIP Reports*, vol. 9, n° 8, octobre 1979, p. 18.
- [115] On trouve des exemples particulièrement grossiers de propagande noire dans *le Daily Telegraph*, article de G. Brook-Shepherd du 5 février 1978. « Même les États d'Europe de l'Est, au plus fort de la tyrannie stalinienne, n'ont pas subi le

triple carcan de la domination communiste étrangère que l'on ressent aujourd'hui au Yémen du Sud... » Il allègue, sans la moindre preuve bien sûr, que les Russes, les Cubains et les Allemands de l'Est ont un pouvoir de vie et de mort sur les Yéménites ordinaires.

[116] Voir BBC SWB 5850, 28 juin 1978.

[117] Les quatre autres membres étaient Abdul Fattah Ismail, Ali Antar, Mohammed Saleh Muti' et Ali Abdul Razzaq Badheeb. Le Conseil fut aboli lorsque la nouvelle Constitution entra en vigueur en novembre 1978.

[118] BBC SWB 5852, 30 juin 1978.

[119] *Résolutions du premier congrès du YSP* — polycopié — Aden 1978, résolution 9, p. 17.

[120] *Constitution de la RPDY*, octobre 1978, Aden, p. 5-6.

[121] Rapport politique au 1^{er} congrès du YSP, section 7 dans *Actes du premier congrès du YSP*, Moscou 1978, p. 133.

[122] Programme du YSP, *op. cit.*, p. 149.

[123] *Résolutions du 1er Congrès du YSP*, résolution 1, p. 3.

[124] Il y avait 10 membres de plus que sous la Constitution de 1970. Contrairement à l'ancien Conseil populaire suprême (SPC), aucun siège spécial n'était réservé aux femmes, aux syndicalistes, etc. Parmi les élus figuraient 7 femmes.

[125] Il fut par la suite amendé pour s'étendre de 1981 à 1985, les années 1979 et 1980 étant considérées comme une période de consolidation et d'achèvement des projets inachevés du Premier Plan.

[126] Résolution n° 10, p. 11, dans *Résolutions... op. cit.*

[127] Les personnes arrêtées furent jugées et condamnées en septembre, mais grâce à leur immunité diplomatique, elles furent simplement expulsées du pays au lieu de purger leur peine.

[128] Programme du YSP, *op. cit.*, pp. 165-166, 167, 168.

[129] Le NDF était à l'origine composé du Parti révolutionnaire démocratique, un descendant du MAN au sein de la République arabe unifiée,

(*al Hizb al thawry ad dimuqrati*), du Parti Tali'a (*al hizb at-tali'a*) qui, à l'instar de la Tali'a du Sud, s'était scindé du Baas, officiellement en 1970 mais officieusement dès 1968 ; des Combattants révolutionnaires (*al muqawimin al thawriyin*) ; du Parti des

travailleurs (*hizb al 'Umal*); l'Union populaire (*ittihad al Sha'b*). Après 1978, ces cinq partis au sein du NDF se sont secrètement regroupés pour former le Parti de l'unité populaire (*hizb al wahda ash sha'biya*), dont la ligne politique était proche de celle du YSP à cette époque.

[130] BBC SWB ME 6019, 12 janvier 1979.

[131] Lorsqu'il est devenu président pour la première fois en juillet 1978, rares étaient ceux qui s'attendaient à ce qu'Ali Abdullah Saleh fasse long feu. Officier d'armée obscur, peu réputé pour ses compétences, il a réussi à survivre à plusieurs tentatives d'assassinat au cours de ses premiers mois au pouvoir et personne ne s'attendait à ce qu'il devienne le président de la RAR ayant exercé le plus longtemps depuis la naissance de la république. Alors que beaucoup doutaient sérieusement de ses capacités, il s'est certainement montré capable de négocier avec toutes les forces politiques contradictoires au sein de la RAR, et a habilement contrebalancé les pressions extérieures exercées sur son régime, tant par la droite que par la gauche. En tant qu'homme politique, il mérite une admiration incontestable pour ses capacités de survie, même s'il serait imprudent de faire des prédictions sur son avenir.

[132] Pour le texte du communiqué, voir BBC SWB ME 6082, 2 avril 1979.

[133] *UPON F Programme*, Londres 1977, p. 23.

[134] *Aden News Agency*, 27 août 1980.

[135] *Aden News Agency*, 2 septembre 1980.

[136] *Al Mutamar al Istithna 'i Vilhizb al Ishtiraky al Yamani* - Beyrouth, s.d., p. 112.

[137] pp. 195-204.

[138] Parmi ceux qui avaient été écartés, certains étaient décédés de causes naturelles, comme Ahmad Said Bakhubaira, d'autres avaient été évincés pour des raisons politiques évidentes, tels qu'Abdul Fattah Ismail, Mohammed Saleh Muti', Mohammed Said Abdullah (Mohsen), Mahmoud Ushaysh et Husayn Qumata, tandis que d'autres encore avaient conservé leur poste, mais n'étaient pas considérés comme devant occuper un siège au Comité central : Aida Ali Said, Ahmad Hamid Mulhi, Shaikh Sumaih, Said Salem Al Khaiba, Mansur as Saruri, Najib Ibrahim, Abdul Wakil as Saruri et Ahmad al Khadr Za'bal.

[139] *Documents du premier congrès du YSP* - Moscou 1979, p. 127.

[140] Documents du congrès extraordinaire, *op. cit.*, p. 173.

[141] Documents du congrès extraordinaire, *op. cit.*, pp. 198-206.

[142] *Documents du premier congrès du YSP, op. cit.*, p. 241.

[143] Il fut accusé de divers crimes, notamment de complot avec l'Arabie saoudite, et d'avoir tenté de créer des factions au sein du groupe au pouvoir. Comme il était l'un des anciens dirigeants du NLF, membre de la direction secondaire des années 1960, il est plus probable que son ascension dans la hiérarchie ait été l'élément décisif de sa chute. Il aurait été jugé et condamné par le Bureau politique, une institution dépourvue de tout pouvoir judiciaire, ce qui constitue en soi une indication de l'illégitimité de cette action.

[144] *Arab News*, 7 septembre 1982.

[145] Cela s'est particulièrement manifesté dans le cas d'Abdullah al-Asnaj, qui présente certains parallèles avec celui de Muti'. Al-Asnaj, originaire d'Aden, était le dirigeant de l'ATUC et du PSP dans les années 1960 et est devenu ministre des Affaires étrangères de la RAR dans les années 1970. Évincé en 1979 à la suite de l'accord du Koweït conclu entre la RAR et la RDPY après la mini-guerre intéryéménite de cette année-là, il fut arrêté en 1980 pour avoir comploté avec l'Arabie saoudite contre le régime d'Ali Abdullah Saleh, un complot pour lequel il existait à la fois des preuves et des motifs valables. L'opposition d'Al-Asnaj à tout rapprochement avec le Sud l'aurait conduit à tout pour empêcher l'amélioration des relations avec Aden. Il fut jugé en 1981 et condamné à huis clos, mais ne fut pas exécuté. Après des séjours en prison et en résidence surveillée, il fut libéré en 1984. Cela s'explique en partie par la politique du régime de Sanaa visant à ne pas s'aliéner Aden en exécutant des Yéménites du Sud, tandis qu'Aden n'exécute pas les personnes originaires du Nord.

[146] Ainsi, en mai 1984, le Bureau politique était composé de 10 membres titulaires : Ali Nasser Mohammed, Ali Antar, Abu Bakr Abdul Razzak Badheeb, Salih Munaser as Siyali, Abdul Ghani Abdul Qader, Anis Hassan Yahia, Salih Muslih Qasim, Ali Abdul Razaq Badheeb, Salim Salih Muhammad et le Dr Abdul Aziz ad Dali* ; ainsi que de deux membres candidats : Ali Shaye Hadi et Abdulla al Khamri.

[147] *Agence de presse d'Aden*, 24 novembre 1980.

[148] *Agence de presse d'Aden*, 7 janvier 1981.

[149] *Agence de presse d'Aden*, 31 décembre 1980.

[150] *Agence de presse d'Aden*, 26 janvier 1981.

[151] Ali Salem al Beedh fut par la suite réintégré en tant que membre candidat du Comité central et devint ministre des Collectivités locales en septembre 1982, après avoir réglé ses problèmes familiaux de manière plus conventionnelle, par le

divorce et le remariage, bien que son épouse n'ait pas retrouvé ses fonctions politiques en 1984.

[152] BBC SWB 7158, 16 octobre 1982.

[153] *Ibid.*

[154] *Constitution de la RPDY*, 1978, article 67.

[155] R. J. Gavin, *Aden under British rule*, p. 442, note 74.

[156] *Programme de l'UPONF*, *op. cit.*, p. 33.

[157] *Le Monde*, 30 mai 1972.

[158] *Programme de l'UPONF*, *op. cit.*, p. 32–3.

[159] SWB ME 7418, 22 août 1983.

[160] Déclaration de Hodding Carter, porte-parole du Département d'État, *Le Monde*, 28 février 1979.

[161] *The Military Balance*, IISS, Londres, 1984, p. 73.

[162] A. S. Bujra, *The Politics of Stratification, a Study of Political Change in a South Arabian Town*. Oxford University Press, 1971. A. S. Bujra, « Political Conflict and Stratification in Hadramaut », dans *Middle East Studies*, vol. 3, n° 4, juillet 1967, et vol. 4, n° 1, octobre 1967.

[163] Cela signifie qu'un homme était autorisé à épouser une femme de statut inférieur, le statut se transmettant par la lignée masculine, tandis que les femmes n'étaient jamais autorisées à épouser un homme de statut inférieur au leur.

[164] *Constitution de 1978*, article 47, p. 23.

[165] *ibid.*

[166] BBC SWB ME 2709, 1er mars 1968.

[167] BBC SWB ME 2879, 21 octobre 1968.

[168] PDRY, *Bedouin Development Project: Socio-economic impact*, par A. M. Mostafa, Aden, 1981.

[169] *Constitution de 1978*, article 36.

[170] *ibid.*

[171] Une enquête sociologique portant sur 120 ouvrières d'usine a été menée en 1977 et ses résultats ont été publiés dans M. Molyneux, *Politiques d'État et situation des travailleuses en République démocratique populaire du Yémen, 1967-1977*, OIT 1982. Elle examine également « comment la combinaison de l'islam et du socialisme influe sur la condition des femmes » (p. v).

[172] *PDRY Family Law, 1974*, Londres 1978, p. 29.

[173] *op. cit.* p. 30.

[174] *op. cit.* p. 32.

[175] *op. cit.*, art. 11, p. 31.

[176] *Constitution de la RPDY, 1978*, art. 67.

[177] Le qat (*Catha edulis*) est un stupéfiant léger, largement consommé au Yémen ainsi qu'en Somalie, à Djibouti et en Éthiopie, de l'autre côté de la mer Rouge. Il pousse sous forme d'arbustes et ses jeunes feuilles tendres sont mâchées puis gardées dans la bouche, entre la joue et les dents, pendant plusieurs heures afin d'obtenir un léger « effet ». Le débat concernant ses risques pour la santé fait rage parmi les experts, qui sont divisés sur la question de savoir s'il est nocif ou non. Son impact sur l'économie fait également l'objet de débats, bien que l'opinion dominante soit qu'il entraîne de lourdes pertes de productivité, les hommes restant assis à mâcher pendant de longues heures d'affilée (aujourd'hui en République arabe du Yémen, par exemple, souvent quotidiennement pendant 3 à 4 heures), ce qui les éloigne du secteur productif. Le qat pousse bien dans des conditions similaires à celles du café et, en raison de sa forte valeur marchande locale, il remplace souvent le café qui pourrait être exporté.

[178] La question de savoir si le café et d'autres cultures utiles sont arrachés pour être remplacés par le qat, dont les rendements sont élevés, fait l'objet d'un débat au Yémen. Pour un point de vue remettant en cause l'idée reçue sur le qat, voir S. Weir, *Consuming leaves, Qat and Social Change in Yemen*, British Museum Publications, Londres 1985.

[179] Certains résultats préliminaires de cette recherche ont été publiés dans *le Wadi Hadramaut : Prospections* par J. F. Breton, L. Badre, R. Audouin, J. Seigne, s.d., Centre yéménite pour la culture et la recherche archéologique, Aden.

[180] *Constitution de la RPDY* de 1978, art. 28.

[181] A. S. Bujra, *The Politics of Stratification*, *op. cit.*, p. 5.

[182] *Constitution de la RPDY* de 1978, art. 11.

- [183] *Constitution de la RPDY* de 1978, art. 40.
- [184] *Constitution de la RPDY* de 1978, art. 41.
- [185] *Constitution de la RPDY* de 1978, art. 42.
- [186] *Constitution de la RPDY* de 1978, art. 39.
- [187] H. Ingrams, *Arabia and the Isles*, op. cit., p. 96, où sont fournis des détails supplémentaires sur l'idéologie et l'organisation de l'école.
- [188] B. Kristiansson, G. Bâgenholm, A. Nasher, *Growth and Health among pre-school children in PDRYemen* 1982–83, Banque mondiale, Ràdda Barnen, OMS, 1985.
- [189] *ibid.*
- [190] Firebrace, J., *Infant Feeding in the Yemen Arab Republic*, CIIR, Londres, 1981. D. Melrose, *The Great Health Robbery: Babymilk and Medicines in Yemen*, Oxfam, 1982.
- [191] *Constitution de la RPDY* de 1978, art. 41.
- [192] Radda Barnen, *Rapport annuel 1978 sur les activités menées en République démocratique populaire du Yémen*, Stockholm, 1978, p. 1–2.
- [193] Le développement des soins de santé primaires est décrit dans H. Segall et G. Williams, « Primary Health Care in Democratic Yemen: an evaluation of policy and commitment » (Les soins de santé primaires au Yémen démocratique : une évaluation de la politique et de l'engagement), dans D. Morley, J. G. Rohde, G. Williams, *Practising Health for All*, OUP, 1983
- [194] Ministère de la Planification de la RPDY, *Deuxième plan quinquennal de développement* (en arabe), 1981–1985, Aden, 1981, vol. 1, p. 95.
- [195] Voir D. Melrose, *Bitter Pills, Medicines and the Third World Poor*, Oxfam, 1982.
- [196] *Constitution de la RPDY*, 1978, art. 42.
- [197] BBC SWB ME 6999, 8 avril 1982.
- [198] *Programme de l'UPONF*, Londres, 1977, p. 22.
- [199] Résolutions du quatrième congrès du NLF dans *Orient 1969*, p. 32.
- [200] *op. cit.*, p. 40.

[201] *Cinquième congrès général de l'Organisation politique du Front national de la République démocratique populaire d'Yémen*. Aden, 1972, tiré à plusieurs exemplaires, p. 11.

[202] *Rapport politique présenté par Abdul Fattah Ismail au Congrès d'unification*, octobre 1975, Londres, 1977, p. 36.

[203] *op. cit.*, p. 38.

[204] *op. cit.*, p. 47.

[205] *Actes du premier congrès du Parti socialiste yéménite*, Aden, octobre 1978, Moscou, 1979, p. 61-62

[206] *op. cit.*, p. 62.

[207] Voir le chapitre 3.

[208] *Actes... op. cit.*, p. 34.

[209] *Résolutions du congrès de 1978 du PSY*, Aden, tiré à part, p. 15.

[210] *Actes... op. cit.*, p. 63.

[211] *Actes... op. cit.*, pp. 40-41.

[212] *op. cit.*, p. 59.

[213] Le deuxième plan quinquennal devait initialement s'étendre de 1979 à 1983, mais il fut par la suite réajusté pour coïncider avec les plans de développement des pays du Marché commun arabe ainsi que des États socialistes, de 1981 à 1985. Les deux années intermédiaires furent mises à profit pour achever les projets restés en suspens du premier plan.

[214] *Ministère de la Planification*, Aden, RPDY.

[215] *Agence de presse d'Aden*, 14 octobre 1980.

[216] *Ministère de la Planification*.

[217] *Actes, op. cit.*, p. 50.

[218] *Actes, op. cit.*, p. 53.

[219] *Constitution de la RPDY* de 1978, art. 37.

[220] *Loi fondamentale sur le travail de la RPDY*, Londres, 1978, p. 60, art. 93.

[221] *ibid.*

- [222] L'agriculture traditionnelle sur les terres irriguées par crue dans le Wadi Hadramaut est abordée dans A. S. Bujra, *The Politics of Stratification*, Oxford, 1971, chapitre 3 ; et le régime foncier et les droits d'eau à Lahej sont traités dans A. A. Maktari, *Water rights and irrigation practices in Lahej*, Cambridge, 1971.
- [223] PDRY, *The Agrarian Reform Law*, Londres, 1978, p. 8.
- [224] *op. cit.*, annexe 4, p. 11.
- [225] *op. cit.*, annexes 30 et 31, p. 18.
- [226] *op. cit.*, art. 35, p. 19.
- [227] J. Stork, « Socialist Revolution in Arabia » dans *MERIP Reports* n° 15, mars 1973, p. 14, Washington DC.
- [228] Le président Salem Ruba'i Ali, cité dans E. Rouleau, « L'Étoile rouge sur le Yémen du Sud », *Le Monde*, Paris, 28–29 mai 1972.
- [229] Rouleau, *ibid.*
- [230] *Cinquième Congrès de la NFPO de la RPDY*, Aden, 1972, tiré à partie. Résolution n° 5.
- [231] *op. cit.*, résolution n° 6.
- [232] *op. cit.*, résolution n° 7.
- [233] *Ministère de l'Information de la RPDY, Réalisations économiques du Yémen démocratique*, 1974, édition anglaise, Londres, 1977, p. 13.
- [234] *op. cit.*, p. 15.
- [235] 4^e congrès du NLF — *Documents*, p. 9.
- [236] *Programme de l'UPONF*, Londres, 1977, p. 23.
- [237] On en trouve des exemples au Musée ethnographique d'Aden, mais aussi au musée de Seiyun.
- [238] *Loi de 1981 sur l'investissement*, chap. 3.
- [239] Actes du 1^{er} congrès du YSP. *op. cit.*, p. 149
- [240] *op. cit.*, p. 149–150